



« Actes de la jeune recherche en Économie,  
Société et Culture. Lauréats du concours FES  
Algérie 2012 »



Fondation Friedrich Ebert  
Bureau d'Alger

*Recueil*







**« Actes de la jeune recherche en Économie,  
Société et Culture. Lauréats du concours FES  
Algérie 2012 »**

**Fondation Friedrich Ebert**

© Tous droits réservés, Friedrich Ebert Stiftung, 2012  
No dépôt légal : 5473-2012  
No ISBN : 978-9961-9885-8-9

Toute demande d'information, d'autorisation de reproduction ou de diffusion peut être  
adressée à : [info@fes-alger.org](mailto:info@fes-alger.org)



## PRESENTATION

En Algérie et dans la région du Maghreb, les jeunes élites se sentent marginalisées, ou pas entendues, alors qu'elles sont mues par une dynamique qui ne cherche pas de nouvelles idées qu'à impulser le changement et le renouveau et que leurs compétences dans différents domaines ont été plus d'une fois démontrées. Pourtant, il est plus qu'évident que l'expertise acquise par l'intégration systématique des jeunes élites scientifiques et sociales pourrait profiter à l'élargissement des champs d'action des acteurs de la société et contribuer, en retour, à l'augmentation de la qualité et de la pertinence de leurs actions. En effet, leur implication continue et de façon compétente et concertée, serait à même de faire naître l'espoir d'une ouverture progressive des institutions au niveau national ainsi que leur intégration au niveau international.

La Fondation Friedrich Ebert (FES) a pris l'initiative durant cette année 2012 de lancer un programme de promotion de la recherche appliquée au domaine des sciences humaines, sociales et économiques en Algérie dans le but de décloisonner le savoir, encourager la recherche universitaire et donner de la visibilité aux travaux des chercheurs dans le domaine des sciences humaines et sociales. La FES s'inscrit ainsi dans le processus de connexion de la recherche avec la société civile par la diffusion et la vulgarisation des travaux de recherche afin d'encourager le débat d'idées autour de chercheurs et de leurs savoirs.

L'objectif de cette activité est de promouvoir le développement et la diffusion d'éléments d'analyse et d'interprétation de problématiques actuelles, ainsi que de permettre à de jeunes chercheurs de faire connaître leurs travaux à travers de plus larges franges de la société.

Afin de réaliser ce projet, un concours a été ouvert aux étudiants en magistère et doctorants afin qu'ils soumettent à un jury d'experts leurs travaux encore en cours ou achevés et soutenus dans les diverses universités du pays. Il a été proposé aux jeunes chercheurs algériens d'éditer et de diffuser le plus largement possible le résultat de leurs recherches. L'information a été publiée par voie de presse ainsi que sur le site web de la Fondation. Un courrier

accompagné de l'argumentaire du concours et du règlement a été envoyé à tous les centres de recherche et universités. Elle a permis de toucher toutes les universités et les centres de recherche en Algérie. Suite à l'appel de la Fondation un réel engouement s'est manifesté de la part de jeunes chercheurs, près d'une centaine de thèses dans les domaines des sciences humaines (histoire, les sciences de l'éducation, la psychologie, les sciences économiques, sociologie et urbanisme) ont été reçues ; elles provenaient des différentes régions du pays : Tlemcen, Sidi Bel Abbes, Batna, Oran, Alger, Blida, Constantine, Mostaganem entre autres.

Le résultat a dépassé les attentes dans la mesure où le jury composé à cet effet a eu à évaluer des dizaines de travaux dans l'ensemble des disciplines socio-politiques, socioéconomiques et sociolinguistique.

Dans le domaine économique plusieurs contributions ont été retenues.

Parmi eux, le jury a retenu une étude économétrique portant sur les effets de l'application de la politique de libéralisation financière sur la croissance économique en Algérie pour la période comprise entre 1970 et 2010. L'étude économétrique utilisant la méthode de co-intégration a tenté de déterminer les effets de cette politique de libéralisation sur les taux de la croissance économique réalisés durant ces dernières décennies.

Plus portés sur les monographies, certains auteurs ont abordé la question de la mise en valeur des différents secteurs d'activité. Une des études s'est concentrée sur la mise en valeur agricole dans le sud-ouest algérien pour y déceler les implications spatiales et sociales entraînées après plus de deux décennies d'expérimentation. D'autres ont traité des entraves à l'entrepreneuriat féminin en Algérie, pour constater qu'elles ne représentent en fin de compte selon le registre du commerce que 3,2% de l'ensemble des entrepreneurs. Un taux très faible, par rapport à la population féminine totale ou au nombre total des entrepreneurs.

Toujours dans le domaine économique, l'intérêt de certains jeunes chercheurs s'est porté sur l'activité dans le secteur de l'informel. Une enquête menée



à Bejaia auprès d'un échantillon représentatif de ménages met en lumière l'hétérogénéité du secteur informel qui se décline en plusieurs segments : les micro-entrepreneurs (informels purs et informels hybrides), les travailleuses à domicile (couturières, prestataires de services, et sous-traitantes de produits alimentaires) et les salariés informels.

D'autres études ont été menées dans le champ de la sociolinguistique. Une monographie de la ville de Sidi Bel Abbès a interrogé les usages toponymiques et les comportements sociolinguistiques des jeunes Bélabésiens. Un autre auteur s'est concentré sur la frange des lycéens à Bejaia pour mettre en évidence le phénomène d'insécurité linguistique en milieu plurilingue.

En linguistique pure un auteur s'est intéressé à la question de la proximité entre l'arabe et l'hébreu pour pouvoir répondre au problème des similitudes et différences dans le groupe des langues sémitiques.

L'analyse sociologique des relations intrafamiliales n'a pas été laissée en reste. C'est ainsi qu'une étude s'est intéressée à l'impact des méthodes d'éducation familiale ainsi que de l'environnement social sur la personnalité de l'enfant atteint de surdité. Elle a cherché à étudier les moyens mis en œuvre pour surmonter les problèmes posés par le handicap et réduire son impact négatif sur l'enfant. L'auteur a ainsi tenté de rendre disponibles des outils permettant de tester ses hypothèses de travail et de rendre compte des voies possibles pour les méthodes d'éducation d'enfants handicapés en milieu social hostile.

Dans le même ordre d'idées, un des jeunes chercheurs s'est attelé à mettre en évidence les caractéristiques de la perception de soi chez les enfants victimes d'abus sexuels. L'étude a été menée au sein de services médico-légaux en milieu hospitalier et a fini par aboutir à la mise en évidence des traumatismes d'origine sexuelle en l'inscrivant dans une recherche plus générale sur la psychologie du traumatisme.

De là, il peut paraître logique de s'intéresser au dialogue social en Algérie et au rôle des acteurs sociaux dans la politique de développement. L'auteur lie ce dialogue à l'efficacité des systèmes politiques et sur leur capacité à créer un équilibre entre les intérêts contradictoires au sein de la communauté ainsi que

sur les décisions rationnelles prises sans recourir à des méthodes de répression et d'intimidation.

Quoi de plus logique que d'en arriver à une étude sur les fondements théoriques et les mécanismes de mise en œuvre de la bonne gouvernance dans le cas algérien ?

Parmi les études retenues, l'une d'entre elles a traité de l'E-gouvernement, entre les chances de succès et les contraintes d'application. L'originalité du sujet qui aborde la question de la politique publique par l'intermédiaire de nouveaux dispositifs a fait que le jury l'a retenue

Ainsi en arrive-t-on à des études sur les droits de l'Homme. Une des études s'attèle à mettre en évidence les mécanismes de la défense des droits de l'homme dans des circonstances exceptionnelles et s'interroge sur l'efficacité des garanties internationales protégeant les droits des individus et leurs libertés fondamentales.

*Dahou Djerbal*



## TABLE DES MATIERES :

**Belkacem BENALLALL :**

Les effets de l'application de la politique de libéralisation financière sur la croissance économique en Algérie (1970/2010) : Etude économétrique avec la méthode de cointégration 02

**Bachir BESSAI**

L'insécurité linguistique et les représentations des langues chez les lycéens de la ville de Béjaia, Algérie 28

**Youghourta BELLACHE**

L'économie informelle en Algérie : approches, ampleur et caractéristique 48

**Hadjer MERBOUH**

Sidi Bel Abbès-ville (Algérie) 70

Des toponymes aux représentations-identités sociolinguistiques

**Fatima TAHIR METAICHE**

Les entraves au développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie : une étude exploratoire 84

**Tayeb OTMANE**

Les mises en valeur agricole récentes au sud-ouest du Sahara algérien, une délocalisation d'une paysannerie? 105

تالي جمال

أساليب التنشئة الأسرية والسلوك العدواني لدى الأطفال الصم 118

معمر عمار

لماذا ندرس السياسة العامة 137

حنان فصراوي

حدود الحماية الدولية لحقوق الإنسان أثناء الظروف الاستثنائية 140

فضيلة عكاش

الحوار الاجتماعي في الجزائر: دور الفاعلين الاجتماعيين في وضع السياسة التنموية 155

يوسف أزروال

الحكم الراشد بين الأسس النظرية وآليات التطبيق دراسة في واقع التجربة الجزائرية 169

نسيمة رماس

خصائص تصور الذات عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي 193

سعاد بلعباس

صلات القرابة بين العربية والعبرية 208



أثر تطبيق سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي في الجزائر (2010/1970): دراسة قياسية باستعمال طريقة التكامل المتزامن

**Les effets de l'application de la politique de libéralisation financière sur la croissance économique en Algérie (1970/2010) : Etude économétrique avec la méthode de cointégration**

بن علال بلقاسم\*

---

\* BENALLAL Belkacem Doctorant en Sciences de l'Economie Monétaire et Financière, Chercheur et Membre du Laboratoire MIFMA (Monnaie et Institutions Financières dans le Maghreb Arabe), Université Abou Bekr Belkaid, Tlemcen Algérie.

E-mail : [kacimove2004@hotmail.com](mailto:kacimove2004@hotmail.com)

2	ملخص.....
3	المقدمة.....
3	1- تعريف سياسة التحرير المالي.....
4	2- الجوانب الأساسية لسياسة التحرير المالي.....
4	1.2- تحرير النظام المصرفي الداخلي.....
4	2.2- تحرير الأسواق المالية.....
4	3.2- تحرير حساب رأس المال.....
5	3- علاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي.....
5	1.3- إستعراض الأدبيات النظرية لعلاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي.....
7	2.3- بعض الدراسات التجريبية حول علاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي.....
9	4- سياق التحرير المالي في الجزائر.....
10	1.4- مبادئ قانون النقد والقرض رقم 90-10.....
11	2.4- الهياكل الجديدة التي جاء بها قانون النقد والقرض رقم 90-10.....
11	3.4- التنظيمات الجديدة في ظل قانون النقد والقرض رقم 90-10.....
12	4.4- تعديل قانون النقد والقرض بالأمر الرئاسي رقم 03-11 الصادر في 26 أوت 2003 المتعلق بقانون النقد والقرض
13	5- أثر إصلاحات التحرير المالي على المؤشرات المالية والنقدية في الجزائر.....
13	1.5- تطور الكتلة النقدية.....
14	2.5- تطور معدلات الفائدة الدائنة والمدينة.....
15	3.5- تطور الموارد المالية المعبأة.....
16	4.5- القروض الموزعة.....
17	6- قياس أثر تطبيق سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي في الجزائر (1970/2010).....
17	1.6- النموذج والمتغيرات المستعملة في الدراسة القياسية.....
18	2.6- إختبار إستقرارية (سكون) السلاسل الزمنية.....
20	3.6- إختبار التكامل المتزامن.....
20	4.6- تقدير وإختبار النموذج بطريقة المربعات الصغرى.....
21	5.6- نموذج تصحيح الأخطاء وتحليل النتائج.....
22	الخاتمة.....
23	الملاحق.....

### ملخص:

موضوع هذه الورقة البحثية يتمثل في دراسة قياسية لأثر تطبيق سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي في الجزائر للفترة الممتدة ما بين 1970 و2010، وذلك بإستعمال طريقة التكامل المتزامن لتحديد أثر تطبيق هذه السياسة على معدلات النمو الإقتصادي المحقق في السنوات الأخيرة. وقد توصلنا من خلال هذه الدراسة إلى أن سياسية التحرير المالي المتبعة في الجزائر منذ صدور قانون النقد والقرض سنة 1990، لم يكن لها أثر على معدلات النمو الإقتصادي المحققة بعد سنة 1990، ولم تحقق نتائج مقبولة في تفعيل دور المنظومة المالية والمصرفية الجزائرية في الرفع من تعبئة الموارد المالية. أما التحسن الحاصل في المؤشرات المالية والنقدية (مؤشرات التطور المالي) ومعدلات النمو الإقتصادي للسنوات الأخيرة، فهو يعود بالأساس إلى عوامل أخرى كارتفاع أسعار المحروقات والإحتياطات من العملة الصعبة.

الكلمات المفتاحية: تطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر، النمو الإقتصادي، المؤشرات المالية والنقدية، قانون النقد والقرض 1990، طريقة التكامل المتزامن.

**Résumé :**

Le sujet de cet article consiste en une étude économétrique portant sur les effets de l'application de la politique de libéralisation financière sur la croissance économique en Algérie pour la période comprise entre 1970 et 2010, grâce à une étude économétrique utilisant la méthode de cointégration pour déterminer les effets de cette politique sur les taux de la croissance économique réalisés durant ces dernières années. Ceci nous a amené à constater que la politique de libéralisation financière entreprise par l'Algérie en 1990 depuis la diffusion de la loi portant sur la monnaie et le crédit n'a nullement influé sur les taux de croissance économique réalisés durant cette période et de ce fait, aucun résultat appréciable n'a pu se dégager pour pouvoir générer cette dynamique espérée du rôle de ces institutions bancaires et financières algériennes dans l'accroissement et l'exploitation des ressources financières. L'amélioration des indicateurs financiers et monétaires (les indicateurs de développement financier), réalisés durant ces dernières années par l'Algérie, résulte principalement d'autres facteurs tels que l'augmentation du prix des hydrocarbures et de volume de réserves de change.

**Les mots-clés:** Application de la politique de libéralisation financière en Algérie, Croissance économique, Indicateurs financiers et monétaires, Loi portant sur la monnaie et le crédit 1990, Méthode de cointégration.

**Abstract :**

The subject of this article consists of an econometric study on the effects of applying the policy of financial liberalization on economic growth in Algeria for the period between 1970 and 2010, through an econometric study using cointegration to determine the effects of applying this policy on rates of economic growth in recent years. This led us to conclude that the financial liberalization policy undertaken by Algeria in 1990, since the release of the Law on Money and Trust, has in no way affected the economic growth rate achieved after the year 1990 and therefore, no appreciable result has been reached in order to generate the expected dynamics of the role of the Algerian banking and financial institutions in raising and harvesting forest resources. The Improvement of financial and monetary indicators (indicators of financial development) and economic growth rates achieved in recent years by Algeria, is mainly due to other financial factors such as rising oil prices and the volume of foreign exchange reserves.

**Key words:** Application of the policy of financial liberalization in Algeria, Economic growth, Financial and monetary indicators, Law on money and trust 1990, Cointegration method.

**المقدمة:**

شرعت العديد من الدول النامية في إجراء إصلاحات إقتصادية ومالية بهدف الانتقال من الإقتصاد المخطط إلى الإقتصاد الحر (إقتصاد السوق)، فأولت هذه الدول إهتماما كبيرا بالقطاع المالي والمصرفي وعجلت به إلى التحرير والإفتتاح كشرط من الشروط التي فرضها صندوق النقد والبنك العالميين في إطار برنامج الإصلاح الإقتصادي والمالي. وقد تضمن تطبيق سياسة التحرير المالي (Libéralisation financière) في الدول النامية عدة عناصر كتحرير القطاع المصرفي من خلال تحرير أسعار الفائدة وإلغاء توجيه وتسقيف القروض، وكذلك تحرير الأسواق المالية وتحرير حساب رأس المال. وتعود سياسة التحرير المالي إلى أعمال R. Mc KINNON et E. SHAW سنة 1973 عندما قام كل منهما بتقديم دراسات نظرية وتحليلية إنتقدا من خلالها بشدة عملية تطبيق سياسة الكبح المالي (Répression financière) من طرف أغلب الدول النامية، وذلك نتيجة لما خلفته هذه السياسة من آثار سلبية على كل من التطور المالي والنمو الإقتصادي لهذه الدول. وقد أعتبر كل من R. Mc KINNON et E. SHAW أن التخلي عن سياسة الكبح المالي وتطبيق سياسة التحرير المالي في الدول النامية هو الحل الأمثل لهذه الدول من أجل تحسين قدرة أنظمتها المالية والمصرفية على جلب وتعبئة الموارد المالية بالقدر الكافي الذي يسمح بتحقيق معدلات نمو إقتصادي موجبة، ودرجات متقدمة من التطور المالي. وقد أثبتنا من خلال دراسات نظرية وتحليلية أن تطبيق سياسة التحرير المالي يمكن أن يحفز على تراكم الإدخار فترتفع الإستثمارات، الأمر الذي يؤدي إلى تحقيق معدلات نمو إقتصادي موجبة ودرجات متقدمة من التطور المالي.

والجزائر كغيرها من الدول النامية، عرف نظامها المالي والمصرفي في ظل الإقتصاد الموجه قصورا شاملا في أدائه، وكان ذلك نتيجة لإستمرار الحكومة الجزائرية في إعتادها على تطبيق سياسة الكبح المالي منذ حصولها على الإستقلال بهدف تمويل برامجها الإقتصادية والتنمية، حيث سيطرت آنذاك البنوك العمومية على النشاط المالي والمصرفي ككل، فتدنت حجم الموارد المالية المعبأة وإتسعت رقعة القطاع المالي غير الرسمي، كما إرتفع مقدار العجز في ميزان المدفوعات للدولة وتراكمت الديون الخارجية الأمر الذي أنعكس سلبا على معدلات النمو الإقتصادي للدولة.

وبعد الأزمة النفطية سنة 1986 وإنهييار سعر صرف الدولار الأمريكي، وقعت الجزائر في أزمة مالية خانقة حيث إنخفضت مداخيل الدولة وشلت حركة التمويل الموجه للإقتصاد الوطني والمؤسسات العمومية، وبالتالي تعطلت المشاريع الإستثمارية والمخططات التنموية التي وضعتها السلطات الجزائرية. لذلك، سارعت السلطات الجزائرية مع نهاية فترة الثمانينات وبالإتفاق من صندوق النقد الدولي إلى تطبيق وإعتاد منهج التحرير المالي كسياسة لإصلاح وتفعيل نظامها المالي والمصرفي بإعتباره أحد أهم عوامل تحقيق النمو الإقتصادي، وقد تجلى هذا الإصلاح من خلال صدور قانون النقد والقرض (Loi sur la monnaie et le crédit) رقم 90-10 الصادر في 14 أفريل 1990 والمعدل بالأمر الرئاسي رقم 03-11 الصادر في 26 أوت 2003 والمتعلق بقانون النقد والقرض. وقد أتيت محتوى هذا القانون الرغبة الواضحة من طرف السلطات المالية والنقدية بالجزائر في تحرير القطاع المالي والمصرفي الجزائري الذي عرف العديد من التحولات والتطورات بعد مرور تسع عشرة سنة عن صدور هذا القانون، حيث نص هذا القانون لأول مرة على السماح بإنشاء البنوك الخاصة برأس مال جزائري وأجنبي في الجزائر.

لقد مر عقداً على بداية تبني الجزائر كغيرها من الدول النامية لخيار إقتصاد السوق وتحرير الإقتصاد، حيث باشرت بمجموعة من الإجراءات الهادفة إلى تحرير النظام المالي والمصرفي تمثلت أولى هذه الإجراءات في صدور قانون النقد والقرض في 14 أفريل 1990. وبعد هذه المدة يمكننا تقييم نتائج تطبيق سياسة التحرير المالي بالنسبة للإقتصاد الجزائري، لذا سنحاول في هذه الورقة البحثية معالجة الإشكالية التالية: هل كان لتطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر أثر إيجابي على معدلات النمو الإقتصادي المحققة بعد صدور قانون النقد والقرض لسنة 1990 ؟

### 1- تعريف سياسة التحرير المالي:

يندرج التحرير المالي ضمن سياق التحرير الإقتصادي ويعتبر أحد مكوناته الرئيسية في برامج الإصلاح الإقتصادي، كما يندرج كذلك ضمن التطورات المالية والمصرفية العالمية التي تقوم على مبدأ التحرير من القيود والعراقيل وزيادة حدة المنافسة بين البنوك، واستعمال وسائل تكنولوجية متطورة للإتصال والمعلومات، وتطبيق مقررات لجنة بازل العالمية (Comité de Bâle)، والإنضمام إلى المنظمة العالمية للتجارة كمنظم للعلاقات التجارية والمالية بين أعضائه في ظل التحرير الإقتصادي المبني على تحرير الخدمات المالية والمصرفية<sup>1</sup>. وهناك عدة تعريفات لسياسة التحرير المالي، نذكرها ما يلي:

عرفها R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) على أنها<sup>2</sup>: "الحل الأمثل للخروج من حالة الكبح المالي، ووسيلة بسيطة وفعالة لتسريع وتيرة النمو الإقتصادي في الدول النامية".

وعرفها كل من AMABLE, CHATELAIN et De BANDT (1997) على أنها<sup>3</sup>: "تلك السياسة التي تقود إلى رفع الإدخار، وإستخدام أمثل للموارد المالية المتاحة للإستثمار".

كذلك عرفها MURAT UCER (2000) على أنها<sup>4</sup>: "عبارة عن عملية تتمثل في مجموعة من الإجراءات التي تطبق من أجل إلغاء القيود المفروضة على القطاع المالي والمصرفي كتحرير معدلات الفائدة، ونزع القيود المفروضة على حساب رأس المال، وذلك بهدف إصلاح القطاع المالي الداخلي والخارجي للدولة".

فمن خلال التعاريف السابقة نستنتج أن التحرير المالي يندرج تحت سياق الإصلاحات المالية والمصرفية، وذلك بإلغاء مختلف القيود والضوابط المفروضة على العمل المالي والمصرفي وعلى حركة مختلف أشكال رؤوس الأموال من خلال إعطاء البنوك والمؤسسات المالية إستقلالها أو التقليل من إحتكار الدولة لها، وتحرير معدلات الفائدة وأسعار مختلف العمليات المالية والمصرفية وجعلها تتحدد في السوق طبقا لقوانين العرض والطلب، بالإضافة إلى فتح المجال المالي والمصرفي المحلي أمام القطاع الخاص الوطني والأجنبي تشجيعا للمنافسة في ما بين البنوك، ونزع القيود المفروضة على حساب رأس المال.

<sup>1</sup> بن طلحة صليحة، معوشي بوعلام، " دور التحرير المصرفي في إصلاح المنظومة المصرفية "، ملتقى المنظومة المصرفية الجزائرية والتحويلات الإقتصادية، واقع وتحديات، يومي 14 و 15 ديسمبر 2004، جامعة الشلف، ص 476.

<sup>2</sup> Voire :

- R. Mc Kinnon, « Money and Capital in Economic Development », Washington: Brookings Institution, 1973.

- E. Shaw, « Financial Deepening in Economic Development », New York: Oxford University Press, 1973.

<sup>3</sup> Amable, Chatelain et De Bandt, « Confiance dans le Système Bancaire et Croissance Economique », Revue Economique, N° 48, 1997, P 397 à 407.

<sup>4</sup> Murat Ucer, « Notes on Financial Liberalization », Proceedings of the Seminar: « Macroeconomic Management: New Methods and Current Policy Issues », Held in Turkey, 2000, P 1.

**2- الجوانب الأساسية لسياسة التحرير المالي:**

أثبت كل من BEN GAMRA et CLEVENOT (2008/2005)<sup>5</sup> في دراستين قاما بها أنه مهما اختلفت إجراءات وخطوات سياسة التحرير المالي، إلا أنها تشمل ثلاثة جوانب رئيسية وفق المعادلة التالية:

$$LF = 1/3 LSBI + 1/3 LMF + 1/3 LCC$$

حيث:

**LF:** التحرير المالي (Libéralisation financière).

**LSBI:** تحرير النظام المصرفي الداخلي (المحلي) (Libéralisation du système bancaire interne).

**LMF:** تحرير الأسواق المالية (Libéralisation des marchés financiers).

**LCC:** تحرير حساب رأس المال (Libéralisation du compte de capital).

**1.2- تحرير النظام المصرفي الداخلي (LSBI):** يشمل تحرير النظام المصرفي الداخلي ثلاثة عناصر أساسية:

- **تحرير أسعار الفائدة الدائنة والمدينة:** ويتحقق ذلك عن طريق الحد من الرقابة على أسعار الفائدة الدائنة والمدينة والتخلي عن سياسة التحديد الإداري لها، وتركها حرة تتحدد في السوق بالإلتقاء بين عارضي الأموال والطلبين لها للإستثمار، مع الملائمة بين الإستهلاك والإنفاق الإستثماري.

- **تحرير القروض:** ويتحقق ذلك عن طريق الحد من عملية توجيه الإئتمان نحو القطاعات التي تعتبرها الحكومة أولوية للتمويل على حساب قطاعات أخرى، والحد من وضع سقف إئتمانية على القروض الممنوحة لبعض القطاعات، وبالإضافة لذلك إلغاء أو خفض نسب الإحتياطات الإجبارية المفروضة على البنوك التجارية.

- **تحرير المنافسة البنكية:** والذي يتحقق بإلغاء وإزالة القيود والعراقيل التي تعيق إنشاء البنوك الخاصة برأس مال محلي أو أجنبي، وكذلك إلغاء القيود التي تمنع خلق بنوك ومؤسسات مالية متخصصة وشاملة.

**2.2- تحرير الأسواق المالية (LMF):** يتم ذلك بواسطة إزالة القيود والعراقيل المفروضة ضد حيازة وإملاك المستثمر

الأجنبي للأصول والأوراق المالية للمنشآت والمؤسسات المحلية الصادرة في بورصة القيم المنقولة (كالأسهم والمشتقات المالية)، والحد من إجبار توطين رأس المال وأقساط الأرباح والفوائد أي إلغاء الحواجز أمام خروج الأموال الأجنبية المستثمرة في الداخل والأرباح الناتجة عنها.

**3.2- تحرير حساب رأس المال (LCC):** ويتضمن العمل على الحد من الرقابة المفروضة على سعر الصرف المطبق

على المعاملات المرتبطة بالحساب الجاري وحساب رأس المال، وعدم تدخل السلطات النقدية في تحديد معدل صرف العملة المحلية. كذلك يتضمن تحرير تدفقات رؤوس الأموال من وإلى الإقتصاد، وحرية التعامل بمختلف أشكال رؤوس الأموال كالإستثمارات الأجنبية المباشرة وإستثمارات المحافظ المالية كالأسهم والسندات والمعاملات المتعلقة بأصول الثروة العقارية والمعاملات المتعلقة بالثروات الشخصية والمعاملات المتعلقة بالديون كالقروض البنكية والإلتزامات والتسهيلات الإئتمانية المقدمة من الدول المتقدمة إلى الدول النامية، والديون المستحقة على الديون الجديدة والتعامل بالنقد الأجنبي.

ويشير خبراء صندوق النقد الدولي في هذا الخصوص إلى قضيتين هامتين<sup>6</sup>:

✓ أنه من الأفضل البدء في تحرير التدفقات الطويلة الأجل قبل التدفقات القصيرة الأجل، وتحرير الإستثمار الأجنبي

المباشر قبل تحرير إستثمار المحافظ المالية أو الإستثمار غير المباشر.

✓ إن التحرير الشامل لمعاملات وتحويلات رأس المال لا يعني التخلي عن كل القواعد والنظم المطبقة على

المعاملات بالعملة الأجنبية، بل ربما يحتاج الأمر إلى تقوية القواعد ونظم الحيلة المتعلقة بتحويلات العملة

الأجنبية التي يجريها غير المقيمين.

وبناء على درجة تحرير كل جانب من الجوانب الثلاثة السابقة الذكر (تحرير النظام المصرفي الداخلي، تحرير الأسواق المالية وتحرير حساب رأس المال)، يمكن الحكم على درجة التحرير المالي في الإقتصاد ككل بالنسبة لكل دولة، والجدول التالي رقم (1) الذي وضع من طرف كل من BEN GAMRA et CLEVENOT يبين المعايير المستعملة في تحديد درجة التحرير المالي: تحرير تدريجي (Graduelle) أو كلي (Brutale).

<sup>5</sup> Voir :

- Saoussen Ben Gamra, Michaël Clévenot, « Libéralisation Financière et Crises Bancaires dans les Pays Emergents: la Prégance du Rôle des Institutions », Université Paris XIII, 2005, P 10 et 11.

- Saoussen Ben Gamra, Michaël Clévenot, « Les Effets Ambigus de la Libéralisation Financière dans les Pays en Développement, Croissance Economique ou Instabilité Financière ? », Université de Paris XIII, Version de 1 à 20 Septembre 2008, P 7.

<sup>6</sup> عبد المطلب عبد الحميد، " العولمة وإقتصاديات البنوك "، الدار الجامعية للطباعة والنشر، الإسكندرية، مصر، 2002، ص 35.

**الجدول رقم 1: معايير تصنيف درجة التحرير المالي.**

تحرير كلي (Libéralisation brutale)	تحرير جزئي (Libéralisation graduelle)	قيود سياسة الكبح المالي (Restrictions)	
عدم وجود رقابة وتدخّل في تحديد معدلات الفائدة الدائنة والمدينة.	عدم وجود رقابة وتدخّل في تحديد معدلات الفائدة الدائنة والمدينة.	معدلات الفائدة الدائنة والمدينة.	النظام المصرفي الداخلي (Système Bancaire Interne)
- عدم وجود رقابة على القروض، الإحتياطات الإلزامية والدخول إلى القطاع البنكي. - نسبة الإحتياطي الإلزامي لا تتجاوز 10 % لمدة تقل عن سنتين.	- عدم وجود رقابة على القروض، الإحتياطات الإلزامية والدخول إلى القطاع البنكي. - نسبة الإحتياطي الإلزامي بين 10 و 50 % لمدة تفوق 5 سنوات.	القروض، الإحتياطات الإلزامية والدخول الخاص المحلي والأجنبي إلى قطاع البنوك.	
المستثمرين الأجانب مصرح لهم بتملك أصول مالية محلية دون شروط.	- المستثمرين الأجانب غير مصرح لهم بتملك أكثر من 49 % من الأصول المالية المحلية. - يوجد قيود على المساهمة في بعض القطاعات الإقتصادية.	الإستثمارات الأجنبية في المحافظ المالية.	الأسواق المالية (Marchés Financiers)
توزيع رأس المال المستثمر وأرباح الأسهم وفوائد السندات يتم في السنتين الأوليتين من الإستثمار.	توزيع رأس المال المستثمر وأرباح الأسهم وفوائد السندات لا يتم قبل 5 سنوات الأولى من الإستثمار.	توزيع رأس المال المستثمر، وأرباح الأسهم وفوائد السندات.	
البنوك والمؤسسات المالية المحلية تفتقر بكل حرية من الخارج، بشرط أن تعلم السلطات النقدية.	البنوك والمؤسسات المالية المحلية مصرح لهم بالإقتراض من الخارج لكن في وجود بعض القيود.	إقتراضات البنوك المحلية من الخارج.	حساب رأس المال (Compte de Capital)
عدم وجود أسعار الصرف خاصة على عمليات الحساب الجاري وتدفقات رأس المال (التحويلات المالية للعملاء)، ولا وجود للقيود فيما يخص خروج رؤوس الأموال.	وجود أسعار الصرف خاصة على عمليات الحساب الجاري وتدفقات رأس المال (التحويلات المالية للعملاء)، ووجود قيود فيما يخص خروج رؤوس الأموال.	سعر الصرف متعدد وقيود أخرى.	

Source: Saoussen Ben Gamra, Michaël Clévenot, « La Libéralisation Financière dans les Pays en développement, Croissance Economique ou Instabilité Financière ? », Université Paris XIII, Version de 1 à 20 Sept 2008, P 23.

**3- علاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي:**

سنحاول في هذا الجزء أن نقدم الأدبيات النظرية المتعلقة بإشكالية أثر تطبيق سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي كخطوة أولى، وفي الخطوة الثانية بعض الدراسات التجريبية حول هذه العلاقة والنتائج التي تم التوصل إليها:

**1.3- إستعراض الأدبيات النظرية لعلاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي: (Littérature théorique)**

كل من R. Mc KINNON et E. SHAW سنة 1973 على الدول النامية في أعمالهما النظرية والتطبيقية تحرير أنظمتها المالية والمصرفية من جميع أشكال قيود سياسة الكبح المالي بشكل تدريجي أو كلي، وذلك من أجل التخلص من الآثار السلبية التي كانت ناتجة عن تطبيق هذه السياسة الأمر الذي من شأنه أن يدفع على المدى الطويل بعجلة النمو الإقتصادي والتطور المالي لهذه الدول نحو الأمام. وقد أشار كل منهما إلى أن تحقيق معدلات فائدة حقيقية سالبة ونسب مرتفعة من متطلبات الإحتياطي الإلزامي المفروضة على البنوك التجارية بالإضافة إلى سياسة توجيه الإئتمان، تؤدي جميعا إلى قيام قطاع مالي ومصرفي مقيد يتميز بضعف دور الوساطة المالية والمصرفية في تعبئة الإدخار وعدم التخصيص الأمثل للموارد المالية المتاحة، الأمر الذي ينعكس سلبا على معدلات النمو الإقتصادي للدول النامية.

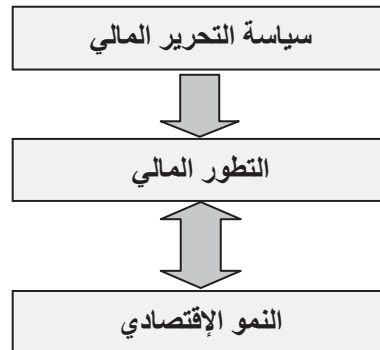
وقد شهد تحليل R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) ترحيبا ومساندة من طرف أغلب الدول (النامية والمتقدمة)، وكذلك من طرف الهيئات والمنظمات المالية الدولية وعلي رأسها صندوق النقد (FMI) والبنك الدولي، كون أن سياسة التحرير المالي تهدف إلى الرفع من كفاءة الأنظمة المالية للإقتصاديات النامية في تعبئة القدر الكافي من الموارد المالية والتي ستساهم حتما في تحقيق معدلات نمو إقتصادي موجبة، كما تسمح لها هذه السياسة بالتكيف مع المستجدات والتطورات الإقتصادية والمالية العالمية.

وأكد R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) على أن التحرير المالي بمختلف جوانبه (تحرير النظام المصرفي الداخلي، تحرير الأسواق المالية وتحرير حساب رأس المال)، يؤدي إلى تحقيق معدلات نمو إقتصادي موجبة حيث أن:

✓ تحرير أسعار الفائدة والخدمات المصرفية يسمح بتوفير موارد مالية إضافية لتمويل الإستثمارات لمختلف القطاعات الإقتصادية، كما يساهم في تشجيع المنافسة فيما بين البنوك مما يخفض تكلفة الوساطة المالية، ويساهم كذلك في التخصيص الأمثل للموارد المالية مما يساعد على توجيه القروض البنكية إلى الإستثمارات الأكثر إنتاجية.

- ✓ إلغاء الحواجز أمام تنقلات رؤوس الأموال فيما بين الدول يساهم في رفع حجم الموارد المالية المحلية، الأمر الذي يسمح بتوفير التمويل اللازم والسريع للإستثمارات المنتجة خاصة إستثمارات القطاع الخاص.
- كل هذا سيقدم الدعم بدرجات كبيرة لتحقيق معدلات نمو إقتصادي عالية وموجبة.
- ولقي تحليل R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) المتعلق بسياسة التحرير المالي مساندة وتأييدا من طرف العديد من الإقتصاديين خاصة الذين ينتمون إلى مدرسة ستانفورد (Stanford School)، حيث إقتنعوا بأن هذه السياسة تدعم التطور المالي والنمو الإقتصادي في الدول النامية، وقاموا بإثراء وتطوير هذا التحليل بمجموعة من الدراسات النظرية والتطبيقية، وأهم هؤلاء الإقتصاديين: (1976) KAPUR، (1976) VOGEL et BUSER، (1976) GALBIS، (1977) MATHIESON، (1979) A. GELB، (1989) ROUBINI et SALA-i- MARTIN، (1982) TAYLOR، (1983) VAN WINJBERGEN، (1983) SHO، (1986) BURKETT et DUTT، (1991) MAXWELL FRY (1988-1995) وآخرون.<sup>7</sup>
- كما تعرض تحليل R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) في شكله الأول إلى العديد من الإنتقادات، خاصة من طرف الكينزيون الجدد (Les Poste-Keynésiens) وأنصار مدرسة الهيكليين الجدد (Néo-Structuralistes)، وذلك في ما يتعلق بالمبادئ التي يركز عليها هذا التحليل، وأهم هؤلاء الإقتصاديين: (1981) STIGLITZ et WEISS، (1983) TAYLOR، (1983) VAN WINJBERGEN، (1983) SHO، (1986) BURKETT et DUTT، (1991) وآخرون. وقد إنحصرت بعض هذه الإنتقادات في ما يلي:<sup>8</sup>
- ✓ فرضية الأثر الإيجابي لإرتفاع معدلات الفائدة على الإيداع والإستثمار.
- ✓ عدم الأخذ بعين الإعتبار مشكل عدم كفاءة الأسواق المالية في الدول النامية ومشكل عدم تناظر المعلومات.
- ✓ إهمال دور القطاع المالي غير الرسمي في الدول النامية.

كذلك أعتبر كل من (1993) KING et LEVINE، (2000) PRASAD، (2003) ROGOFF، WEI et KOSE، (2004) DHINGRA، وآخرين، أن التطور المالي هو شرط مسبق لنجاح تطبيق سياسة التحرير المالي، حيث أشاروا إلى أن تطبيق سياسة التحرير المالي في الدول النامية هي وسيلة فعالة لتحقيق معدلات نمو إقتصادي عالية وموجبة، وذلك بفضل تطوير النظام المالي والمصرفي الذي بدوره قد يحفز الإيداع وبالتالي توفير الأموال اللازمة لتمويل مختلف الأنشطة الإقتصادية، والتي قد تنعكس إيجابيا على معدلات النمو الإقتصادي لهذه الدول. وبالتالي فإن أساس نظرية سياسة التحرير المالي هو التطور المالي الذي يعتبر أحد الدعائم والركائز الأساسية للنمو الإقتصادي في الدول النامية.<sup>9</sup>



وقد حظي تطبيق سياسة التحرير المالي في الدول النامية بدعم ومساندة من طرف المنظمات الدولية كصندوق النقد والبنك الدوليين والدول المتقدمة، حيث أعتبرت هذه السياسة كجزء هام من الإصلاحات الإقتصادية والمالية التي أتبعها أغلب الدول النامية للدخول في إقتصاد السوق وكشروط ضروري لنجاح هذه الإصلاحات، وذلك لكونها أداة فعالة لتطوير النظام المالي والمصرفي ولتحفيز النمو الإقتصادي وبالتالي تحقيق التنمية المستدامة.

<sup>7</sup> Baptiste Venet, « Libéralisation Financière et Développement Economique: une Revue Critique de la Littérature », Université Paris IX, Dauphine, 2002, P 5 à 7.

<sup>8</sup> Baptiste Venet, « Les Critiques de la Théorie de la Libéralisation Financière », Université de Paris IX Dauphine, Octobre, 2004, P 2 à 19.

<sup>9</sup> Voire :

- King and Levine, « Finance, Entrepreneurship, and Growth: Theory and Evidence », Journal of Monetary Economics, vol 32, 1993, P 513-42.

- R. Levine, N. Loayza and T. Beck, « Financial Intermediation and Growth: Causality and Causes », Journal of Monetary Economics, August, Vol 46, no. 1, 2000, P 31-77.

- Prasad, Rogoff, Wei and kose, « The Effects of Financial Globalization on Developing Countries: Some Empirical Evidence », IMF Occasional Paper, no. 220, 2003, P 22 and 23.

- Sonal Dhingra, « Equity Markets VS Capital Account Liberalization: A Comparaison of Growth Effects of Liberalizations Policies in Developing Countries », Rutgers University, July 2004, P 6.

**2.3- بعض الدراسات التجريبية حول علاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي:** (Littérature empirique) لقد حاولت أغلب الدراسات التجريبية التي عالجت موضوع علاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي، إضافة نماذج أساسية للنمو تتضمن عدة متغيرات (درجة التعليم، الإستثمار، نمو السكان...) ومؤشرات لقياس درجة التحرير المالي. والجدول رقم (2) التالي يلخص بعض الدراسات التجريبية<sup>10</sup>:

**الجدول رقم 2: بعض الدراسات التجريبية حول علاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي.**

Etudes	Echantillon	Période	Indice de libéralisation financière	Méthode et techniques d'estimation	Effet sur la croissance économique
<b>Grilli et Milesi-Ferretti (1995)</b>	61 pays	1950-1989	Share	variables instrumentales (V.I)	Pas d'effet
<b>Quinn (1997)</b>	64 pays	1975-1989	Quinn	Coupe transversale, M.C.O	Effet positif de la libéralisation du compte de capital sur la croissance du PIB réel par tête
<b>Rodrick (1998)</b>	95 pays développés et en voie de développement	1975-1989	Share	Coupe transversale, M.C.O	Pas d'effet
<b>Kraay (1998)</b>	117 pays	1985-1997	Share, Quinn and Volume	Coupe transversale, M.C.O and V.I	Pas d'effet
<b>Klein et Olivei (2000)</b>	92 pays développés et en voie de développement	1986-1995	Share	Coupe transversale, V.I	Effet positif de la libéralisation financière sur la croissance économique dans les pays industrialisés
<b>Edwards (2001)</b>	62 pays développés et en voie de développement	1980-1989	Quinn	Coupe transversale, M.M.C	Effet positif de l'ouverture du compte de capital dans les pays industrialisés (mais

<sup>10</sup> Voir :

- Vittorio Grilli and Gian Maria Milesi-Ferretti, « Economic effects and structural determinants of capital controls », International Monetary Fund, IMF Working Paper, March 1995.
- Dennis Quinn, « The correlates of change in international financial regulation », American Political Science Review, Vol 91, no. 3, September 1997, P 531-51.
- Dani Rodrick, « Who needs capital-account convertibility? », Harvard University, February 1998.
- Aart Kraay, « In search of the macroeconomic effects of capital account liberalization », The World Bank Group, October 1998.
- Michael Klein and Giovanni Olivei, « Capital account liberalization, financial depth, and economic growth », NBER Working Paper, no. 7384, August 2000.
- Sebastian Edwards, « Capital mobility and economic performance: are emerging economies different? », NBER Working Paper, no. 8076, National Bureau of Economic Research Cambridge, January 2001.
- Carlos Arteta, Barry Eichengreen and Charles Wyplosz, « When does capital account liberalization help more than it hurts? », NBER Working Paper, no. 8414, National Bureau of Economic Research Cambridge, August 2001.
- Hali J. Edison, Michael W. Klein, Luca Ricci and Torsten Sloek, « Capital account liberalization and economic performance: survey and synthesis », NBER Working Paper, no. 9100, National Bureau of Economic Research Cambridge, August 2002.
- Geert Bekaert, Campbell R. Harvey and Christian Lundblad, « Does financial liberalization spur growth? », Review of the Federal Reserve Bank of St. Louis, July 2003.
- Sonal Dhingra, Op-cite.
- Michael W. Klein, « Capital account liberalization, institutional quality and economic growth: theory and evidence », NBER Working Paper, no. 11112, National Bureau of Economic Research Cambridge, February 2005.



					elle freine la croissance dans les pays à faible revenu)
<b>Arteta, Eichengreen et Wyplosz (2001)</b>	61 pays	1973-1992	Quinn	M.C.O, SLS and V.I	Effet positif (les pays qui ouvrent leurs comptes de capital peuvent bénéficier de la déréglementation lorsqu'ils arrivent à éliminer les distorsions macroéconomique avant de commencer leurs processus d'ouverture)
<b>Edison, Klein, Ricci et Sloek (2002)</b>	57 pays	1980-2000	IMF	Panel, M.C.O and V.I	Pas d'effet
<b>Bekaert, Harvey et Lundblad (2003)</b>	95 pays développés et en voie de développement	1981-1997	Dates officielles de libéralisation du marché boursier (BHL)	Panel, Moyenne mobile	Effet positif (libéralisation financière produit une augmentation de 1 % de la croissance annuelle du PIB par habitant)
<b>Dhingra (2004)</b>	58 pays en voie de développement	1975-2000	Variables dummy de Bekaert, Harvey and Lundblad (2003) et Arteta, Eichengreen and Wyplosz (2001)	G.M.M	Effet positif (libéralisation du marché boursier produit une augmentation de 3.8 % du PIB annuellement)
<b>Klein (2005)</b>	71 pays	1976-1995	Share	V.I	Effet positif (l'ouverture financière exerce un effet positif sur la croissance économique des pays qui ont tendance à avoir la meilleure qualité institutionnelle (25 % de l'échantillon étudié))

ويتضمن الجدول رقم (2) ويلخص أهم المعلومات لبعض الدراسات التجريبية التي عالجت موضوع علاقة سياسة التحرير المالي بالنمو الإقتصادي من قبل خبراء الإقتصاد، حيث نميز أن هناك نقاشا حادا جدا حول تأثير سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي: أغلب خبراء الإقتصاد هؤلاء توصلوا إلى وجود آثار إيجابية كبيرة لهذه السياسة على النمو الإقتصادي، كما كانت النتائج متناقضة في بعض الأحيان. ويعود هذا التباين في النتائج إلى أربعة عوامل أساسية:

- ✓ الاختلاف في فترة الدراسات، حيث أن تطبيق سياسة التحرير المالي لم يتم في نفس الفترات بالنسبة للدول محل الدراسة.
- ✓ الاختلاف في عينة الدراسة، فهناك من أستعمل عينة من الدول النامية وهناك من أعتد في دراسته على عينة من الدول المتقدمة، لكن أغلب الدراسات التجريبية تمت حول عينات غير متجانسة تتضمن كلا النوعين من الدول.

- ✓ الاختلاف في طريقة ومنهجية الدراسة القياسية (سلاسل زمنية، عينة من الدول...)، والاختلاف كذلك في تقنيات التقدير للنماذج (طريقة المربعات الصغرى...).
- ✓ الاختلاف في المؤشرات المستعملة لقياس درجة التحرير المالي بالنسبة للدول محل الدراسة.
- كما بينت دراسات نظرية وتجريبية أخرى أن تحديد العلاقة بين سياسة التحرير المالي والنمو الإقتصادي يعتمد إلى حد كبير على بعض الشروط التالية<sup>11</sup>:
- ✓ درجة تطور القطاع المالي للدول حسب KING et LEVINE (1993)، KLEIN et OLIVEI (2000).
- ✓ إستقرار الإقتصاد الكلي (Stabilité macroéconomique) للدول حسب R. Mc KINNON (1973)،
- ARTETA, EICHENGREEN et WYPLOSZ (2001).
- ✓ قوة الإطار المؤسسي (Solitude du cadre institutionnel) للدول حسب CHINN et ITO (2002)، KLEIN (2005).

#### 4- سياق التحرير المالي في الجزائر:

أولت السلطات الجزائرية إهتماما كبيرا بإصلاح وتحرير قطاعها المالي والمصرفي، ومن أجل تفعيل دور البنوك والتقليل من القيود المفروضة عليها وتعميق مسار التحول إلى اقتصاد السوق الذي بدأته نهاية الثمانينات، أصدرت قانون النقد والقرض بموجب قانون 90-10 الصادر في 14 أبريل 1990 ضمن سياق الإصلاحات المالية والمصرفية وسياق التحرير المالي، وأشتمل هذا القانون على كل المبادئ التي جاءت في قانون القرض والبنك لسنة 1986 وقانون تكييف الإصلاح 1988، بالإضافة إلى مبادئ جديدة متعلقة بسياسة التحرير المالي كالتحرير التدريجي لمعدلات الفائدة، وإعادة الاعتبار للسياسة النقدية ولدور النظام البنكي، وفتح المجال المصرفي المحلي أمام المنافسة الأجنبية وتحرير حساب رأس المال وفقا لمنهج R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) المتعلق بالتحرير المالي.

ومن أهم النقاط التي تضمنها قانون النقد والقرض هو إحداث علاقة جديدة بين مكونات المنظومة المصرفية من جهة، وبينها وبين المؤسسات الإقتصادية العمومية من جهة أخرى، حيث أصبحت البنوك بموجب القانون 90-10 تضطلع بدور مهم في الوساطة المالية سواء من خلال جمع الودائع وتعبئتها أو في مجال منح القروض وتوجيهها إلى تمويل مختلف الإستثمارات. وبهذا جاء قانون النقد والقرض بمجموعة من التدابير نذكر أهمها فيما يلي:

- منح الإستقلالية للبنك المركزي الذي أصبح يسمى ببنك الجزائر (Banque d'Algérie)، وإعباره سلطة نقدية حقيقية مستقلة عن السلطات المالية، يتولى إدارة وتوجيه السياسة النقدية في البلاد، إلى جانب إعادة تنظيمه وذلك بظهور هيئات جديدة تتولى تسييره وإدارته ومراقبته.

- تفعيل دور السوق النقدي في التنمية وتمويل الإقتصاد الوطني وفتح أمام البنوك الخاصة المحلية والأجنبية لمزاولة أنشطتها المصرفية، إلى جانب الإقرار بإنشاء سوق للقيم المنقولة سميت ببورصة الجزائر (Bourse d'Algérie).

- تعديل مهام البنوك العمومية لزيادة فعاليتها في النشاط المصرفي وفي دورها في تمويل الإقتصاد الوطني كوسيط مالي، وذلك بإلغاء التخصص في النشاط المصرفي وتشجيعها على تقديم منتجات وخدمات مالية ومصرفية جديدة ومتنوعة، والسماح لها بالإستثمار في مجال الأسواق المالية ومواجهة المنافسة الناتجة عن إنفتاح السوق النقدي أمام البنوك الخاصة برأس مال محلي وأجنبي وإنشاء سوق للقيم المنقولة.

#### 1.4- مبادئ قانون النقد والقرض رقم 90-10:

جاء قانون النقد والقرض بعدة أفكار جديدة تصب مجملها في منح النظام المصرفي مكانته الحقيقية كمحرك وممول أساسي للإقتصاد، انعكاسا لتوجهات النظام الإقتصادي الجديد أي نظام إقتصاد السوق (Economie du marché) المنتهج في الجزائر. ويمكن عرض أهم مبادئ هذا القانون في ما يلي:

- الفصل بين الدائرة النقدية والدائرة الحقيقية: تبنى قانون النقد والقرض مبدأ الفصل بين الدائرة النقدية والدائرة الحقيقية حتى تتخذ القرارات على أساس الأهداف النقدية التي تحددها السلطة النقدية وبناء على الوضع النقدي السائد، وهذا عكس ما كانت عليه القرارات حين كانت هيئة التخطيط تتخذها على أساس كمي حقيقي<sup>12</sup>. وقد سمح هذا المبدأ بتحقيق الأهداف التالية:

- ✓ إستعادة البنك المركزي لدوره في قمة النظام النقدي ومسؤوليته الأولى في تسيير السياسة النقدية.

<sup>11</sup> Voire :

- King and Levine, Op-cite.

- Michael Klein and Giovanni Olivei, Op-cite.

- R. Mc Kinnon, Op-cite.

- Carlos Arteta, Barry Eichengreen and Charles Wyplosz, Op-cite.

- Menzie D. Chinn and Hiro Ito , « Capital Account Liberalization, Institutions ans Financial Development : Cross Country Evidence », NBER Working Paper, no. 8967, National Bureau of Economic Research Cambridge, June 2002.

- Michael W. Klein, Op-cite.

<sup>12</sup> بلعوز بن علي، " محاضرات في النظريات والسياسات النقدية"، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، 2004، ص 186.

- ✓ إستعادة العملة الوطنية لوظائفها التقليدية وتوحيد إستعمالاتها بين المؤسسات العمومية والعائلات والمؤسسات الخاصة.
  - ✓ تحريك السوق النقدية وتنشيطها وإستعادة السياسة النقدية لدورها كوسيلة من وسائل الضبط والتحكم في الكتلة النقدية لإقتصاد الدولة.
  - ✓ خلق مرونة نسبية في تحديد معدل الفائدة من طرف البنوك وتدعيم تأثيره على القرارات المرتبطة بالقرض.
  - ✓ السماح بتوزيع القروض بين المؤسسات العامة والخاصة على أساس شروط غير تمييزية وتفضيلية.
- **الفصل بين الدائرة النقدية والدائرة المالية (دائرة ميزانية الدولة المالية):** فصل قانون النقد والقرض بين الدائرة النقدية والمالية، فلم تعد الخزينة بموجب هذا القانون حرة في لجوئها إلى البنك المركزي من أجل تمويل عجزها كالتحويل عن طريق إستعمال الموارد المالية المتأتية من خلال الإصدار النقدي الجديد، فقد تناولت المادة 78 من قانون النقد والقرض علاقة البنك المركزي بالخزينة العمومية، حيث نصت هذه المادة على أنه يمكن للخزينة أن تستفيد من تسبيقات البنك المركزي خلال سنة مالية معينة ولكن في حدود 10 % فقط كأقصى حد ممكن من الإيرادات العامة للدولة المسجلة في السنة المالية السابقة، كما أن هذه التسبيقات مدتها 240 يوم متتالي أو غير متتالي خلال السنة المالية الواحدة ويجب تسديد قيمتها قبل إنتضاء هذه السنة، كما نصت هذه المادة على أنه يمكن للبنك المركزي أن يقوم بشراء أو بيع سندات الخزينة العمومية التي تستحق في أقل من 06 سنة أشهر والتي لا يتجاوز مبلغها الإجمالي 20 % من الإيرادات العادية للدولة المسجلة في السنة المالية السابقة<sup>13</sup>. وقد سمح هذا المبدأ بتحقيق الأهداف التالية:
- ✓ إستقلال البنك المركزي عن الخزينة العمومية.
  - ✓ تقليص ديون الخزينة العمومية وتسديد الديون السابقة المتركمة عليها إتجاه البنك المركزي.
  - ✓ تهيئة الظروف الملائمة حتى تتمكن السياسة النقدية من لعب دورها بشكل فعال.
  - ✓ الحد من الآثار السلبية للمالية العامة على التوازنات النقدية.
- **الفصل بين دائرة الميزانية ودائرة الائتمان:** بموجب هذا القانون توقفت الخزينة العمومية عن تمويل الإقتصاد ومنح القروض للمؤسسات العمومية، وبقي دورها يقتصر على تمويل الإستثمارات العمومية المخططة من طرف الدولة، وبهذا أعيد للبنوك التجارية دورها في منح القروض للإقتصاد مرتكزة في ذلك على أسس ومفاهيم الجدوى الإقتصادية للمشاريع التي هي بحاجة إلى التمويل<sup>14</sup>. وقد سمح هذا المبدأ بتحقيق الأهداف التالية:
- ✓ توقف الخزينة العمومية عن تمويل الإقتصاد ومنح القروض للمؤسسات العمومية.
  - ✓ إستعادة البنوك التجارية والمؤسسات المالية ووظائفها التقليدية خاصة عملية منح القروض.
  - ✓ أصبح توزيع القروض يخضع للجدوى الإقتصادية للمشاريع وليس للقواعد الإدارية.
- **إنشاء سلطة نقدية وحيدة ومستقلة:** كانت السلطة النقدية في ظل القوانين السابقة موزعة بين مستويات عدة حيث كانت وزارة المالية تتصرف على أساس أنها السلطة النقدية، وكان للخزينة العمومية حق اللجوء إلى البنك المركزي للحصول على تمويل في أي وقت كأنها السلطة النقدية الوحيدة، أما البنك المركزي فكان يمثل سلطة نقدية لإحتكاره إمتياز الإصدار النقدي فقط<sup>15</sup>. بمعنى أن السلطة النقدية في الجزائر كانت مشتتة بين الخزينة العمومية ووزارة المالية والبنك المركزي، وجاء قانون النقد والقرض ليلغي هذا التعدد الحاصل في مراكز السلطة النقدية، حيث حصر السلطة النقدية في جهة واحدة متمثلة في مجلس النقد والقرض وذلك بهدف:
- ✓ ضمان إنسجام السياسة النقدية.
  - ✓ ضمان تنفيذ السياسة النقدية للأهداف النقدية.
  - ✓ ضمان التحكم في تسيير النقد وتفادي التعارض بين الأهداف النقدية.
- وبالتالي أصبح النظام البنكي الجزائري ممثل على مستويين، حيث أصبح بنك الجزائر يمثل قمة الجهاز المصرفي الجزائري، وأصبح بإمكانه القيام بمراقبة ومتابعة نشاط البنوك التجارية بإعتباره بنك الدولة وبنك البنوك وملجؤها الأخير للإقراض. فقانون النقد والقرض رقم 90-10 كان يهدف بالأساس إلى الإنتقال بالنظام المالي والمصرفي الجزائري من قواعد الإقتصاد الموجه إلى قواعد وآليات إقتصاد السوق الحر، وذلك بتحريره من كل أشكال القيود والضوابط التي تحد من نشاطه.
- 2.4- الهياكل الجديدة التي جاء بها قانون النقد والقرض رقم 90-10:** سمح قانون النقد والقرض بإعتباره قانون يهدف للإعتماد على الإذخار المصرفي والسوق المالي في التمويل عوض المديونية والتضخم كما كان عليه الشأن في السابق، بإدخال تغيرات جوهرية على النظام المالي والمصرفي الجزائري حيث تم إنشاء الهيئات والوسائل والميكانيزمات الضرورية لضمان حسن سير التنظيم النقدي والمصرفي، وهي كما يلي:

<sup>13</sup> المرجع السابق، ص 187.

<sup>14</sup> الطاهر لطرش، " تقنيات البنوك "، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر، 2003، ص 197 و 198.

<sup>15</sup> المرجع السابق، ص 198.

<sup>16</sup> <http://www.bank-of-algeria.dz/legist.htm> (Cadre législatif)

- **بنك الجزائر:** يتمتع بالشخصية المعنوية والإستقلال المالي حسب المادة 11 من قانون النقد والقرض، وتعود ملكية رأسماله بالكامل للدولة، وتتمثل مهمة بنك الجزائر حسب المادة 55 من نفس القانون في الحفاظ على الإستقرار الداخلي والخارجي للنقد.

- **مجلس النقد والقرض (Conseil de la Monnaie et du Crédit):** يمارس صلاحيات واسعة حسب المواد من 42 إلى 50 من قانون النقد والقرض، منها ما هو عائد لكونه مجلس إدارة بنك الجزائر ومنها ما هو عائد لوضعيته كسلطة النقدية.

- **هيئات مراقبة النظام المصرفي الجزائري:** إستجابة لشروط حماية أموال المودعين والمتعاملين مع البنوك، تم تأسيس بموجب قانون النقد والقرض مجموعة من الهيئات التي تسهر على مراقبة وتنظيم النظام المصرفي لضمان الإنسجام وإنضباط السوق المصرفي، والمحافظة على إستقرار النظام المصرفي، وتتكون هيئات الرقابة من:

- ✓ لجنة الرقابة المصرفية (اللجنة المصرفية) أسسها قانون النقد والقرض في مادته 143.
- ✓ مركزية المخاطر (Centrale des Risques) أسسها قانون النقد والقرض في مادته 160.
- ✓ مركزية عوارض الدفع (Centrale des impayés) أسست بموجب القانون رقم 92-02 المتعلق بقانون النقد والقرض والمؤرخ في 22 مارس 1992.
- ✓ جهاز لمكافحة إصدار الشيكات بدون رصيد أسس بموجب القانون رقم 92-03 المتعلق بقانون النقد والقرض والمؤرخ في 22 مارس 1992.
- ✓ هيئة التأمين على الودائع أسسها قانون النقد والقرض في مادته 170، وتم تأسيس هذه الهيئة عمليا بموجب القانون رقم 03-11 للأمر الرئاسي الصادر في 26 أوت 2003 المعدل لقانون النقد والقرض.

**3.4- التنظيمات الجديدة في ظل قانون النقد والقرض رقم 90-10:** إن التنظيمات الجديدة التي جاء بها قانون النقد والقرض عديدة أهمها التنظيم الجديد لمعدلات الفائدة الهادفة إلى تحريرها تدريجيا، والتنظيم الجديد للعلاقة بنك/مؤسسة إقتصادية الهادفة إلى تفعيل دور البنوك والمؤسسات المالية في تمويل الإقتصاد.

- **التنظيم الجديد لمعدلات الفائدة:** بهدف التحرير التدريجي لمعدلات الفائدة، وجعلها أكثر مرونة من أجل منح دور كبير للبنوك في تعبئة الإيداع وإعطاء أهمية للمودعين ودفع المؤسسات إلى القيام بإستثمارات أكثر كفاءة، تم رفع تكلفة الإقراض وتحديدها حسب التكلفة المتوسطة للموارد المعبأة، حيث جاء قانون النقد والقرض بتنظيم جديد لمعدلات الخصم (معدلات إعادة التمويل) بإعتبارها المحدد الرئيسي لمعدلات الفائدة المطبقة من طرف البنوك التجارية، وذلك وفق الإجراءات التالية:

✓ المعدل المدور (الموجه): وهو يمثل السعر المرجعي الذي يحدده البنك المركزي للبنوك التجارية في قبولها للودائع ومنحها للقروض، يتحدد يوميا وينحصر بمعدل أدنى يسمى معدل مناداة العرض ومعدل أعلى يسمى بمعدل نظام الأمانة، حيث تتحدد من خلال هذا المعدل معدلات أخرى كمعدل الخصم ومعدل السوق النقدية ومعدلات الدائنة والمدينة للبنوك. وفي 18 جويلية 1989 كان هذا المعدل يقدر بـ 7 % ثم ارتفع إلى 10 % في 24 سبتمبر 1990.

✓ ميكانيزمات المناقصات: ابتداء من سنة 1995 أصبح للبنوك التجارية إمكانية إعادة التمويل عن طريق المناقصات التي ينظمها بنك الجزائر، وتهدف هذه الآلية إلى تنشيط الأدوات غير المباشرة للسياسة النقدية وتنشيط المنافسة بين البنوك في عملية توزيع القروض.

- **العلاقة بنك/مؤسسة إقتصادية:** كانت البنوك سابقا مجرد مؤسسات مصرفية تقيد الحركات المالية التي تتم بين الخزينة والمؤسسات العمومية، وبعد صدور قانون النقد والقرض أصبحت البنوك تقيم علاقاتها مباشرة مع المؤسسات الإقتصادية على أساس تجاري مبني على تحقيق الربح وأخذ مسؤولية المخاطر في تعاملها مع هذه المؤسسات. وتمويل البنك للمؤسسة الإقتصادية أصبح يتحدد بمجموعة من العوامل كتحميل القدرة المالية للمؤسسة الإقتصادية ومردودية المشروع الممول وقدرة هذه المؤسسة على تسديد مبلغ القرض في الأجل المحددة وكل العوامل التي تحدد إمكانية الحصول المؤسسة على القروض من البنوك، وهذا حتى تكون البنوك أكثر صرامة في تسيير مواردها المالية وتوجيهها إلى تمويل المؤسسات الأكثر إنتاجية وبالتالي تحقيق الكفاءة الإنتاجية. من جهة أخرى وفي ظل قانون النقد والقرض، تم إلغاء التمييز بين تمويل البنوك للقطاع العام والقطاع الخاص، وأصبح للمؤسسات الإقتصادية الحق في إختيار البنك الذي تريد التعامل معه سواء كانت عمومية أو خاصة.

**4.4- تعديل قانون النقد والقرض بالأمر الرئاسي رقم 03-11 الصادر في 26 أوت 2003 المتعلق بقانون النقد والقرض<sup>17</sup>:** كان الإعلان عن إفلاس كل من بنك الخليفة (El KHALIFA Bank) والبنك التجاري والصناعي الجزائري (BCIA) سنة 2003 وما ترتب عن ذلك من خسائر تحملتها خزينة الدولة، سببا كافيا بالنسبة للسلطات الجزائرية لإعادة

<sup>17</sup> <http://www.bank-of-algeria.dz/legist.htm> (Cadre législatif)

النظر في التشريع المصرفي، وخاصة الآليات التي من شأنها ضبط نشاط البنوك وعدم تكرار حالات التعثر المالي للبنوك، الأمر الذي أستخدم تعديل قانون النقد والقرض بالأمر الرئاسي رقم 03-11 الصادر في 26 أوت 2003. وجاء هذا الأمر بالخصوص لمراجعة القوانين والتشريعات التي تنظم العمل المصرفي، وإخضاع النظام المصرفي إلى القواعد والمعايير المصرفية العالمية أي معيار الملاءة المصرفية الدولي (Ratio COOKE) والإستمرار في تعميق مسار الإصلاحات المالية. وتم صدور الأمر الرئاسي رقم 03-11 المتعلق بقانون النقد والقرض أساسا من أجل تحقيق ثلاثة أهداف هي كما يلي<sup>18</sup>:

- السماح لبنك الجزائر بممارسة أحسن لصلاحياته: وذلك من خلال
    - ✓ الفصل بين صلاحيات مجلس النقد والقرض وصلاحيات مجلس إدارة بنك الجزائر.
    - ✓ توسيع صلاحيات مجلس النقد والقرض حسب المادة 58 من الأمر الرئاسي رقم 03-11.
    - ✓ تدعيم إستقلالية اللجنة المصرفية وتفعيل دورها في مراقبة أنشطة البنوك بإضافة أمانة عامة لها، وإمدادها بالوسائل والصلاحيات الكافية لممارسة مهامها على أحسن وجه.
  - تعزيز الاتصال والتشاور بين بنك الجزائر والحكومة: وذلك من خلال
    - ✓ إنشاء لجنة مشتركة بين بنك الجزائر ووزارة المالية لتسيير الموجودات والإستخدامات الخارجية والداخلي.
    - ✓ تحسين تسيير بنك الجزائر وإثراء شروط ومحتوى التقارير الإقتصادية والمالية.
    - ✓ العمل على توفير الأمن المالي للبلاد، وتدويل المعلومات الصحيحة واللازمة بالنشاط المالي والمصرفي.
  - توفير أحسن حماية للبنوك وإدخارات الجمهور: وذلك من خلال
    - ✓ تدعيم الشروط والمعايير المتعلقة بمنح تراخيص إعتقاد البنوك ومسيريها.
    - ✓ توضيح وتدعيم شروط عمل مركزية المخاطر.
    - ✓ تشديد العقوبات الجزائية والغرامات المالية على المخالفين لشروط وقواعد العمل المالي والمصرفي.
    - ✓ بموجب القانون رقم 03-04 المؤرخ في 04 مارس 2003 تم إنشاء صندوق الضمان أو التأمين على الودائع البنكية (SGDB) في ماي 2003 من طرف بنك الجزائر بإعتباره العضو المؤسس، والبنوك بإعتبارهم مساهمين في رأس مال هذا الصندوق، حيث يتعين على كل بنك التأمين على جميع ودائعه بدفع علاوة ضمان تقدر بـ 1 % على الأكثر من مبلغ ودائعه، وتتحدد هذه النسبة كل سنة من طرف مجلس النقد والقرض، ولا يمكن إستعمال هذا الضمان إلا في حالة توقف البنك عن الدفع.
    - ✓ تحديد سقف التعويض لكل مودع قانونيا بـ 600000 دينار جزائري، حيث قام صندوق الضمان على الودائع البنكية، في سنة 2003، بتعويض ما يقارب عن 4500 مودع بعد تصفية بنك الخليفة.
- كل هذا بالإضافة إلى تعديلات أخرى من شأنها أن تعمق مسار الإصلاحات المالية والمصرفية وتعزز عملية التحرير المالي بالجزائر مثل خفض نسبة الإحتياطي الإلزامي في حدود 10 % بدلا من 15 %.
- وإذا كان قانون النقد والقرض قد سمح بتحرير القطاع المصرفي وفتح أمام المنافسة، إلا أنه وبعد مضي 15 سنة على ذلك لم يسمح بالتنظيم الجديد رقم 04-01 الصادر في 4 مارس 2004 من هذا القانون والخاص بتحديد الحد الأدنى لرأس المال الخاص بالبنوك (2.5 مليار دج) والخاص بالمؤسسات المالية (500 مليون دج)، بتطور حجم البنوك الخاصة في الساحة المصرفية الجزائرية.

<sup>18</sup> Mohamed Ghernaout, « Crises Financières et Faillites des Banques Algériennes », Edition GAL, 2004, P 48.

**الجدول رقم 3: أهم البنوك العمومية والخاصة في الجزائر للفترة (2008/2006).**

بنوك ومؤسسات مالية خاصة	بنوك ومؤسسات مالية عمومية
- بنك البركة الجزائر (Algeria Al BARAKA Bank)	- البنك الوطني الجزائري (BNA)
- الشركة البنكية العربية (ABC)	- القرض الشعبي الجزائري (CPA)
- بنك ناتكسيس الأمانة (NATIXIS Banque ALAMANA)	- البنك الخارجي الجزائري (BEA)
- سيتي بنك الأمريكي (CITI Bank)	- بنك الفلاحة والتنمية الريفية (BADR)
- الشركة العامة الجزائرية (Société Générale d'Algérie)	- بنك التنمية المحلية (BDL)
- القرض الليوني (Crédit LYONNAIS)	- الصندوق الوطني للتوفير والإحتياط (CNEP Banque)
- بنك الريان (El RYAN Bank)	- البنك الجزائري للتنمية (BAD)
- بنك باريبا الجزائر (BNP Paribas Al Djazair)	- شركة إعادة التمويل العقاري (SRH)
- البنك العربي الأردني (ARAB Bank PLC)	- الصندوق الوطني للتعاون الفلاحي (CNMA)
- سوفينونس (SOFINANCE)	
- التعاون الإيجاري العربي (Leasing Arab Corporation)	
- بنك الجزائر الخليج (AGB)	
- بنك التجارة والتمويل والإسكان	

المصدر: من إعداد الباحث وبالإعتماد على بنك الجزائر في موقع [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz).

**5- أثر إصلاحات التحرير المالي على المؤشرات المالية والنقدية في الجزائر<sup>19</sup>:**

منذ بداية التسعينيات وبعد أن أتبع الجزائر منهج التحرير المالي كسياسة لإصلاح وتفعيل نظامها المالي والمصرفي والذي تجلى في صدور قانون النقد والقرض رقم 90-10 المعدل بالأمر الرئاسي رقم 03-11، عرفت الجزائر تطورات هامة في المؤشرات المالية والنقدية. لذلك سوف نحاول إبراز ومناقشة أهم التطورات التي عرفت الجزائر في مؤشرات المالية والنقدية بعد تطبيق سياسة التحرير المالي، وذلك للفترة الممتدة ما بين 1990 و 2008.

**1.5- تطور الكتلة النقدية:** من بين أهداف إصلاحات التحرير المالي في الجزائر هو تحقيق نوع من الإستقرار النقدي، وذلك من خلال التحكم في نمو الكتلة النقدية وجعله يقترب من معدل نمو الناتج الداخلي الخام بما يخدم التوازنات الإقتصادية الكلية ويخفض من معدل التضخم.

**الجدول رقم 4: تطور الكتلة النقدية M2 في الجزائر (2008/1990).**

السنوات	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
M2 (مليار دج)	343	416.2	515.9	627.4	723.6	799.6	919.6	1081.5	1287.9	1463.4
معدل نمو M2 %	11.4	21.34	23.95	21.61	15.33	10.5	15	17.6	19.08	13.62
% M2/PIB	61.87	48.27	48	52.73	48.64	39.88	35.78	39.02	45.94	45.51
السنوات	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
M2 (مليار دج)	1659.2	2473.5	2901.5	3354.3	3644.3	4070.4	4827.6	5994.6	6955.9	
معدل نمو M2 %	13.37	49.07	17.3	15.6	8.64	11.69	18.60	24.17	16.03	
% M2/PIB	40.23	58.1	63.88	63.68	59.3	53.8	56.7	64.4	63.3	

من الجدول (4) نلاحظ أن نمو الكتلة النقدية M2 في الفترة الممتدة ما بين 1990 و 1993 عرف ارتفاعا ملموسا حيث بلغ في المتوسط 19.57 %، وبعد سنة 1993 بدأت الكتلة النقدية M2 في الإنخفاض وبلغ نموها في المتوسط 14.93 % للفترة الممتدة ما بين 1994 و 2000 وذلك بسبب إتباع الجزائر لسياسة تقشفية صارمة تطبيقا للإتفاقية المبرمة مع صندوق النقد الدولي (برنامج التصحيح الهيكلي)، والتي تمثلت في تخفيض عجز الميزانية وتجميد الأجور وتخفيض العملة وتقليص حجم الإنفاق العام. وفي سنة 2001 عاود حجم الكتلة النقدية ارتفاعه مرة ثانية حيث وصل إلى 49.07 %، وهذا راجع إلى تطبيق برنامج الإنعاش الإقتصادي الذي خصص له مبلغ 7 ملايين دولار أمريكي (حوالي 520 مليار دج) لمدة ثلاثة

<sup>19</sup> بما أن السلطات الجزائرية أبدت رغبتها في الحفاظ على سيطرتها على القطاع المصرفي وعدم التوسع في مسار التحرير المالي بعد صدور قانون المالية التكميلي لسنة 2009، تم تحليل ومناقشة التطورات التي عرفت المؤشرات المالية والنقدية للفترة (2008/1990)، وذلك بالإعتماد على إحصائيات التقرير السنوي 2008، " التطور الإقتصادي والنقدي للجزائر"، بنك الجزائر، سبتمبر 2009، والديوان الوطني للإحصائيات (ONS) متوفر في الموقع [www.ons.dz](http://www.ons.dz).

سنوات حيث تم فيه ضخ كتلة نقدية هائلة في الإقتصاد، كما يعود كذلك إلى تضاعف الأنفاق الحكومي الذي نتج عن تحسن عائدات الدولة بتحسين أسعار المحروقات في الأسواق العالمية. وفي الفترة الممتدة ما بين 2002 و2008 إنخفض نمو الكتلة النقدية M2 وبقي مستقرا طيلة هذه الفترة عند النسبة 16 % في المتوسط.

**2.5- تطور معدلات الفائدة الدائنة والمدينة:** ابتداء من سنة 1990 وفي إطار الإصلاحات مع صندوق النقد الدولي، أتبعته السلطات النقدية الجزائرية عملية تحرير أسعار الفائدة بشكل تدريجي متبعة في ذلك منهج R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) في تحرير القطاع المالي والمصرفي. وكان الهدف الرئيسي من تحرير معدلات الفائدة في الجزائر هو الحصول على معدلات فائدة حقيقية موجبة، وتحفيز الإيداع لتعبئة أكبر قدر ممكن من المدخرات المالية وتوجيهها نحو تمويل الإستثمارات، كذلك إرغام المؤسسات المالية والمصرفية على عقلنة سلوكها بإعطاء الاقتراض تكلفته الحقيقية. ويمكن عرض تطور معدلات الفائدة في الجزائر من خلال الجدولين (5) و(6) التاليين:

**الجدول رقم 5: تطور معدلات الفائدة الدائنة في الجهاز المصرفي الجزائري (2008/1990).**

السنوات	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
المعدل الإسمي %	11.17	12.67	14	14	16.44	17.25	17.25	16.25	9.54	9.38
معدل التضخم %	16.6	31.8	28	21	39	18	15	6	5.5	2.6
المعدل الحقيقي %	5.43-	19.13-	14-	7-	22.56-	0.75-	2.25	10.25	4.04	6.78
السنوات	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
المعدل الإسمي %	7.75	7	6.63	6.5	6.5	3.54	4.75	5.25	6.25	
معدل التضخم %	2	4.23	1.42	2.59	3.56	1.6	3	3.5	4.5	
المعدل الحقيقي %	5.75	2.77	5.21	3.91	2.94	1.94	1.75	1.75	1.75	

**الجدول رقم 6: تطور معدلات الفائدة المدينة في الجهاز المصرفي الجزائري (2008/1990).**

السنوات	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
المعدل الإسمي %	16.88	17.5	17.5	17.5	20.13	20.42	18.58	16.67	11.5	10.75
معدل التضخم %	16.6	31.8	28	21	39	18	15	6	5.5	2.6
المعدل الحقيقي %	0.28	14.3-	10.5-	3.5-	18.87-	2.42	3.58	10.67	6	8.15
السنوات	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
المعدل الإسمي %	10	9.5	8.58	8.13	8	8	8	8	8	
معدل التضخم %	2	4.23	1.42	2.59	3.56	1.6	3	3.5	4.5	
المعدل الحقيقي %	8	5.27	7.16	5.54	4.44	6.4	5	4.5	3.5	

من الجدول (5) نلاحظ أن معدلات الفائدة الإسمية الدائنة عرفت ارتفاعا بشكل تدريجي إلى غاية سنة 1997، فبعدها كانت في سنة 1990 حوالي 11.17 % أصبحت سنة 1997 في حدود 16.25 %، بعد ذلك إنخفضت تدريجيا حتى وصلت إلى 3.54 % سنة 2005 ثم ارتفعت قليلا لتصل إلى 6.25 % سنة 2008. وقد عرفت الجزائر تكوين معدلات فائدة دائنة حقيقية سالبة بسبب ارتفاع معدل التضخم، وبحلول سنة 1996 إستطاعت الجزائر تحقيق معدلات فائدة دائنة حقيقية موجبة. أما من خلال الجدول (6) فنلاحظ أن معدلات الفائدة الإسمية المدينة عرفت ارتفاعا بشكل تدريجي منذ سنة 1990 حيث وصلت إلى 20.42 % سنة 1995، وبعد ذلك إنخفضت تدريجيا حتى وصلت إلى 8 % سنة 2004 وإستقرت عند هذه النسبة إلى غاية سنة 2008. وقد عرفت الجزائر تكوين معدلات فائدة مدينة حقيقية سالبة بسبب ارتفاع معدل التضخم، وبحلول سنة 1995 إستطاعت الجزائر تحقيق معدلات فائدة مدينة حقيقية موجبة.

ومن أجل معرفة مدى تأثير تحرير معدلات الفائدة على الإيداع (الودائع لأجل) قمنا بإعداد الجدول (7) الذي يبين تطور مكونات الكتلة النقدية خلال الفترة الممتدة 1990 و2008. فحسب R. Mc KINNON et E. SHAW (1973) يؤدي تحقيق معدلات فائدة حقيقية موجبة إلى زيادة مستويات الإيداع، وهذا ما يمكننا معرفته من خلال ملاحظة تطور نسبة أشباه النقود (الودائع لأجل) من إجمالي الكتلة النقدية خلال هذه الفترة.

**الجدول رقم 7: تطور هيكل الكتلة النقدية في الجزائر (2008/1990).**

السنوات	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
نقود ورقية %	39.3	37.7	35.8	33.7	30.81	31.24	31.6	31.21	30.34	30.03
نقود كتابية %	39.4	40.5	35.9	37.5	34.95	33.67	33.12	30.87	32.83	30.47
أشباه نقود %	21.3	21.8	28.3	28.8	34.24	35.09	35.28	37.92	36.83	39.5
السنوات	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
نقود ورقية %	29.22	23.73	22.9	23.29	23.99	22.62	22.40	21.43	22.14	
نقود كتابية %	33.53	26.73	25.9	25.31	35.44	37.27	43.43	49.2	49.24	
أشباه نقود %	33.53	26.73	25.9	25.31	35.44	37.27	34.17	29.37	28.62	

من الجدول (7) نلاحظ ارتفاعا تدريجيا لحجم أشباه النقود (الودائع لأجل) من حجم الكتلة النقدية M2 حيث بلغت نسبتها في سنة 1999 حوالي 39.5 % بعدما كانت في سنة 1990 حوالي 21.3 %، ثم بلغت نسبة 37.27 % سنة 2005. وهذا ما يفسر أن إصلاحات التحرير المالي كان لها تأثير إيجابي على زيادة الإيداع (الودائع لأجل) خلال الفترة ما بين 1990 و 2005، كما يدل كذلك على حدوث تغير نوعي في سلوك الأفراد والمؤسسات في تعاملها مع البنوك، وخلق المنافسة بين البنوك التي تم اعتمادها بمقتضى قانون النقد والقرض والتي وصل عددها إلى ما يزيد عن 30 بنك مع نهاية 2003. وابتداء من سنة 2006 ونتيجة لأزمة النظام البنكي الجزائري (إفلاس بنك الخليفة والبنك التجاري والصناعي الجزائري)، عرف حجم أشباه النقود من حجم الكتلة النقدية M2 إنخفاضا سريعا وصل إلى 28.62 % سنة 2008، وذلك بالرغم من إيجابية معدلات الفائدة الحقيقية الدائنة. أما حجم النقود الورقية من حجم الكتلة النقدية M2 فقد عرفت إنخفاضا تدريجيا ابتداء من سنة 1990 حيث كانت نسبتها 39.3 % لتصل حوالي 22.14 % في سنة 2008. وبالنسبة لحجم النقود الكتابية (الودائع تحت الطلب) من حجم الكتلة النقدية M2 فهي الأخرى عرفت إنخفاضا تدريجيا، حيث كانت سنة 1990 حوالي 39.4 % ثم أصبحت حوالي 25.31 % في سنة 2003، ويعد هذا الإنخفاض أقل بالمقارنة مع الإنخفاض الحاصل في نسبة النقود الورقية. وبعد أزمة النظام البنكي الجزائري إرتفعت نسبة النقود الكتابية من حجم الكتلة النقدية M2 سريعا لتصل إلى 49.24 % سنة 2008، وهذا ما يفسر غياب الثقة في البنوك الجزائرية حيث أصبح المدخرون يفضلون إيداع مدخراتهم في شكل ودايع تحت الطلب بدلا من الودائع لأجل.

وفي الأخير يمكننا ملاحظة أن الكتلة النقدية في الجزائر في سنة 2003 كانت بالأساس تتكون من أشباه النقود ثم في المرتبة الثانية تأتي النقود الكتابية ثم النقود الورقية في المرتبة الأخيرة، لكن بعد أزمة النظام البنكي الجزائري سرعان ما تغيرت هذه الرتب وأصبحت الكتلة النقدية في سنة 2008 تتكون بالأساس من النقود الكتابية.

**3.5- تطور الموارد المالية المعبأة: عرف حجم الموارد المعبأة من طرف البنوك الجزائرية ارتفاعا كبيرا بعد تطبيق سياسة التحرير المالي وذلك كما هو موضح في الجدول (8) التالي<sup>20</sup>:****الجدول رقم 8: تطور الموارد المالية الملتقطة من طرف المصارف الجزائرية (2008/1990).**

السنوات	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
الودائع تحت الطلب (مليار دج)	106.55	133.11	140.84	188.93	196.46	210.78	234.03	254.8	334.5	352.7
نسبتها %	59.37	59.59	49.07	51.14	44.34	44.19	48.8	38.34	41.37	37.87
الودائع لأجل (مليار دج)	72.92	90.28	146.18	180.52	246.67	178.17	325.9	409.9	474.1	578.6
نسبتها %	40.63	40.41	50.93	48.86	55.66	45.81	58.2	61.66	58.63	62.13
المجموع (مليار دج)	179.47	223.39	287.02	369.45	443.13	488.95	559.93	664.7	808.6	931.3
السنوات	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
الودائع تحت الطلب (مليار دج)	460.27	554.9	642.2	718.9	1127.9	1224.4	1750.4	2560.8	2946.9	
نسبتها %	42.69	31	30.19	29.43	41.69	42.85	51.48	59.25	59.68	
الودائع لأجل (مليار دج)	617.87	1235	1485.2	1724.1	1577.5	1632.9	1649.8	1761	1991	
نسبتها %	57.31	69	69.81	70.57	58.31	57.15	48.52	40.75	40.32	
المجموع (مليار دج)	1078.14	1789.9	2127.4	2443	2705.4	2857.3	3400.2	4321.8	4937.9	

نلاحظ من الجدول (8) الإرتفاع الهائل في الموارد المالية المعبأة من طرف البنوك الجزائرية، فبعدما كانت سنة 1990 في حدود 179.47 مليار دج أصبحت سنة 2008 حوالي 4937.9 مليار دج أي أنها زادت تقريبا بـ 28 مرة عما كانت عليه سنة 1990. ونلاحظ كذلك من خلال الجدول (8) إرتفاعا مستمرا في الودائع لأجل بدأ منذ سنة 1990، ويرجع هذا الإرتفاع إلى إرتفاع معدلات الفائدة الدائنة التي حفزت المدخرين على تحويل مدخراتهم القصيرة الأجل (الودائع تحت

<sup>20</sup> لم يتم إحتساب الودائع السابقة للإستيراد (بالدينار الجزائري والعملة الصعبة) والتي لم تعد مدرجة (ودائع مجمدة) في الكتلة النقدية M2 ابتداء من سنة 2007، كما أنها لا تتبع التصنيف حسب القطاع.



الطلب) إلى مدخرات طويلة الأجل (الودائع لأجل)، فبعدما كانت قيمة الودائع لأجل في سنة 1990 حوالي 72.92 مليار دج أصبحت في سنة 2003 حوالي 1724.1 مليار دج، ثم إنخفضت قليلا في سنة 2004 نتيجة أزمة النظام البنكي الجزائري لتعاود الإرتفاع من جديد حيث وصلت سنة 2008 إلى حوالي 1991 مليار دج. وعرف نشاط البنوك في جمع الموارد تحت الطلب والموارد لأجل تطورا في سنة 2008 لكنه كان أقل أهمية من سنة 2007، حيث بلغ نمو الودائع 14.25 % مقابل 27.1 % في سنة 2007 في ظل تواصل التحسن في السيولة المصرفية.

**4.5- القروض الموزعة:** رغم أن عملية توزيع القروض في الجزائر لم تحقق الأهداف التي كانت منتظرة منها بعد إلغاء سياسة توجيه الإئتمان، ورغم بقاء القروض الموزعة في مجملها حصرا على القطاع العام وعلى الأنشطة القصيرة الأجل، إلا أن القطاع الخاص والإستثمارات المتوسطة والطويلة الأجل لم تعد مهمشة كالسابق وأصبحت محل إهتمام البنوك في عملية التمويل خاصة البنوك الخاصة. وما يميز الجدول (9) هو الإرتفاع الكبير الحاصل في حجم القروض الموزعة في الإقتصاد، فقد إرتفعت من 775.75 مليار دج سنة 1996 إلى 2614.1 مليار دج سنة 2008 أي إرتفعت بنسبة 337 %.

#### الجدول رقم 9: تطور القروض الموزعة بين القطاع العام والخاص في الجزائر (2008/1996).

السنوات	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
قروض للقطاع العام (مليار دج)	637.95	632.7	602	797.2	521.1	740.5	716.1
نسبتها %	82.24	85.31	82.34	82.61	68.23	68.67	56.52
قروض للقطاع الخاص (مليار دج)	137.8	108.6	129.1	167.9	242.7	337.9	551
نسبتها %	17.76	14.64	17.66	17.39	31.77	31.33	43.48
المجموع (مليار دج)	775.75	741.3	731.1	965.1	763.8	1078.4	1267.1
السنوات	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
قروض للقطاع العام (مليار دج)	791.7	859.6	882.5	848.4	989.3	1202.2	
نسبتها %	57.36	56	49.61	44.56	44.9	46	
قروض للقطاع الخاص (مليار دج)	588.5	675.4	896.4	1055.7	1214.4	1411.9	
نسبتها %	42.64	44	50.39	55.44	55.10	54	
المجموع (مليار دج)	1380.2	1535	1778.9	1904.1	2203.7	2614.1	

ويتبين لنا من الجدول (9) أن القطاع العام قد إستحوذ على أغلب القروض الموزعة على الإقتصاد، حيث ظلت نسبة القروض الموجهة للقطاع العام تفوق 82 % طوال الفترة الممتدة ما بين 1996 و1999، لكن بعد سنة 1999 عرفت هذه النسبة إنخفاضا تدريجيا وصل إلى 46 % سنة 2008. أما القروض الموجهة للقطاع الخاص فقد عرفت إرتفاعا تدريجيا منذ سنة 2000 لكنها ظلت دائما أقل من حصة القروض الموجهة للقطاع العام، ويعود إنخفاض نسبة القروض الموجهة للقطاع الخاص إلى إنخفاض عائد الإستثمار في الجزائر وإرتفاع درجة المخاطرة المرتبطة بهذه الإستثمارات، وإبتداء من سنة 2005 إرتفعت حصة القروض الموجهة للقطاع الخاص أكثر لتتجاوز حصة القروض الموجهة للقطاع العام، حيث وصلت 55.44 % سنة 2006 و55.10 % سنة 2007 و54 % سنة 2008. ولو نقارن بين الجدولين (7) و(8) نجد أن الودائع الملتقطة لدى المصارف العامة والخاصة على حد سواء يفوق بشكل واسع القروض الموزعة على الإقتصاد ككل.

#### الجدول رقم 10: تطور هيكل القروض الموزعة على الإقتصاد في الجزائر (2008/1996).

السنوات	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
نسبة القروض القصيرة الأجل %	77.4	62.5	63.7	59.5	59.4	47.6	49.6
نسبة القروض المتوسطة والطويلة الأجل %	22.6	37.5	36.3	40.5	40.6	52.4	50.4
المجموع %	100	100	100	100	100	100	100
السنوات	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
نسبة القروض القصيرة الأجل %	56	54	51.9	48.1	46.6	45.5	
نسبة القروض المتوسطة والطويلة الأجل %	44	46	48.1	51.9	53.4	54.5	
المجموع %	100	100	100	100	100	100	

من الجدول (10) نلاحظ أن القروض القصيرة الأجل كانت تمثل أكبر حصة في حجم القروض الموزعة على الإقتصاد خلال الفترة الممتدة ما بين 1996 و2000، ويعود ذلك إلى السياسات التي كانت متبعة من طرف البنوك في ما يتعلق بتوزيع القروض حيث كان النظام البنكي الجزائري يتميز بالضعف في تمويل الإستثمارات بالإضافة إلى وضعية عدم وجود سوق مالي وبنوك متخصصة في تمويل الإستثمارات بالجزائر، كل هذا كان يعتبر من أهم العقبات التي كانت ولا تزال تعيق تطور المؤسسات الإقتصادية خاصة منها الصناعية والإنتاجية التي تتطلب تمويلا طويل الأجل. وبعد سنة 2000 إنخفضت نسبة القروض القصيرة الأجل قليلا مقارنة بحصة القروض المتوسطة والطويلة الأجل، لكنها عاودت

الإرتفاع خلال الفترة الممتدة ما بين 2003 و2005، ثم إنخفضت قليلا مرة أخرى مقارنة بحصة القروض المتوسطة والطويلة الأجل إلى غاية سنة 2008. ويعود إرتفاع حصة القروض المتوسطة والطويلة الأجل مقارنة بحصة القصيرة الأجل في السنوات الأخيرة إلى الإتجاه الجديد الذي ظهر منذ سنة 2006 والذي يعود خصوصا إلى الإرتفاع في القروض الطويلة الأجل الموجهة لتمويل الإستثمارات في قطاع الطاقة والمياه، كما ساهم أيضا الإرتفاع في القروض الرهنية والقروض الموجهة لتمويل السلع المعمرة الأخرى لفائدة الأسر في هذا الإتجاه التصاعدي لحصة القروض المتوسطة والطويلة الأجل من حجم القروض الموزعة للإقتصاد. وفي نهاية سنة 2008 كانت القروض المتوسطة والطويلة الأجل الموزعة من طرف البنوك العمومية تمثل 55.1 % من مجموع قروضها، بينما بلغت هذه القروض الموزعة من طرف البنوك الخاصة سنة 2008 مستوى معتبرا حوالي 50 % من مجموع قروضها، ويعود هذا الإرتفاع إلى الجهد المبذول في مجال توزيع قروض الإستثمار لفائدة المؤسسات الخاصة والقروض الموجهة لتمويل السلع المعمرة لفائدة الأسر.

#### 6- قياس أثر تطبيق سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي في الجزائر:

قمنا في هذا الجزء بإجراء دراسية قياسية من أجل تحديد إن كان لتطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر أثر إيجابي على معدلات النمو الإقتصادي المحققة منذ سنة 1990، وذلك بالإعتماد على طريقة التكامل المتزامن (Cointegration). والغرض من هذه الدراسة القياسية هو الإجابة على الإشكالية المطروحة سابقا للورقة البحثية.

سوف نعتمد في هذه الدراسة على البرنامج الإحصائي 6 EViews لإجراء مختلف مراحل إختبارات التكامل المتزامن (إختبار DF: Dickey Fuller، إختبار ADF: Augmente Dickey Fuller، إختبار PP: Phillips Perron) وإختبار (JOHANSEN) لمعرفة ما إذا كانت هناك علاقة في المدى الطويل بين النمو الإقتصادي المعبر عنه بالناتج الداخلي الخام (GDP) وبعض مؤشرات التطور المالي المعبر عنها بالمؤشرات العامة لقياس التطور المالي (مؤشرات النقدية والمالية)، وبين النمو الإقتصادي ومؤشر قياس درجة التحرير المالي في الجزائر وبعض مؤشرات إستقرار الإقتصاد الكلي. وبعد إختبار معاملات النموذج بطريقة المربعات الصغرى (Least Squares Method) وفي حالة إذا ما كانت النتائج لا تؤكد وجود أثر لتطبيق سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي في الجزائر، فسوف نلجأ إلى طريقة نموذج تصحيح الأخطاء (ECM : Erreur Correction Model).

وتم إختيار الفترة الممتدة ما بين 1970 و2010 من أجل إجراء هذا الإختبار مع الأخذ بعين الإعتبار أن سنة 1990 تمثل الإطلاقة الأولى لتطبيق إصلاحات التحرير المالي في الجزائر بعد صدور قانون النقد والقروض رقم 90-10 الصادر في 14 أفريل 1990. حيث جاء ليجسد تطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر.

ومن أجل إجراء هذه الدراسة كان لا بد من الإستعانة ببيانات سنوية مصدرها IIDE<sup>21</sup> (Institute for international and development economics) والمنشور في القرار رقم 200908-04 في أوت 2009، وكذلك بالبيانات والإحصائيات الخاصة بالجزائر والمنشورة في موقع البنك العالمي<sup>22</sup>.

**1.6- النموذج والمتغيرات المستعملة في الدراسة القياسية:** إن إختيار النموذج الملائم لهذه الدراسة يعتمد على قدرة أي نموذج في الإجابة على الإشكال المطروح في مقدمة هذه الورقة البحثية، ونظرا لقلّة الدراسات النظرية والتطبيقية (شبه منعقدة) التي عالجت نماذج النمو الذاتي المفسرة لتأثير التطور المالي على النمو الإقتصادي في الجزائر، فإنه يصبح من الصعب إيجاد النموذج المثالي لإستعماله في هذه الدراسة القياسية. لذا حاولنا وضع النموذج التالي:

$$Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 A_t + \alpha_2 B_t + \alpha_3 C_t + \alpha_3 D_t + \alpha_4 E_t + \alpha_5 F_t + \varepsilon_t \dots\dots\dots(*)$$

حيث:

- ✓  $Y_t$  : إجمالي الناتج الداخلي الخام الجاري ببلالين الدولارات الأمريكية، يعبر عنه بـ **GDP**.
- ✓  $A_t$  : الإستثمار المحلي إلى إجمالي الناتج الداخلي الخام (%) (Gross domestic investment)، يعبر عنه بـ **INV**.
- ✓  $B_t$  : معامل الإفتتاح التجاري ويمثل مجموع الصادرات والواردات إلى إجمالي الناتج الداخلي الخام (%) (TRADEOPEN)، يعبر عنه بـ **TO**.
- ✓  $C_t$  : معدلات التضخم السنوية (%) (Inflation, consumer prices) ويمثل المستوى العام للأسعار، يعبر عنه بـ **INF**.
- ✓  $D_t$  : النقود وأشبه النقود إلى إجمالي الناتج الداخلي الخام (%) (Money and quasi money)، يعبر عنه بـ **M2**.

<sup>21</sup> <http://www.i4ide.org/content/wpapers.html>

<sup>22</sup> [http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=2&id=4&hActiveDimensionId=WDI\\_Series](http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=2&id=4&hActiveDimensionId=WDI_Series) Consulté le mois d'Avril 2012.

✓  $E_t$ : حجم القروض الموجهة للقطاع الخاص إلى إجمالي الناتج الداخلي الخام (%) (Credit to private)

(sector)، يعبر عنه بـ **CPS**.

✓  $F_t$ : هو مؤشر ثنائي يقيس درجة التحرير المالي (Indicator of financial liberalization) أو التطور

المالي في الدول النامية، ويشمل مختلف أشكال إصلاحات التحرير المالي (تحرير أسعار الفائدة، إلغاء سياسة توجيه وتسقيف القروض، تحرير المنافسة البنكية...). وتم إقتراح هذا المؤشر من طرف كل من Demetriades and Luintel (1996) and <sup>23</sup>، ويأخذ هذا المؤشر القيمة 0 في السنوات التي سبقت عملية تطبيق سياسة التحرير المالي (سنوات الكبح المالي)، ويأخذ القيمة 1 بالنسبة للسنوات التي تلت عملية تطبيق التحرير المالي، ويعبر عنه في هذه الدراسة بـ **IFL**.

✓  $\varepsilon_t$ : خطأ التحديد.

وقد إختارنا هذه المتغيرات لأنها تعتبر من أهم المؤشرات المالية والنقدية ومن أهم مؤشرات التحرير المالي ومؤشرات إستقرار الإقتصاد الكلي التي يستخدمها أغلب الباحثين لقياس درجة التطور المالي في الدول خاصة الدول النامية، لذلك تعتبر من بين أهم المتغيرات التي يمكن الإستناد عليها في هذه الدراسة القياسية لتقييم إصلاحات التحرير المالي التي عرفتها الجزائر منذ سنة 1990، وتعكس هذه المتغيرات كذلك مدى مساهمة القطاع المصرفي الجزائري في تعبئة الإدخار وتمويل الإقتصاد.

## 2.6- إختبار إستقرارية (سكون) السلاسل الزمنية:

- إختبار **DF** و **PP** لدراسة إستقرارية كل المتغيرات: سنقوم أولاً بإختبار **DF** لدراسة إستقرارية (سكون) السلاسل الزمنية (Stationarity test or stability test of the time series) عند المستوى (Level)، وفي حالة عدم إستقرارية هذه السلاسل عند هذا المستوى نقوم بإختبار إمكانية إستقراريتها عند التفاضل الأول (1<sup>st</sup> Difference). وإذا كانت السلاسل الزمنية مستقرة عند المستوى أو عند التفاضل الأول، وكانت قيمة **DW** (Durbin Watson stat) للإختبارات **DF** أكبر من 1.5 وأصغر من 2.5، فسوف نتجنب إختبارات **ADF**.  
ثم سنقوم ثانياً بإختبار **PP** لدراسة كذلك إستقرارية (سكون) السلاسل الزمنية عند المستوى (Level)، وفي حالة عدم إستقرارية هذه السلاسل عند هذا المستوى نقوم بإختبار إمكانية إستقراريتها عند التفاضل الأول (1<sup>st</sup> Difference) حيث أن هذا الإختبار يأتي لتأكيد نتائج الإختبار السابق أي إختبار **DF**.  
وتحصلنا على النتائج التالية:

الجدول رقم 11: إختبار **PP** و **DF** عند المستوى وعند التفاضل الأول لجميع المتغيرات.

إختبار <b>PP</b>		إختبار <b>DF</b>		المتغيرات
التفاضل الأول	المستوى	التفاضل الأول	المستوى	
1 <sup>st</sup> Difference	Level	1 <sup>st</sup> Difference	Level	
-6.898562***	1.109597	-6.777523***	0.988422	<b>GDP</b>
-7.445348***	-1.740652	-7.437870***	-1.837858	<b>INV</b>
-4.669196***	-2.138346	-4.729333***	-1.903705	<b>TO</b>
-6.244047***	-2.294864	-6.240506***	-2.149887	<b>INF</b>
-4.636271***	-2.011415	-4.826519***	-1.854458	<b>M2</b>
-4.647491***	-1.140247	-4.665543***	-0.853507	<b>CPS</b>
-6.245001***	-1.000000	-6.244998***	-1.000000	<b>IFL</b>

\*\*\*: تمثل إستقرارية المتغيرات عند المستوى 1 %، 5 %، 10 %.  
القيم الجدولية بالنسبة للإختبار **DF**:

عند المستوى: عند مستوى 1 % (-3.605593)، عند مستوى 5 % (-2.936942)، عند مستوى 10 % (-2.606857).

<sup>23</sup> Voire :

- Panicos O. Demetriades and Kul B. Luintel, « Banking Sector Policies and Financial Development in Nepal », Oxford Bulletin of Economics and Statistics 58, no. 2, 1996, P 355–72.

- Panicos O. Demetriades and Kul B. Luintel, « Financial Development, Economic Growth and Banking Sector Controls: Evidence from India », Economic Journal 106, 1996, P 359–74.

عند التفاضل الأول: عند مستوى 1 % (-3.610453)، عند مستوى 5 % (-2.938987)، عند مستوى 10 % (-2.607932).  
القيم الجدولية بالنسبة للاختبار PP:  
عند المستوى: عند مستوى 1 % (-3.605593)، عند مستوى 5 % (-2.936942)، عند مستوى 10 % (-2.606857).  
عند التفاضل الأول: عند مستوى 1 % (-3.610453)، عند مستوى 5 % (-2.938987)، عند مستوى 10 % (-2.607932).

بالنسبة لإختبار DF: نلاحظ من الجدول (11) عند المستوى أن القيمة المطلقة  $|t_{\phi_j}|^{\wedge}$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات، أصغر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه عدم رفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي وجود جذور وحيدة (Unit Root) وبالتالي عدم إستقرار السلاسل الزمنية. بعد ذلك ننتقل إلى إختبار التفاضلات الأولى للمتغيرات حيث نلاحظ من الجدول (11) أنه عند التفاضل الأول أصبحت القيمة المطلقة  $|t_{\phi_j}|^{\wedge}$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات أكبر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه نرفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي عدم وجود جذور وحيدة (Unit Root) وبالتالي إستقرار السلاسل الزمنية.

بالنسبة لإختبار PP: نلاحظ من الجدول (11) عند المستوى أن القيمة المطلقة  $|t_{\phi_j}|^{\wedge}$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات، أصغر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه عدم رفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي وجود جذور وحيدة (Unit Root) وبالتالي عدم إستقرار السلاسل الزمنية. بعد ذلك ننتقل إلى إختبار التفاضلات الأولى للمتغيرات حيث نلاحظ من الجدول (11) أنه عند التفاضل الأول أصبحت القيمة المطلقة  $|t_{\phi_j}|^{\wedge}$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات أكبر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه نرفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي عدم وجود جذور وحيدة (Unit Root) وبالتالي إستقرار السلاسل الزمنية.

- إختبار إستقرارية البواقي: سنقوم أولاً بإختبار DF لدراسة إستقرارية (سكون) البواقي (Stationarity test or stability test of the residuals) عند المستوى (Level)، وفي حالة عدم إستقرارية هذه البواقي عند هذا المستوى نقوم بإختبار إمكانية إستقراريتها عند التفاضل الأول ( $1^{st}$  Difference). وإذا كانت البواقي مستقرة عند المستوى أو عند التفاضل الأول، وكانت قيمة DW (Durbin Watson stat) للإختبارات DF أكبر من 1.5 وأصغر من 2.5، فسوف نتجنب إختبارات ADF. ثم سنقوم ثانياً بإختبار PP لدراسة كذلك إستقرارية (سكون) البواقي عند المستوى (Level)، وفي حالة عدم إستقرارية هذه البواقي عند هذا المستوى نقوم بإختبار إمكانية إستقراريتها عند التفاضل الأول ( $1^{st}$  Difference) حيث أن هذا الإختبار يأتي لتأكيد نتائج الإختبار السابق أي إختبار DF. وتحصلنا على النتائج التالية:

### الجدول رقم 12: نتائج إختبار إستقرارية البواقي للنموذج.

إختبار PP		إختبار DF		المتغير
التفاضل الأول $1^{st}$ Difference	المستوى Level	التفاضل الأول $1^{st}$ Difference	المستوى Level	
-6.898562***	1.109597	-6.777523***	0.988422	U

\*\*\*: تمثل إستقرارية المتغيرات عند المستوى 1 %، 5 %، 10 %.

القيم الجدولية بالنسبة للاختبار DF:  
عند المستوى: عند مستوى 1 % (-3.605593)، عند مستوى 5 % (-2.936942)، عند مستوى 10 % (-2.606857).  
عند التفاضل الأول: عند مستوى 1 % (-3.610453)، عند مستوى 5 % (-2.938987)، عند مستوى 10 % (-2.607932).  
القيم الجدولية بالنسبة للاختبار PP:  
عند المستوى: عند مستوى 1 % (-3.605593)، عند مستوى 5 % (-2.936942)، عند مستوى 10 % (-2.606857).  
عند التفاضل الأول: عند مستوى 1 % (-3.610453)، عند مستوى 5 % (-2.938987)، عند مستوى 10 % (-2.607932).

بالنسبة لإختبار DF: نلاحظ من الجدول (12) عند المستوى أن القيمة المطلقة  $|t_{\phi_j}|^{\wedge}$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات، أصغر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه عدم رفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي وجود جذور وحيدة (Unit Root) وبالتالي عدم إستقرار البواقي. بعد ذلك ننتقل إلى إختبار التفاضلات الأولى

للمتغيرات حيث نلاحظ من الجدول (12) أنه عند النفاضل الأول أصبحت القيمة المطلقة  $\left| \hat{t}_{\phi_j} \right|$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات أكبر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه نرفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي عدم وجود جذور وحدية (Unit Root) وبالتالي إستقرار البواقي.

بالنسبة لإختبار PP: نلاحظ من الجدول (12) عند المستوى أن القيمة المطلقة  $\left| \hat{t}_{\phi_j} \right|$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات، أصغر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه عدم رفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي وجود جذور وحدية (Unit Root) وبالتالي عدم إستقرار البواقي. بعد ذلك ننقل إلى إختبار التفاضلات الأولى

للمتغيرات حيث نلاحظ من الجدول (12) أنه عند النفاضل الأول أصبحت القيمة المطلقة  $\left| \hat{t}_{\phi_j} \right|$  التي تخضع لتوزيع Student لكل المتغيرات أكبر من القيم المطلقة والدرجة الجدولية عند مستوى 1 %، 5 % و 10 %، منه نرفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي عدم وجود جذور وحدية (Unit Root) وبالتالي إستقرار البواقي.

هذه النتائج تؤكد وجود علاقة تكامل متزامن بين المتغيرات (علاقة في المدى الطويل).

**3.6- إختبار التكامل المتزامن:** بعد التأكد من أن كل السلاسل الزمنية مستقرة (ساكنة) ومتكاملة من نفس الدرجة (من نفس المستوى)، وأن البواقي هي الأخرى مستقرة، فإنه يمكن إستنتاج أنه يوجد علاقة تكامل متزامن في المدى الطويل بين المتغيرات المستقلة والمتغير التابع للنموذج. ولتأكيد هذا الإستنتاج نلجأ إلى إختبار التكامل المتزامن ( JOHANSEN Cointegration test)، حيث تحصلنا على النتائج التالية (أنظر الملحق 1).

وأعطى إختبار JOHANSEN قيمتين معنويتين موجبتين 209.2942 و 115.1985 أكبر من القيم الحرجة 134.6780 و 103.8473 على الترتيب عند مستوى 5 %، وبإحتمال 0.0000 و 0.0072 على الترتيب. هذه النتائج تؤكد صحة النتائج التي توصلنا إليها في إختبار إستقرارية البواقي.

فمن الملحق (1) يتضح أن قيمتي  $\lambda_{trace}$  أكبر من القيم الحرجة عند مستوى 5 %، وبالتالي نرفض الفرضية العدمية  $H_0$  أي أن رتبة المصفوفة  $\pi$  تساوي إثنان  $H_0 : (r=2)$  مقابل  $H_1 : (r>2)$ ، وهذا معناه يوجد علاقتان للتكامل المتزامن في المدى الطويل بين المتغيرات المستقلة والمتغير التابع للنموذج، ونتوقف عند الإختبار.

وبما أنه لدينا رتبة المصفوفة  $(r=2)$  حيث  $(K-1 \geq r \geq 1)$  مع  $(K=7)$  فإنه يوجد علاقتا تكامل متزامن في المدى الطويل بين المتغيرات المستقلة والمتغير التابع للنموذج، ويمكن تمثيل نموذج تصحيح الأخطاء (ECM).

**4.6- تقدير وإختبار النموذج بطريقة المربعات الصغرى:** إن تقدير المعادلة (\*) بطريقة المربعات الصغرى (Least Squares Method) أعطت النتائج التالية (أنظر الملحق 2):

$$Y_t = -202.0086 + 0.622982 A_t + 1.167396 B_t - 0.485114 C_t + 2.807437 D_t - 0.382902 E_t + 67.78293 F_t$$

t=	(-4.514294)	(0.733941)	(2.219096)	(-0.902173)	(4.927460)	(-0.957402)	(4.000224)
SE=	(44.74866)	(0.848818)	(0.526068)	(0.537717)	(0.569753)	(0.399938)	(16.94478)

$$R^2 = 0.709703$$

$$= 0.658474 R$$

$$DW = 0.911714$$

- ✓ عند مستوى 5 %، المعلمة  $\alpha_0$  تؤثر معنويا وسلبيا في الناتج الداخلي الخام المعبر عنه بـ **GDP**.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $A_t$  الذي يعبر عن **INV** غير معنوي لكن إيجابي.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $B_t$  الذي يعبر عن **TO** يؤثر إيجابيا ومعنويا في الناتج الداخلي الخام المعبر عنه بـ **GDP**.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $C_t$  الذي يعبر عن **INF** غير معنوي وسالب.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $D_t$  الذي يعبر عن **M2** يؤثر إيجابيا ومعنويا في الناتج الداخلي الخام المعبر عنه بـ **GDP**.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $E_t$  الذي يعبر عن **CPS** غير معنوي وسالب.

- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $F_t$  الذي يعبر عن IFL أي درجة التحرير المالي يؤثر معنويا وإيجابيا في الناتج الداخلي الخام المعبر عنه بـ GDP.
- ✓ معامل الارتباط (R-squared:  $R^2$ ) ليس قويا كفاية وهذا ما يفسر أن العلاقة بين المتغيرات المفسرة والمتغير التابع هي غير قوية كفاية.
- ✓ إن DW (Durbin Watson stat) ضعيفة جدا (أصغر من 1.5) وهذا ما يفسر أن الإنحدار زائف (Spurious Regression).
- وبما أن النتائج المتحصل عليها عن طريق المربعات الصغرى هي غير معنوية ولا تؤكد فرضية أن كل المتغيرات المستقلة تؤثر معنويا وإيجابيا في الناتج الداخلي الخام GDP المعبر عنه بالمتغير  $Y_t$ ، سنحاول تقدير النموذج الموضح في المعادلة (\*) عن طريق نموذج تصحيح الأخطاء (ECM : Erreur Correction Model).
- 5.6- نموذج تصحيح الأخطاء وتحليل النتائج:** لتصحيح المتغير التابع الذي يقوم على أساس المتغيرات المفسرة وعلى أساس إنحراف هذه المتغيرات من نطاق العلاقة التوازن، وبعد التحقق من أن جميع المتغيرات متكاملة من نفس الدرجة، تم اللجوء إلى هذه الخطوة لتحديد وتقدير نموذج تصحيح الخطأ (ECM : Erreur Correction Model) من أجل دراسة السلوك الديناميكي للنموذج وتعديل أي حالة غير متوازنة نحو التوازن في المدى الطويل.
- إن تقدير المعادلة (\*) عن طريقة نموذج تصحيح الأخطاء، وبعد تطبيق طريقة المربعات الصغرى، تحصلنا على النتائج التالية (أنظر الملحق 3):

$$Y_t = -30.63405 + 1.037420 Y_{t-1} - 1.415088 A_t + 1.236634 A_{t-1} + 0.551277 B_t - 0.060901 C_t + 0.211956 D_{t-1} - 0.093960 E_{t-1} - 0.413721 F_t$$

t=	(-1.963702)	(17.85417)	(-3.739044)	(3.362451)	(3.232415)
SE=	(-0.298358)	(0.973019)	(-0.659390)	(-0.059856)	(0.170547)
	(15.60016)	(0.058105)	(0.378463)	(0.367777)	(0.170547)
	(0.204122)	(0.217833)	(0.142495)	(6.911873)	

$$R^2 = 0.966215$$

$$= 0.957496 R$$

$$DW = 2.489262$$

- ✓ معامل الارتباط (R-squared:  $R^2$ ) قوي جدا ويقترب من 1 وهذا ما يفسر أن العلاقة بين المتغيرات المفسرة والمتغير التابع قوية جدا.
- ✓ إن DW (Durbin Watson stat) قوي جدا (أكبر من 2 وأصغر من 2.5) وهذا ما يفسر أن الإنحدار المقدر هو غير زائف (No Spurious Regression).
- وبالتالي فالنتائج المحصل عليها هي نتائج جيدة وتؤكد وجود علاقة تكامل متزامن بين المتغيرات المفسرة والمتغير التابع.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $Y_{t-1}$  الذي يعبر عن GDP للسنوات السابقة معنوي وإيجابي، وبالتالي نستنتج أن الناتج الداخلي الخام تأثر إيجابيا بقيم الناتج الداخلي الخام للسنوات السابقة، وهذا يعود أساسا إلى تحسن مداخل الدولة بعد إرتفاع أسعار المحروقات في الأسواق العالمية منذ 2001، حيث أصبحت ودائع قطاع المحروقات تمثل 25 % من إجمالي الودائع تحت الطلب المقيدة لدى البنوك الجزائرية. ونتيجة لذلك إرتفع إحتياطي الصرف الأجنبي للجزائر وفاق 150 مليار دولار أمريكي سنة 2009.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $A_t$  الذي يعبر عن INV معنوي لكن سلبي. وعند مستوى 5 %، المتغير  $A_{t-1}$  الذي يعبر عن INV للسنوات السابقة معنوي وإيجابي، وبالتالي نستنتج أن الناتج الداخلي الخام تأثر إيجابيا بقيم الإستثمارات المحلية للسنوات السابقة، وهذا يعود أساسا إلى المساعدات المالية التي تحصلت عليها الجزائر من صندوق النقد والبنك الدوليين في إطار تنفيذ الإصلاحات الاقتصادية والمالية منذ سنة 1990 من أجل الشروع في الدخول إلى نظام إقتصاد السوق، حيث سمحت لها هذه المساعدات إلى جانب مداخل الدولة من قطاع المحروقات بإعادة هيكلة المؤسسات الاقتصادية وإنشاء العديد من المشاريع الإستثمارية.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $B_t$  الذي يعبر عن TO يؤثر إيجابيا ومعنويا في الناتج الداخلي الخام المعبر عنه بـ GDP، وبالتالي نستنتج أن الناتج الداخلي الخام تأثر إيجابيا بقيم الصادرات والتي تمثل صادرات المحروقات بأكثر من 90 % من قيمة الصادرات ككل، وهذا يعود أساسا إلى إرتفاع أسعار المحروقات في الأسواق العالمية منذ 2001.

- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $D_{t-1}$  الذي يعبر عن M2 للسنوات السابقة غير معنوي وإيجابي، وهذا ما يفسر ضعف القطاع المالي والمصرفي الجزائري رغم تطبيق مجموعة من الإصلاحات المالية والمصرفية وإصلاحات التحرير المالي منذ سنة 1990. وبالتالي هذه الإصلاحات لم تحقق نتائج مقبولة في تفعيل دور المنظومة المالية والمصرفية الجزائرية في الرفع من تعبئة الموارد المالية. أما التحسن الحاصل في حجم الكتلة النقدية منذ سنة 1990 فهو راجع إلى تطبيق برنامج الإنعاش الإقتصادي الذي خصص له مبلغ 7 ملايين دولار أمريكي (حوالي 520 مليار دج) لمدة ثلاثة سنوات حيث تم فيه ضخ كتلة نقدية هائلة في الإقتصاد، كما يعود كذلك إلى تضاعف الأنفاق الحكومي الذي نتج عن تحسن عائدات الدولة بتحسين أسعار المحروقات في الأسواق العالمية منذ سنة 2001.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $E_{t-1}$  الذي يعبر عن CPS للسنوات السابقة غير معنوي وسالب، وهذا ما يفسر أنه رغم الإصلاحات المالية والمصرفية المطبقة منذ سنة 1990 ورغم جهود الدولة في دعم القطاع الخاص خاصة في مجال توزيع قروض الإستثمار لفائدة المؤسسات الخاصة، إلا أن السياسات التي كانت متبعة من طرف البنوك في ما يتعلق بتوزيع القروض (عدم التخصيص الأمثل للموارد المالية لتوجيهها نحو الإستثمارات المجدية)، بالإضافة إلى وضعية عدم وجود سوق مالي وبنوك متخصصة في تمويل الإستثمارات بالجزائر، كان لها أثر سلبي على القطاع الخاص بصفة خاصة والإقتصاد الجزائري بصفة عامة.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $F_t$  الذي يعبر عن IFL أي درجة التحرير المالي غير معنوي وسالب، وهذا ما يفسر عدم نجاح تطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر المطبقة منذ سنة 1990. فتطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر لم يكن لها أثر إيجابي على معدلات النمو الإقتصادي المحققة بعد صدور قانون النقد والقرض لسنة 1990. وبسبب ضعف القطاع المصرفي وغياب سوق مالي فعال في الجزائر فإن تطبيق سياسة التحرير المالي قد يؤدي إلى نشوب أزمات مصرفية وتحقيق نتائج سلبية بالنسبة للإقتصاد الجزائري بصفة عامة. أما التحسن الحاصل في المؤشرات المالية والنقدية (مؤشرات التطور المالي) والتحسين الحاصل في معدلات النمو الإقتصادي المحققة في السنوات الأخيرة، فهو يعود بالأساس إلى عوامل أخرى كارتفاع أسعار المحروقات والإحتياطات من العملة الصعبة.
- ✓ عند مستوى 5 %، المتغير  $C_t$  الذي يعبر عن INF غير معنوي وسالب أيضا، وهذا ما يؤكد على أن تحرير أسعار الفائدة لم يكن له أثر إيجابي على النمو الإقتصادي المعبر عنه في الدراسة بالنتائج الداخلي الخام.

### الخاتمة:

سعت الجزائر كغيرها من الدول النامية إلى تبني إقتصاد السوق وتحرير نظامها المالي والمصرفي، فكان صدور قانون النقد والقرض رقم 90-10 في 14 أبريل 1990 والذي عدل بالأمر الرئاسي رقم 03-11 الصادر في 26 أوت 2003 والمتعلق بقانون النقد والقرض، بمثابة نقطة تحول في مسار الإصلاحات المالية والمصرفية للجزائر، وبمناخ بداية حقيقية لتطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر على النحو الذي جاء به كل من R. Mc KINNON and E. SHAW (1973). وقد حاولنا من خلال هذه الورقة البحثية تحديد أثر تطبيق سياسة التحرير المالي على النمو الإقتصادي في الجزائر خلال الفترة الممتدة بين 1970 و2010.

ومن خلال القيام بتحليل ومناقشة تطور المؤشرات المالية والنقدية (مؤشرات التطور المالي) المسجلة خلال الفترة الممتدة بين 1990 و2008 وبالإعتماد على إحصائيات التقرير السنوي لبنك الجزائر (2008/2009) والديوان الوطني للإحصائيات (ONS)، لمسنا حصول بعض التحسن في هذه المؤشرات. لكن تبين من خلال دراستنا القياسية بإستعمال طريقة التكامل المتزامن (حيث تم إختيار الفترة الممتدة ما بين 1970 و2010 من أجل إجراء هذا الدراسة مع الأخذ بعين الإعتبار أن سنة 1990 تمثل الإنطلاقة الأولى لتطبيق إصلاحات التحرير المالي في الجزائر بعد صدور قانون النقد والقرض رقم 90-10 في 14 أبريل 1990، وتم الإستعانة ببيانات سنوية مصدرها IIDE : Institute for international and development economics والمنشورة في القرار رقم 04-2009 في أوت 2009، وكذلك بيانات وإحصائيات الخاصة بالجزائر والمنشورة في موقع البنك العالمي) أن سياسة التحرير المالي المنتهجة في الجزائر لما يقارب العقدين لم يكن لها أثر إيجابي على معدلات النمو الإقتصادي المحققة بعد صدور قانون النقد والقرض سنة 1990، ولم تنجح في تحسين قدرة المنظومة المالية والمصرفية الجزائرية على جلب وتعبئة المدخرات المالية بالقدر الكافي لتوجيهها بصفة مثلى نحو الإستثمارات المجدية والأكثر إنتاجية.

أما التحسن الحاصل في المؤشرات المالية والنقدية ومعدلات النمو الإقتصادي للجزائر في السنوات الأخيرة فكان مرتبطا بعوامل أخرى أدت إلى زيادة نفقات الدولة وأهم هذه العوامل هي:

- ✓ المساعدات المالية التي تحصلت عليها الجزائر منذ سنة 1990 من صندوق النقد والبنك الدوليين في إطار تنفيذ الإصلاحات الإقتصادية والمالية من أجل الشروع في الدخول إلى نظام إقتصاد السوق.

- ✓ تحسن مداخيل الدولة بعد إرتفاع أسعار المحروقات في الأسواق العالمية منذ 2001، حيث أصبحت ودائع قطاع المحروقات تمثل 25 % من إجمالي الودائع تحت الطلب المقيدة لدى البنوك الجزائرية.
- ✓ إرتفاع إحتياطي الصرف الأجنبي للجزائر حيث فاق 150 مليار دولار أمريكي سنة 2009.
- ✓ تمكن الجزائر من تسديد كافة ديونها الخارجية بإستثناء القروض الحديثة التي تحصلت عليها في إطار الإستثمارات المشتركة مع الصين، والتي قدرت بـ 5.586 مليار دولار أمريكي سنة 2008.
- ✓ عدم تأثر الجزائر بالأزمة الإقتصادية العالمية لسنة 2007، والتي تعود حسب الخبراء إلى غياب الدور الفعال للسوق المالي في الجزائر وعلى الصعيد الدولي.

ورغم جهود تطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر منذ سنة 1990 إلا أن السلطات الجزائرية وبعد صدور قانون المالية التكميلي لسنة 2009 أبدت رغبتها في الحفاظ على سيطرتها على القطاع المصرفي وعدم التوسع في مسار التحرير المالي، حيث تم إلغاء قروض الإستهلاك وتم إلزام البنوك بتمويل التجارة الخارجية بالقروض المستندي غير القابل للإلغاء والمؤكد فقط، وهذا ما كان وراء الزيادة في فائض السيولة بحوالي 10 % لدى البنوك الجزائرية، حيث أثرت هذه الزيادة سلبا على المنافسة في ما بين البنوك.

وبما أن السلطات الجزائرية أبدت رغبتها في الحفاظ على سيطرتها على القطاع المصرفي وعدم التوسع في مسار التحرير المالي بعد صدور قانون المالية التكميلي لسنة 2009، وكذلك بما أن تطبيق سياسة التحرير المالي في الجزائر لم يؤد إلى تحقيق الأهداف المنشودة منه (لم يكن له أثر إيجابي على معدلات النمو الإقتصادي المحققة، ولم ينجح في تحسين قدرة المنظومة المالية والمصرفية الجزائرية على جلب وتعبئة المدخرات المالية بالقدر الكافي لتوجيهها بصفة مثلى نحو الإستثمارات المجدية والأكثر إنتاجية)، وكان التحسن الحاصل في المؤشرات المالية والنقدية ومعدلات النمو الإقتصادي للجزائر تتحكم فيه عوامل أخرى أقوى من تطبيق هذه السياسة، فيمكن القول أنه من الضروري التخلي عن هذه السياسة والإتجاه نحو حل آخر يمكن أن ينعكس تطبيقه إيجابيا على التطور المالي والنمو الإقتصادي في الجزائر كالتموليل الإسلامي مثلا، أي تبني الأدوات المالية الإسلامية الخالية من الربا والعمل على تطويرها بما يتناسب مع الإحتياجات المختلفة لجميع فئات الفائض والعجز المالي.



الملحق 1:**Johansen Cointegration test :**

Date: 04/28/12 Time: 21:48

Sample (adjusted): 1972 2010

Included observations: 39 after adjustments

Trend assumption: No deterministic trend (restricted constant)

Series: GDP INV TO INF M2 CPS IFL

Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized		Trace	0.05	
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob.**
None *	0.910428	209.2942	134.6780	0.0000
At most 1 *	0.655753	115.1985	103.8473	0.0072
At most 2	0.510835	73.60901	76.97277	0.0878
At most 3	0.399601	45.72182	54.07904	0.2242
At most 4	0.311593	25.82557	35.19275	0.3517
At most 5	0.180962	11.26395	20.26184	0.5169
At most 6	0.085332	3.478573	9.164546	0.4953

Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

\* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

\*\*MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

الملحق 2:**Least Squares Method :**

Dependent Variable: GDP

Method: Least Squares

Date: 04/28/12 Time: 21:14

Sample: 1970 2010

Included observations: 41

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-202.0086	44.74866	-4.514294	0.0001
INV	0.622982	0.848818	0.733941	0.4680
TO	1.167396	0.526068	2.219096	0.0333
INF	-0.485114	0.537717	-0.902173	0.3733
M2	2.807437	0.569753	4.927460	0.0000
CPS	-0.382902	0.399938	-0.957402	0.3451
IFL	67.78293	16.94478	4.000224	0.0003

R-squared

0.709703 Mean dependent var

55.81337

Adjusted R-squared	0.658474	S.D. dependent var	39.82117
S.E. of regression	23.27159	Akaike info criterion	9.286596
Sum squared resid	18413.28	Schwarz criterion	9.579157
Log likelihood	-183.3752	Hannan-Quinn criter.	9.393130
F-statistic	13.85355	Durbin-Watson stat	0.911714
Prob(F-statistic)	0.000000		

### الملحق 3:

#### Erreur Correction Model (ECM) :

Dependent Variable: GDP

Method: Least Squares

Date: 04/29/12 Time: 00:23

Sample (adjusted): 1971 2010

Included observations: 40 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-30.63405	15.60016	-1.963702	0.0586
GDP(-1)	1.037420	0.058105	17.85417	0.0000
INV	-1.415088	0.378463	-3.739044	0.0008
INV(-1)	1.236634	0.367777	3.362451	0.0021
TO	0.551277	0.170547	3.232415	0.0029
INF	-0.060901	0.204122	-0.298358	0.7674
M2(-1)	0.211956	0.217833	0.973019	0.3381
CPS(-1)	-0.093960	0.142495	-0.659390	0.5145
IFL	-0.413721	6.911873	-0.059856	0.9527

R-squared	0.966215	Mean dependent var	57.08713
Adjusted R-squared	0.957496	S.D. dependent var	39.47352
S.E. of regression	8.138089	Akaike info criterion	7.226096
Sum squared resid	2053.083	Schwarz criterion	7.606093
Log likelihood	-135.5219	Hannan-Quinn criter.	7.363491
F-statistic	110.8192	Durbin-Watson stat	2.489262
Prob(F-statistic)	0.000000		

# **L'insécurité linguistique et les représentations des langues chez les lycéens de la ville de Béjaia, Algérie**

**BESSAI Bachir**

## Introduction

L'étude que nous proposons s'inscrit dans le cadre général de la sociolinguistique. Un des principes fondamentaux de cette discipline repose sur le fait qu'elle considère la langue comme un fait social et qu'elle en place conséquemment l'étude dans l'interrelation avec le contexte dans lequel elle se manifeste. Ce qui nous rapprochera de l'objet de notre analyse.

A cet effet, l'un des intérêts sociolinguistiques présentés par l'Algérie est l'extrême variété des situations. C'est sans doute ce qui peut permettre, à partir de l'observation d'un grand nombre de phénomènes attitudes et des représentations linguistiques. Un constat sommaire de la situation des langues en Algérie d'en retenir quelques données fondamentales pour illustrer des pratiques, ainsi que des conduit à remarquer l'existence d'un plurilinguistique qui donne l'occasion à des locuteurs maîtrisant souvent deux langues, voire plus, de prendre la parole en usant de l'une d'elles, sinon en les alternant. Nous pouvons alors déjà constater que les attitudes, les points de vue ainsi que les opinions des locuteurs orientent le plus souvent leurs comportements linguistiques.

Il faut noter que depuis plusieurs années, les représentations sociolinguistiques ont occupé une place très importante dans les études sociolinguistiques surtout celles qui ont porté sur les attitudes, les comportements et les fonctionnements linguistiques. Dans son article intitulé : « *Matériaux pour une approche des représentations sociolinguistiques* », H. Boyer affirme que la sociolinguistique ne saurait faire l'économie des représentations sociolinguistiques dans l'analyse des attitudes langagières, celles-ci influençant directement celles-là. De son point de vue, les représentations se cultivent ostensiblement en terrain conflictuel.

En Algérie ce problème se complexifie davantage, car ces représentations se développent dans un milieu plurilingue, un milieu dans lequel plusieurs langues coexistent, en l'occurrence l'arabe (algérien et classique), le berbère (avec toutes ses variétés) et le français. Parmi ces langues, il n'y a que l'arabe (classique) qui est reconnu comme langue officielle. Or, dans la pratique quotidienne, cette langue est la moins utilisée au regard des autres langues qui connaissent une dynamique langagière sans précédent.

Dans l'analyse du phénomène d'insécurité linguistique, nous sommes partis de l'hypothèse qu'il existe une relation privilégiée entre insécurité linguistique et plurilinguisme. Il est à noter que de nombreuses études ont démontré que le sentiment d'insécurité linguistique est plus fréquent en milieu plurilingue que dans le milieu unilingue. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons choisi de mener notre enquête auprès de quelques lycéens de la ville de Bejaia qui vont se prononcer sur un certain nombre de phénomènes linguistiques en produisant un discours épilinguistique. C'est l'analyse de ces productions épilinguistiques qui va nous permettre de dégager les diverses valeurs positives ou négatives associées à leur (s) langue(s). A partir de là, nous essayerons d'inventorier les multiples facettes d'insécurité linguistique comme, notamment, l'autodépréciation de sa propre langue, qui est sans doute l'un des symptômes majeurs d'insécurité linguistique.

### 1- Quelques remarques préliminaires

#### Représentation linguistique : origine et caractéristique de la notion

De nos jours, la représentation est une notion capitale dans toute approche sociolinguistique. Elle est de plus en plus présente dans toutes les études portant sur les langues, leur acquisition, leur transmission et leur usage.

A noter que cette notion est empruntée à la psychologie sociale pour désigner « *un fonctionnement socio-cognitif collectif* »<sup>24</sup>. Ce fonctionnement est considéré par D. Jodelet comme une « *forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique* »<sup>25</sup> car « *[servant] à agir sur le monde et les autres* »<sup>26</sup>. H. Boyer souligne plus tard que « *le contenu de la représentation sociale/collective est simplificateur, schématique : il doit être partagé, donc accessible au plus grand nombre et pouvoir être efficace dans la perception de la réalité* »<sup>27</sup>

H. Boyer explique le rapport existant entre les représentations sociolinguistiques et les représentations sociales en ces mots : « *Les représentations de la langue ne sont qu'une catégorie de représentations sociales : même si la notion de représentation sociolinguistique, d'un point de vue épistémologique, fonctionne de manière autonome dans certains secteurs des sciences du langage* »<sup>28</sup>. Donc, les deux disciplines, à savoir la psychologie sociale et la sociolinguistique, sont appelées à collaborer car toutes les deux partagent dans le fond la même démarche.

Pour P. Bourdieu, toutes les réalités linguistiques sont exposées à des représentations mentales : « *la langue, le dialecte ou l'accent [...] sont l'objet de représentations mentales, c'est-à-dire d'actes de perception et d'appréciation, de connaissance ou de reconnaissance, où les agents montrent leurs intérêts et leurs présupposés* »<sup>29</sup>. En effet, on comprend que toute représentation suppose une évaluation, donc un contenu normatif qui la guide dans deux sens : soit dans le sens de la valorisation (appréciation positive), soit dans le sens de la stigmatisation (appréciation négative).

De même, les représentations et les images des langues jouent un caractère central dans le processus d'apprentissage linguistique et l'usage des langues présentes dans l'environnement des locuteurs. Ce point a été clairement expliqué par D. Moore dans le passage suivant : « *Les images et les conceptions que les acteurs sociaux se font d'une langue, de ce que ses normes, ses caractéristiques, son statut au regard d'autres langues, influencent largement les procédures et les stratégies qu'ils développent et mettent en œuvre pour apprendre cette langue et en user* »<sup>30</sup>

Par ailleurs, il est utile de souligner qu'il existe une relation très étroite entre les représentations et les pratiques langagières. P. Dumont et B. Maurer expliquent cette relation en ces termes : « *Cette relation n'est pas à sens unique, les représentations étant conçues comme le reflet des pratiques. Il y a au contraire détermination réciproque par action en retour des représentations sur les pratiques. La relation entre les deux termes est dialectique, ils se déterminent mutuellement : les représentations, nées des pratiques, les informent en retour et les orientent, puis elles évoluent en conséquence et ainsi de suite* »<sup>31</sup>. Pour L.J Calvet, les représentations sont constituées par l'ensemble des images, des positions

<sup>24</sup> BOYER Henri, *Introduction à la sociolinguistique*, Dunod, Paris, 2001, p 41

<sup>25</sup> JODELET Denise, « *les représentations sociales : un domaine en expansion* », in JODELET Denise, *les représentations sociales*, PUF, Paris, 1989, p 36 et 43-45 cité par BOYER Henri, *Introduction à la sociolinguistique*, Dunod, Paris, 2001, p 41

<sup>26</sup> BOYER Henri, *Introduction à la sociolinguistique*, Dunod, Paris, 2001, p 42

<sup>27</sup> Idem, p 41

<sup>28</sup> BOYER Henri, « *Matériaux pour une approche des représentations sociolinguistiques* », *Langue française*, n° 85, 1990, p102

<sup>29</sup> BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistique*, Fayard, Paris, 1982, p135

<sup>30</sup> MOORE Daniel, *Les représentations des langues et de leur apprentissage. Références, modèles, données, méthodes*, Collection Crédif, 2001, p9

<sup>31</sup> DUMONT P. & MAURER B, *Sociolinguistique du français en Afrique francophone*, EDICEF/AUPELF, Paris, 1995, p101

idéologiques, des croyances qu'ont les locuteurs au sujet des langues en présence et des pratiques linguistiques, les leurs et celles des autres. Les représentations concernent au moins trois choses : la forme des langues (comment il faut parler), le statut des langues (ce qu'il faut parler) et leur fonction identitaire (ce que la communauté parle).

Par ailleurs, pour désigner toute activité d'ordre épilinguistique, plusieurs termes et expressions s'emploient de façon indistincte, comme l'explique D. Lafontaine : « *Dans son acception la plus large, le terme d'attitude linguistique est employé parallèlement, et sans véritable nuance de sens, à représentation, norme subjective, évaluation subjective, jugement, opinion, pour désigner tout phénomène à caractère épilinguistique qui a trait au rapport à la langue* »<sup>32</sup>. Pour rendre compte du caractère spécifique de chacune des appellations, C. Canut<sup>33</sup> définit les attitudes comme « l'ensemble des manifestations subjectives vis-à-vis des langues et des pratiques langagières (représentations, mimiques, intonations, gestuelles...) » afin de les opposer aux représentations « construction plus aux moins indépendantes, selon les cas de la réalité observée, elles-mêmes dissociées des discours épilinguistiques « énoncés subjectifs des locuteurs ayant pour objet l'évaluation des langues ou de pratiques linguistiques sans fondement scientifique ».

Toutefois, les discours épilinguistiques jouent un rôle capital dans la construction des représentations linguistiques et constituent une passerelle qui permet d'atteindre les représentations linguistiques. Donc, pour parvenir aux représentations, il faut tenir compte des discours qui portent sur les langues, c'est-à-dire les discours épilinguistiques. A ce propos N. Gueunier précise que : « *L'étude sociolinguistique des représentations en matière de langue et de langage doit donc, tout en s'appuyant sur celle des attitudes et sur les méthodes d'enquête correspondantes, se donner un objectif complémentaire, plus centré sur l'analyse des formes et des contenus des discours épilinguistiques* »<sup>34</sup>. Si dans notre recherche l'accent est mis sur le discours épilinguistique, c'est parce que ce dernier constitue un moyen très important qui permet de parvenir aux représentations sociolinguistiques.

### **Insécurité linguistique : bref aperçu historique du concept**

L'étude de l'insécurité linguistique est relativement récente. Cette notion apparaît pour la première fois en 1966 dans les travaux de W. Labov portant sur la stratification sociale de la communauté new-yorkaise et les tensions que celle-ci induit entre les différents groupes sociaux. Son étude repose sur l'hypothèse générale selon laquelle des liens profonds et réguliers existent entre la hiérarchie sociale et la structure linguistique. W. Labov a constaté que « *Les locuteurs de la petite bourgeoisie sont particulièrement enclins à l'insécurité linguistique, d'où il s'ensuit que, même âgés, ils adoptent de préférence les formes de prestige*

<sup>32</sup>LAFONTAINE Dominique, « *Attitudes linguistiques* », in MOREAU Marie-Louise (éd.). *Sociolinguistique concepts de base*, Mardaga, Liège, 1997, pp56-57

<sup>33</sup> Canut Cécile, « *Attitudes, représentations et imaginaires linguistiques en Afrique. Quelles notions pour quelles réalités ?* », In *Imaginaires linguistiques en Afrique*, l'Harmattan, 1998, pp147-155

<sup>34</sup> GUEUNIER Nicole, « *représentations linguistiques* », in MOREAU Marie-Louise (éd.), *Sociolinguistique concepts de base*, Mardaga, Liège, 1997, p251

*usitées par les membres plus jeunes de la classe dominante. Cette insécurité se traduit chez eux par une très large variation stylistique»<sup>35</sup>*

Il relève notamment une discordance entre la prononciation effective des locuteurs et ce que ces mêmes locuteurs prétendent prononcer. Ce décalage entre la performance observée et l'auto-observation qu'en donnent les locuteurs révèle une insécurité linguistique dont les traits dominants caractérisent la petite bourgeoisie. Pour cet auteur, est en état de sécurité linguistique un locuteur évaluant son comportement comme A et considérant A comme la norme de prestige. Par contre, est en état d'insécurité linguistique celui qui s'évalue comme faisant B et considère A comme la référence de prestige.

Quelques années plus tard, P. Bourdieu rend compte des tensions existant entre les classes sociales. Pour ce sociologue les locuteurs de la classe dominée, qui ne détiennent ni le capital économique, ni le capital culturel, sont maintenus dans cette situation de domination et avec leur propre complicité car ils ne contestent pas la légitimité des productions linguistiques dominantes. Ceux-ci manifestent une insécurité surtout lorsqu'ils se trouvent placés en situation officielle. Ceci se traduit dans leur discours par des : *« corrections ponctuelles ou durables, auxquelles les dominés soumettent, consciemment ou inconsciemment, les aspects stigmatisés de leurs prononciations, de leur lexique (avec toutes formes d'euphémismes) et de syntaxe ; ou dans le désarroi qui leur “fait perdre tous leurs moyens” les rendant incapables de “trouver leurs mots”, comme s'ils étaient soudain dépossédés de leur propre langue »<sup>36</sup>*

Par ailleurs, P. Bourdieu<sup>37</sup> constate que les hommes refusent en général d'adopter les façons de parler légitimes alors que les femmes, (surtout les plus jeunes et les plus scolarisées) s'affirment comme les plus aptes à participer au marché dominant. En effet, leur statut social les rend davantage dociles à l'égard des usages dominant (« par la division de travail entre les sexes, qui les spécialise dans le domaine de la consommation, et par la logique du mariage, qui est pour elles la voie principale, sinon exclusive, de l'ascension sociale, et où elles circulent de bas en haut », et elles sont ainsi prédisposées à se conformer aux exigences du marché des biens symboliques, en particulier dans le domaine des pratiques linguistiques.

Dès lors, le concept d'insécurité linguistique a suscité dans le monde francophone de nombreuses recherches qui ont permis d'en affiner la définition en l'appliquant à des situations de contact de langues. Parmi ces recherches, il convient de citer celle menée par Gueunier, Genouvrier et Khomsi publiée en 1978 dans un ouvrage qui s'intitule *« Les français devant la norme »*. L'originalité de cette recherche est qu'elle met en évidence l'hypothèse selon laquelle il existe une relation privilégiée entre insécurité linguistique et situation de diglossie. L'idée centrale est que dans les régions où le français ne partage le

<sup>35</sup>LABOV William, *Sociolinguistique*, Editions de minuit, Paris, 1976, p183

<sup>36</sup> BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p38

<sup>37</sup> Bourdieu Pierre cité par Hafez-Ahmed Hafez, statuts, emplois, fonctions, rôles et représentations du français au Liban, L'Harmattan, Paris, 2006, P39

terrain linguistique avec aucun usage dialectal, il y a présence d'un sentiment général de sécurité linguistique ; par contre, dans les régions diglossiques, un grand nombre de locuteurs se sentent en insécurité linguistique.

Le véritable essor de la théorisation de l'insécurité linguistique débute avec M. Francard à partir de 1989 grâce à l'étude qu'il a menée dans le village du sud de la Belgique où le français est en contact avec une langue régionale, variété de la famille wallo-lorraine. Le mérite de cette étude était la réinterprétation de la corrélation qui existe entre le degré d'exposition à un parler régional et l'insécurité linguistique. Il montre que l'insécurité linguistique va de pair avec le taux de scolarisation des informateurs : « *L'institution scolaire dans le monde francophone, accroîtrait l'insécurité linguistique en développant à la fois la perception des variétés linguistiques régionales et leurs dépréciation au profit d'un modèle mythique et inaccessible* »<sup>38</sup>

## 2- Méthodologie de travail

### Technique de récolte de données

Les données de la présente analyse ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire de nature épilinguistique distribué aux élèves des deux lycées Ihaddaden et El Hammadia qui se trouvent dans la ville de Béjaia. Ces lycéens ont été invités à répondre dans l'anonymat à une vingtaine de questions.

Le choix que nous avons fait de ce questionnaire relève d'abord du caractère particulier des données à récolter. En effet, notre recherche appelait à étudier les différents rapports qu'entretiennent les jeunes lycéens avec les différentes langues ou encore le phénomène d'insécurité linguistique, ce qui inévitablement nous a amené à poser des questions parfois gênantes pour nos enquêtés. Nous avons alors pensé qu'un questionnaire rempli en notre absence pouvait nous aider à contourner cette difficulté. Nous avons ainsi demandé à des enseignants, à qui nous avons pris soin d'expliquer le type d'enquête que nous menions et ce que nous en attendions, de nous aider à distribuer et à ramasser les questionnaires.

Par ailleurs, nous devons aussi prendre en compte les disponibilités temporelles des enquêtés. Un questionnaire écrit et rempli chez soi laisse le temps nécessaire pour répondre à des questions qui nécessitent un type de réflexion auquel peu d'enquêtés sont habitués.

Il nous a semblé ainsi que les lycéens étaient dès lors plus libres, moins contraints et plus confiants, et pouvaient donc livrer le meilleur de leurs pratiques langagières et des représentations de ces mêmes pratiques.

---

<sup>38</sup>FRANCARD Michel, « *norme* » in MOREAU Marie-Louise, *Sociolinguistique concepts de base*, Mardaga, Liège, 1997, p172



Ce faisant, nous espérons atteindre le mieux possible l'objectif que nous nous sommes assigné, à savoir d'établir précisément la nature des relations qu'entretiennent les jeunes lycéens avec les langues en présence dans le paysage linguistique bougiote.

### **Lieu d'enquête**

Tenant compte des objectifs de notre travail, c'est dans la ville, lieu favorable à l'analyse des phénomènes sociolinguistiques, que nous circonscrivons notre terrain.

L'espace urbain devient de plus en plus un des espaces d'observation privilégiés pour les sociolinguistes. L'hétérogénéité des pratiques langagières est sans doute un fait entendu dès lors qu'on se préoccupe du milieu urbain. Le brassage des communautés diverses font de la ville et de son espace le lieu privilégié de sa diversité. En revanche, on considère souvent les zones non-urbaines comme plus homogènes, moins sensibles aux influences exogènes.

De nombreux auteurs affirment que la ville demeure un lieu propice à l'observation des différents phénomènes sociolinguistiques comme le note L-J. Calvet : « *La réalité plurilingue de la ville nous mène à trois thèmes : la ville comme lieu de conflits de langues, la ville comme lieu de coexistence et de métissage linguistique* »<sup>39</sup>

Ses variétés, l'arabe (classique et dialectal) en passant par le français et même l'anglais.

Dans cette optique, nous avons choisi de porter plus particulièrement notre attention sur la sphère scolaire lycéenne. Ayant bénéficié à la fois d'une facilité d'accès aux deux lycées, El Hammadia et Ihaddaden, comme de l'aimable collaboration de leur personnel, nous avons pu en faire notre terrain d'observation.

En outre, nous sommes aussi partis de l'idée que les lycées représentent un lieu de transmission et d'échange du savoir tant au niveau scientifique qu'au niveau culturel. C'est le lieu où deux ou plusieurs langues sont en contact, cela peut être aussi le lieu de rencontre et de brassage de différentes cultures.

### **Public d'enquête**

Nos enquêtes ont été effectuées auprès de 70 élèves des lycées El Hammadia et Ihaddaden qui se situent dans la ville de Béjaia, lieux de la formation et surtout lieux où se trouvent les élèves qui contribueront à l'élaboration de notre corpus. Tous les participants sont des élèves des classes terminales, répartis sur plusieurs branches : lettres et philosophie, langues étrangères et sciences et techniques. L'âge des élèves varie entre 17 à 22 ans. Ils habitent presque tous la même ville, à savoir la ville de Bejaia. Les enquêtés ne possèdent pas tous la même langue maternelle.

---

<sup>39</sup> CALVET Louis-Jean, *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*, Payot, Paris, 1994, p11

Sur les 100 questionnaires distribués aux élèves, nous avons pu en recueillir 70, dont 45 remplis par des filles et 25 par des garçons. La variable du sexe n'est pas tout à fait équilibrée car nous avons recommandé aux enseignants de distribuer les questionnaires d'une manière systématique, c'est-à-dire à tous les élèves présents sur les lieux et cela afin d'éviter toute attitude qui aurait pu être vécue par les élèves comme une discrimination. Ce n'est qu'un hasard si nous avons eu un nombre élevé de questionnaires remplis par des filles (64%) par rapport à ceux remplis par leurs homologues masculins (36%). Il est néanmoins utile de préciser que le nombre des filles dans ces établissements dépasse largement le celui des garçons.

Enfin, notre choix s'est porté sur les élèves de 3ème année secondaire car ils sont par leur ancienneté, davantage représentatifs du répertoire linguistique spécifique aux lycéens. Nous pensons aussi que cette catégorie d'élèves, en fin d'études secondaires et au seuil d'éventuelles études supérieures, doit avoir une conscience linguistique plus ou moins réfléchie. Ainsi, ils ont tous étudié la langue française à l'école pendant plus de huit ans ; c'est pourquoi nous estimons qu'ils ont la compétence nécessaire pour comprendre et répondre à nos questions formulées essentiellement en langue française.

### 3- Résultats et commentaires

#### Les interdits et les malaises linguistiques

Dans le but de vérifier dans quelle langue les lycéens se sentent plus en sécurité, nous avons demandé à nos enquêtés s'ils emploient leurs langues maternelles pour aborder tous les sujets. En d'autres termes nous avons cherché à savoir quelle est la langue qui offre aux lycéens plus de sécurité pour aborder les divers sujets, notamment les sujets qui ont rapport avec la sexualité.

La totalité des élèves (85%) ont exprimé ce que les sociolinguistes appellent « malaises linguistiques » qui nous semblent constituer des indices d'insécurité linguistique. Ils affirment qu'il y a un grand nombre de choses qu'ils ne peuvent pas dire ni en kabyle, ni en arabe algérien.

Cependant, la prise en compte de la variable sexe a révélé une petite disparité : les filles sont plus nombreuses à dire qu'elles trouvent des difficultés à aborder des questions liées au registre de l'intime que leurs homologues masculins. Notons que de nombreuses études ont montré l'importance des tabous et interdits comme facteur de différenciation entre langage masculin et féminin et comme facteur d'insécurisation. W. Labov, en citant Chambers constate que les femmes utilisent « *une plus forte proportion de formes de prestige et une plus faible proportion de formes stigmatisées. En d'autres termes, les femmes sont davantage capables de faire ce que tout le monde attend d'elles* ». <sup>40</sup> Il y a donc des tabous

<sup>40</sup> LABOV William, « vers une réévaluation de l'insécurité linguistique des femmes » in SINGY Pascal, *Les femmes et la langue, L'insécurité linguistique en question*, Delachaux et Niestlé, Lausanne, Paris, 1998, p29

qui sont appliqués plus à la femme qu'à l'homme, et qui témoignent des traces de la mutilation de la parole de la femme.

Dans un article consacré au langage de la femme amazigh, A. Bououd<sup>41</sup> s'interroge sur la raison pour laquelle certains termes employés par les hommes sont mal-ressentis dans la bouche d'une femme et pourquoi cette dernière ne peut pas prononcer les mots des registres sexuels qui sont de création essentiellement masculine. Il pose l'hypothèse selon laquelle la femme est tenue responsable de la transmission de la langue maternelle, cette langue qu'elle veut être normée, purifiée et standardisée ; et de la sauvegarde des valeurs sociales, culturelles et éducatives qu'elle passe à sa progéniture. De même, les attentes morales sont plus fortes et plus coercitives à l'égard de la femme, ce qui la pousse à utiliser des formes de prestige, socialement, marquées.

Parmi les registres que nos enquêtés disent avoir des difficultés à aborder, figure en premier lieu le registre de « l'intime », du « sexuel » et de « l'expression amoureuse ». En témoigne ces énoncés extraits du corpus :

*« Dans le domaine de l'amour parce qu'il y a des arrières pensées », « Quand je parle avec mon amoureux, j'ai des complexes en kabyle donc je m'exprime en français », « le sujet de l'amour en famille », « dans mon intimité avec ma copine parce qu'elle trouve plus romantique de s'exprimer en français », « dans le domaine amoureux, le français c'est plus joli et en plus on a le choix des mots »*

Pour expliquer leur malaise et en déterminer l'origine, certains élèves font le lien avec la religion qu'ils considèrent comme l'un des facteurs de ces interdits. En témoignent les éléments ci-dessous tirés des discours produits par les enquêtés :

*« Sexe, drague, amour, car ce sont des sujets contradictoires avec notre religion », « Dans les sujets d'amour surtout parce que la société algérienne et la religion nous ont pas éduqué de parler de ces sujets »*

Quelques enquêtés de sexe féminin disent que ces interdits se manifestent surtout en présence des hommes. Cela peut être illustré par les propos ci-dessous produit par l'une des lycéennes qui a participé à notre enquête :

*« Dans la communication avec les hommes surtout quand il s'agit des sujets d'amour ou de sexe car on a toujours cette timidité aussi il ne faut pas oublier qu'on est en Algérie, il y a que des tabous »*

Pour s'exprimer sur leurs relations amoureuses, sur le jeu de la séduction ou encore sur ce que familièrement on appelle « la drague », les élèves font recours au français pour casser les différents tabous. Nous sommes en présence d'un paradoxe: le français est d'une part une langue étrangère, d'autre part, elle permet de prendre en charge l'expression amoureuse de l'intimité. Par ailleurs, nous savons combien est intense la relation affective qui

<sup>41</sup> BOUOUD Ahmed, « le langage de la femme amazighe : structures linguistiques, symboliques et esthétiques » communication au colloque : « le rôle de la femme dans la préservation et la promotion du patrimoine Amazigh » tenu à Rabat les 25 et 26 juillet 2005 organisé par l'IRCAM

lie tout être à sa mère dans nos sociétés. « *Comment peut-on parler de son intimité dans la langue de la mère ?* » s'interroge Fatima Zohra Mekkaoui<sup>42</sup> dans son article consacré aux stratégies discursives des étudiants de l'université de Constantine. Cela étant considéré comme sacrilège, on se tourne vers la langue étrangère, le français dans la majorité des cas, qui permet d'exprimer ce qui relève de la sexualité ou de l'intimité. Le français permet donc la transgression comme cela a été affirmé par K. Taleb Ibrahim, dont nous reprenons les propos : « *le français est la langue qui permet la transgression des tabous, notamment sexuels, alors que la langue arabe est handicapée par son image trop liée aux interdits religieux et moraux* »<sup>43</sup>. La langue française offre donc plus de fonctionnalité, de possibilités communicatives, et par conséquent plus de sécurité. Comme nous l'avons remarqué, la plupart des jeunes en Algérie font recours à de nombreuses expressions de la langue française. Pourtant des équivalents existent en kabyle et en arabe. Ces derniers sont perçus comme impudiques et honteux

L'étude de A.Mansouri<sup>44</sup> concernant les tabous linguistiques au Maroc nous a permis de comprendre que cette situation n'est pas spécifique à l'Algérie. Ce qui ressort de son enquête, c'est que les locuteurs marocains rejettent l'arabe marocain et élisent le français à chaque fois qu'ils sont amenés à discuter de la sexualité. Pour lui ce choix éclaire sur le fonctionnement diglossique du français et de l'arabe marocain, dans la mesure où ce dernier est écarté non pas pour sa pauvreté, mais parce que tous les interdits ont été intériorisés dans cette langue même.

Notons que les réactions à cette insécurité sont plurielles, on le sait, la plus courante est le silence. Les symptômes de ce silence sont clairement exposés par M. Francard dans l'un de ses écrits : « *on perd ses moyens, on ne trouve plus ses mots, on est dépossédé de sa langue* »<sup>45</sup>

Autant dire que les langues maternelles des Algériens, à savoir le berbère et l'arabe algérien, seraient susceptibles d'être sécurisantes si ce n'était la force des tabous, l'impossibilité de les employer dans les registres les plus intimes et la force de discours ambivalent qui en font des langues peu gratifiantes<sup>46</sup>. Ces interdits sont perçus par nos enquêtés comme des limites à la liberté du langage.

### **La langue kabyle : entre valorisation et stigmatisation**

De prime abord, il faut souligner que la majorité de nos enquêtés ont utilisé divers qualificatifs pour évaluer la langue kabyle mais nous nous contenterons de présenter seulement les réponses des élèves qui ont le kabyle comme langue maternelle. Nous avons choisi de

<sup>42</sup>MEKKAOUI Fatima Zohra, « *les stratégies discursives des étudiants et l'utilisation du français* » in *Insaniyat*, N° 17, 18, Mai - décembre 2002, p174

<sup>43</sup>TALEB IBRAHIMI Khaoula, *Les Algériens et leur(s) langue(s)*, El Hikma, Alger, 1995, p109

<sup>44</sup>MANSOURI Abdelmouneim, « *Code-switching et représentation des langues en contact au Maroc* » in LAROUSSE Foued (dir.), *Plurilinguisme et identités au Maghreb*, Publications de l'université de Rouen, 1997, p86

<sup>45</sup>FRANCARD Michel (éd.). « *L'insécurité linguistique dans les communautés francophones périphériques* ». Actes du colloque de Louvain-la-Neuve, du 10 au 12 novembre 1993. Volume I : *Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain* 19.3-4 et 20.1-2, (1993-1994), p73

<sup>46</sup>MORSLY Dalila, « *femmes algérienne et insécurité linguistique* », in SINGY Pascal (éd.), *Les femmes et la langue, L'insécurité linguistique en question*, Delachaux et Niestlé, Lausanne, 1998, p96

n'étudier que la langue kabyle car elle constitue la langue maternelle de la majorité de nos enquêtés (80%). A noter que notre démarche ici s'inspire de celle qui est adoptée par P. Singy dans son ouvrage<sup>47</sup> : « Identités de genre, identités de classe et insécurité linguistique » dans lequel notamment il cherche à classer les qualificatifs d'ordre évaluatifs employés par les enquêtés en deux catégories :

- a- Les qualificatifs de la catégorie « esthétique » qui renvoient aux considérations esthétiques ;
- b- Les qualificatifs de type « affectif » qui renvoient aux considérations affectives.

### ***Les qualificatifs de la catégorie « esthétique »***

Produites par une grande partie de nos enquêtés, diverses évaluations d'ordre esthétique ont été véhiculées par les qualificatifs, valorisant ou stigmatisant la langue kabyle. A des fins d'illustration, nous jugeons utile de citer quelques énoncés produits par les élèves :

*« Le kabyle est la plus belle langue au monde », « c'est magnifique comme langue », « le kabyle est une langue élégante », « elle n'a pas de charme le français c'est mieux », « elle n'est pas vraiment belle mais elle n'est pas aussi moche donc une langue acceptable », « on ne peut pas dire que la langue kabyle est très très jolie »*

Après un découpage, pour la commodité de l'analyse de ces qualificatifs en deux sous-catégories en fonction de leur contenu positif ou négatif, nous remarquons que les enquêtés concernés sont davantage enclins à produire les éléments de nature valorisante que dépréciative.

- **Qualificatifs de type « esthétique positif »**

Comme nous venons de l'évoquer, un grand nombre de nos enquêtés ont cité les qualificatifs rendant compte positivement de la langue kabyle comme le montrent les énoncés suivants tirés de notre corpus :

*« Le kabyle est la plus belle langue au monde », « c'est magnifique comme langue », « le kabyle est une langue élégante », « le kabyle c'est ma langue maternelle, il est très joli »*

- **Qualificatifs de type « esthétique négatif »**

Au sein du collectif ayant qualifié la langue kabyle en termes esthétiques, certains enquêtés ont produit des éléments dont la mise en discours fait penser qu'il s'agit d'appréciations esthétiques à valeur négative envers cette langue. L'emploi des éléments esthétiques à valeur négative qualifiant la langue kabyle peut être illustré par les énoncés suivants :

*« Elle n'a pas de charme le français c'est mieux », « elle n'est pas vraiment belle mais elle n'est pas aussi moche donc une langue acceptable », « on ne peut pas dire que la langue kabyle est très très jolie »*

### ***Qualificatifs de type « affectif »***

Nous avons par ailleurs relevé des éléments à caractère affectif du type « j'aime ou je n'aime pas », dont l'emploi par le locuteur peut nous renseigner sur le degré d'appréciation ou d'attachement à la langue maternelle. Ils ont été employés par la majorité de nos enquêtés. Il faut tout d'abord relever que la langue kabyle est la langue maternelle de la majorité des enquêtés. Il est donc compréhensible que nos enquêtés la qualifient par ces éléments.

<sup>47</sup> SINGY Pascal. (éd.). *Identités de genre, identités de classe et insécurité linguistique*, Peter Lang, Berne, 2004

Une répartition de ces qualifiants en deux sous-catégories en fonction de leurs contenus positif ou négatif révèle que dans l'ensemble nos enquêtés sont plus enclins à livrer des considérations d'ordre affectif positif que négatif.

- **Qualifiants de type « affectif positif »**

La majorité des enquêtés a produit des éléments dont le contenu invite à penser qu'il s'agit de manifestations positives du sentiment affectif envers la langue kabyle, comme on peut le voir dans les énoncés suivants :

*« Moi, je trouve que c'est super, on est fier », « j'aime bien ma langue maternelle », , « quand je parle kabyle je ne trouve pas de difficultés », « elle coule dans mes veines et j'aimerais bien qu'elle soit non seulement une langue nationale et officielle en Algérie mais qu'elle soit aussi étudiée dans le monde entier », « représente notre dignité », « je me sens à l'aise quand je parle la langue de mes ancêtres », « la langue de mes ancêtres et je suis fier de parler kabyle », « je suis fier de parler ma langue maternelle pour que les autres commencent à apprendre cette langue », « le kabyle est le meilleur de toutes les langues du monde », « je parle kabyle car c'est la langue de ma mère, je suis amazighe », « je suis kabyle, je parle kabyle et j'aimerais bien que le kabyle soit toujours ma langue », « je le considère comme mon identité »*

A cet égard, il est intéressant de noter que les éléments « aime » et « fier » ont obtenu des scores très élevés sachant que nous retrouvons ces expressions pratiquement dans tous les questionnaires, et parfois répétées plusieurs fois dans le même questionnaire.

Les énoncés cités plus haut, émanant des sujets de langue maternelle kabyle, illustrent le caractère valorisant avec l'emploi des qualifiants affectifs relatifs au kabyle. Ces énoncés traduisent aussi un certain attachement affectif des élèves à leur langue maternelle.

- **Qualifiants du type « affectif négatif »**

Quelques répondants ont qualifié le kabyle en termes affectifs de type « affectif négatif ». Les énoncés suivants rendent compte manifestement d'une certaine dépréciation du kabyle :

*« je ne parle jamais ma langue maternelle , le français c'est mieux », « je ne sais pas pourquoi on nous a imposé le kabyle à l'école c'est-à-dire il est difficile à apprendre », « quand on parle avec un docteur ou dans une agence, on doit pas utiliser le kabyle mais il faut parler français », « c'est dépassé, on ne peut rien faire avec », « même si je suis kabyle je préfère le français car c'est une langue qui me permet de mieux m'exprimer », « je n'utilise pas le kabyle dans les hautes places comme l'administration »*

En résumé, nous pouvons dire qu'en termes évaluatifs et affectifs la majorité des enquêtés semblent offrir au total une image plutôt positive de la langue kabyle. Comme on peut le constater dans les propos des élèves, la dimension identitaire est très présente dans leurs jugements de leur langue. Il existe aussi un autre aspect qui concerne l'attachement aux traditions qui constitue une affirmation de l'identité berbère. Notons que l'attachement à la langue kabyle, compris en termes identitaires et patrimoniaux, peut offrir à ces élèves une certaine sécurité linguistique.

Cependant, la politique d'arabisation menée en Algérie depuis les premières heures de l'indépendance peut être à l'origine de l'apparition du sentiment d'insécurité linguistique. Cette dernière a fortement stigmatisé les langues maternelles des algériens, à savoir l'arabe algérien et le berbère. A ce sujet, A. Arezki écrit : *« on peut ainsi dire que les politiques d'unification linguistique reviennent à insécuriser les locuteurs des langues dominées, en leur*

*donnant le sentiment de ne pas appartenir à la bonne communauté linguistique, celle dont les normes, la/les langue(s) est/sont socialement reconnue(s) comme prestigieuse(s)»<sup>48</sup>*

L'autodépréciation dont font preuve quelques jeunes lycéens témoigne, sans aucun doute, du développement d'un certain complexe par rapport à la langue kabyle qui les enferme dans un univers de représentations plus compliqué. Or, ces attitudes peuvent avoir des conséquences sur le sentiment identitaire qui se forge en grande partie à partir des représentations sociales, la langue étant un facteur puissant d'identification sociale.

En résumé, l'analyse des comportements et des jugements produits par les élèves révèle que certains d'entre eux se trouvent en situation d'insécurité linguistique et stigmatisent la langue dont ils usent. Mais on observe aussi des attitudes opposées. Certains, en effet, en revendiquent la légitimité.

## La place des différentes langues dans l'imaginaire des enquêtés

### *Les langues que les élèves préfèrent apprendre à l'école*

		Les langues maternelles des élèves					
		Kabyle		Arabe algérien		Total	
		F	%	F	%	F	%
Langue(s) préférée(s) apprendre à l'école	Anglais	19	33,92%	5	35,71%	24	34,28%
	Français, Anglais	14	25%	4	28,57%	18	25,71%
	Français	11	19,64%	3	14,28%	14	20%
	Kabyle, français, anglais	4	7,14%	–	0	4	5,71%
	Arabe algérien	3	5,35%	1	7,14%	4	5,71%
	Kabyle	4	7,14%	–	0	4	5,71%
	Arabe classique	1	1,78%	1	7,14%	2	2,85%
	Total	56	100%	14	100%	70	100%

L'étude de ce tableau nous révèle que la majorité des enquêtés sont favorables à l'apprentissage du français et de l'anglais à l'école. D'ailleurs, le pourcentage des élèves qui préfèrent apprendre l'anglais est de 65,7% de l'effectif général. Ce pourcentage est obtenu par l'addition du pourcentage des élèves qui désirent apprendre uniquement l'anglais (34,28%) et celui de ceux qui désirent apprendre l'anglais et le français au même temps (25,71%) ainsi

<sup>48</sup>AREZKI Abdenour, « L'identité linguistique, une construction sociale et /ou un processus de construction socio-discursive ? », in Synergies Algérie n° 2, 2008, p195

que celui des élèves qui préfèrent apprendre trois langues à la fois : kabyle, français et anglais (5,71%). Le français lui aussi a obtenu un pourcentage très important, il figure dans plus de 51% des réponses des enquêtés.

Ce qui est remarquable aussi dans ce tableau c'est que les langues : arabe algérien, kabyle et arabe classique ont obtenu des scores très faibles qui sont respectivement : 5,71%, 5,71% et 2,85% de l'effectif général.

Par contre, la comparaison entre les réponses des deux groupes arabophone et kabylophone ne révèle pas de grandes disparités mis à part le fait que les arabophones dans leur majorité ont manifesté un certain rejet à l'égard de la langue kabyle. Ceci à l'inverse du groupe kabyle où on remarque que certains élèves (5,35%) ont manifesté un certain intérêt pour l'apprentissage de l'arabe algérien. Cette disparité s'explique par le statut inégal des deux langues sur le marché linguistique algérien. En effet, le kabyle occupe le statut de langue vernaculaire, son usage est réduit contrairement à l'arabe algérien qui s'impose comme une langue véhiculaire, c'est la langue d'une grande majorité d'Algériens.

Les élèves préfèrent donc apprendre les langues à tradition écrite. Il n'y a qu'une minorité des enquêtés qui a opté pour les deux langues : arabe algérien et kabyle (5,71% pour chacune) bien qu'elles constituent les langues maternelles de la quasi-majorité d'Algériens. Ils considèrent sans doute ces langues comme étant des langues minorées et peu valorisantes pour occuper une fonction de promotion, celle de progrès, de la modernité et de la science devant le français et l'anglais.

Toutefois, il faut noter qu'en Algérie, on assiste à une stigmatisation par l'oralité. Les parlars sont l'objet de dévalorisation très accentuée. Ils sont souvent considérés comme des langues populaires contrairement à la langue écrite qui est considérée comme imminente. Cette situation a suscité l'interrogation de plus d'un chercheur. A ce sujet, G. Grandguillaume écrit : « sans qu'il soit nécessaire de considérer l'opposition en termes de mépris ou de rejet, il est clair que la tradition a valorisé l'écrit, et n'a conçu les langues parlées que comme des formes populaires ou dégradées ».<sup>49</sup> Cette situation est bien illustrée par ces propos d'enquêtés « elle n'est pas encore développée », « c'est une langue utilisée qu'à l'oral ».

La minoration des langues parlées a donc été mise en œuvre par leur exclusion de l'école, du discours public et de la pratique médiatique : « la pression tendait à inculquer à leur égard une sorte de honte »<sup>50</sup>. Ainsi la pédagogie pratiquée en Algérie se fonde sur le caractère « fautif » des langues maternelles.

Cependant, on remarque une certaine résistance à cette situation qui se dégage dans les réponses des élèves surtout du côté du groupe kabylophone dont plus de 14% des réponses des enquêtés intègrent le kabyle dans leur choix. Ces derniers insistent sur la langue kabyle comme étant une langue à préserver, à ne pas négliger « kabyle est notre langue ancestrale ».

Il est à noter que depuis plusieurs années, les revendications pour la reconnaissance du berbère comme langue officielle n'ont pas cessé de marquer l'actualité contrairement à l'arabe algérien nommée par F. Cheriguen<sup>51</sup> dans l'un de ses écrits comme la langue de la

<sup>49</sup> GRANDGUILLAUME Gilbert, « L'oralité comme dévalorisation linguistique », Peuple Méditerranéens, Langues, Langue et stigmatisation, 1977, pp. 65 78, [consulté le 9 février 2008]. [http://grandguillaume.free.fr/ar\\_ar/langrep.html](http://grandguillaume.free.fr/ar_ar/langrep.html)].

<sup>50</sup> Idem

<sup>51</sup> CHERIGUEN Foudil, « Politique linguistique en Algérie », in Mots. Les langages du politique, n° 52. 1997, pp 62 73



majorité silencieuse, et qui écrit :« *L'arabe algérien, bien plus encore que le berbère, par l'absence de revendication qui émanerait de ses locuteurs, va même jusqu'à s'exclure du débat politico-linguistique contestataire et revendicatif qui anime, depuis 1980 au moins de manière massive les terrains de lutte pour la reconnaissance officielle du berbère* ».

Pour ce qui est de l'arabe classique, bien qu'elle soit la langue officielle de l'Algérie, cette langue n'a pas suscité un engouement auprès des élèves ; au contraire, un nombre important des enquêtés ont manifesté des attitudes très négatives envers cette langue. Parmi les raisons de cette dévalorisation, les élèves évoquent les difficultés rencontrées lors de son apprentissage. D'autres élèves évoquent des raisons fonctionnelles. À leurs yeux la langue arabe classique ne sert qu'à la religion et ne peut remplir d'autres fonctions. On déduit d'après les chiffres et les commentaires des élèves sur l'arabe classique, un échec lamentable de la politique d'arabisation qui vise la généralisation de cette langue. On comprend dès lors que malgré les efforts consentis par l'Etat pour sa valorisation et tous les privilèges accordés à cette langue depuis l'indépendance, son prestige est très limité surtout devant le français et l'anglais.

En somme, comme on peut le lire facilement dans le tableau, les langues française et anglaise ont pris le dessus dans le choix des élèves. Elles sont considérées comme des langues universelles, de technologie, de la science et bien sûr de la réussite et de la promotion sociale. La langue française est souvent liée au travail, à la promotion sociale. L'anglais lui aussi commence à gagner du terrain surtout dans le domaine des sciences exactes.

*Le classement des langues selon la préférence des élèves*

		Les langues proposées aux élèves					Total
		Kabyle	français	Anglais	Arabe Algérien	Arabe classique	
Le classement des langues par ordre de préférence	<b>Position 1</b>	<b>38</b> <b>54,28 %</b>	11 15,71%	11 15,71%	8 11,42%	2 2,85%	70 100%
	<b>Position 2</b>	8 11,42%	<b>32</b> <b>45,71%</b>	10 14,28%	14 20%	6 8,57%	70 100%
	<b>Position 3</b>	15 21,42%	13 18,57 %	<b>21</b> <b>30%</b>	12 17,14%	9 12,85%	70 100%
	<b>Position 4</b>	7 10%	10 14,28%	16 22,85%	<b>22</b> <b>31,42%</b>	15 21,42%	70 100%
	<b>Position 5</b>	2 2,85%	4 5,71%	12 17,14%	14 20%	<b>38</b> <b>54,28</b>	70 100%
	<b>Total</b>	70 100%	70 100%	70 100%	70 100%	70 100%	–

Nous constatons à partir de l'analyse des réponses obtenues à la question demandant aux élèves de classer les langues : arabe algérien, kabyle, arabe classique, français et anglais selon leur ordre de préférence que plus de la moitié des élèves ont classé le kabyle en première position, soit un pourcentage de 54,28 %, toujours dans la première position. Le français et l'anglais ont occupé tous les deux la deuxième place avec un pourcentage de 15,71% pour chacun d'eux. Quant à l'arabe algérien, il n'y a que 11,42% des élèves qui l'ont classé en première position. L'arabe classique obtient un pourcentage très faible parmi les élèves qui l'ont classé en première position et qui avoisine les 2,85 %.

Le meilleur score dans la deuxième position a été obtenu par la langue française qui est de 45,71%. Dans la troisième position c'est l'anglais qui a obtenu le pourcentage le plus élevé qui est de 30%. L'arabe algérien occupe la première place dans les réponses des élèves qui l'ont classé dans la quatrième position avec un pourcentage de 31,42%. Par contre, dans la dernière position, c'est l'arabe classique qui figure plus dans le classement des élèves avec un pourcentage de 54,28%.

En résumé, dans le classement des cinq langues proposées, la majorité des élèves ont suivi l'ordre suivant: kabyle, français, anglais, arabe algérien et arabe classique.

La tendance générale qui se dégage des réponses des élèves conduit à dire qu'il y a une attitude largement exprimée qui consiste en une nouvelle hiérarchisation des langues existantes. La hiérarchisation officielle des langues en Algérie a été clairement remise en question dans les réponses des élèves. Nous pensons que l'exclusion des différentes langues est à l'origine de cette attitude.

On peut déduire des réponses des élèves qui ont classé le kabyle comme première langue préférée, une valorisation voire une survalorisation de la langue qui prend surtout une valeur identitaire et d'affirmation de soi. Cette attitude traduit l'attachement à leur langue maternelle.

Notons tout de même que le français s'impose dans les réponses des élèves comme la deuxième langue préférée après leur langue maternelle car ils perçoivent le français comme la langue de la culture, de la politique et de la diplomatie. Cette langue jouit d'une grande renommée dans l'esprit des élèves.

Ainsi, le français occupe toujours une place importante dans la société algérienne, et ce, à tous les niveaux : économique, social et éducatif comme le fait remarquer S.Rahal dans son article consacré à la place du français dans la société algérienne : « *cette langue ne semble pas avoir perdu totalement de son prestige car non seulement elle est reconnue comme une chance d'ascension sociale mais elle demeure également un instrument de communication largement employé même en dehors du secteur économique* »<sup>52</sup>. Dans plusieurs villes algériennes notamment la ville de Béjaïa, le français s'impose comme la langue de travail voire même de la communication quotidienne. Un grand nombre d'élèves a noué des relations très complexes envers cette langue. Notons que le français en Algérie est investi de prestige. Sa maîtrise est valorisée et perçue comme l'une des conditions pour un changement de statut social et donc de réussite sociale notamment à travers l'opportunité d'accès aux filières technologiques à l'université. Le français continue d'occuper une place privilégiée en Algérie, ainsi que le précise R. Sebaa : « *sans être officielle, elle véhicule l'officialité, sans être la langue d'enseignement, elle reste la langue de la transmission du savoir, sans être la langue d'identité, elle continue de façonner de différentes manières et par plusieurs canaux l'imaginaire collectif, sans être la langue de l'université, elle demeure la langue de l'université* »<sup>53</sup>

Pour ce qui est de l'anglais, son statut en Algérie se confirme de jour en jour, surtout avec le phénomène de la mondialisation et le développement de l'internet, de l'informatique dans différents secteurs comme l'éducation, l'économie et l'administration. Cette langue est perçue comme une langue universelle, indispensable pour accéder à la modernité et au savoir scientifique et technique. Le français et l'anglais constituent également un moyen pour échapper à la pénurie de la documentation en langue arabe. A ce sujet K. Kateb cite le rapport<sup>54</sup> de 2003 sur le développement humain dans le monde arabe qui signale que le nombre de traduction de livres pour l'ensemble de ces pays est inférieur au nombre de livres traduits annuellement dans des pays comme la Grèce et l'Espagne. Pour cet auteur les étudiants n'ont pratiquement pas le choix : ils doivent maîtriser une langue étrangère (français ou anglais) pour espérer accéder à la documentation scientifique nécessaire à l'assimilation de l'enseignement qui leur est dispensé.

Quant à l'arabe algérien, il n'est la langue maternelle que pour une minorité de nos enquêtés. Les élèves, mis à part leur langue maternelle, préfèrent des langues qui peuvent leur offrir l'opportunité d'une ouverture sur la culture universelle.

<sup>52</sup>RAHAL Safia, « *La francophonie en Algérie : Mythe ou réalité ?* », 2001, [Consulté le 12 février 2007].<http://www.initiatives.refer.org/Initiatives-2001/notes/sess610.htm>].

<sup>53</sup>SEBAA Rabah, El Watan du 1<sup>er</sup> septembre 1999, p9 cité par AIT DEHMANE Karima « *Enseignement/apprentissage des langues en Algérie entre représentations identitaires et enjeux de la mondialisation* », Synergies Algérie n°1-2007, p178

<sup>54</sup> *United Nation Development programme, 2003, Arab Human development report 2003, Building a knowledge society, 190 p.* [www.undp.org](http://www.undp.org). cité par KATEB Kamel, *Ecole, population et société en Algérie*, L'Harmattan, Paris, 2005, P91

Pour le cas de l'arabe classique, dans leur classement des langues selon leur préférence, les élèves (54,28%) l'ont classé à la dernière position et ce malgré tous les privilèges accordés par l'Etat algérien à cette langue (accès aux médias, aides multiformes, moyens d'impression, distinctions honorifiques, promotions accélérées...). Toutefois, certains élèves n'ont pas hésité à apporter des jugements dévalorisant à l'égard de cette langue. Nous pouvons néanmoins retenir parmi ces jugements ceux-ci : *« je le classe comme l'une des dernières langues », « comme son nom l'indique ,c'est classique, on ne peut rien faire avec », « malgré que c'est une langue nationale mais je la trouve très primaire », « je l'aime pas », « ça m'intéresse pas », « ce n'est qu'un moyen de communication, sincèrement je n'aime pas cette langue qui nous a fauché l'herbe sous les pieds », « oh, je la hais je ne sais pas à quoi ça sert d'apprendre cette langue est-ce que ça va nous servir dans notre vie quotidienne ? Non alors ce n'est pas la peine de l'apprendre ».*

Certains élèves ont exprimé des attitudes dévalorisantes à l'égard de l'arabe classique surtout en relation avec son apprentissage et la considèrent comme une langue difficile à apprendre. A cet égard, nous pouvons livrer les énoncés suivants extraits du corpus : *« l'arabe classique est trop compliqué », « c'est ennuyant et dégoûtant », « elle est trop compliquée et très difficile surtout en matière de conjugaison », « ennuyant parfois difficile à apprendre », « elle ne me plait pas mais elle est obligatoire à l'école, cette langue est difficile ».*

## Conclusion

L'analyse du discours épilinguistique contenu dans notre corpus montre que les lycéens enquêtés se positionnent différemment à l'égard des langues en présence. Comme on vient de le voir, chacune des langues a fait l'objet de diverses évaluations et jugements. L'analyse de ces évaluations a donné deux catégories. La première catégorie est liée à la stigmatisation, tandis que la seconde se rapporte au sentiment de valorisation.

Notre étude de l'insécurité linguistique a révélé que les lycéens de la ville de Béjaïa apparaissent, en partie, portés au développement d'un sentiment d'insécurité linguistique. D'une manière générale, tout ce qui se rapporte aux langues : kabyle et arabe algérien est alternativement dévalorisé et surévalué (dépréciation et valorisation mêlées des langues maternelles). Ainsi, en réponse à notre question sur les langues que les élèves préfèrent apprendre à l'école, ces langues ont obtenu des résultats très faibles, mais paradoxalement, s'agissant du classement opéré par les élèves par ordre de préférence, la langue kabyle par exemple est classée en première position.

Par ailleurs, nous avons remarqué l'existence d'un sentiment d'attachement chez certains élèves aux langues maternelles notamment chez le public kabylophone, compris en termes identitaires, un sentiment qui peut leur offrir plus de sécurité.

Nous avons également tenté de rendre compte de certaines manifestations concrètes du sentiment d'insécurité linguistique dans la question qui demande aux élèves s'ils emploient leur langue maternelle pour aborder les sujets qui ont trait à la sexualité. Cette question montre que les lycéens vivent des malaises linguistiques et en particulier dans leurs langues maternelles. Pour faire face à ces tabous, les élèves adoptent une stratégie qui consiste à éviter l'usage des langues kabyle et arabe algérien qui sont perçues « illégitimes » pour aborder ce type de sujets, en passant à la langue dans laquelle ils se sentent légitimes qui est dans ce cas la langue française. L'étude des interdits linguistiques nous a permis, en effet, de mieux saisir certaines raisons pour lesquelles une plus grande importance est accordée à la langue

française aux dépens du kabyle et de l'arabe algérien : très précisément ici comme dotant de distinction toutes les matières qu'on lui confie à exprimer.

### Références Bibliographiques

- AIT DEHMANE Karima « Enseignement/apprentissage des langues en Algérie entre représentations identitaires et enjeux de la mondialisation », Synergies Algérie n°1-2007
- AREZK Abdenour, « *Le désignant français : ethnique, nom de la langue et de culture en situation méliorative dans la parler kabyle* », Université de Béjaia.
- AREZKI Abdenour, « *l'identité linguistique, une construction sociale et /ou un processus de construction socio-discursive ?* » in Synergies Algérie n° 2 - 2008 pp. 191-198
- BOUOUD Ahmed, « *le langage de la femme amazighe : structures linguistiques, symboliques et esthétiques* » communication au colloque : « *le rôle de la femme dans la préservation et la promotion du patrimoine Amazigh* » tenu à Rabat les 25 et 26 juillet 2005 organisé par l'IRCAM
- BAUTIER Elizabeth. *Pratiques langagières, pratiques sociales. De la sociolinguistique à la sociologie du langage*, L'Harmattan, Paris, 1995.
- BENNIS Said, « *Dynamique épilinguistique au Maroc. Cas des discours des Chleuhs* », Cahiers d'études africaines 163-164, XLI-3-4.637-47.
- BENNIS Said, « *discours in vivo sur le bilinguisme. Le cas des discours des chleuhs du centre du Maroc* » Université Cadi Ayyad, Faculté des Lettres de Béni Mellal, Maroc, P 1597
- BONARDI C. & ROUSSIAU N. *Les représentations sociales*, Dunod. Paris, 1999,
- BOURDIEU Pierre. *Ce que parler veut dire, l'économie des échanges linguistiques*, Fayard, Paris, 1982.
- BOYER Henri, *Sociolinguistique, territoire et objets*, Delachaux et Niestlé, Lausanne, 1996,
- BOYER Henri. « *Matériaux pour une approche des représentations sociolinguistiques* », *Langue française*, n° 85, 1990
- BOYER Henri. *Introduction à la sociolinguistique*, Dunod, Paris, 2001.
- CAITUCOLI Claude (éd). *Situation d'hétérogénéité linguistique en milieu scolaire*, Collection Dyalang, Université de Rouen, 2003.
- CALVET Louis.-Jean. *Les Voix de la ville : introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Payot. 1994.
- CALVET Louis-Jean, DUMONT Pierre (dirs.). *L'enquête sociolinguistique*, L'harmattan, 1999.
- CALVET Louis-Jean. *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Payot, Paris, 1987.
- CHERIGUEN Foudil. *Les mots des uns, les mots des autres. Le français au contact de l'arabe et du berbère*, Casbah-Editions, Alger, 2002.
- CHERIGUEN Foudil. « *Politique linguistique en Algérie* », in , Mots, les langages du politiques, N°52, Septembre 1997.
- DERRADJI Yacine, « *vous avez dit le français langue étrangère en Algérie ?* » in cahier de la recherche de SLADD, N°1, Constantine, Décembre 2002.
- DUMONT Pierre & MAURER Bruno. *Sociolinguistique du français en Afrique francophone*, Paris, EDICEF/AUPELF. 1995.

- FRANCARD Michel (éd.). « *L'insécurité linguistique dans les communautés francophones périphériques* ». Actes du colloque de Louvain-la-Neuve, du 10 au 12 novembre 1993. Volume I : *Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain* 19.3-4 et 20.1-2, (1993-1994).
- FRANCARD Michel (éd.). *L'insécurité linguistique en Communauté française de Belgique*. Collection "Français et Société" n° 6. Bruxelles, Service de la langue française, 1993.
- GRANDGUILLAUME Gilbert. *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1983.
- GRANDGUILLAUME Gilbert, « L'oralité comme dévalorisation linguistique », *Peuple Méditerranéens, Langues, Langue et stigmatisation*, 1977, pp. 65-78, [consulté le 9 février 2008]. [http://grandguillaume.free.fr/ar\\_ar/langrep.html](http://grandguillaume.free.fr/ar_ar/langrep.html)].
- JODELET Denise, *les représentations sociales*, PUF, Paris, 1989.
- Hafez-Ahmed Hafez, *statuts, emplois, fonctions, rôles et représentations du français au Liban*, L'Harmattan, Paris, 2006
- KANOUA Saida, « *Culture et enseignement du français en Algérie* », in *Synergies Algérie n°2-2008*, pp 185-190.
- KATEB Kamel, *Ecole, population et société en Algérie*, L'Harmattan, Paris, 2005.
- LABOV William. « *Vers une réévaluation de l'insécurité linguistique des femmes* », in SINGY Pascal. (éd.), *Les femmes et la langue*, Delachaux et Niestlé, Lausanne, 1998.
- LABOV William. *Sociolinguistique*, Editions de Minuit, Paris, 1976.
- LAROUSSE Foued (dir.), *Plurilinguisme et identités au Maghreb*, Publications de l'université de Rouen, 1997.
- MEKKAOUI Fatima Zohra, « les stratégies discursives des étudiants et l'utilisation du français » in *Insaniyat*, N° 17, 18, Mai - décembre 2002
- MELLIANI Fabienne. *La langue du quartier. Appropriation de l'espace et identités urbaines chez des jeunes issus de l'immigration maghrébine en banlieue rouennaise*, L'Harmattan, Paris, 2000.
- MOORE Daniel. *Les représentations des langues et de leur apprentissage: références, modèles, données, méthodes*. Collection Crédif (Essais), 2001.
- MOREAU Marie-Louise (éd.). *Sociolinguistique. Concepts de base*, Mardaga. Liège, 1997.
- QUEFFELEC A., CHERRAD-BENCHEFRA Y., DEBOV V., DERRADJI Y., SMAALI-DEKDOUK D. *Le français en Algérie. Lexique et dynamique des langues*, Duculot, Bruxelles, 2002.
- RAHAL Safia, « La francophonie en Algérie : Mythe ou réalité ? », 2001, [Consulté le 12 février 2007]. [http://www.initiatives.refer.org/Initiatives-2001/\\_notes/sess610.htm](http://www.initiatives.refer.org/Initiatives-2001/_notes/sess610.htm)].
- SINGY Pascal (édi.). *Les femmes et la langue, L'insécurité linguistique en questin*, Delachaux et Niestlé, Lausanne, 1998.
- SINGY Pascal. (éd). *Identités de genre, identités de classe et insécurité linguistique*, Peter Lang, Berne, 2004.
- TALEB-IBRAHIMI Khaoula. *Les Algériens et leur(s) langue(s)*, El Hikma Alger, 1995.
- TEMIM Dalila, « *Nomination et représentation des langues en Algérie* », université d'Annaba
- YAGUELLO M. *Les mots et les femmes*, Payot, Paris, 1976.

# **L'économie informelle en Algérie : approches, ampleur et caractéristiques**

**Youghourta BELLACHE**

## Introduction

L'économie informelle en Algérie est assez peu étudiée, en dépit de son poids significatif et croissant dans l'économie nationale. Les approches proposées pour appréhender le phénomène correspondent globalement aux différentes phases d'évolution de celui-ci : la période coloniale et les premières années de l'indépendance nationale ; l'économie administrée, la période de transition à l'économie de marché.

La transition économique engagée au début de la décennie 1990 se traduit par le recul du secteur public marchand et l'essor du secteur privé et notamment de l'auto-emploi qui relève essentiellement du secteur informel au sens du BIT. L'analyse multidimensionnelle d'un échantillon représentatif de ménages de l'enquête de Bejaia met en lumière l'hétérogénéité du secteur informel qui se décline en plusieurs segments : les micro-entrepreneurs (*informels purs* et *informels hybrides*), les travailleuses à domicile (*couturières, prestataires de services, et sous-traitantes de produits alimentaires*) et les salariés informels.

La section 1 présente les différentes approches du secteur informel en Algérie. Les limites de celles-ci posent le problème de quantification du secteur informel. Seule l'approche du BIT permet dans une certaine mesure de cerner et de quantifier le phénomène.

La section 2 examine l'expansion du secteur informel et évalue la taille de celui-ci sur la base des données de l'enquête nationale emploi de l'ONS de 2007 et celles de l'enquête ménages de Bejaia (2007); cette expansion intervient dans un contexte d'accroissement de l'offre de travail, de recul de l'emploi public marchand et de développement du secteur privé, dont la structure est dominée par l'auto-emploi et la micro-entreprise de moins de 10 salariés, qui, relèvent du secteur informel selon le BIT.

La section 3 présente les caractéristiques du secteur informel selon l'enquête ménages réalisée en 2007 auprès d'un échantillon représentatif de 522 ménages dans la région de Bejaia. L'analyse multidimensionnelle des données de l'enquête met en lumière l'hétérogénéité du secteur informel et permet de définir des typologies significatives des différents actifs informels (salariés et non salariés).

### 1. Approches de l'économie informelle en Algérie

Quatre approches se dégagent de l'ensemble des études consacrées à l'économie informelle en Algérie. La première aborde le phénomène selon le concept de « petite production marchande » qui met l'accent sur l'expansion des petites activités marchandes et les formes « atypiques » de l'emploi (aides familiaux, apprentis, travail à domicile et pluriactivité) (Bernard, 1980, 1988, 1991) ; la seconde s'inscrit dans le cadre de l'économie administrée et se focalise sur l'« économie parallèle », qui a longtemps représenté le segment prédominant de l'économie informelle en Algérie (Bounoua, 1995 ; Henni, 1988, 1989, 1991, 1994 ; Benissad, 1984). La troisième analyse le développement des activités et pratiques illégales notamment dans le contexte de la transition économique et politique en cours, en termes d'illégalisation de l'économie (Bounoua, 1995, 1999, 2002). La dernière est celle du BIT, qui fonde la définition du secteur informel (1993) et de l'emploi informel (2002) que nous adoptons dans cette étude pour appréhender et estimer l'ampleur du secteur informel.



### 1.1. La Petite Production Marchande (PPM) : prépondérance, soumission et précarité

Le concept de PPM, s'inscrit, en liaison avec le concept de marginalité<sup>55</sup>, dans l'analyse fonctionnaliste du secteur informel qui considère celui-ci comme un ensemble d'activités soumises au secteur capitaliste et contribuant, de façon directe ou indirecte, à sa reproduction. Ces mécanismes de soumission et de reproduction ont fait l'objet de nombreuses analyses (Hugon, 1980a, 1980b ; Penouil et Lachaud, 1985). Ils se traduisent par la fourniture par PPM de biens et services bon marché aux entreprises et travailleurs du secteur capitaliste, ce qui permet le maintien de faibles taux de salaires dans ce secteur; le développement de la sous-traitance (commerciale, industrielle ou de main d'œuvre), qui permet la réduction des coûts de production du système capitaliste; enfin la PPM fonctionne comme un réservoir de main d'œuvre - « armée de réserve industrielle » - dans lequel les entreprises capitalistes puisent ou rejettent la main d'œuvre en fonction de leurs besoins et des variations du cycle .

Ce concept de PPM est repris par Bernard (1988) pour analyser le secteur informel en Algérie dont la petite production marchande constituerait le « cœur » d'après l'auteur.

Au delà de quelques caractéristiques communes (faible échelle des activités, organisation non capitaliste du travail, faiblesse du salariat notamment), la petite production marchande dans le contexte algérien recouvre des activités très diverses que Bernard (1980,1988) a classées en 3 catégories plus ou moins homogènes. La *PPM domestique et des petits métiers* recouvre essentiellement les petites activités de production de biens et services dont les prix sont déterminés indépendamment du marché et qui visent globalement à procurer un complément de revenu aux familles qui s'y adonnent ; la *PPM « non exploiteuse »*<sup>56</sup>, regroupe les activités de production dont les prix sont alignés sur ceux du marché, et qui sont caractérisées par un faible niveau de technicité, un nombre limité d'employés et un capital faible<sup>57</sup> ; enfin la *PPM clandestine* comprend essentiellement des unités non déclarées (ateliers de confection, limonaderies,..) et des services personnels rendus au titre de l'activité secondaire (pluriactivité).

Une enquête sur l'industrie privée réalisée en 1975 par l'AARDES<sup>58</sup> révélait déjà la prédominance des petites activités dans le secteur privé national<sup>59</sup>. Le maintien et le développement de ces petites activités notamment celles relevant de la micro-industrie (industrie agro-alimentaire et textile notamment) reposent sur l'utilisation de la main d'œuvre saisonnière<sup>60</sup> et féminine ainsi que des apprentis. Une main d'œuvre flexible et surtout bon marché puisque les salaires versés à ces catégories sont inférieurs de 30% à 46,8% dans le textile- au salaire minimum légal (Bernard, 1980). Le travail des femmes est surtout répandu

<sup>55</sup> Le concept de marginalité désigne « un phénomène global d'exclusion par rapport aux principales règles économiques, politiques et sociales en faisant référence à des individus non intégrés, repérés par des indices économiques, psychologiques et sociaux » (Mettelin, 1985).

<sup>56</sup> Qualificatif utilisé par la charte nationale de 1976, qui reconnaît uniquement la petite propriété privée « non exploiteuse » par opposition à la grande et moyenne propriété implicitement considérée comme exploiteuse.

<sup>57</sup> Il s'agit notamment des activités artisanales traditionnelles (bijouteries, poteries, épicerie, cafés, etc.), des activités artisanales modernes, induites par le développement du secteur moderne (artisanat de réparation en tous genres : radio, auto, etc.) et des micro-industries (confection textile, fabrication de chaussures, conserveries alimentaires, petite production plastique...)

<sup>58</sup> Association algérienne sur la recherche démographique, économique et sociale. Les principaux résultats de cette enquête sont fournis par Bernard (1980, 1988, 1991) et Liabès (1984).

<sup>59</sup> Sur 1482 entreprises industrielles enquêtées, 939 (63,3%) emploient moins de 20 salariés dont une forte proportion des entreprises de moins de 10 salariés (micro-entreprises). Celles-ci se concentrent essentiellement dans l'industrie des biens de consommation alimentaire et l'industrie textile (Bernard, 1988 ; Liabès, 1984).

<sup>60</sup> Plus de 90% des saisonniers recensés (5377) exercent dans les petites entreprises de moins de 20 salariés et particulièrement dans les très petites entreprises de moins de 5 salariés (AARDES, cité par Bernard, 1980).

dans la confection textile et le tissage où elles exercent essentiellement comme travailleuses à domicile et rémunérées généralement à la pièce.

Il apparaît donc que la PPM - du moins certains segments de celle-ci- dite « non exploiteuse » - constitue le vecteur de développement et d'exploitation de l'emploi précaire et non protégé. L'enquête AARDES fait également état de la forte dépendance de ces petites unités, particulièrement dans le domaine textile, aussi bien en amont (approvisionnement en matières premières et équipements) qu'en aval (commercialisation des produits) vis-à-vis des commerçants grossistes qui contrôlent ainsi tout le processus de production et de commercialisation. Cette situation traduit ainsi des rapports de subordination et de soumission qui étaient déjà très développés à l'époque coloniale (Liabès, 1984).

Cette approche présentant le secteur informel comme un secteur exploité par le secteur capitaliste (le capital commercial dans le cas de l'Algérie) présente des limites qui sont celles d'une approche globale ne tenant pas compte des spécificités des différents segments et de l'extrême hétérogénéité qui caractérise le secteur informel. Au regard de l'hétérogénéité du secteur informel, Hugon (1980a, 1980b) considère que les petites activités marchandes sont co-capitalistes, en ce sens qu'elles accompagnent le développement des activités capitalistes (modernes) non seulement dans une logique de dépendance et de soumission mais aussi et souvent dans une logique de complémentarité et de concurrence.

L'idée de l'exploitation de la main d'œuvre dans les unités informelles est à nuancer notamment à propos du cas des apprentis, dans la mesure où l'apprentissage est bénéfique à ces derniers, puisque qu'il leur offre une formation pratique et peu coûteuse (Mettelin, 1985) et conduit souvent à une activité indépendante (De Miras, 1980). Enfin, le capital commercial, comme l'a montré Liabès (1984), ne se contente pas de subordonner les petites unités industrielles en les contrôlant en amont et en aval, mais se convertit dans une large mesure<sup>61</sup> en capital industriel.

## **1.2. L'économie parallèle : conséquence des dysfonctionnements de l'économie administrée**

Selon les principaux tenants de cette approche (Benissad, 1984 ; Henni, 1991, 1994), l'économie parallèle représente la forme dominante de l'économie informelle en Algérie durant la phase de la planification centralisée de l'économie algérienne. Cette économie parallèle renvoie à l'existence d'un double marché, un marché administré et un marché parallèle, et par conséquent un double système de prix, des prix administrés et des prix parallèles ou libres (Henni, 1991). L'économie parallèle recouvre un marché parallèle des biens et services, un marché parallèle de la monnaie et un marché parallèle des facteurs de production. Les prix pratiqués sur les deux premiers marchés sont élevés par rapport aux prix administrés prévalant sur les marchés administrés, et c'est ce niveau élevé des prix, dans le contexte de la rigidité de l'offre, qui opère le rationnement et permet un équilibre entre l'offre et la demande (Benissad, 1984). En revanche, les prix pratiqués sur le marché de travail parallèle sont inférieurs à ceux du marché officiel (Henni, 1994).

L'économie parallèle en Algérie se déroule essentiellement dans la sphère de la distribution<sup>62</sup>. Tous les produits rares (biens de consommation, matières premières, pièces détachées, devises étrangères) font l'objet de spéculation : ils sont obtenus sur les marchés officiels à des prix administrés et sont systématiquement revendus par des commerçants ou des entreprises privées sur les marchés parallèles à des prix supérieurs, réalisant ainsi des plus-values

<sup>61</sup> Près de 60% des entrepreneurs industriels recensés en 1975 dans le cadre de l'enquête AARDES étaient auparavant des commerçants grossistes ou semi-grossistes (Liabès, 1984).

<sup>62</sup> Henni (1991) distingue l'économie parallèle de distribution de l'économie parallèle de production. Selon lui, c'est le premier type d'économie parallèle qui domine dans les économies centralement planifiées ; l'économie parallèle de production prévaut beaucoup plus dans les économies où l'offre est élastique.

importantes. Même les marchandises destinées à la transformation (matières premières et produits semi finis), acquises par les entreprises du secteur privé font l'objet d'une revente en l'état sur le marché parallèle (Bounoua, 1995). Cette pratique est très répandue dans le secteur du BTP (Henni, 1991). Cette économie de spéculation se traduit également par le développement du commerce informel transfrontalier. Les produits subventionnés par l'Etat (produits alimentaires notamment) font systématiquement l'objet de détournements vers les pays voisins (Maroc, Tunisie, Mali et Niger) où ils sont revendus en devises, servant à acheter les produits rares en Algérie ou à alimenter le marché parallèle de la devise dont la politique de contrôle de change<sup>63</sup> adoptée durant cette période est à l'origine.

L'économie informelle, au delà de son caractère spéculatif dans les économies administrées, est foncièrement libérale (Henni, 1994, De Soto, 1994). Selon Henni (1994), l'économie informelle se distingue de l'économie officielle par le fait qu'elle se déroule en dehors du circuit légal (pour échapper aux coûts de la réglementation fiscale et sociale) mais elle constitue aussi un prélude à la formation d'une économie de marché, à l'image du capitalisme marchand de l'Europe médiévale qui a donné naissance par la suite au capitalisme industriel.

L'économie parallèle formerait un système cohérent dans la mesure où les différents marchés parallèles sont interdépendants<sup>64</sup>. Si les prix sur les marchés informels des biens et services et de la monnaie sont plus élevés, que les prix sur le marché du travail informel sont plus bas. Ceci reflète une situation qui correspond à celle vers laquelle tendent les politiques d'ajustement c'est-à-dire une hausse des prix des biens et de la monnaie (libéralisation des prix et du taux de change par la suppression de la politique de subvention et du contrôle de change) et le blocage des salaires. Ceci suggère en quelque sorte un alignement de l'économie administrée sur les normes de fonctionnement de l'économie informelle, qui pourrait constituer à ce titre une référence pour l'instauration de l'économie de marché.

Henni soutient enfin l'idée que l'économie parallèle est structurée en réseaux, dont les différentes catégories d'activités - production au noir, distribution et d'import-export, change et activités extra économiques relevant pour la plupart de l'économie criminelle - ne sont que les éléments d'un réseau, animé par un marchand assimilé à un véritable entrepreneur<sup>65</sup>.

La thèse (implicite) de Henni présentant l'économie parallèle comme une forme de transition à l'économie de marché paraît fragile sur plusieurs points. D'abord, les activités informelles ne sont pas uniquement le résultat ou la réponse aux dysfonctionnements de l'économie administrée, elles sont aussi et dans une large mesure une conséquence du développement du secteur privé et de façon plus large du système capitaliste, qui pour abaisser ses coûts et maximiser ainsi ses profits informalise de plus en plus ses activités (recours au travail à domicile, à la sous-traitance, travail non déclaré, etc.) (Portes, Benton et Castells, 1989). Ceci est également vrai pour le cas de l'Algérie même si le capitalisme n'est pas aussi développé qu'ailleurs et peine toujours à se mettre en place. En outre, certaines activités informelles (activités de survie et pluriactivité) constituent une réponse aux conséquences sociales induites par les politiques d'ajustement et le fonctionnement de l'économie de marché (Lautier, 1989, 1994).

---

<sup>63</sup> La politique de contrôle de change a pour objectif de limiter la sortie des capitaux (pour éviter une dépréciation de la monnaie nationale) et de rapatrier les revenus des entreprises résidentes (Benissad, 1984). L'institution des importations sans paiement (ISP) en 1977, autorisant le secteur privé à se procurer des devises sur le marché parallèle pour financer ses achats à l'étranger ainsi que l'épargne élevée des ménages, permise par la politique de redistribution à partir de 1974, ont contribué fortement à l'extension de ce marché parallèle de la devise.

<sup>64</sup> Une baisse de la valeur de la monnaie locale sur le marché parallèle du change, par exemple, induit automatiquement une hausse du niveau des prix (notamment ceux des biens importés) sur le marché parallèle des biens et services.

<sup>65</sup> Le rôle de ce marchand-entrepreneur consiste à combiner et coordonner les différents éléments du réseau, en assurant l'approvisionnement en matières premières et équipements, le financement ainsi que la commercialisation des produits. Même la corruption des agents de l'administration, pour la bonne marche des affaires, fait partie de l'activité de l'entrepreneuriat (Henni, 1994).

Il est également établi que le secteur informel n'est pas un secteur homogène, composé de micro-entreprises (capitalistes) animées uniquement par une logique de profit ; nombre des micro-entreprises informelles sont essentiellement animées par une logique sociale (Lautier, 1994).

L'idée de la structuration de l'économie informelle en réseaux, dominés par des marchands, suggère la soumission des activités informelles au capital, qui ne reflète pas toute la diversité du secteur informel. Enfin, en se focalisant sur la sphère de la distribution, Henni néglige l'économie informelle de production, qui est loin d'être quantité négligeable.

### 1.3. L'«illégalisation de l'économie »

Dans ses analyses sur l'économie informelle en Algérie, Bounoua (1995, 1999, 2002) distingue deux types d'activités informelles, celles qui sont exercées par des agents animés par une logique de reproduction sociale (activité de subsistance notamment) et qui relèvent du secteur informel et celles relevant de l'économie souterraine, exercées par des agents suivant une logique d'accumulation (ou de recherche de rente). Sans nier l'importance du premier type d'activités (secteur informel), l'auteur se focalise sur l'économie souterraine, qui connaît selon lui une expansion considérable dans l'actuel contexte de transition à l'économie de marché. En effet, la libéralisation de l'économie (particulièrement l'ouverture du commerce extérieur), accentuée par l'application du PAS à partir de 1994, a induit un développement remarquable de pratiques informelles et illégales aussi bien dans le secteur public (administrations et entreprises publiques) que dans le secteur privé (détournements de fonds publics, transfert illicite de capitaux à l'étranger, fraude et évasion fiscale, faux bilans, trafic de devise, corruption, etc.).

Compte tenu de la prédominance dans l'économie algérienne de ces pratiques illégales, l'auteur propose une grille d'analyse de l'économie informelle en cette période de transition économique et politique basée sur le concept d'« illégalisation de l'économie ». Celui-ci désigne « le processus par lequel des agents économiques dont les activités économiques sont parfaitement légales sur le plan juridique sont amenés en raison de l'ambiguïté de la loi et de sa faible application à adopter des comportements illégaux en contournant par divers procédés plus ou moins légaux les lois et réglementations en vigueur en vue de s'assurer des gains individuels » (Bounoua, 2002b).

L'auteur impute le développement de ce phénomène d'illégalisation de l'économie<sup>66</sup> « à l'absence d'un environnement juridique et institutionnel adapté à cette phase particulière de transition à l'économie de marché » (Bounoua, 2002b) et à une série de facteurs bureaucratiques (contraintes administratives, socio-fiscales, excès de la réglementation publique), juridiques (ambiguïté de la loi et sa faible application) et politiques (faiblesse des institutions et insuffisance des contrôles, corruption,...).

Cette approche, qui s'intègre dans une approche plus globale qui est celle de l'Economie Non Observée (ENO)<sup>67</sup>, soulève, cependant, un certain nombre de problèmes. D'abord, elle repose sur le seul critère de la légalité, qui n'est pas tout à fait pertinent pour cerner et appréhender les activités de l'économie informelle, dans la mesure où la frontière entre le légal et l'illégal n'est pas toujours nette ; certaines activités superposent des activités légales et activités délictueuses (Adair, 2002). En outre, ce critère de la légalité ne permet pas de distinguer l'économie souterraine de l'économie criminelle<sup>68</sup>.

<sup>66</sup> Ce processus d'illégalisation se manifeste fortement dans le secteur du commerce extérieur où les pratiques illégales sont devenues courantes (fausse déclaration douanière, sociétés écrans, location de registres de commerce, fraude fiscale, défaut de registre de commerce, transfert illicite de capitaux par la majoration des prix à l'importation...) mais également dans le secteur immobilier dont le fonctionnement est informel.

<sup>67</sup> L'ENO regroupe 4 composantes : illégale, souterraine, informelle et domestique (OECD, 2002).

<sup>68</sup> L'économie criminelle peut être également confondue avec ce que Bendersa et Hidouci (2004) appellent l'« économie de la prédation », qui désigne dans le contexte algérien la mise des institutions (administration, administration fiscale, douanes,

Cette approche par la légalité renvoie plus à la nature de l'Etat qu'aux structures économiques et sociales. L'enjeu devient alors plus politique qu'économique et interpelle l'Etat non seulement dans son rôle de régulation (institutionnelle) de l'économie mais surtout dans celui de la garantie du respect des lois et des règlements et de l'Etat de droit de façon générale.

#### 1.4. L'approche du secteur informel selon le Bureau International du Travail (BIT)

Au regard de la multiplicité des définitions du secteur informel, émanant à la fois de chercheurs, universitaires et institutions nationales et internationales et dans un souci d'harmoniser les statistiques sur le secteur informel dans les différents pays, le BIT élabore en 1993 une définition consensuelle et opérationnelle du secteur informel (ILO, 1993). Le champ restrictif de cette définition inclut seulement les actifs des entreprises du secteur informel et exclut les actifs informels des entreprises du secteur formel qui relèvent du concept plus large de l'emploi informel.

Le secteur informel est, selon la résolution de la 15<sup>ème</sup> conférence internationale des statisticiens de travail du BIT de 1993, constitué des unités économiques (non agricoles) qui appartiennent, en tant qu'*entreprises individuelles*, au secteur institutionnel des ménages, qui *ne tiennent pas une comptabilité complète* et dont *la personnalité juridique est confondue avec celle des ménages* dont elles dépendent et qui *ne sont pas enregistrées*. Il comprend ainsi les *entreprises familiales* n'employant aucun salarié permanent mais pouvant employer des travailleurs familiaux et/ou des salariés occasionnels et les *micro-entreprises* employant un nombre de salariés permanents *inférieur à un certain seuil (5 ou 10 salariés)*. Ainsi, seront considérées comme relevant du secteur informel, les entreprises répondant, de façon séparée ou combinée, aux critères suivants : le statut juridique (entreprises individuelles), la non tenue d'une comptabilité complète, la taille de l'unité économique<sup>69</sup>, inférieure à un certain seuil (5 ou 10 employés), le non enregistrement (administratif, fiscal ou social) de l'entreprise ou le non enregistrement de ses salariés, et enfin la situation dans la profession (l'auto-emploi des employeurs et indépendants, les aides familiaux et éventuellement les salariés occasionnels employés par ces employeurs et indépendants).

La population occupée dans le secteur informel comprend toutes les personnes exerçant un emploi, pendant la période de référence, dans au moins une unité du secteur informel, indépendamment de la situation dans la profession (indépendant, salarié, aide familial ...) et de l'exercice principal ou secondaire de cette activité (Charmes, 1994). En se référant ainsi à l'emploi occupé au sein de l'unité économique et non à l'individu, cette définition permet de cerner le phénomène de la pluriactivité.

Cette définition du secteur informel exclut de son champ les activités relevant de l'économie souterraine, les activités agricoles ainsi que la production non marchande (production domestique destinée exclusivement à l'autoconsommation finale et l'autoconstruction notamment). Les activités du secteur informel ne sont pas exercées avec une volonté délibérée d'échapper aux obligations légales (sociales, administratives, fiscales) (Charmes, 1994, 2002) ; beaucoup d'entreprises préfèrent rester non enregistrées et non déclarées parce qu'elles ne peuvent pas supporter les coûts de la réglementation, compte tenu de la faiblesse et de l'irrégularité de leur revenu, ou en raison de l'absence de contrôle de l'Etat (Husmanns, 1997 ; Maldonado, 1995). Quant aux activités agricoles, leur exclusion se justifie par la taille

---

banques, ...) au service de certains groupes privilégiés, installés au sommet de l'Etat, et de leurs clientèle, qualifiés de réseaux prédateurs ou maffieux.

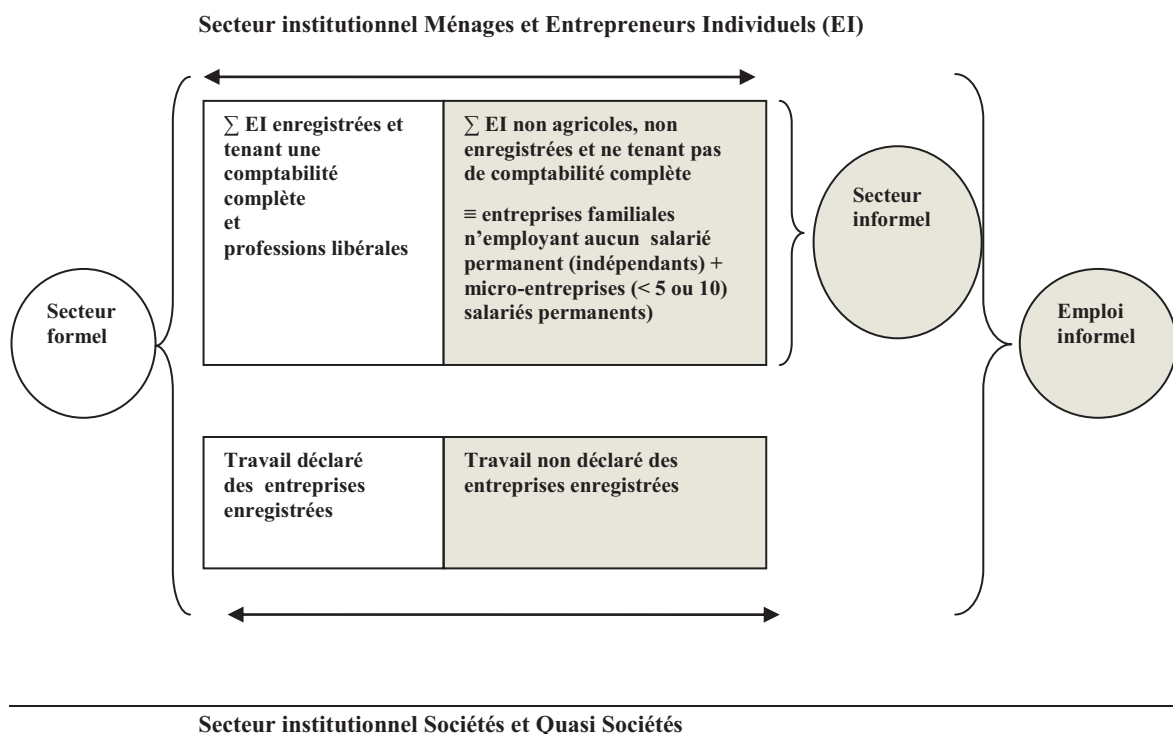
<sup>69</sup> Le critère de la taille se réfère à l'établissement et non à l'entreprise (qui peut être composée de plusieurs établissements) dans la mesure où bon nombre de micro-entreprises croissent en créant de nouveaux petits établissements plutôt que d'agrandir l'établissement originel (Husmanns, 1997 ; Charmes, 1997).

importante du secteur agricole dans les pays en développement et de son évolution en sens inverse du secteur non agricole en expansion (Charmes, 2002). En outre, compte tenu de la prédominance des petites exploitations individuelles<sup>70</sup> non enregistrées dans ces pays, l'inclusion des activités agricoles dans les enquêtes sur le secteur informel rendrait celles-ci très lourdes et leur coût prohibitif. Cependant, le secteur informel inclut dans son champ les activités non agricoles exercées par les agriculteurs (pluriactivité) (Charmes, 1994).

Cette définition du secteur informel intègre les professions techniques et libérales (médecins, avocats, comptables...) répondant aux critères de définition de celui-ci ainsi que les travailleurs extérieurs à l'entreprise (notamment les travailleurs à domicile), représentant des unités de production indépendantes et répondant aux critères de définition du secteur informel (Hussmanns, 1997).

L'Emploi informel est une notion plus large que celle du secteur informel. Il englobe le secteur informel et l'ensemble des emplois non déclarés des entreprises du secteur formel (schéma 1). Alors que le secteur informel se définit par les caractéristiques de l'unité économique dans laquelle travaille la personne, l'emploi informel se définit par les caractéristiques de l'emploi occupé (non déclaration, absence de contrat...) (Charmes, 2002).

Schéma 1 : le secteur informel et l'emploi informel selon les définitions du BIT



Source : élaboré par nos soins

## 2. Contexte d'évolution et ampleur du secteur informel

L'expansion du secteur informel intervient dans un contexte marqué par l'accroissement de l'offre de travail, une compression de l'emploi public et des réformes visant la promotion du secteur privé.

### 2.1. Contexte d'évolution du secteur informel

<sup>70</sup> En Algérie, la petite exploitation (moins de 10 ha) représente 70% du total des exploitations agricoles et 83,1% des exploitations sont de type individuel (Exploitations Individuelles privées 72,8% ; Exploitation Agricole Individuelle 10,2% ; EURL 0,02%, Société familiale 0,88%) d'après le dernier Recensement Général de l'Agriculture réalisé en 2001 (MADR, 2003).

L'aggravation de la crise économique et sociale à partir de la moitié des années 1980 a conduit à la mise en œuvre progressive de réformes libérales visant à instaurer l'économie de marché. Celles-ci connaissent un élargissement et une nette accélération à partir de 1994, à l'occasion de l'application du programme d'ajustement structurel (1994-1998). Le démantèlement du secteur public marchand s'accompagne d'une forte expansion du secteur privé (informel).

Le chômage, en dépit de sa baisse ces dernières années, demeure élevé. Il résulte de la conjonction de la croissance démographique, de l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail (dont le taux d'activité s'élève de 3,86% en 1987 à 9,59% en 1998 (BIT, 2003) et de l'ajustement structurel qui s'est traduit par des suppressions d'emplois massives dans le secteur public économique<sup>71</sup>.

En dépit du phénomène de transition démographique entamé vers la deuxième moitié de la décennie 1980, l'augmentation de la population algérienne se caractérise par un accroissement plus important de la population en âge de travailler (15-60 ans). Alors qu'elle était globalement stable dans les années 1970 et 1980 (50% entre 1965 et 1985), la part de la population en âge de travailler dans la population totale passe de 55% en 1990 à 65% en 2005 (FEMISE, 2006).

**Tableau 1: population totale, taux d'activité et taux de chômage (1966 – 2006) en milliers et en %**

	1966	1977	1987	1998	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Population	11821	15646	22601	29272	30386	30836	31357	31848	32364	32906	33481
Taux d'accroissement naturel	-	3,17	2,76	-	1,43	1,5	1,53	1,58	1,63	1,69	1,78
Taux d'activité	21,7	19,23	23,36	27,52	28,6	27,8	-	39,81	42,13	40,98	42,5
Taux de chômage	32,9	22,0	21,1	-	29,7	27,3	-	23,7	17,7	15,3	12,3

Source : ONS (1966, 1987, 1987/1996, 1998), BIT (2003), FEMISE (2006)

Les réformes visant à assurer la transition d'une économie administrée à une économie de marché ont été graduellement mises en œuvre et affectent principalement le marché des biens, sans modifier la réglementation du marché du travail ni celle du marché du crédit.

### **Encadré 1 : principales mesures en faveur du secteur privé (1990-2001)**

Il s'agit notamment de la promulgation de la Loi sur la monnaie et le crédit (1990), de la libéralisation du commerce extérieur (1991) et de la promulgation d'un nouveau code des investissements (1993) visant la promotion du secteur privé national et étranger (Décret législatif du 05/10/1993). En 2001, une autre loi de promotion de l'investissement privé est promulguée : la Loi n°01-18 du 12 décembre 2001 d'orientation de la petite et moyenne entreprise, qui adopte la définition de l'Union européenne concernant la PME. Cette loi définit une politique d'aide et de soutien de l'Etat aux PME (mesures de facilitation administratives dans la phase de création de l'entreprise, création de pépinières d'entreprises, de centres de facilitation, promotion de la sous-traitance et prévoit également la création d'un Fonds de garantie des prêts accordés par les banques aux PME ainsi qu'un Centre national consultatif pour la promotion des PME (MPMEA, 2004).

Les premières mesures apparaissent au début de la décennie 1990, mais les réformes vont s'accroître à partir de la mise en application du PAS, puis à nouveau à partir du milieu de la

<sup>71</sup> Le bilan établi par l'Inspection générale du travail (1998) fait état de la dissolution de 815 entreprises dont 134 EPE et 679 EPL durant la période (1994-1997). Les secteurs les plus touchés sont le BTP et l'industrie. Les pertes d'emplois globales s'élèvent à 405000 postes dont : 212 960 licenciements ; 50 700 départs volontaires ; 100 840 mis en chômage technique et 40 531 départs en retraite anticipée (Musette *et al*, 2003).

décennie 2000 qui affiche le développement de la PME comme l'une des priorités des réformes de seconde génération (*Encadré1*).

## **2.2. Un secteur privé en expansion et dominé par la micro-entreprise**

Les mesures prises dans le cadre de la libéralisation de l'économie, entamée à la fin des années 1980, le démantèlement du secteur public économique dans le cadre de l'application du PAS ainsi que les dispositifs publics d'aide à la création d'entreprises (dispositif ANSEJ notamment) ont permis un développement remarquable du secteur privé : 91% des entreprises recensées en 2005 ont été créées après 1990 (Adair et Bellache, 2008).

La promulgation et l'application effective de la loi d'orientation sur la PME (2001) a induit une dynamique de la PME privée : 30 000 nouvelles unités sont créées en moyenne chaque année à partir de 2002, correspondant en moyenne à 90 000 nouveaux postes d'emplois (MPMEA, 2004, 2007). Parallèlement, les PME publiques enregistrent une régression ; leur nombre passe de 778 en 2004 à 666 en 2007, en raison du phénomène de la privatisation (MPMEA, 2007).

Le secteur de la PME est largement dominé par les micro-entreprises (moins de 10 salariés) qui représentent plus de 94% de la population totale des PME et employant 46% du total des salariés (MPMEA, 2004). Ces PME se concentrent essentiellement dans les services (46,2%), notamment aux ménages et aux entreprises, l'hôtellerie, le commerce, le transport et la distribution ; le BTP (34,1%) et dans l'industrie manufacturière (agroalimentaire notamment) (18,48%) (MPMEA, 2008).

Le secteur de l'artisanat est constitué quasi-totalement (99,2%) de l'auto-emploi (artisans individuels). Ces derniers emploient généralement des aides familiaux (au minimum un). Les entreprises ou coopératives artisanales ne représentent qu'une infime proportion (0,7%) (MPMEA, 2007).

## **2.3. Expansion de l'emploi indépendant et précaire et recul du salariat permanent**

Le secteur privé est composé essentiellement de micro-entreprises (94%) dont la majorité relève de l'auto-emploi, qui selon la définition du secteur informel du BIT (1993), appartient à l'emploi informel. Les enquêtes emploi de l'ONS, révèlent de façon éclatante l'essor de l'auto-emploi au cours de cette dernière décennie (tableau 2).

La période 1992-2007 couvre respectivement la phase initiale du PAS, caractérisée par la stagnation de la population occupée qui n'augmente que de 1,2% et par l'aggravation du taux de chômage, et la phase de la stabilisation et de la croissance qui est caractérisée par un accroissement important (75,2%) de la population occupée, accompagnée d'une forte baisse du taux de chômage apparent, grâce à la reprise de l'activité à la fin du PAS favorisée par la montée des cours du pétrole.

Le fait marquant de cette évolution est la modification de la structure de l'emploi au détriment du salariat et en faveur de l'auto-emploi. L'effectif des employeurs et indépendants, dont (83,5%) sont des indépendants selon l'enquête ménages de 2007 (ONS, 2008), a plus que doublé, tandis que l'effectif des salariés permanents augmente à peine alors que sa part relative dans la population occupée baisse de plus de la moitié (59%) en 1992 (et 57,7% en 1996) à un tiers (33,8%) en 2007. Le salariat non permanent a plus que sextuplé (multiplié par 6,1 entre 1992 et 2007) et est essentiellement occupé par le secteur privé (2135 000, soit 79,6% du total des salariés non permanents selon l'enquête emploi 2007) ; il tend à se développer significativement dans le secteur public, notamment dans le cadre des dispositifs publics d'emplois temporaires (CPE, ESIL, AIG, TUPHIMO...) de lutte contre le chômage. Les travailleurs non permanents représentent plus d'un tiers des salariés des PME



publiques en 2007 ; ils constituent la majorité des employés de ces entreprises dans les secteurs de BTPH, des services et de l'agriculture. Le nombre des aides familiaux, dont le poids dans l'emploi global est faible, a plus que doublé. Cette expansion de l'emploi indépendant traduit ainsi l'expansion de l'emploi informel qui recouvre outre les employeurs non déclarés et les aides familiaux, des travailleurs non déclarés et occasionnels.

**Tableau 2 : évolution et structure de l'emploi par statut d'activité (1992-2007)**

Effectifs (en milliers)	1992		1996		2007		variation %
Population occupée du moment	4903	100%	4964	100%	8594	100%	+ 73,1%
Employeurs-Indépendants	1308	26.6%	1135	22.8%	2516	29,3%	+ 121,6%
Salariés permanents	2897	59%	2866	57.7%	2909	33,8%	+ 1,5%
Salariés non permanents + apprentis	438	8.9%	673	13.5%	2680	31,2%	+ 298,2%
Aides Familiaux	260	5.3	290	5.8%	489	5,7%	+ 68,6%
Population en chômage	1480		2200		1375		- 37,5%
Population active du moment	6221		7164		9969		+ 39,15%
Taux de chômage	23,8%		30,7%		13,79%		

Source : enquête emplois (ONS)

## 2.4. Estimations du secteur informel à l'échelle nationale

Le secteur informel en Algérie a fait l'objet, depuis 1988, de quelques tentatives de mesure. La taille de celui-ci diffère d'un auteur à un autre, parfois dans des proportions importantes, en fonction de l'approche utilisée (directe ou indirecte), des critères retenus et des sources mobilisées (RGPH, enquête MOD, enquête Emploi-Salaires, enquête LSMS, statistiques administratives, etc.). Au-delà de la variabilité des résultats obtenus, ces différentes estimations, réalisées de façon sporadique, mettent en évidence l'ampleur et la progression continue de l'emploi informel : 19,5% de l'emploi total urbain en 1977 ; 25,4 à 25,6 % en 1985; 32,9 à 47,9% en 1992 ; 30,2 à 48,7% en 1996 et 50% en 1997 (Adair et Bellache, 2008) et 41,3% au cours de la décennie 2000 (Jutting et Laiglesia, 2009).

L'estimation du secteur informel sur la base de la définition du BIT (ILO, 1993), qui repose sur plusieurs critères (taille de l'unité économique, statut dans la profession, absence d'enregistrement statistique ou réglementaire, non tenue d'une comptabilité et statut juridique), aboutit à des résultats disparates.

### 2.4.1. Estimation selon le critère de la taille et du statut juridique

Selon le critère de la taille (moins de 5 employés), le secteur informel représenterait 43,8% de l'emploi total non agricole en 2004<sup>72</sup>. Selon le critère de statut juridique, en retenant l'hypothèse - discutable - que toutes les entreprises individuelles sont assimilables au secteur informel, celui-ci s'élèverait à 47,7% de l'emploi total non agricole en 2001 (tableau 3).

Tableau 3: évolution de l'emploi informel en Algérie (en milliers et en % de l'emploi non agricole)

Année	1985	1992	1997	2001	2004	2005	2006
Taille * < 10 emplois, taille ** < 5 emplois	737* (25,6%)	1.232 ** (28,9%)	1.542** (33,1%)	1.868** (39,4%)	2.609** (43,8%)		
Entreprises individuelles		1.657 (38,9%)	1.991 (42,7%)	2.266 (47,7%)			
Emploi non-agricole	2.878	4.264	4.660	4.747	5.954	6.664	7.260

Source : Hammouda (2006), Adair et Bellache (2008)

### 2.4.2. Estimation selon le critère du statut dans la profession

<sup>72</sup> La taille et le statut juridique des entreprises ne sont pas renseignés dans les dernières enquêtes de l'ONS. Le critère de la taille renvoie à l'effectif employé (moins de 10 ou 5) et le statut juridique permet de distinguer les entreprises individuelles, relevant du secteur des ménages (dont le secteur informel constitue un sous-ensemble) des sociétés et quasi-sociétés qui sont généralement enregistrées et tenant une comptabilité complète.

Le secteur informel, assimilé à l'auto-emploi non agricole (employeurs et indépendants non agricoles, aides familiaux non agricoles), conformément au critère du statut dans la profession, représente, en 2007, 29,4% de l'emploi total non agricole et 25,4% de l'emploi total, ou encore 48,9% de l'emploi total privé non agricole et 38,9% de l'emploi total privé (tableau 4).

Tableau 4 : part de l'auto-emploi non agricole en 2007

	Effectif en milliers	Effectif en %
Total Employeurs et indépendants	2 516	
Employeurs et indépendants agricoles	<b>531</b>	
<b>Employeurs et indépendants non agricoles</b>	<b>1985</b>	
Total Aides familiaux	489	
Aides familiaux agricoles	288	
<b>Aides familiaux non agricoles</b> <sup>73</sup>	201	
Emploi total	8594	
Emploi agricole	1171	
Emploi total non agricole	7423	
Emploi total du secteur privé	5607	
Emploi agricole privé	1140	
Emploi total non agricole du secteur privé	4467	
<b>Total auto-emploi non agricole</b>	<b>2186</b>	
<b>Part de l'emploi informel dans l'emploi total non agricole</b>		<b>29.4</b>
<b>Part de l'emploi informel dans l'emploi total</b>		<b>25.4</b>
Part de l'emploi informel dans l'emploi total privé non agricole		48.9
Part de l'emploi informel dans l'emploi total privé		38.9

Source : composé par nos soins d'après les données de l'enquête-emploi 2007 (ONS, 2008)

#### 2.4.3. Estimation selon le critère de l'enregistrement

Le critère d'enregistrement renvoie à l'enregistrement de l'entreprise (administratif, social ou fiscal) ou à l'enregistrement de ses employés (utilisé notamment dans le cas des micro-entreprises, qui constituent le segment le plus « formel » du secteur informel).

Selon le critère de l'immatriculation au Centre National du Registre de Commerce (CNRC), près de 2/3 (64,5%) des 2 846 000 employeurs et indépendants, en 2006<sup>74</sup>, ne sont pas immatriculés au registre de commerce (RC) et exercent ainsi leur activité sans autorisation administrative. Le non enregistrement concerne essentiellement les indépendants (73%). Les employeurs non enregistrés représentent un quart (25,5%) (ONS, 2007).

En 2007, selon le critère de non affiliation à la sécurité sociale, 4 272 000 actifs (dont 1 021 000 dans l'agriculture) ne sont pas affiliés à la sécurité sociale, soit 49,7% de l'emploi total. En tenant compte uniquement des actifs non agricoles, conformément à la définition du secteur informel du BIT qui exclut de son champ les activités agricoles, la non affiliation concerne 3251 000 actifs non agricoles, soit 43,7% de l'emploi total non agricole et 72,7% de l'emploi total privé non agricole. La non affiliation concerne essentiellement les aides familiaux (94,8%), les employeurs et indépendants (70,1%), relevant exclusivement du secteur privé ainsi que les salariés non permanents et apprentis (70,8%), relevant également pour l'essentiel du secteur privé. Le secteur public étant réputé déclarer ses employés. Près de 3/4 (70,1%) des employeurs et indépendants ne sont pas affiliés à la CASNOS. Le taux de non affiliation chez les indépendants (77,7%) est le plus élevé (ONS, 2008).

<sup>73</sup> Compte tenu de l'indisponibilité de la répartition sectorielle des aides-familiaux, nous faisons l'hypothèse que les aides familiaux urbains correspondent aux aides familiaux non agricoles et les aides familiaux ruraux aux aides familiaux agricoles (une hypothèse discutable dans la mesure où il existe également des aides familiaux non agricoles en milieu rural). Néanmoins la correspondance Urbain - non agricole et Rural - agricole paraît réaliste au regard de la prédominance des aides familiaux dans l'agriculture. Selon le dernier Recensement Général de l'Agriculture (2001), la main d'œuvre familiale agricole s'élève à 1889240, soit 42,7% de la main d'œuvre totale (permanente et non permanente) travaillant sur l'exploitation (4421 358) (MADR, 2003).

<sup>74</sup> Dans l'enquête emploi de 2007, l'immatriculation au RC est renseignée pour les employeurs (dont 21,3% ne sont pas immatriculés au RC) mais pas pour les indépendants.

Selon le critère fiscal, 2/3 des employeurs et indépendants (66,3%) échappent totalement à l'imposition en 2007. Le non paiement des impôts concerne beaucoup plus les indépendants (74,0%) que les employeurs (25,4%). En considérant le paiement au forfait de l'impôt comme critère supplémentaire de l'informalité, la proportion des employeurs et indépendants échappant totalement ou partiellement à l'imposition s'élève à 90,8% (ONS, 2008).

On note que le taux d'enregistrement administratif et fiscal des employeurs et indépendants (un tiers d'entre eux sont immatriculés au RC et paient l'impôt) est plus élevé que le taux d'affiliation à la sécurité sociale (seul un quart est affilié à la CASNOS). Ceci s'expliquerait par le fait que le démarrage de l'activité dans certains secteurs (commerce notamment) nécessite la possession d'un registre de commerce et le paiement des premiers impôts, ce qui permet ainsi une existence légale provisoire (Maldonado, 1995). Une fois installés, les micro-entrepreneurs adoptent des stratégies pour échapper aux obligations les plus contraignantes et les plus coûteuses (impôts et cotisations sociales).

#### 2.4.4. Estimation selon le critère de la tenue de comptabilité

Selon le critère de la comptabilité, plus du quart des employeurs et indépendants (26,1%) ne tiennent aucune comptabilité (29% pour les indépendants et 11,6% pour les employeurs). 4,5% des employeurs et indépendants seulement tiennent une comptabilité complète ou partielle, conformément au code du commerce qui exige de l'entreprise (personne morale ou physique) la tenue de certains documents (en particulier Journal général, livre des inventaires et le livre de paie des employés) (ONS, 2008).

## 2.5. Estimation du secteur informel et de l'emploi informel selon l'enquête ménages Bejaia

Les données des enquêtes emploi de l'ONS telles qu'elles sont présentées ne permettent pas une estimation du secteur informel conformément à la définition au sens strict du BIT (approche multicritères). L'enquête menée à Bejaia, outre les informations, fines et diverses, qu'elle offre sur les caractéristiques du secteur informel (caractéristiques et motivations des actifs, revenus, logiques en œuvre, etc.) permet de mieux identifier et mesurer le secteur informel et l'emploi informel en utilisant l'approche multicritères.

### 2.5.1. Le secteur informel

En retenant la définition stricte du BIT du secteur informel (ILO, 1993) qui prend en considération uniquement les actifs des entreprises du secteur informel, celui-ci engloberait 225 actifs (salariés et non salariés), soit 22% de l'emploi total non agricole et 32,4% de l'emploi total privé non agricole.

Tableau 5 : la taille du secteur informel à Bejaïa (2007)

	Effectif	Effectif employé	Employeurs + employés
Formels purs	143	333	476
Informels « purs » (y compris travailleuses à domicile)	126	27	153
Informels « hybrides »	38	34	72
Total informel	164	61	<b>225</b>
Total	226	394	620
% informel	36.7%	15.4%	<b>36,2%</b>
Emploi total non agricole	1021		
Emploi total privé non agricole	694		
Part du secteur informel dans l'emploi total non agricole	<b>22,0%</b>		
Part du secteur informel dans l'emploi total privé non agricole	<b>32,4%</b>		

Source : composé par nos

## 2.5.2. L'emploi informel

L'emploi informel (BIT, 2002) qui recouvre le secteur informel (emplois du secteur informel) et le travail non déclaré du secteur formel s'élèverait à 441 emplois, soit 43,1% de l'emploi total non agricole et 63,5% de l'emploi total privé non agricole. Ces résultats sont sensiblement équivalents à ceux de l'enquête emploi nationale de 2007 : 43,7% et 72,7% (ONS, 2008).

Tableau 6 : les catégories de l'emploi informel à Bejaïa (2007)

	Effectif	%
employeurs et indépendants informels « purs » + « hybrides » (hors travailleuse à domicile)	83	
travailleuses à domicile	81	
aides familiaux non agricoles	53	
Apprentis	19	
Salariés (permanents et non permanents) non assurés du secteur privé non agricole <sup>75</sup>	131	
Emploi secondaire des salariés du secteur public et privé <sup>76</sup>	28	
Travailleurs occasionnels <sup>77</sup>	46	
<b>Total emploi informel</b>	<b>441</b>	
Emploi total non agricole	1021	
Emploi total privé non agricole	694	
<b>Part de l'emploi informel dans l'emploi total non agricole</b>		<b>43,1</b>
<b>Part de l'emploi informel dans l'emploi total privé non agricole</b>		<b>63,5</b>

Source : composé par nos soins

### Encadré 2 : Emploi non agricole et emploi privé non agricole à Bejaïa (2007)

Emploi total non agricole = employeurs et indépendants non agricoles (226) + travailleuses à domicile (81) + aides familiaux non agricoles (53) + salariés non agricoles du public et du privé (596) + apprentis (19) + travailleurs occasionnels (46) = **1021**

Emploi total privé non agricole = employeurs et indépendants non agricoles (226) + travailleuses à domicile (81) + aides familiaux non agricoles (53) + salariés privés non agricoles (269) + apprentis (19) + travailleurs occasionnels (46) = **694**

Source : élaboré par nos soins

## 3. Caractéristiques du secteur informel à Bejaïa : essai de typologie

L'analyse de trois sous-échantillons : employeurs et indépendants (226), salariés du secteur privé non agricole (236) et travailleuses à domicile (81), tirés d'une enquête représentative réalisée auprès de 522 ménages à Bejaïa en 2007 (Cf. annexe 1) permet de cerner les caractéristiques saillantes des actifs informels (salariés et non salariés) et de proposer ainsi des typologies significatives.

### 3.1. Typologie des non salariés : formels purs, informels purs et informels « hybrides »

L'analyse appliquée au sous-échantillon des non salariés (226) a porté sur 17 variables<sup>78</sup>, soit 49 modalités (graphique 3. annexe 2). L'analyse multidimensionnelle (deux facteurs expliquent 52,98% de l'inertie), précédée de la construction d'une nouvelle variable composite (informalité), sur la base de l'enregistrement administratif (possession ou non du

<sup>75</sup> 5 des 131 salariés non assurés du secteur privé non agricole exercent un emploi secondaire.

<sup>76</sup> 33 salariés (25 dans le secteur public et 8 dans le secteur privé) exercent un emploi secondaire. La différence (5=33-28) est comptabilisée parmi les salariés non assurés.

<sup>77</sup> 46 des 262 chômeurs identifiés par l'enquête (soit 17,5%) ont déclaré exercer un travail occasionnel qui constitue leur principal moyen de subsistance.

<sup>78</sup> Il s'agit des variables suivantes : informalité, genre, âge, situation matrimoniale, niveau d'instruction, statut du premier emploi occupé, secteur d'activité, ancienneté dans l'activité, lieu d'exercice de l'activité, effectif employé, chiffre d'affaires annuel, type de clientèle, lieu d'approvisionnement, besoin de financement, financement de la création de l'activité, tenue de la comptabilité, raisons de choix de l'activité.

RC), fiscal (paiement ou non des impôts) et social (affiliation ou non à la CASNOS) permet de distinguer trois groupes : les *entrepreneurs formels* immatriculés au RC, affiliés à la CASNOS et payant les impôts ; les *informels hybrides* immatriculés au RC, non affiliés et/ou ne payant pas d'impôts ; les *informels purs* non immatriculés au RC, non affiliés à la CASNOS et ne payant pas d'impôts.

Les *entrepreneurs formels* (143) représentent près de deux tiers (63,2%) de l'ensemble des entrepreneurs ; ils sont plutôt des hommes, mariés, relativement âgés (30-49 ans ; plus de 50 ans) et qui disposent d'une compétence professionnelle (formation professionnelle avec le niveau secondaire ou moyen). Il s'agit d'entrepreneurs « expérimentés » qui exercent leur activité depuis plus de 10 ans. La recherche d'un statut meilleur et/ou de revenus élevés explique le choix de leur activité (logique d'accumulation). Ils exercent dans l'industrie, leur activité est réalisée dans un établissement (ou local professionnel) et emploient un effectif de 1 à 4 employés (micro-entreprises). Leur CA est élevé (3 à 9 SNMG/an) et ils tiennent une comptabilité de façon régulière. Leur clientèle est composée à la fois d'entreprises privées et de particuliers ; ils s'approvisionnent auprès des grossistes et/ou des importateurs. Ils ont financé la création de leur activité grâce à un crédit bancaire ou un crédit fournisseur auxquels ils font également appel pour le financement de leur activité courante.

Les *informels purs* (45) représentent 19,9% de l'ensemble des entrepreneurs ; il s'agit d'indépendants (n'employant aucun salarié), issus du salariat informel et ayant un très faible niveau d'instruction (niveau primaire ou sans instruction). Le choix de leur activité est dicté par la nécessité de subvenir à leurs besoins (logique de reproduction sociale). Ils exercent dans la branche commerce, essentiellement dans la rue ou sur le marché et ne tenant aucune comptabilité. Leur revenu est très faible (CA annuel compris entre 1/2 et 1 SNMG annuel) voire moyen (1 à 3 SNMG). Le financement de l'activité est assuré grâce à la famille ; ils s'approvisionnent auprès des grossistes et/ou du marché noir.

Les *informels hybrides* (38), non affiliés et non imposés, représentent 16,8% de l'ensemble des entrepreneurs ; Il s'agit de jeunes entrepreneurs (exerçant depuis moins de 4 ans), essentiellement des femmes, célibataires. Ils ont accédé au marché du travail directement sous le statut d'indépendant puisqu'il s'agit de leur premier emploi. Ils exercent dans le secteur des services (hors commerce) et tiennent une comptabilité mais de façon irrégulière. Leur clientèle est composée de particuliers et le règlement des clients se fait exclusivement en espèces. Le financement de la création de l'activité est assuré par l'épargne personnelle ou familiale.

Ces informels hybrides qui semblent représenter un segment intermédiaire entre les formels purs et les informels purs, se distinguent par leur statut semi-formel (possession d'un RC ou d'une autorisation administrative) et par le fait qu'ils sont de jeunes entrepreneurs qui auraient accédé directement au marché du travail comme indépendants (première expérience professionnelle dans le secteur informel pour éventuellement intégrer ensuite le secteur formel). Il s'agit essentiellement de femmes, célibataires, se livrant à des activités de services (coiffure par exemple) et tenant une comptabilité quoique de façon irrégulière, ce qui laisserait supposer l'existence d'un CA relativement élevé et la possibilité d'extension et de formalisation (affiliation à la CASNOS et paiement des impôts) de l'activité.

### **3.2. Typologie des travailleuses à domicile**

Afin d'identifier des groupes plus ou moins homogènes sur la base du type d'activité exercée (variable à expliquer) et les variables explicatives pertinentes de chaque type d'activité, nous avons effectué une ACM sur le sous-échantillon des 81 travailleuses à domicile qui a porté sur

13 variables pertinentes<sup>79</sup> correspondant à 39 modalités. La variable à expliquer (type d'activité) comporte 3 modalités : *activité-1* (couture et confection); *activité-2* (préparation de produits alimentaires) et *activité-3* (prestation de services).

L'analyse des résultats de cette AFCM sur le plan factoriel F1-F2 (45,4% de l'inertie totale) (graphique 1. annexe 2) permet de caractériser les 3 types de travailleuses à domicile : les *couturières* (activité-1), les *sous-traitantes de produits alimentaires* (activité-2) et les *prestataires de services* (activité-3).

Ainsi, les femmes exerçant des activités de services à domicile (coiffure, cours à domicile, garde d'enfants...) sont essentiellement jeunes (moins de 30 ans), célibataires, exerçant depuis au plus 3 ans et disposant d'une compétence professionnelle (formation professionnelle).

Par opposition aux travailleuses à domicile « prestataires de services », les femmes exerçant à domicile des activités de transformation (couture et confection et préparation de produits alimentaires) sont mariées, beaucoup plus âgées (50 ans et plus), analphabètes (sans instruction) mais « expérimentées » (exerçant depuis au moins 10 ans) et dont le revenu de l'activité est relativement élevé (supérieur ou égal à 2 fois le SNMG annuel).

Les travailleuses à domicile se livrant à l'activité de « couture et de confection » appartiennent à des familles nombreuses (7 membres et plus), disposant d'un revenu principal mensuel relativement élevé (1,5 à 2,5 fois le SNMG)<sup>80</sup> et qui disent assimiler l'activité à domicile à un loisir. Leur activité génère un CA non négligeable (variant entre 1 et 2 SNMG annuel) et vendent leur production à des particuliers et aux voisins.

En revanche, dans l'activité « préparation de produits alimentaires », les travailleuses à domicile appartiennent plutôt à des ménages pauvres (sans revenu principal du ménage), de taille moyenne (6 membres au plus) et pour qui l'activité à domicile est l'unique source de revenu puisque la raison principale du travail à domicile est de subvenir aux besoins de la famille. Leur clientèle est représentée par les entreprises privées qui sous-traitent (commerçants).

### 3.3. Typologie des salariés : la segmentation salariés formels vs. salariés informels

Le sous échantillon des salariés du secteur privé non agricole est composé de 236 actifs, soit 42,6 % de l'ensemble des salariés permanents non agricoles (553). Nous avons identifié 98 (soit 41,5%) salariés non assurés (salariés informels).

L'analyse multidimensionnelle<sup>81</sup> (deux facteurs expliquent 56,75% de l'inertie) permet de distinguer le groupe des *salariés formels* de celui des *salariés informels* (graphique 2. annexe 2). Le salarié formel correspond ici au salarié assuré et le salarié informel est défini comme un salarié non assuré, c'est-à-dire non déclaré à la caisse nationale de l'assurance sociale (CNAS).

<sup>79</sup> Il s'agit du type d'activité, l'âge, la situation matrimoniale, la taille du ménage, le niveau d'instruction, le revenu du ménage, le temps de travail (ancienneté), le volume de travail hebdomadaire, le chiffre d'affaires annuel, les raisons d'exercice du travail à domicile, le type de clientèle, le lieu d'approvisionnement, et le financement de l'activité.

<sup>80</sup> Le niveau relativement élevé du revenu principal du ménage pourrait s'expliquer par la présence au sein de celui-ci de plusieurs revenus (famille nombreuse).

<sup>81</sup> L'ACM a porté sur 11 variables pertinentes (soit 37 modalités) : assurance des salariés, genre, âge, situation matrimoniale, niveau d'instruction, ancienneté dans l'activité, secteur d'activité, revenu mensuel de l'activité principale, volume de travail (hebdomadaire), statut dans l'emploi antérieur ; et exercice ou non d'une activité secondaire.

Les salariés du secteur formel sont relativement âgés (plus de 30 ans) et disposant d'un niveau d'instruction élevé (secondaire et supérieur) ; il s'agit de salariés plutôt stables (exercent depuis au moins 4 ans), travaillant en moyenne 40 heures par semaine (durée légale) et exerçant dans le secteur de l'industrie où le salaire est au minimum égal au SNMG (12 000 DA). En revanche, les salariés du secteur informel se distinguent par un faible niveau d'instruction et une faible rémunération (salaire inférieur au SNMG). Ils exercent, depuis peu de temps (3 ans au plus), dans le secteur des services (commerce compris) où l'emploi est précaire et la durée de travail flexible.

### **Conclusion**

Le modèle de développement adopté au lendemain de l'indépendance, basé sur des investissements massifs dans l'industrie et le BTP, à travers les fortes créations d'emplois qu'il a induites, avait quasiment occulté l'existence du secteur informel, confiné dans la sphère de la distribution. La crise qui se développe à partir de la fin des années 1980 et les réformes économiques qui s'en étaient suivies et qui atteignent leur summum avec l'application du PAS en 1994 ont induit une forte expansion des activités informelles qui apparaîtront comme des réponses et des adaptations à la nouvelle situation.

Etant imprégnée à la fois des caractéristiques de l'économie administrée et de celles de l'économie de marché en construction, l'économie informelle en Algérie est de type hybride en ce sens qu'elle combine à la fois les caractéristiques de l'économie parallèle, un concept spécifique aux pays socialistes (notamment de l'Europe de l'Est) et celles du secteur informel, utilisé initialement pour le cas des pays africains.

Les estimations établies sur la base des enquêtes-emploi de l'ONS révèlent l'ampleur de celui-ci ainsi que sa progression. L'analyse en coupe instantanée des données de l'enquête de Bejaia a permis, d'une part, de mettre en évidence l'extrême hétérogénéité qui caractérise le secteur informel et d'autre part d'esquisser une typologie des micro-entrepreneurs informels se déclinant en « informels purs » et « informels hybrides » et des travailleuses à domicile en trois catégories : les « couturières », les « sous-traitantes » de produits alimentaires et les « prestataires de services » et également d'identifier les caractéristiques saillantes des actifs salariés informels.

La faiblesse du capital humain dans le secteur informel, la prédominance des jeunes et des femmes - deux catégories particulièrement touchées par le chômage -, la faiblesse des liens avec le reste de l'économie ainsi que le faible niveau des revenus informels (salariaux et non salariaux), tout en confortant la thèse de la segmentation entre les deux secteurs (formel et informel), accréditent l'idée d'un secteur informel de subsistance.

La croissance démographique, le niveau relativement élevé du chômage - affectant particulièrement les jeunes - ainsi que la persistance des contraintes institutionnelles et réglementaires pesant sur les entreprises (World Bank, 2008 ; Adair et Bellache, 2008), contribuent au maintien voire à l'extension du secteur informel.

Il appartient donc aux pouvoirs publics de mettre en œuvre une politique d'incitations visant à simplifier les procédures et à réduire le coût des charges sociales et fiscales, afin d'assurer des revenus satisfaisants aux micro-entreprises et inciter à leur formalisation.

### **Références bibliographiques**

Adair P. (2002a), Production et financement du secteur informel urbain en Algérie : enjeux et méthodes, *Revue Economie & management*, 1, université de Tlemcen, 1-23.

- Adair P. (2002b), L'emploi informel en Algérie : évolution et segmentation du marché du travail, *Cahiers du GRATICE*, 22, Université Paris 12, 95-126.
- Adair P. et Bellache, Y. (2008), *Développement des PME et secteur informel en Algérie*, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), Alger.
- Adair P & Hamed, Y. (2006), Marchés informels et micro-entreprises au Maghreb : emploi, production et financement, in Musette M. S. et Charmes J. (éds), *Informalisation des économies maghrébines*, vol 1, 27-60, CREAD, Alger.
- Benderra O. et Hidouci G. (2004), *Algérie : économie, prédation et Etat policier*, Publication Comité Justice pour l'Algérie, Mai.
- Benissad H. (1984), L'économie informelle en Afrique, in Archambault.E. et Greffe.X. (eds.), *Les économies non officielles*, La Découverte, Paris, 210-218.
- Bernard C. (1991), Fin d'une certaine mobilisation salariale et pluriactivité, in Bernard C (ed.), *Nouvelles logiques marchandes au Maghreb : l'informel dans les années 80*, CNRS, Paris, 64-90.
- Bernard C. (1988), En Algérie, une « nouvelle » valeur, l'auto-emploi ?, *Revue Tiers Monde*, n° 114, avril-juin, 295-318.
- Bernard C. (1980), Les activités dites non exploiteuses. Recherche sur la signification du concept de « petite production marchande » en milieu urbain à partir de quelques cas algériens, *Revue Tiers Monde*, t. XXI, 82, avril-juin, 307-320
- BIT (2002), *Travail décent et économie informelle*, Conférence Internationale du Travail, 87<sup>ème</sup> session, Genève.
- BIT (2003), *Rapport Général*, Rapport pour la 17<sup>ème</sup> Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, Genève 24 novembre-3 décembre.
- Bounoua C. (2002a), Le rôle des facteurs institutionnels dans le processus d'illégalisation de l'économie algérienne, *Revue Economie et management*, n° 1, université de Tlemcen, 24 -31.
- Bounoua C. (2002b), Processus d'informalisation et économie de marché en Algérie : éléments d'une problématique, *Cahiers du GRATICE*, 22, 197-233.
- Bounoua C. (1999), Etat, illégalisation de l'économie et marché en Algérie, *Cahiers du CREAD*, 50, Alger, 25- 46.
- Bounoua C. (1995), L'économie parallèle en Algérie, *Cahiers du GRATICE*, 9, Université Paris 12, 143-164.
- Charmes J. (2002), L'emploi informel : méthodes et mesures, *Cahiers du GRATICE*, 22, Université Paris 12, 9-35.
- Charmes J. (1997), La nouvelle définition internationale du secteur informel et ses conséquences sur les systèmes et méthodes de mesure, AFRISTAT, *Actes du séminaire sur le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne*, 10-14 mars, Bamako, 61-78.
- Charmes J. (1994), L'emploi informel, un concept utile, même en pays « développé », *Courrier des statistiques*, 70, juin, 39-43.
- Couteau P. (2008), *Enquête sur les services d'appui financiers et non financiers à la PME*, FIDES, janvier, Alger, GTZ.
- CNRC (2007), Tarifs applicables pour l'inscription au registre du commerce, 2007, <http://www.cnrc.org.dz>
- De Miras C. (1980), Le secteur de subsistance dans les branches de production à Abidjan, *Revue Tiers Monde*, t. XXI, 82, avril-juin, 353-372.
- De Soto H. (1994), *L'autre sentier, la révolution informelle dans le tiers monde*, La Découverte, Paris.



- FEMISE (2006), FEMISE 2005, *Profil pays Algérie*, Institut de la Méditerranée (France) et Economic Research Forum (Egypt)
- Fields G. (1990), La modélisation du marché du travail et le secteur informel urbain: le théorique et l'empirique, in Turnham D., Salomé B. et A. Schwarz, (éds.), *Nouvelles approches du secteur informel*, OCDE, Paris, 53-79
- Hammouda N. E. (2006), Secteur et emploi informel en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation, in Musette M. S. et Charmes J. (éds), *Informalisation des économies maghrébines*, vol 1 : 79-118, CREAD, Alger.
- Henni A. (1994), Ajustement, économie parallèle et contre-société, *NAQD*, 7, *Réajustement structurel & systèmes politiques*, Alger, 50-57.
- Henni A. (1991), *Essai sur l'économie parallèle : cas de l'Algérie*, ENAG, Alger
- Henni A. (1989), Régulation et société : du marché centralisé à l'entreprise, *Cahiers du CREAD*, 18- 2<sup>ème</sup> trimestre, 9-20.
- Henni A. (1988), Trésor public et activités parallèles, *Algérie -actualité*, 1200, octobre, 12-13
- Hugon P. (1980a), Les petites activités marchandes dans les espaces urbains africains (Essai de typologie), *Revue Tiers monde*, 82, 405-426.
- Hugon P. (1980b), Dualisme sectoriel ou soumission des formes de production au capital, peut-on dépasser le débat ? *Revue Tiers monde*, 82, 235-260.
- Husmanns R. (1997), Secteur informel : historique, définition et importance, *Actes du séminaire sur le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne*, 10 -14 mars, Bamako, 9-46.
- ILO (1993), *Statistics of employment in the informal sector*, International Labour Office, Geneva.
- Lautier B. (1994), *L'économie informelle dans le tiers monde*, La Découverte, Paris
- Lautier B. (1989), L'ajusteur justifié ? Politique d'ajustement, emploi et dérégulation en Amérique latine, *Revue Tiers Monde*, t. XXX, n° 117, janvier-mars, 9-38.
- Liabes D. (1984), *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie 1962 – 1982. Propositions pour l'analyse des couches sociales en formation*, CREA, Alger.
- Lopez C H. (1989), Le secteur informel, substitut d'un système d'assurances sociales en Colombie, *Problèmes d'Amérique latine*, 92, la Documentation française, Paris.
- Maldonado C. (1995), Entre l'illusion de la normalisation et le laisser-faire: vers la légalisation du secteur informel? *Revue Internationale du Travail*, 134, 777-801.
- MADR (2003), *Recensement Général de l'Agriculture (RGA)- 2001*, Rapport général des résultats définitif, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, juin, Alger.
- Mettelin P. (1985), Les conflits d'interprétation, in Penouil M. et Lachaud J. P. (eds.), *Le développement spontané. Les activités informelles en Afrique*, Pédone, Paris, 70-103.
- MPMEA (2008), *Bulletin d'information économique*, Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat., Direction des Systèmes d'Information et des statistiques, Alger.
- MPMEA (2007), *Bulletin d'information économique*, Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat., Direction des Systèmes d'Information et des statistiques, Alger.
- MPMEA (2004), *Actes des assises nationales de la PME*, Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat, Alger, janvier
- OECD (2002), *Measuring the Non Observed Economy: A Handbook*, OCDE, Paris.
- ONS (2005), *Rétrospective statistique 1970-2002*, Office National des Statistiques, Alger.
- ONS (2005), *Annuaire statistique de l'Algérie – social*, 22, Office National des Statistiques, Alger.

ONS (2007), Enquête emploi auprès des ménages (2006), *Données statistiques*, 463, Office National des Statistiques, Alger.

ONS (2008), Enquête emploi auprès des ménages (2007), Office National des Statistiques, Alger.

Portes A., Castells M. & Benton L. A. (1989), *The informal economy studies in advanced and less developed countries*, John Hopkins University Press, Baltimore and London.

Penouil M. et Lachaud J. P. (eds.). (1985), *Le développement spontané. Les activités informelles en Afrique*, Edition Pédone, Paris.

World Bank (2008), *World Bank Indicators data base –Doing Business*, World Bank, Washington, D.C.

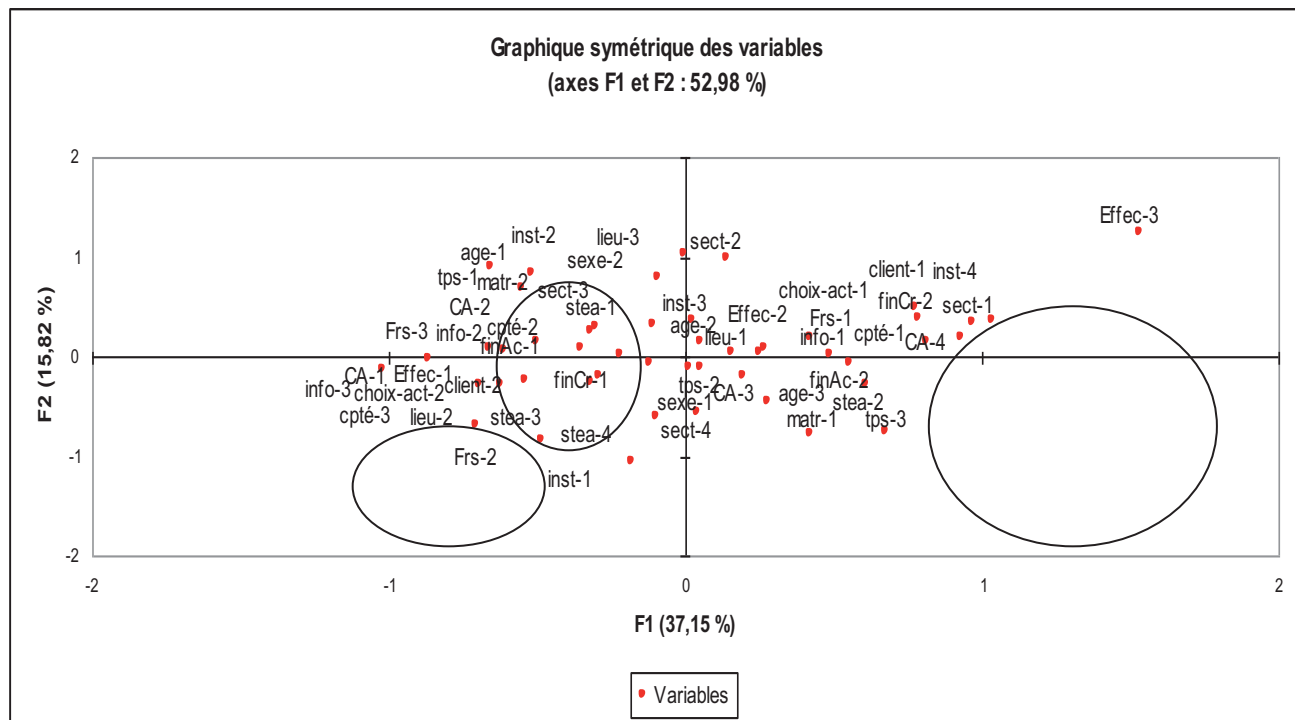
Zidouni, H. (2003), Evaluation et analyse de la place de l'économie informelle en Algérie, séminaire «*Fiscalité citoyenne ou économie informelle*», Forum des Chefs d'Entreprises, Alger, 9 avril.

### **Annexe 1 : L'enquête sur le secteur informel en 2007 dans la wilaya de Bejaia**

L'enquête sur le secteur informel dans la wilaya de Bejaia réalisée en 2007 a porté sur un échantillon de 522 ménages, soit 3378 individus, concentrés essentiellement dans les grands centres urbains de la région et réparties sur 12 communes (6 grandes communes urbaines et 6 communes rurales). L'échantillon des ménages a été tiré de façon aléatoire au niveau des districts appartenant aux 12 communes retenues. Ces dernières représentent près d'un quart du total des communes de la wilaya et regroupent plus de la moitié (53%) de l'ensemble des ménages de la wilaya recensés à l'occasion de l'opération de pré-recensement pour 2008 effectué en 2007. L'échantillon des ménages enquêtés est affecté de deux biais. Le premier est relatif à la surreprésentation des ménages urbains par rapport aux ménages ruraux (l'enquête a été menée essentiellement au niveau des grands centres urbains et au niveau des districts urbains dans les communes rurales retenues). Le second biais est lié à la qualité de certaines informations recueillies. Dans certains cas, ce sont les femmes qui ont répondu à la place de leurs maris absents lors du passage des enquêtrices. Ce qui a donné lieu parfois à des réponses imprécises ou à des données manquantes. Pour limiter ce biais, un certain nombre de questionnaires (38) a été éliminé, après traitement et vérification de l'ensemble des questionnaires.



Graphique 3 : résultats de l'ACM appliquée aux entrepreneurs (plan factoriel F1 et F2)



Source : XLSTAT

**Sidi Bel Abbès-ville (Algérie)**  
**Des toponymes aux représentations-identités sociolinguistiques**

Merbouh Hadjer  
*Centre Universitaire d'Ain-Témouchent (Algérie)*  
*Doctorante : ENS de Bouzaréah (Alger)*

### **Résumé**

*Le présent article résume notre recherche de magister inscrite en sociolinguistique (urbaine) et qui interroge les usages toponymiques des jeunes Bélabésiens (Algériens), des usages triples considérés comme des comportements sociolinguistiques (sociaux) qu'il convient d'expliquer à travers des représentations linguistiques (sociales). Ceci en sachant que la ville de Sidi Bel Abbès, lieu et objet de cette recherche, compte une double, voire une triple, toponymie : des noms en langue française, en arabe et d'autres, officieux, en darija. Des langues qui existent aussi dans cette ville et sur lesquelles on partage, comme dans toute communauté sociolinguistique, attitudes et représentations.*

Le présent article résume quelques résultats de notre recherche de magister<sup>1</sup> et propose d'observer les toponymes urbains dans une ville algérienne sous un angle sociolinguistique. Cependant, et pour que le lecteur puisse nous suivre, nous présenterons d'abord les contextes théorique et pratique du lieu-objet de cette recherche : la ville algérienne, *Sidi Bel Abbès*.

## **1. Sociolinguistique et toponymes**

Le choix d'une approche toponymique à orientation sociolinguistique nous a été inspirée par le principe même de cette discipline (la sociolinguistique) dont l'objet d'étude est la-les langues qui « n'existent pas sans les gens qui les parlent » (CALVET 2006, p. 3). Mais comme il ne peut y avoir langues - le plurilinguisme étant une norme - sans société ni de société sans lieux déterminés - les villes<sup>2</sup>, par excellence -, une triple dimension « société-langues-lieux » s'impose ainsi à toute réflexion sociolinguistique, notamment urbaine, ou plus simplement encore, à toute réflexion relevant de la linguistique : « [...] il nous faut refuser non seulement la distinction entre sociolinguistique urbaine et sociolinguistique < générale > mais encore celle entre sociolinguistique et linguistique » (CALVET 1994, p. 4).

A première vue, les toponymes ont la particularité de résumer cette triple dimension (« société-langues-lieux ») :

1. Parce qu'ils sont le produit (attribution-usage) des sociétés ;
2. Parce qu'ils relèvent des langues, du linguistique du seul fait qu'ils sont des " noms " de lieux ;
3. Parce qu'ils servent à désigner des lieux et relèvent ainsi du spatial, de l'urbain.

Un objet « complet » pour une réflexion sociolinguistique. C'est là que réside la première motivation de cette recherche ; la seconde étant celle d'approcher les particularités sociolinguistico-identitaires d'une des villes de notre pays, *Sid Bel Abbès*.

---

<sup>1</sup> Intitulé : « Usages toponymiques, représentations et identités sociolinguistiques à Sidi Bel Abbès-ville » (EDAF pole Ouest. Antenne de l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès). Directrice de recherche : Pr. RISPAIL Marielle (Université de Saint-Etienne).

<sup>2</sup> Voir à ce propos, notamment, les réflexions de CALVET et de BULOT dans ce qu'on appelle aujourd'hui « la sociolinguistique urbaine »

## 2. Sidi Bel Abbès : ville, langues, toponymes urbains

*Sid Bel Abbès-ville*, ou le *Petit Paris* comme l'a surnommé Napoléon III (en 1884), occupe une place géographique stratégique dans l'ouest algérien (proche de la capitale de l'ouest Oran de 80 km et de 180 km du Maroc). La ville a toujours été reconnue par un cosmopolitisme que l'on peut résumer en quelques points :

- une histoire riche en événements et en rencontres-affrontements de cultures, de langues et de religions ;
- considérée comme une « maison mère » des Légionnaires qui l'ont construite à partir de 1847, la ville était perçue comme une ville européenne où se sont installés, notamment, Espagnols et Français ;
- le plurilinguisme, comme conséquence logique de la « cohabitation » des Européens et des Bélabésiens : darija<sup>1</sup>, français, espagnol (et leurs contacts inhérents).

Aujourd'hui, ce cosmopolitisme s'est amoindri<sup>2</sup>, il est surtout interne, dans la mesure où il émane des autres régions de l'Algérie, mais il n'en demeure pas moins que la ville est toujours plurilingue. Les Bélabésiens parlent au quotidien la darija de la région, un parler à substrats punico-berbero-arabes, et proche du parler d'Oran, qu'ils alternent avec du français et de l'espagnol, notamment sous forme d'emprunts bien intégrés. Pour comprendre cette situation sociolinguistique – comparable à celle du reste des villes de l'Oranie –, il nous paraît important de faire un rappel historico-politico-linguistique du nord algérien.

### 2.1. *Politiques et réalités linguistiques en Algérie*

Le Nord Algérien a été traversé par tous les grands courants de l'histoire du Maghreb, et les berbères-autochtones ont successivement été confrontés à diverses civilisations qui ont largement façonné la composition sociétale globale. Si nous avons à hiérarchiser ces invasions, nous sommes en mesure de constater que c'est la conquête arabe (du VII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, environ) avec la colonisation française (de 1830 à 1962) qui ont le plus influencé cette région : pour les uns, propagation de l'Islam et de la langue arabe ; pour les autres, politique coloniale de francisation, désarabisation et marginalisation dialectale, etc.).

---

<sup>1</sup> Ou darija bélabésienne (puisque il existe différentes variétés de darijas en Algérie), parler quotidien des Bélabésiens, à substrat punico-berbère-arabe. Cette variété entre en contacts permanents avec le français et l'espagnol (notamment sous formes d'emprunts bien intégrés) : *supra*.

<sup>2</sup> Une des conséquences de la décennie noire (environ, de 1990 à l'an 2000).

Il faut ajouter à toutes ces influences, et ce pour se situer dans une période plus proche de nous, les précipitations d'un jeune Etat : l'Algérie a souffert, après son indépendance, de conflits et de violences politiques, linguistiques et culturelles : politique d'arabisation (de défrancisation et marginalisation dialectale), à peu près de 1970 à 1990 ; contestations berbères (1980, 1994-1995) ; décennie noire (1990-2000). Plus stable politiquement, l'Algérie d'aujourd'hui tente de se remettre sur pied : en 2002, le berbère est décrété langue nationale, au même titre que l'arabe standard ; à partir de 2004, les réformes dans l'enseignement veulent redonner valeur aux langues étrangères, plus précisément le français et l'anglais.

Ainsi, la situation sociolinguistique en Algérie, liée à la complexité de son Histoire, paraît elle aussi complexe. On peut néanmoins la résumer en trois mots-concepts : *plurilinguisme*, *contact-conflit de langues* et *contradictions* :

- le plurilinguisme : coexistence entre l'arabe standard, diversités berbères, diversités d'arabes algériens, appelés darijas, et ayant des substrats punico-berbère-arabes, français, espagnol ou italien - selon les régions ouest/est - et l'anglais ;
- les contacts quotidiens entre ces langues : entre différents emprunts, interférences et alternances. Par exemple, la darija de l'Oranie est constamment en contact avec l'arabe
- les contradictions entre politiques et réalités sociolinguistiques et qui touchent chaque langue : l'arabe standard est officiel et national mais absent des pratiques quotidiennes. Les darijas, parlées par 85 % des Algériens, sont des langues maternelles mais non officielles alors que le berbère<sup>1</sup>, langue maternelle de 15 %<sup>2</sup> seulement de la population est décrété langue nationale. Le français très présent sous toutes formes d'emprunts, d'interférences et d'alternances, tout comme une langue seconde, est catégorisé comme langue étrangère ; l'espagnol (ou l'italien) présent lui aussi à travers des contacts bien intégrés est dit langue étrangère, sans bénéficier vraiment d'une place dans l'enseignement, si on venait à le comparer avec l'anglais, par exemple.

Entre pluralité, contacts infinis et contradictions sociopolitiques, la situation sociolinguistique algérienne, plus précisément à Sidi Bel Abbès est dite complexe et conflictuelle. On comprendra mieux cette situation si on observe les représentations qu'ont les Algériens vis-à-vis des trois grandes variétés présentes dans leur pays<sup>3</sup> : l'arabe standard, les dialectes (arabes ou berbères) et le français (à la tête des langues étrangères). Des représentations qui se caractérisent, elles aussi, par une ambivalence et qui

<sup>1</sup> Sans préciser de quelles variétés s'agit-il.

<sup>2</sup> Ces deux pourcentages sont proposés dans QUEFFELEC et *alii.* 2002, p. 35.

<sup>3</sup> On reprendra ici les résultats des recherches (sur les représentations sociolinguistiques) réalisées par la sociolinguiste TALEB-IBRAHIMI (cf. TALEB-IBRAHIMI 1997, p. 80-89).



entrent en contradiction avec les pratiques quotidiennes : entre attirance/répulsion vis-à-vis de l'arabe standard et du français et dépréciation envers les dialectes arabes et berbères, décrits en terme de : « [...] vulgaire[s], peu châtié[s] [...] contaminé[s] (notamment par le français), frustré[s], incapable[s] de tout exprimer, incorrect[s] [...] agrammatical[s] » (TALEB-IBRAHIMI 1997, p. 87.)

Compte tenu de l'ensemble des remarques qui précèdent, nous pouvons maintenant interroger les toponymes, plus spécifiquement à Sidis Bel Abbès, en tant que phénomènes langagiers, pour observer ce qu'ils dégagent comme complexité.

## 2.2. *Les toponymes urbains à Sidi Bel Abbès*

Comme toutes les grandes villes algériennes, les lieux à Sidi Bel Abbès<sup>1</sup> ont connu une double dénomination<sup>2</sup> qui correspond à deux périodes historiques, marquées par des politiques linguistiques différentes, voire opposées : nous avons des *anciens toponymes* (AT) et des *nouveaux toponymes* (NT).

Les AT, donnés à l'époque coloniale, se plient à une politique linguistique de francisation-désarabisation-marginalisation dialectale, visant à « rattacher l'espace algérien [...] à une nouvelle aire linguistique, française, latine et chrétienne » (ATOUI 2005, p. 28). Les toponymes urbains à Sidi Bel Abbès sont une concrétisation de cette politique coloniale, avec l'abondance de toponymes-anthroponymes de Français, d'Européens ou de Pieds-noirs (des noms de militaires, de politiciens, d'hommes de lettres, de scientifiques, etc.) et sont considérés comme des noms français (de langue française), à l'exemple de : *Général de Gaulle, Maréchal Foch, Descartes, Victor Hugo, Marcel Cerdan* ... On dénombre 114 anthroponymes d'origine française et européenne sur 205 AT.

A ces noms correspondent, aujourd'hui, des NT donnés après l'indépendance dans le cadre d'une politique de débaptisation-redénomination des toponymes (urbains et autres)<sup>3</sup>. Cette « décolonisation toponymique » (ATOUI 2005, p. 39.) s'inscrit dans une politique linguistique d'arabisation-défrancisation-marginalisation des dialectes, et vise la restitution de l'identité et le respect des héros de libération nationale, en donnant « [...] la priorité dans la dénomination ou la débaptisation à tout ce qui a trait à la résistance nationale [...] notamment aux Chouhada de la libération nationale » (ATOUI 2005, p. 40.). Comme pour les AT, la grande majorité des NT sont des anthroponymes, de martyrs et de grandes figures de la résistance militaire de l'Algérie de 1830 à 1962, et sont, pour les Algériens, de langue arabe (de l'arabe standard). On dénombre 181 anthroponymes de martyres sur 205 NT; à

<sup>1</sup> Le nom de la ville, attribué par les Légionnaires, est à l'origine un hagioyme. Ce toponyme n'a pas connu une redénomination après l'indépendance.

<sup>2</sup> Excepté pour la Capitale, dont les lieux possèdent jusqu'à trois dénominations (d'avant, de durant et d'après la colonisation française).

<sup>3</sup> Il y a eu tout un ensemble de lois et de décrets fixant l'acte de redénomination, les plus importants sont ceux des années 1963, 1977, 1993, 1996, 1997 (aucun autre texte, après cette dernière date).

l'exemple de : *Emir Abdelkader, Colonel Amirouche, Laziz Ghalem, Commandant Abdelhadi*<sup>1</sup>, etc. Ces NT font presque tous référence au passé récent de l'Algérie (celui de la colonisation-révolution-libération), « [...] sans profondeur lointaine dans l'histoire de l'Algérie ancestrale » (ATOUI 2005, p. 41.).

A comparer ces deux types de toponymes, on remarque que leurs politiques linguistiques opposées se ressemblent finalement par leurs acculturation (marginalisation dialectale) et intégration d'une nouvelle identité (par le biais de la francisation-arabisation). Par ailleurs, la comparaison entre AT et les NT qui leur correspondent, montre qu'il n'y a pas eu de règle standard de redénomination ; il s'agit, pour ATOUI d'une « incohérence due en partie, à la précipitation dans l'attribution des noms qui a marqué la période après l'indépendance. Cette attribution s'est réalisée en ne suivant aucune règle, si ce n'est celle d'honorer les martyrs de la Révolution » (ATOUI 2005, p. 40). En effet, un nouveau toponyme-anthroponyme peut correspondre à un ancien toponyme-anthroponyme sans la correspondance entre les titres militaires ou la fonction des deux personnalités, etc. Il est à noter, cependant, qu'en parlant de redénomination anarchique, pour reprendre l'analyse qu'en fait ATOUI à propos de l'odonymie d'Alger, nous faisons état de choses et nous ne voulons pas dire qu'il y aurait dû avoir une redénomination « organisée » et « ordonnée » dans le sens où cette dernière respecte les caractéristiques des AT (et pourquoi « doit »-elle respecter un ordre toponymique colonial et à visées coloniales ?).

Entre ces anciens et leurs correspondants nouveaux toponymes, quelles préférences, quels usages ont/ont les habitants de la ville ? Comment expliquer leurs comportements ? C'est là un échantillon de questions à partir desquelles s'organisera notre réflexion.

### **3-La recherche : problématique et hypothèses**

Ayant remarqué que les Bélabésiens recourent, pour désigner les lieux de leur ville, à la fois, à des AT et à des NT<sup>2</sup>, nous nous sommes intéressée aux usages toponymiques en posant la problématique suivante : Quels sont et comment s'expliquent les usages toponymiques des jeunes de Sidi Bel Abbès-ville ? Pour y répondre, nous avons émis quatre hypothèses de travail. Nous n'exposerons ici que deux d'entre elles. La première, relevant des usages toponymiques, pour nous interroger sur la façon dont les Bélabésiens-enquêtés emploient, à la fois, les anciens et les nouveaux toponymes. La seconde qui suggère que les comportements toponymiques de ces jeunes enquêtés sont à expliquer par leurs représentations des langues des toponymes - le français pour les AT, l'arabe-standard pour les NT-, ceci en sachant que les représentations sociales, (dont notamment les représentations

---

<sup>1</sup> Pour les exemples d'AT et de NT, cf. Guide de Sidi Bel Abbès. 1986. Sidi Bel Abbès : Entreprise d'imprimerie de la Wilaya de Sidi Bel Abbès.

<sup>2</sup> Nous sommes Bélabésiennes, et nous faisons aussi cet usage toponymique mixte (d'AT et de NT).

sociolinguistiques) donnent sens aux comportements sociaux<sup>1</sup>, dont justement les comportements sociolinguistiques, le cas échéant les usages toponymiques. La phrase qui suit, empruntée à BAUTIER-CASTAING résume à la fois la définition des représentations (en sociolinguistique) et les rôles de ces dernières : « les conceptions que le locuteur – ou groupe de locuteurs – a de son rôle, de sa valeur, de ses fonctions et qui [...], sont néanmoins, à l'origine des comportements langagiers » (cité in TALEB-IBRAHIMI 1997, p. 72).

L'objectif de cette recherche étant triple : à la fois, contribuer à une réflexion sur les toponymes algériens, et les toponymes urbains particulièrement, champ qui reste peu exploité<sup>2</sup> ; approcher la dimension sociolinguistique de la ville et l'identité sociolinguistique de ses habitants, partie prenante de l'identité sociale de cette nouvelle génération bélabésienne-algérienne.

Pour répondre à nos questionnements, et pour vérifier nos hypothèses et atteindre nos objectifs, nous avons opté pour des enquêtes de terrain.

#### 4-Récapitulatif méthodologique

Le tableau qui suit (Tableau 1 : « Méthodologie de recherche ») propose un aperçu des types d'enquêtes adoptés par notre recherche et des types d'analyse suivis :

Tableau (1) : Méthodologie de recherche

Enquêtes		Echantillons	Types d'analyse projetés	Objectifs visés
1 <sup>ère</sup>	Test toponymique	Cinq jeunes Bélabésiens	quantitative	Vérifier l'hypothèse sur les usages toponymiques
2 <sup>ème</sup>	Entretien semi-directif	Jeune Bélabésien représentatif	Analyse du discours	Vérifier la dernière hypothèse : relever les représentations des langues et les mettre en parallèle avec les usages toponymiques relevés

Source : MERBOUH 2009, p. 94-114.

En réalisant ces enquêtes, entre mai et juin 2008, nous avons pu collecter des corpus qui, après translittération (les tests et l'entretien ont été menés en darija), transcription, traduction et puis analyses et interprétations des données), ont permis de déduire les résultats suivants.

<sup>1</sup> Partagés.

<sup>2</sup> Les documents sur l'onomastique algérienne se caractérisent par leur rareté « [...] la toponymie et l'anthroponymie en Algérie, sont, pour ainsi dire, un terrain vierge » (CHERIGUEN 2005, p. 10.).

### 3. Les résultats de la recherche

#### 3.1. Les usages toponymiques

Le tableau (2) suivant récapitule les résultats recueillis de la première enquête sur les usages toponymiques :

Tableau (2) : Pourcentage des usages toponymiques

Type du toponyme	Anciens toponymes (AT)	Nouveaux toponymes (NT)	Toponymes populaires (TP)
Pourcentages des usages faits par les jeunes enquêtés	60 %	23 %	17 %

Source : moyenne des pourcentages dans MERBOUH 2009, p. 139-140.

Il paraît que les jeunes Bélabésiens usent pour désigner les lieux de leur ville, à la fois, d'AT et de NT. Ils recourent, d'autre part, à un autre type de toponymes et que nous appelons « toponymes populaires », abrégés en TP (ci-dessous). Les pourcentages des tableaux précisent, par ailleurs, que l'emploi des AT reste majoritaire (avec 60 %) devant l'emploi des NT ou des TP qui reste assez réduit : trois fois moins que l'usage des AT. Nous noterons consécutivement, 23 % et 17 %, des pourcentages qui sont presque égaux.

Ainsi, la première des hypothèses de cette recherche se confirme, à savoir le recours à la fois, aux AT et aux NT, et s'affine, s'agissant de l'emploi d'un nouveau type de toponymes : les TP. Mais comment expliquer ces usages nuancés entre AT (le français), NT (l'arabe standard) et TP (dont la langue serait ?) En termes de représentations, on pourrait supposer, alors, que le français serait plus valorisant au détriment de l'arabe TP. Avant d'aller vérifier ceci, parlons d'abord de ces toponymes populaires.ou même de la langue des

##### 3.1.1. TP ou les toponymes populaires

Nous avons choisi d'appeler « populaires » ce genre de toponymes, parce qu'ils ne sont pas officiellement établis. Sémantiquement parlant, ces toponymes sont donnés en référence à un repère dans le lieu en question, d'autres restent pour nous asémantiques. Sur le plan phonétique, on relève des contacts entre l'arabe, le français et l'espagnol, en plus de particules algériennes (dont on ne reconnaît pas le substrat, probablement punico-berbère). Par exemple :

- طريق بطيمات حسناوي : « la rue des bâtiments Hasnaoui » (Hasnaoui, un anthroponyme), associée entre le mot arabe [ʔari:q] prononcé ici [ʔri:g], en ôtant le son [a] et en substituant, comme dans les parlers

de l'ouest algérien<sup>1</sup> [q] par [g] ; et [baʃi:ma:t], un emprunt du français [baʃimá] adapté au système phonétique et morphosyntaxique de la darija de la région (du [t] français au [ʃ] arabe, la finale [a:t] est la marque du pluriel algérien qui est à l'origine emprunté à la syntaxe arabe : il s'agit du pluriel brisé.

- ر□□ □ □ □ لسيني نبع : « la cité de lbatoire », cordonne entre [lasi:ti:] emprunt du français [lasite] et [lbatwαR] qui vient du français l'abattoir, à l'aide de la conjonction نبع [taʃ]<sup>2</sup> (signifiant « de ») dont nous ignorons le substrat linguistique, mais que nous caractérisons d'oranais.
- *Plaçita* : prononcée [plasiʃa] est proche de l'espagnol « *placita* » : [placita], ou du français « placette » [plaset].
- *Cayassone* prononcé [kajasɔn] qui vient de l'espagnol « Calle del Sol ».

Ces toponymes officieux sont donc riches en contacts linguistiques si nous ne citons que l'arabe, le français et l'espagnol) et semblent, ainsi, relever de la darija qui souffre, elle aussi, de marginalisation politique et pullule de contacts avec ces mêmes langues (*supra*). Ainsi, notre première hypothèse a permis, d'une part, de répondre à une partie de notre questionnement, à savoir quels usages toponymiques ? Et d'autre part, d'ouvrir sur une nouvelle donnée, en l'occurrence l'existence d'un nouveau type de toponymes.

### 3.2. *Toponymes, représentations et identités sociolinguistiques*

C'est la deuxième enquête de cette recherche (entretien semi-directif, étude de cas représentatif) avec un guide d'entretien semi dirigé portant sur les langues à Sidi Bel Abbès, qui nous permettra de vérifier le rapport entre les comportements toponymiques et les représentations sociolinguistiques qu'ont les jeunes Bélabésiens vis-à-vis des langues de ces toponymes. Il s'agit donc de vérifier la dernière hypothèse. Rappelons que les langues des toponymes, à savoir, le français, l'arabe et la darija pour, consécutivement, les AT, les NT et les TP, sont des langues qui existent en ville (*supra*).

#### 3.2.1. *Les représentations sociolinguistiques*

L'analyse sociolinguistique du discours (informatif, argumentatif et quelquefois narratif) du jeune Bélabésien<sup>1</sup> nous a permis de relever autant de données que nous présenterons brièvement, accompagnées de fragments du discours-entretien<sup>2</sup>, dans ce qui suit :

<sup>1</sup> Excepté pour le parler de Tlemcen.

<sup>2</sup> « ʃ » est en police : MS Gothic.

- Le français semble être une langue estimée parce que perçue comme variété prestigieuse, légitime et standardisée. C’est une langue de progrès, assurant une communication fiable et rapide. A ces représentations utilitaires, s’ajoutent des réactions marquées par l’habitude, par la facilité et le recours presque naturel à la langue française pour désigner les AT.  
« [...] c’est par habitude qu’on parle français/c’est intégré dans notre langue//normale [...] on s’est habitué à dire *Place Carnot* [un AT]/c’est plus courant plus: facile [...] d’ailleurs on dit normalement *LA Place Carnot* [...] ». On note, cependant, l’existence de représentations historiques négatives (langue de l’ex-colonisateur) mais qui sont minimales (vu leurs redondances) : « [...] le français on le parle parce qu’on était colonisé par les Français [...] ».
- Les représentations vis-à-vis de l’arabe (standard) oscillent, elles, entre survalorisation et dévalorisation : d’une forme prestigieuse, réservée aux communications formelles et écrites, à de fortes représentations identitaires et religieuses, une surestimation probablement interprétée par un imaginaire linguistique collectif, pour aller vers une stigmatisation de l’emploi de cette langue et, par conséquent, jusqu’à la mise en cause des sentiments identitaires : « [...] ce n’est que pour libeller une lettre que nous utilisons ces noms [les NT] dits dans leur langue véritable [...] nous ne discutons pas dans cette langue sauf dans des occasions et: dans les écoles [...] la langue arabe notre langue [...] c’est la langue du Coran [...] bien sûr nous l’aimons [...] ».
- De même, les sentiments envers la darija balancent eux aussi, entre positifs : fortes représentations identitaires et norme de prestige latent ; et d’autres négatifs : notamment insécurité et quête de légitimité linguistiques. Nous supposons que cette ambivalence est née de la double marginalisation qu’ont connue les dialectes algériens (darijas et berbères) à la suite des politiques d’avant et d’après l’indépendance, opposées certes, mais toutes deux hostiles aux variétés algériennes : « [...] notre darija [...] nous l’utilisons tous les jours/entre nous [...] la langue que nous utilisons dans: la rue avec mes amis: avec les gens [...] on parle comme ça/euh: c’est normal [...] nous on parle comme ça [...] ».

### 3.2.2. *Vers une évolution représentationnelle ?*

D’autre part, en comparant ces représentations avec celles qu’avaient les Algériens, depuis plus de treize ans (nous nous référons aux travaux de TALEB IBRAHIMI –*supra*–, publiés en 1995<sup>3</sup>, et jusqu’en 2008, date de réalisation de notre enquête, nous pouvons remarquer une certaine évolution représentationnelle vis-à-vis du français qui est ressenti de moins en moins comme langue du

<sup>1</sup> Il s’agit d’un enquêté pris pour représentatif de son groupe d’âge et donc des cinq précédents interviewés (cf. tableau 1 : Méthodologie de recherche).

<sup>2</sup> Ces discours (voir la partie « Annexes » dans MERBOUH 2009, p. 13-23.) seront présentés selon le mode de transcription adopté dans notre mémoire (MERBOUH 2009, p. 125-126.).

<sup>3</sup> Date de première parution de TALEB-IBRAHIMI, Khaoula. 1997. *Les Algériens et leurs langues : élément pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*. Alger : El Hikma.

colonisateur, si l'on en juge par le peu de représentations historiques, et de celle la darija qui, elle, est moins dévalorisée. S'il arrive encore qu'elle le soit, c'est plus par des sentiments d'insécurité et d'illégitimité que par des sentiments d'impureté et d'incapacité linguistiques). Cependant, l'arabe garde toujours cette attirance/répulsion en oscillant entre « pôle positif » et « pôle négatif », pour reprendre les termes de la sociolinguiste TALEB IBRAHIMI (1997, p. 87). Bref, ces évolutions, même légères, ne sont que le témoin de transformations sociétales (identitaires) positives, s'il est vrai que les langues sont les miroirs des sociétés.

### 3.2.3. Représentations sociolinguistiques et comportements toponymiques

Le tableau suivant propose une comparaison entre les usages toponymiques faits par les jeunes Bélabésiens enquêtés (cf. tableau 2) et « leurs »<sup>1</sup> représentations linguistiques que nous venons de relever :

Tableau 3 : Une correspondance usages toponymiques-représentations sociolinguistiques

	Pourcentage des usages toponymiques	Représentations sociolinguistiques	
AT	60 %	Sentiments identitaires avec peu de représentations historiques	Le français
NT	23 %	Représentations oscillantes (entre positives et négatives)	L'arabe standard
TP	17 %	Représentations oscillantes (entre positives et négatives)	La darija

Source : MERBOUH 2009, p. 185-186 ; p. 189-190 ; p. 202-203.

On remarque que, comme le suggérait notre dernière hypothèse, les représentations des langues expliquent les emplois toponymiques distincts (qui sont, finalement, des comportements sociolinguistiques) : les représentations pour le français plus valorisantes que celles, ambivalentes, entre estimation et sous-estimation envers l'arabe et la darija expliquent l'emploi très élevé des AT (plus de 60 %) par rapport à celui des NT et des TP (dont les fréquences sont à rapprocher : 23 % et 17 %).

Cependant, une question s'impose : ces comportements toponymiques-linguistiques ne s'expliquent-ils pas par autre chose, par des représentations urbaines, par exemple ?

### 3.2.4. Comportements toponymiques et identités sociolinguistiques

Vu les rapports étroits représentations-identité<sup>2</sup>, langues-cultures<sup>3</sup>, notre réflexion toponymique-sociolinguistique nous a, par ailleurs, permis d'approcher l'identité sociolinguistique, elle-même partie

<sup>1</sup> Entre guillemets parce qu'il s'agit de résultats généralisés d'une étude de cas.

<sup>2</sup> Les représentations concourent « [...] à la construction d'une réalité commune à un ensemble social [...], [elles] orientent et organisent [...] la définition des identités personnelles et collectives », JODELET cité in SECA 2002, p. 37.

<sup>3</sup> « Les identités comme les langues ne représentent pas des univers étanches », de TALEB-IBRAHIMI 1997, p. 79.

prenante de l'identité sociale des jeunes Bélabésiens (Algériens). Une identité plurielle constituée d'au moins trois références (voir les représentations identitaires relevées dans les trois langues : le français, l'arabe et la darija) et complexe, de la complexité de l'interaction de ses données (linguistiques et culturelles : contacts des langues et interculturalité). Par ailleurs, sachant que la pluralité peut être à l'origine des maux identitaires<sup>1</sup> (notamment des crises, des violences, des ambiguïtés et plus grave, des anomies et vides identitaires)<sup>2</sup>, cette jeune génération bélabésienne n'y échappe pas : on peut voir par exemple les remises en cause des sentiments identitaires dans les trois références linguistiques de la ville : par des représentations historiques dans le français, par un imaginaire linguistique dans la langue arabe, par les insécurités et illégitimités ressenties dans la darija.

Cependant, il s'avère que cette crise identitaire est, aujourd'hui, ressentie avec moins d'acuité, si on prend en considération l'évolution représentationnelle positive des langues parlées (ci-dessus). Aussi nous estimons assister à une « construction identitaire », à la naissance, ou à proprement parler, à l'émergence<sup>3</sup> des composantes définitives de l'identité de cette nouvelle génération bélabésienne-algérienne. Une génération qui serait, par conséquent, loin des violences identitaires engendrées par la pluralité et les contradictions politiques, plus proche du salut sociétal, si leurs frontières identitaires se dessinent plus clairement).

#### 4. En guise de conclusion

Pour répondre à notre questionnement de base, à savoir quels sont et comment s'expliquent les usages toponymiques des jeunes de Sidi Bel Abbès-ville, nous dirons que : les jeunes bélabésiens recourent pour désigner les lieux de leur ville, à la fois à des anciens toponymes (en français) et à des nouveaux toponymes (en arabe standard). Ils emploient, aussi, des toponymes officieux, dit populaires, relevant de la darija (parler quotidien de la ville) et regorgeant de contacts avec le français, l'arabe et l'espagnol. En fait, se trouve là l'image du pluralisme complexe dans lequel baigne la ville de Bel Abbès. Un plurilinguisme complexe à travers des contacts linguistiques quotidiens (en témoigne le triple emploi toponymique), des contacts complexes et comparables à ceux qu'on observe entre les différents lieux dans une ville (où des rues traversent des quartiers, longent des places, subdivisent des avenues, etc.). Par ailleurs, ces comportements toponymico-linguistiques distincts s'expliquent par des représentations qu'ont ces jeunes vis-à-vis des langues des différents types de toponymes. Ces représentations marquent une certaine évolution, certes légère, mais prometteuse sociologiquement. Allons nous vers une évolution identitaire ?.

---

<sup>1</sup> Un constat confirmé par les sociologues du Maghreb, à l'exemple de J. BERQUE, C. CAMILLERI, B. ETIENNE, C FITOURI, G GUILLAUME, J SELOSSE, et autres.

<sup>2</sup> Concepts de la Sociologie.

<sup>3</sup> Parce que et par exemple, les sentiments identitaires vis-à-vis de la darija ont été, pour nous, occultés entre autres par la double marginalisation que leurs ont fait subir les deux politiques acculturantes d'avant et d'après 1962 (*supra*).



Partant de l'observation des toponymes urbains, des usages toponymiques et de la collecte des représentations sociolinguistiques, nous ouvrons sur : la dynamique onomastique et la néologie toponymique, sur les contacts de langues représentés dans ces toponymes officiels, sur l'évolution représentationnelle des langues parlées et dans l'identité urbano-linguistique, elle-même partie prenante de l'identité sociale de la jeune génération bélabésienne-algérienne ... sur l'approche de la mise en mots de la ville. De la toponymie (l'onomastique) à la sociolinguistique (urbaine) en empruntant le chemin interdisciplinaire de toute recherche en sciences socio-humaines.

### **Bibliographie**

- ABRIC, Jean-Claude. 1997. « Méthodologie de recueil des représentations sociales », In : ABRIC, Jean-Claude (dir.). *Pratiques sociales et représentations*. Paris : PUF. p. 59-82.
- ATOUI, Brahim. 2005. « L'odonymie d'Alger : passé et présent. Quels enseignements ? ». In : BENRAMDANE, Farid et ATOUI, Brahim (dirs.). *Nomination et dénomination : des noms de lieux, de tribus et de personnes en Algérie*. Oran : Edition CRASC. p. 23-52.
- CALVET, Louis-Jean. 1994. *Les Voix de la ville : introduction à la sociolinguistique urbaine*. Paris : Payot & Rivages.
- CALVET, Louis-Jean. 2005. « Les voix de la ville revisitées : sociolinguistique urbaine ou linguistique de la ville ? », *Revue de l'Université de Moncton* vol. 36 n° 1, p. 9-30.
- CALVET, Louis-Jean. 2006. *La Sociolinguistique*. Paris : PUF.
- CHERIGUEN Foudil. 2005. « Préface », In : BENRAMDANE, Farid et ATOUI, Brahim (dirs.). *Toponymie et anthroponymie de l'Algérie : recueil bibliographique général*. Oran : Edition CRASC. p. 7-17.
- Guide de Sidi Bel Abbès. 1986. Sidi Bel Abbès : Entreprise d'imprimerie de la Wilaya de Sidi Bel Abbès.
- MERBOUH, Hadjer. 2009. Usages toponymiques, représentations et identités sociolinguistiques à Sidi Bel Abbès-ville. RISPAIL Marielle. EDAF-Antenne de l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès : Mémoire de magister en sciences du langage.
- TALEB-IBRAHIMI, Khaoula. 1997. *Les Algériens et leurs langues : élément pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*. Alger : El Hikma.
- QUEFFELEC, Ambroise., DERRADJI, Yassin., DEBOV, Valéry. et alii. (2002) *Le Français en Algérie : lexicale et dynamique des langues*. Belgique : Duculot.



## **Les entraves au développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie : une étude exploratoire**

**TAHIR METAICHE Fatima<sup>11</sup>**  
E-mail : [metaichefatima@gmail.com](mailto:metaichefatima@gmail.com)

---

<sup>11</sup> Doctorante, membre au Laboratoire MECAS <http://www.univ-tlemcen.dz/~MECAS/equipe.html> Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion, Tlemcen.

**Résumé :**

*Jusqu'aux années 80 l'entrepreneuriat était réservé généralement aux hommes. Des contraintes culturelles, sociales, juridiques, politiques et économiques empêchaient les femmes d'investir des activités entrepreneuriales. Toutefois, au cours des trois dernières décennies et dans de nombreux pays les entrepreneurs femmes représentent une part croissante dans les contingents des chefs d'entreprises. Aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Finlande, les femmes constituent 30% à 40% de la population entrepreneuriale. En Algérie, elles ne représentent que 3,2% selon le registre du commerce. Un taux très faible, par rapport à la population féminine totale ou au nombre total des entrepreneurs.*

*Nous nous interrogeons sur les entraves qui inhibent les femmes algériennes dans leurs projets entrepreneuriaux. Nous avons mené une étude exploratoire auprès de 36 entreprises créées et gérées par des femmes algériennes à travers le territoire national<sup>12</sup>. Cette enquête est soutenue par des interviews confirmatoires de cinq d'entre elles.*

*Nos principaux résultats indiquent que les entraves à l'entrepreneuriat féminin viennent des lourdeurs bureaucratiques, du poids des charges fiscales, de la difficulté d'accès à la formation et au financement ainsi qu'à l'intégration de réseaux entrepreneuriaux. Et de façon surprenante, globalement les femmes entrepreneurs ne se sentent pas discriminées. Elles estiment avoir acquis un statut dans la société et apprécient l'accueil qui leur est réservé par les différentes parties prenantes.*

**Mot clefs :** approche genre ; entrepreneuriat féminin ; femme entrepreneur algérienne ; entraves ; Algérie.

---

<sup>12</sup> Lors de l'administration du questionnaire, nous avons sollicité l'aide de l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises (SEVE). Le questionnaire est disponible via le site [www.f-kar.com/form-seve.htm](http://www.f-kar.com/form-seve.htm).

## I. CADRAGE THEORIQUE

### Définir l'entrepreneuriat féminin dans un contexte algérien

Qualifié comme un champ de recherche spécifique et singulier par LEVY-TADJINE et ZOUITEN (2004, 2005) et MIONE (2005), l'entrepreneuriat est marqué par une rareté des études et des écueils méthodologiques, (BRUSH, 1992; féminin FENWICK, 2000; BARRET, 1994; STEVENSON, 1990, CARTER et al. 2001.....).

Au-delà de cette rareté, l'entrepreneuriat féminin à l'égard de son allié l'entrepreneuriat, a connu une grande divergence au niveau de sa définition. Plusieurs auteurs ont essayé de le définir selon leurs angles de vue: le style de management, le type de leadership, le contrôle, etc. Mais toujours est-il qu'il y a une absence de consensus au niveau de la définition.

D'autre part, l'évolution historique du champ de recherche de l'entrepreneuriat montre que l'opposition ou la complémentarité des approches ou des paradigmes ne permet pas de définir clairement la femme entrepreneur ni le domaine de recherche dans lequel elle s'inscrit. Il est donc délicat, dans ces conditions, de tenter de positionner une définition pertinente de l'entrepreneuriat féminin, quoique, des synthèses récentes offrent de nouvelles perspectives.

Mais plus encore, définir l'entrepreneuriat féminin dans un contexte algérien s'avère plus délicat pour diverses raisons. D'abord, les chiffres officiels relatifs aux effectifs des femmes entrepreneurs sont peu précis. Ensuite, la confusion conceptuelle entre l'entrepreneur et les autres acteurs économiques. Enfin la littérature académique algérienne afférente au sujet des femmes entrepreneurs est très pauvre.

Cette rareté des études constatée par GILLET 2007, accentue, en outre, la nécessité, mais également la prudence à adopter une définition pertinente de la femme entrepreneur dans un contexte national pour conduire une véritable recherche sur le thème dans la mesure où le sujet reste à exploiter.

Cependant, en nous référant aux études et recherches réalisées par les pays occidentaux (notamment les Etats Unis et le Canada), à travers une littérature, de plus en plus prolifique sur le sujet, dans laquelle nous avons pu entrevoir que le concept de " femmes entrepreneurs" a connu plusieurs définitions, nous retenons dans la présente étude, la définition suivante: « femme qui, seule ou en équipe, a créé et gère en dehors de son ménage une entreprise ». <sup>13</sup> Son profil, celui de son entreprise et les motifs de cette fondation font partie des objectifs de la recherche et seront dévoilés dans l'étude exploratoire. Il est à noter finalement que nous nous intéressons seulement aux entreprises structurées, c'est-à-dire évoluant dans le secteur formel.

Notons finalement, que nous avons adopté une approche genre comme cadre de la présente recherche, et ce, pour diverses raisons :

---

<sup>13</sup> Cette définition s'est adaptée aux définitions de Dina Lavoie et Robert Fillion, (1997) (professeurs à l'École des Hautes Études Commerciales, Montréal) et s'en est inspirée, ainsi que du rapport du Groupe de travail sur l'entrepreneuriat féminin au Canada en 1997, qui proposent les définitions fonctionnelles suivantes : « Woman entrepreneur is :

- *A person, who alone or with partners founded, bought or accepted in inheritance a business for which she assumes the financial, administrative and social responsibilities and who participates in its daily administration.*
- *A person who takes financial risks, in order to start up or acquire a business, and who directs it in an innovative and creative way by developing new products and conquering new markets. »*

D'une part, les politiques et les recherches sur l'entrepreneuriat féminin sont traditionnellement issues de l'égalité du genre<sup>14</sup>, s'appuient de plus en plus sur l'idée que l'entrepreneuriat féminin est très important pour le développement économique et supposent que les femmes entrepreneurs éprouvent une discrimination dans les relations du genre et plus de difficultés dans la création ou le développement d'une entreprise par rapport à son homologue masculin.

D'autre part, les questions qui traitent des barrières et des obstacles face au développement de l'entrepreneuriat féminin font l'objet de grands débats sur la relation entre l'entrepreneuriat et le genre (VERHEUL, 2005).

Ce dernier point justifie bien notre choix du cadre de recherche dans lequel nous avons tenté d'apercevoir l'incorporation de cette approche dans la recherche entrepreneuriale, alors que, l'entrepreneuriat comme le genre constituent des champs d'enseignement et de recherche émergents (REDIEN-COLLOT, 2006).

## II. ÉNONCÉ DU PROBLÈME

Dans les pays dont les économies sont plus développées, la montée des femmes entrepreneurs est une réalité indéniable. Aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Finlande, ce groupe constitue de (30 à 40%) des petites et moyennes entreprises (VIER MACHADO et ALI, 2002). Les taux de participation des femmes entrepreneurs américaines (États-Unis) sont les plus élevés au monde et comparables à ceux du Canada; ils sont également plus élevés qu'en Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et qu'au Japon. Ils sont aussi plus dominants que ceux d'autres pays leaders dans le monde de l'entrepreneuriat féminin, à savoir : le Danemark, la Finlande, et la Nouvelle-Zélande (ORSER, 2007).

En parallèle, de nombreuses études ont été consacrées à la problématique des femmes entrepreneurs. Les chercheurs internationaux ont étudié les motivations de ces femmes, leurs caractéristiques personnelles, leur relation avec l'environnement, les modes de gestion de leurs entreprises, les difficultés qui leur sont particulières... .

La littérature produite sur ce nouveau phénomène a révélé que ces femmes qui créent de nouveaux créneaux pour l'entrepreneuriat, font souvent face à des barrières spécifiques au cours de la création et du développement de leur entreprise. Les obstacles auxquels elles sont confrontées tiennent à leur niveau d'instruction, à la difficulté de concilier exigences professionnelles et responsabilités familiales, à leur accès limité au financement, et à une formation spécifique...etc. (CARRIER et ALI, 2006).

Malgré cette haute tendance observée partout dans le monde, le pourcentage de femmes entrepreneurs reste très faible en Algérie, que ce soit par rapport au pourcentage d'entrepreneurs masculins ou par rapport à la proportion des femmes dans l'ensemble de la population. Elles ne représentent que 3,2%, selon les statistiques du Centre national du registre du commerce. De son côté, l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), soutient annuellement la

---

<sup>14</sup> En vogue depuis les années 80, le concept du genre ne considère plus les femmes comme un groupe à part mais s'intéresse aux rapports sociaux entre les sexes, et à leurs interactions. Dans la littérature anglo-saxonne, « gender » désigne les rôles sociaux « masculins » et « féminins » ainsi que les relations qui existent entre les hommes et les femmes. Quant au terme sexe, fait référence au sexe biologique, immuable. C'est-à-dire à des caractéristiques biologiques et aux conséquences qui en découlent. BISILLIAT (2000).

création d'environ 8 500 micro entreprises à travers le pays (dont près de 14% sont créées par des femmes).

Si ces chiffres semblent bien indiquer plus au moins l'existence d'un potentiel de développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie, cela ne doit pas faire illusion. En effet, comparé à ceux d'autres pays, l'entrepreneuriat féminin en Algérie est en fait un épiphénomène par sa marginalité. Au Maroc, en Tunisie et dans bien d'autres pays de la région MENA, ce phénomène semble avoir connu une évolution autrement plus favorable, ce qui explique le stade avancé de son développement dans ces pays. Cela peut s'expliquer, par contre, par le rôle marginal dû à l'absence des dispositifs spécifiques et des systèmes d'appui, l'empêchant de connaître une évolution similaire.

Donc, malgré les données intéressantes et stimulantes partout dans le monde, le phénomène des entreprises dirigées par des femmes reste encore mal cerné en Algérie. Ce constat a été confirmé par Anne GILLET (2007), qui, dans une interrogation, met en relief les particularités de ce groupe d'être « minoritaire et parfois privilégié ». Ses enquêtes l'amènent à conclure que ces particularités sont « des apports novateurs au développement de la PME ». Le même auteur réaffirme, malheureusement, qu'aucune recherche, à sa connaissance, n'existe aujourd'hui sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie.

Le manque des données officielles et l'indisponibilité des recherches et études universitaire nous ont empêchés de dresser un portrait réel de l'entrepreneuriat féminin et de décrire plus précisément le profil sociodémographique et celui du besoin en formation à l'heure actuelle. Par exemple, les données relatives aux micros entreprises algériennes, comprenant la formation dédiée aux entreprises en démarrage, suggèrent qu'environ 14% des créateurs d'entreprises sont des femmes. Dans ce cas, les statistiques sont seulement un sous-ensemble de ce qui est requis par les indicateurs de l'OCDE(2008).

A priori, notre problématique semble se poser concrètement, nous cherchons à répondre à la question suivante: **Quelles ont été (ou quelles pourraient être) les entraves qui ont pu (ou qui pourraient) ralentir éventuellement le projet entrepreneurial féminin en Algérie?** Cette question générale renvoie à répondre aux trois questionnements principaux sur lesquels la présente recherche s'appuiera : Quel est le profil des femmes entrepreneuses algériennes, et celui des entreprises qu'elles ont créées ? Par quoi se caractérise leur environnement ? Comment peut-on alors, aider davantage les femmes entrepreneurs à participer au développement de l'entrepreneuriat en Algérie ?

### III. LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

#### STRUCTURATION DES HYPOTHESES

La revue de littérature exploitée nous a fournis un assez grand nombre de facteurs susceptibles de façonner le phénomène de l'entrepreneuriat féminin, nous nous sommes appuyés sur les travaux empiriques réalisés par l'OCDE, GEM, la Banque Mondiale partout dans le monde, spécialement aux USA, au Canada, en Europe et même dans la région MENA.

Nous nous sommes aussi référés aux outils d'analyse utilisés par la littérature contemporaine qui s'est développée significativement, spécialement les écrits de BRUSH, AHL, CARRIER, ORSER, VERHEUL..., ces derniers s'entendent sur l'idée que les femmes entrepreneurs ont presque les mêmes difficultés à travers le monde.

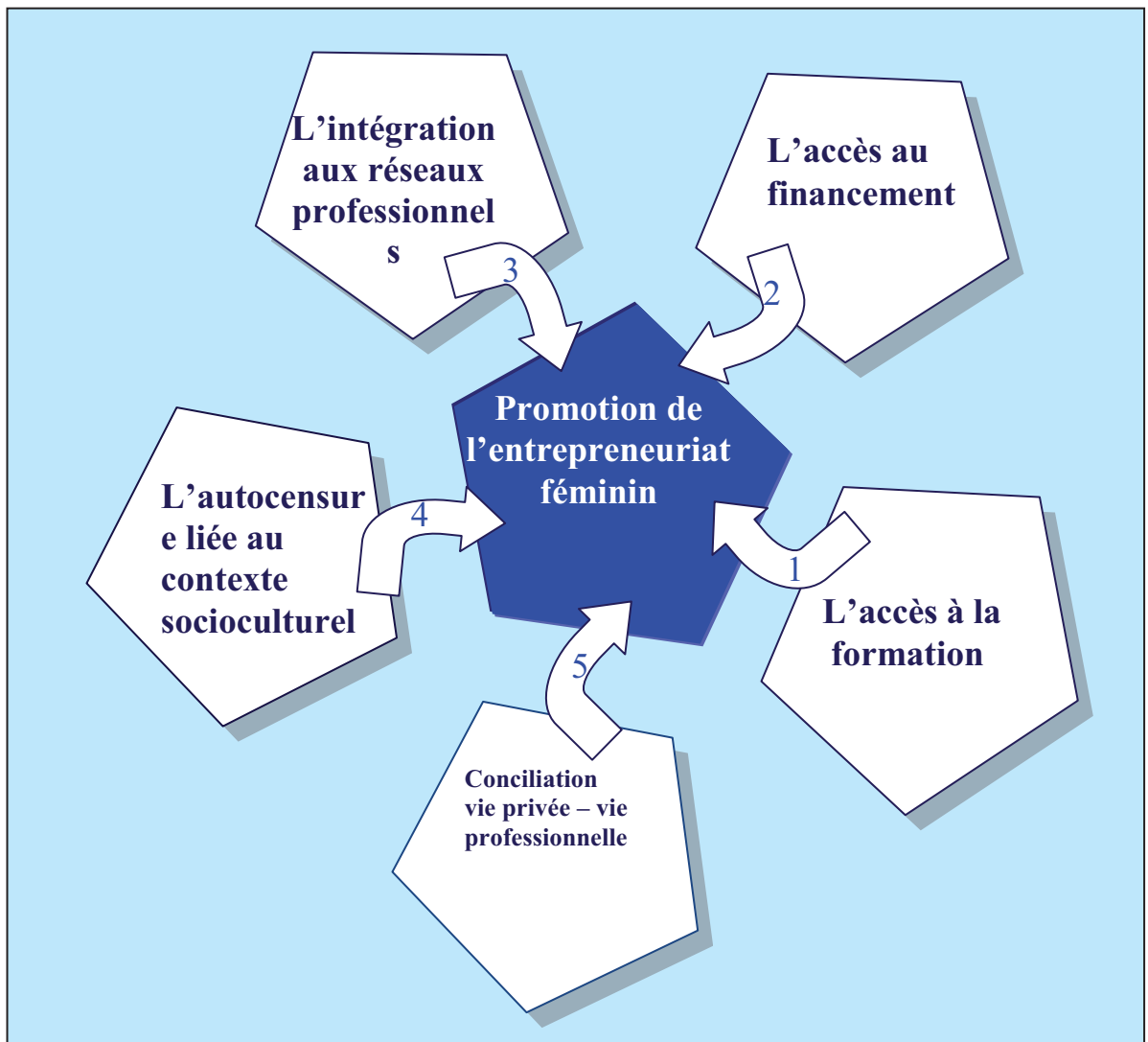
D'un autre côté, les rencontres avec les femmes entrepreneurs dans la phase ex post de notre enquête, nous a permis d'affiner la connaissance théorique et d'extraire les facteurs appropriés au contexte algérien, notre conception semble confirmée par les interviewées qui ont évoqué les mêmes aspects : le besoin de formation, de financement et d'information, et autant d'entraves d'ordre socioéconomiques auxquelles elles doivent faire face au quotidien pour réussir leurs projets entrepreneuriaux.

Ainsi pour atteindre notre objectif tracé au début de ce dispositif de recherche qui tente, rappelons-le, de cerner les causes de la faible présence des femmes algériennes dans le monde de l'entrepreneuriat féminin, nous avons retenu cinq facteurs, supposés influencer le développement du phénomène étudié : **L'accès au financement. L'accès à la formation. L'intégration aux réseaux professionnels. L'autocensure liée au contexte socioculturel. Conciliation vie privée – vie professionnelle.** (Voir la figure 1). Notre investigation se structure donc autour des hypothèses suivantes :

- a. Hypothèse 01 (H1) : il y a un impact positif de **L'accès à la formation**, sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin (flèche 1)
- b. Hypothèse 02 (H2) il y a un impact positif de **L'accès au financement** sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin (flèche 2)
- c. Hypothèse 03 (H3) il y a un impact positif de **L'intégration aux réseaux professionnels** sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin (flèche 3)
- d. Hypothèse 04 (H4) il y a un impact positif de **L'autocensure liée au contexte socioculturel** de sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin (flèche 4).
- e. Hypothèse 05 (H5) il y a un impact positif de **Conciliation vie privée – vie professionnelle** sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin (flèche 5)

**Figure 1** : La structuration des hypothèses





Source : proposition de l'auteur

## LE CHOIX DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE ET ADMINISTRATION DE L'ENQUETE

Compte tenu du caractère exploratoire de notre travail, nous avons adopté une démarche quantitative soutenue par une démarche qualitative. Et ce, pour diminuer les faiblesses de chacune et augmenter la fiabilité des informations analysées par DESCHAMPS, (2000). Cette complémentarité des démarches nous a permis de renforcer nos analyses statistiques par des observations du terrain en termes de façonnement de propagation de l'entrepreneuriat féminin, afin de bien identifier et d'examiner les entraves qui freinent (ou pourraient freiner) cette même expansion.

Pour ces fins, nous avons utilisé, tous les types d'administration des questionnaires en fonction de nos possibilités, le recours à ces diverses techniques nous a permis d'augmenter le taux de réponse. Toutefois, nous avons favorisé le formulaire électronique<sup>15</sup> autant pour ses avantages que pour les inconvénients des autres méthodes par rapport à nos contraintes en termes de temps, et de distance. En outre, le formulaire web nous a permis d'étendre notre échantillon en diffusant l'enquête par la messagerie électronique à un maximum de femmes d'affaires en Algérie.

<sup>15</sup> Étant donné que le chercheur est engoué du design, et a une certaine expérience dans la conception des sites web.

L'intérêt de l'enquête sur site repose, selon EMIN (2003) sur la saisie automatique des réponses, sur la gestion des questions filtres et sur la vérification des réponses avant l'envoi du questionnaire rempli. En effet, il est possible d'imposer des contraintes de réponse et de s'assurer ainsi que tous les items sont correctement remplis. Ce mode d'administration s'est alors imposé comme un moyen adapté à nos contraintes financières<sup>16</sup>, en termes de temps et d'espace.

En effet, des centaines de messages électroniques peuvent être envoyés en quelques secondes et le délai de réponse n'excède pas une semaine puisque, selon GUEGUEN (2001), le répondant a tendance à se pencher sur le questionnaire dès la réception du message d'invite.

Et cependant, il convient de vérifier ce constat dans un contexte algérien où la culture d'Internet est supposée différente de celle des pays développés,

Dans notre cas, nous avons préféré garantir la confidentialité alors que l'intérêt de l'enquête sur site Internet est de garantir l'anonymat du répondant s'il le souhaite. En plus, dans le formulaire, à chaque fois que nous abordions des éléments délicats, notamment financiers, nous avons fait apparaître le texte suivant : « *rappel : les informations collectées resteront strictement confidentielles. Elles ne seront utilisées qu'à des fins statistiques* ». La conception de la bannière du formulaire incluant le logo de l'association nous semble le meilleur moyen pour accroître la crédibilité: pour la même raison, nous avons préféré envoyer la lettre d'invitation à partir de la boîte électronique de l'association, nous avons, aussi, fixé le délai de réponse (sachant que les délais de réception sont immédiats après validation du formulaire). Toutes ces précautions visent à renforcer la crédibilité de l'enquêteur et à motiver le récepteur à répondre.

## POPULATION ET ECHANTILLON

La population concernée par cette étude se compose de toutes les femmes en Algérie **qualifiée de femme entrepreneur** selon la définition retenue à la lumière des orientations théoriques abordée précédemment. Notons à ce propos qu'étant donné le type de notre recherche, le choix de ces femmes entrepreneurs n'est pas conditionné; aucune restriction ni spécification n'est imposée, quoique nous nous intéressions qu'aux entreprises structurées.

L'échantillon est extrait de la base de données des femmes entrepreneurs adhérentes à l'association SEVE dans la mesure où la majorité de ces adhérentes a une adresse email. L'usage d'Internet est devenu habituel chez les femmes d'affaire algériennes, nous ont certifié les interviewées lors de l'étude préliminaire.

Ainsi, la Vice Présidente de l'association SEVE qui s'est chargée gracieusement de l'enquête, a diffusé notre demande auprès de toutes les adhérentes et déléguées régionales de son association au niveau national.

Nous avons aussi, pu réunir les coordonnées de quelques femmes d'affaire de la région ouest du pays (Oran et Tlemcen). Cela nous a été permis grâce à la visite des chambres de commerce et des directions des PME de la région. S'ajoutent les coordonnées rassemblées grâce aux réseaux relationnels des femmes entrepreneurs elles mêmes qui ont transmis les e-mails de leur collègues.

## IV. ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Notre interprétation est répartie en trois sections : décrire le profil des femmes entrepreneurs, celui de leurs entreprises et enfin découvrir la relation avec leur environnement en dévoilant les freins à la promotion de l'entrepreneuriat féminin (l'objectif principal de la présente enquête)

<sup>16</sup> Coût quasi nul : dans notre cas, l'envoi des e-mails et la collecte des données se font dans la faculté des sciences économiques et de gestion (notre lieu de travail), le coût marginal pour notre faculté est nul car elles disposent de forfaits Internet illimités. Cependant le coût est supposé être partiellement supporté par les répondantes, puisqu'elles prennent leur temps de connexion Internet pour répondre. Notant que le temps estimé pour remplir notre formulaire est de 10 à 15 minutes.

## Profil sociodémographique de femme entrepreneur

Des quelques rencontres avec les femmes entrepreneurs des différentes régions de l'Algérie (Alger, Oran, Tlemcen) se dégagent un certain nombre d'observations qualitatives riches d'enseignements, que nous avons continuellement comparées à celles rapportées par la littérature empirique nationale. Ces observations justifiées par notre étude quantitative, font ressortir en premier lieu une diversité<sup>17</sup> de profil sociodémographique des enquêtées.

### **a) L'âge et la situation matrimoniale des entrepreneurs pourront être déterminants**

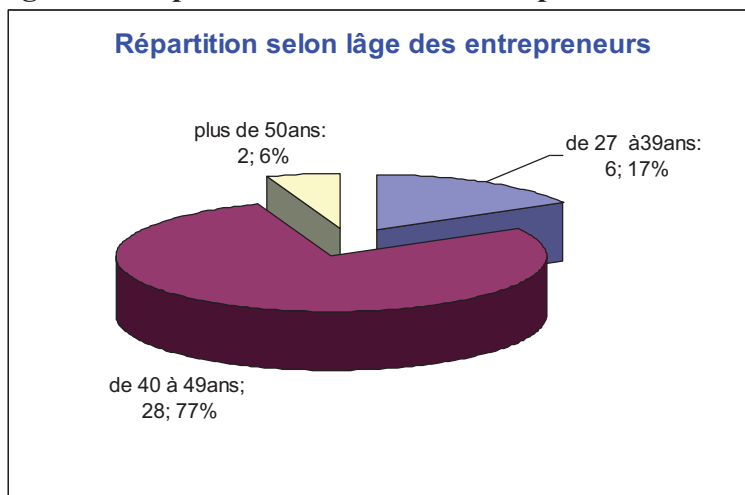
La moyenne d'âge des femmes entrepreneurs se situe entre 40 et 55 ans. Celles de plus de 40 ans sont surtout clairement plus nombreuses 83% dont 6% plus de 50 ans, âge auquel elles sont relativement libérées des responsabilités matrimoniales, et de l'éducation de leurs enfants. Ainsi elles peuvent se consacrer à leur vie professionnelle.

Contre seulement 17 % entre 27 et 39 ans, correspondant probablement à la « période des maternités et d'éducation des enfants ».

Cependant, il a été surprenant de découvrir qu'aucune femme entrepreneur dans notre échantillon n'a moins de 25 ans. Rappelons que 75 % de la population algérienne ont moins de 25 ans. On peut penser à priori que la catégorie sociale des entrepreneurs et chefs d'entreprise reste donc fermée aux jeunes femmes. Cette conclusion confirme plusieurs études, notamment celle de Gillet (2007).

---

<sup>17</sup> Diversité des profils est souvent révélée par les études portant sur entrepreneurs algériens (généralement de sexe masculin), notamment celle de GILLET qui raisonne ce constat par plusieurs logiques entrepreneuriales, basées sur leurs trajectoires personnelles et socioprofessionnelles, et leurs motivations à créer l'entreprise. Une typologie des entrepreneurs se révèle en analysant les caractéristiques de leurs trajectoires socioprofessionnelles et de leurs motivations à créer l'entreprise. Cinq types principaux sont observés : l'entrepreneur « cadre », l'entrepreneur « héritier », l'entrepreneur « migrant », l'entrepreneur d'« anciennes PME », l'entrepreneur « ouvrier » (Typologie détaillée dans Anne Gillet, (2002)

**Figure 2 : Répartition des femmes entrepreneurs selon leur âge**

*Source : établi par l'auteur*

Quant à la situation matrimoniale, il en résulte que 29 femmes soit 80% sont mariées contre 3 (soit 8.3%) divorcées et 2 (soit 5.6%) veuves, les chefs d'entreprise célibataires sont aussi minoritaires représentant 5.6% de l'échantillon.

Quant aux raisons de se lancer dans les affaires, l'interprétation de la figure (5) pourra les découvrir.

En effet, la forte majorité (78.1%) spécialement ces diplômées venant d'une situation d'inactivité, s'expliquent par leur seul délivrance après des années du chômage.

Aussi, d'autres créatrices d'entreprises ont choisi de formaliser leurs activités, en passant

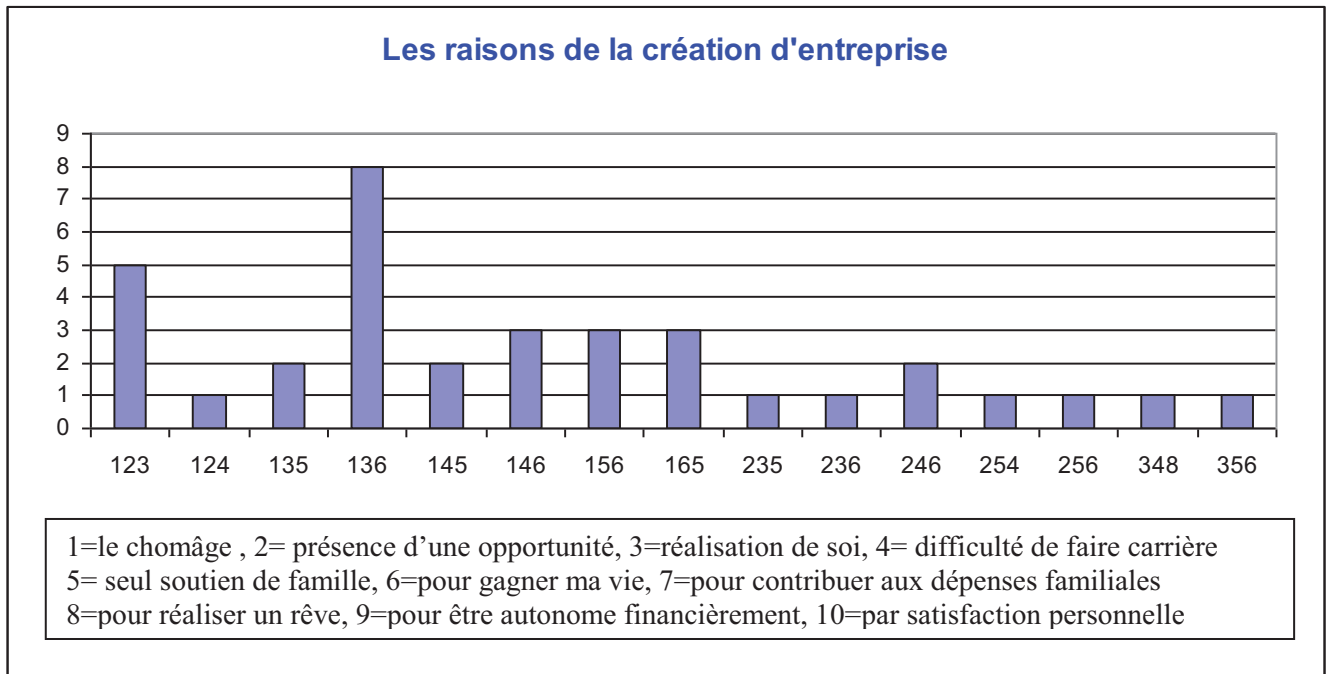
Du secteur informel à une activité enregistrée ce qui leur permet l'accès au crédit bancaire. Toutefois, malgré les avantages acquis grâce à la formalisation de leur activité, il ressort, selon les entretiens confirmatifs témoignant de ce fait les apports de la littérature algérienne, que ce sont les entreprises « les plus en règle » qui peuvent se retrouver menacées de plusieurs entraves tant instinctuelles que concurrentielles. La compétitivité de l'entreprise, malgré la qualité de leurs produits demeure menacée par la contrefaçon, spécialement chinoise (BOUKHARI, 2009)<sup>18</sup>. D'autre part, le recours à la matière première de qualité augmente les coûts de production. Pour diminuer ces coûts, quelques entreprises ont recours généralement à l'externalisation d'une partie de leurs activités vers l'informel<sup>19</sup> et c'est généralement d'autres femmes (le plus souvent les femmes au foyer) qui seront encore exploitées.

Le motif d'autonomie financière est naturellement présent, que ce soit vis-à-vis de la famille ou du conjoint. Celui de la réalisation de soi, est fortement révélé.

Finalement, il convient de relever que les femmes entrepreneurs enquêtées sont majoritairement universitaires (80.6%), 16% ont un niveau secondaire et 2,8% ont un moyen.

<sup>18</sup> Pour Ahmed Henni (1995) l'économie parallèle n'est pas un phénomène nouveau en Algérie. Plus encore, suite aux événements tragiques qu'a connus l'Algérie durant la décennie noire des années 1990, il s'est instauré de plus en plus et d'une manière durable et visible. La vente sans factures est la règle dans l'ensemble des marchés de gros, alors que les importations avec des prête-noms est une pratique courante. Cette situation favorise par ricochet la contrefaçon en provenance des pays asiatiques, essentiellement la Chine. La contrefaçon touche l'ensemble des produits de marques étrangères ou nationales. La faible quantité des marques étrangères en vigueur enregistrées auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) dénote d'une politique laxiste de lutte contre la contrefaçon. En effet, au 31 décembre 2006, seule 78309 marques étrangères en vigueur étaient enregistrées auprès de l'INAPI (BOUKHARI, 2009)

<sup>19</sup> KERZABI et Al. (2009) ont clairement révélé ce constat quant ils arguent qu'une partie des activités de l'entreprise algériennes se pratique dans l'informel (financement, production, commercialisation, approvisionnement).

**Figure 3 : Les raisons de la création d'entreprise**

*Source : établi par l'auteur*

## Le Profil des entreprises

### a. Localisation géographique

La localisation des entreprises en Algérie, confirmées par celles déclarées à l'ANDI ou financées dans le cadre des dispositifs CNAC et ANGEM montre la prédominance des grandes agglomérations du nord du pays. En 2008, Alger compte 11,85 % des entreprises et 10 des principales agglomérations du Nord (Alger, Oran, Tizi-Ouzou, Bejaia, Sétif, Tipaza, Boumerdès, Constantine, Blida, Annaba) accueillent près de 50% des entreprises recensées (BENELHADJ2009). Cette concentration se situe dans le nord du pays avec 193 483 PME. Ce qui présente un taux de 60,2 % du nombre total des PME qui est de 321 387 PME. La région des hauts plateaux se situe en deuxième position avec 96 354 PME, soit un taux de 30 %. En troisième position vient la région du sud et le grand sud avec environ 9,78 % du total. (MPMEA, 2008).

Dans notre cas, l'analyse de la répartition géographique des 36 entreprises enquêtées indique aussi ce déséquilibre, puisqu'elles sont majoritairement concentrées autour des centres urbains. Les données du graphe suivant témoignent de cette prédominance des grandes agglomérations du nord du pays à savoir Alger, Annaba, Tizi-Ouzou, Oran, et Tlemcen, Elles enregistrent respectivement : 17, 4, 4 et 3 entreprises.

On retient aussi, que la forme juridique majoritaire de notre échantillon est la forme SARL (Société à responsabilité limitée) création facile par rapport à EURL, outre que les limites de l'épargne personnelle, ce manque en ressources financières dans la création d'entreprise a poussé 65% des femmes interrogées à partager la propriété avec le mari, un membre de la famille, ou un(e) ami (e). Par ailleurs, un tiers des femmes se déclarent propriétaires uniques.

### b. Le Secteur d'activité

Les données recueillies soulignent la diversification des secteurs d'activités, où la répartition des entreprises révèle la dominance du secteur tertiaire représentant presque la moitié des activités

(44.4%). Les femmes enquêtées sont davantage présentes dans les prestations de service (Informatique-Internet-Télécom, Communication-Relation presse, Juridique-Fiscal, Audit-Conseil-Consulting...) que dans l'industrie (ex : Electronique-Mécanique..) qui prend 13.9 %. Le secteur agroalimentaire occupe le deuxième rang avec 22 %.

Même si notre enquête a révélé une faible présence dans la branche industrielle, les femmes d'affaires enquêtées jouent un rôle de plus en plus sérieux dans la diversité des secteurs d'activités. Elles activent non seulement dans les secteurs traditionnellement occupés par les femmes comme le textile, mais également elles ont franchi d'autres secteurs détenus ordinairement par leurs homologues masculins notamment ceux où leur participation est plus récente comme les NTIC, l'agroalimentaire, la chimie plastique etc....

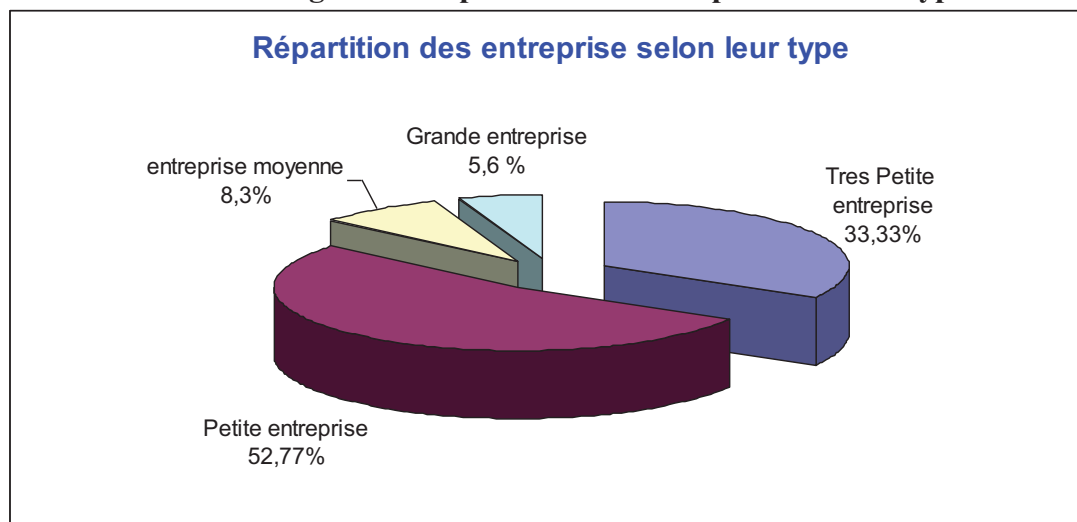
### c. La taille de l'entreprise

Plus de la moitié de l'effectif global des femmes qui ont répondu à notre enquête (52.8 %) embauchent [entre 10 et 49 employées], c'est-à-dire que leurs entreprises sont de type « petite entreprise » tandis que les 8.3% sont de type « moyenne entreprise ». Par ailleurs, 5.6 % sont de type « grande entreprise » puisqu'elles emploient plus 250 personnes. Cette proportion est tout de même remarquable par rapport à notre échantillon de 36 enquêtées.

Or, les TPE (très petite entreprise) sont moins nombreuses, leur proportion de 33.3% n'est pas significative, ce point mérite d'être éclairci. Il est même surprenant de l'observer puisque la littérature algérienne (BOUYAKOUB et MADAOUÏ, 2003) affirme la prédominance de la TPE et constate que 93 % ont moins de dix salariés.

Cet aspect ne semble pas propre à l'économie algérienne. De nombreux pays développés affichent les mêmes données concernant le poids de la TPE. Comme en France, par exemple, où les entreprises de moins de dix salariés représentent également 93,5 %. C'est peut-être ce point critique qui marque la *friabilité* de notre échantillonnage révélant ainsi une non-représentativité.

Figure 4 : Répartition des entreprises selon le type.



Notons que cette typologie<sup>20</sup> est confirmée par le biais du chiffre d'affaire avec un certain écart qu'on peut expliquer certainement par la sensibilité de la question, ou par le fait que la rentabilité d'un secteur est plus élevée que d'autres.

#### d. Durée d'exploitation de l'entreprise

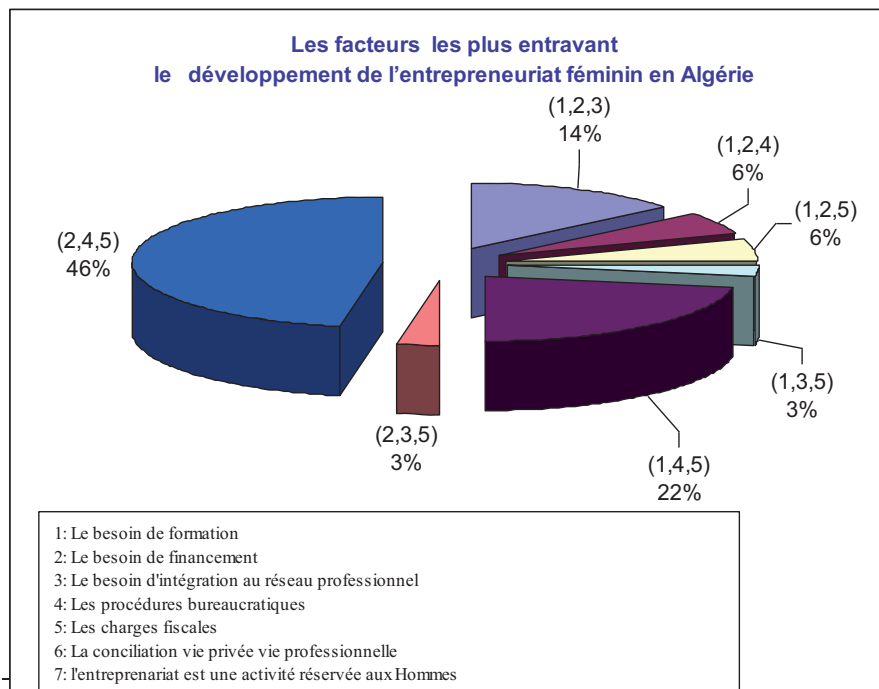
Un nombre important des femmes enquêtées (38 %) dirigent leurs entreprises depuis plus de cinq ans, dont 7 femmes sur 37 soit (19.4%) depuis plus de 10 ans.

On peut ainsi penser que ces femmes détiennent une bonne perception de connaissance pour gérer leurs affaires. De plus, le fait que leurs entreprises aient dépassé le seuil critique des cinq ans pour la consolidation des activités témoigne d'un certain succès de leurs projets. Par ailleurs, 61.1% sont à leurs premières années d'expérience entrepreneuriale puisqu'elles dirigent leur entreprise depuis cinq ans ou moins, ce constat peut s'expliquer positivement et se traduire par l'orientation des femmes algériennes vers cette activité qui augmente chaque année. Le taux de 19.4 % (moins de 2ans) souligne aussi la croissance du nombre de nouvelles créations dans les deux dernières années (2009 et 2010).

### LES FREINS ET MOTEURS DE LA PROPAGATION DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ

Découvrir les freins au développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie est sans doute, notre principale préoccupation. Les données recueillies étaient si riches en renseignements qu'elles pourront se remodeler sous plusieurs angles de vision. Les entretiens confirmatifs prometteurs nous ont été nécessaires pour analyser les relations dans toutes leurs dimensions. En voici notre conception :

**Figure 5 :** Les obstacles les plus importants au développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie



*Source : établi par l'auteur*

<sup>20</sup> Pour déterminer la taille d'une entreprise, on revient, soit au nombre d'employés soit au chiffre d'affaires. Le critère du nombre d'emplois reste prédominant en Algérie.

Les résultats illustrés montrent que chaque facteur est susceptible de freiner le projet entrepreneurial féminin à des degrés différents. En utilisant l'interprétation des résultats on peut extraire les observations suivantes :

- presque la moitié de l'effectif global des répondantes soit (46%) pense que le besoin de financement, les procédures bureaucratiques et les charges fiscales, ensemble sont les facteurs les plus contraignants.
- 22 % des femmes qui ont opté pour la combinaison (1,4,5) qui correspond aux besoins de formation, les procédures bureaucratiques et les charges fiscales
- de ces points, on peut aussi remarquer que les problèmes bureaucratiques sont liés fortement aux charges fiscales, puisque plus de 69% de notre échantillon, les ont choisis ensemble dans 2 différentes combinaisons.
- les problèmes de financement, de formation et d'intégration au réseau professionnel, constituent 14 % des réponses.
- les réponses les plus fréquentes chez la totalité des femmes entrepreneurs portent sur le besoin en financement (codé : 2), la lourdeur bureaucratique (codé : 4) et les charges fiscales (codé : 5)
- La fréquence du besoin d'intégration aux réseaux professionnels (3), est limitée
- 
- Aucune femme n'a opté pour la réponse (6) (concernant la conciliation vie privée et vie professionnelle) ni pour la réponse (7).

Les observations ci-dessus tracent une vue d'ensemble sur les difficultés et les obstacles au développement de l'entrepreneuriat féminin en Algérie. A ce stade, notre objectif semble atteint cependant pour mieux les cerner, Ci-après notre interprétation de chaque facteur :

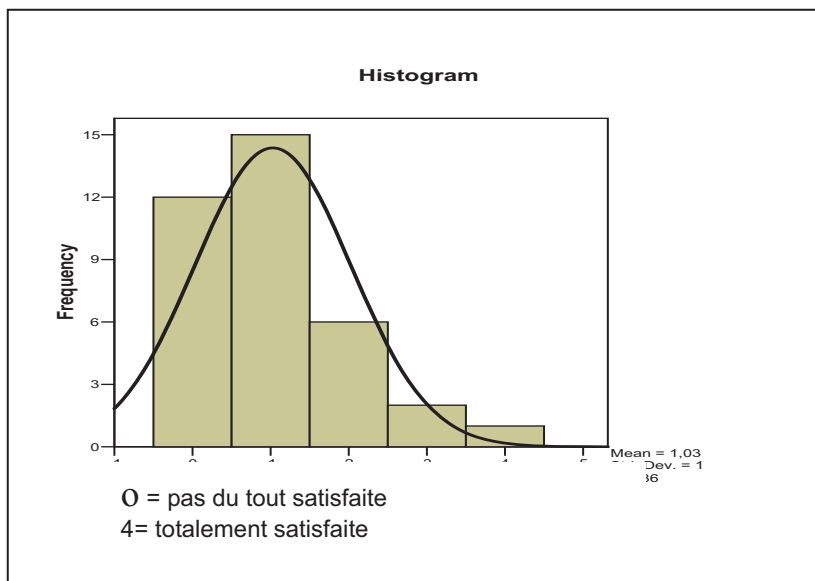
### **L'accès au financement :**

Les études empiriques internationale ou même algériennes ont montré l'importance du financement dans le développement des PME, durant la phase de sa création, de la consolidation de ses activités ou de son développement.

C'est ce qui a été confirmé par la présente investigation. Ce besoin s'est avéré crucial tout au long du cycle de vie d'une entreprise. Toutes les femmes enquêtées insistent sur la nécessité de faciliter l'accès au financement, puisqu'une bonne partie d'entre elles (85.10 %) ont recours aux mécanismes traditionnels de financement. Spécialement lors de la création de l'entreprise, le capital investi est une épargne personnelle ou souvent provient du réseau familial et amical. (Généralement est associé à la création de l'entreprise, un membre de la famille, parfois le conjoint ou le frère), quant au financement relatif au développement des activités, c'est souvent l'épargne personnelle (33.6% des femmes entrepreneurs) ou les recettes de l'entreprise (61.4%).

Pour le niveau de satisfaction générale des femmes entrepreneurs par rapport aux services, la majorité des femmes entrepreneurs n'est pas satisfaite (41,7%) ou pas du tout satisfaite (33,3%), en réalité une seule répondante est totalement satisfaite représentant (2.8 %) de notre échantillon, (voir la figure 10)



**Figure 6 : Le niveau de satisfaction par rapport aux services de financement**

*Source : établi par l'auteur*

Soulever le problème de l'accès au financement, nous amène à aborder la question de la lourdeur bureaucratique et les charges fiscales révélée maintes fois dans les écrits algériens, et confirmée par notre étude.

Ces obstacles, viennent s'ajouter à la complexité administrative<sup>11</sup> et à l'absence d'un cadre juridique souple et transparent. Ces éléments et bien d'autres entraves d'ordre socioéconomiques se combinent et se conjuguent pour dissuader les entrepreneurs de sortir de l'informel (ASSALA, 2006).

D'ailleurs nos résultats montrent que ce facteur est le plus fréquent parmi les réponses recueillies dans le cadre de notre enquête. Nous avons voulu confirmer par les entretiens pour savoir le niveau de satisfaction générale de femmes entrepreneurs par rapport à leur relation avec l'entourage général de l'entreprise, l'ensemble des femmes chefs d'entreprises interviewées était très sceptique à l'égard de cette question cruciale dans la création de leur entreprise ou dans sa croissance, et soulignaient toutes, les difficultés quotidiennes auxquelles elles sont confrontées. D'ailleurs, elles perçoivent les mêmes critiques (clientélistes, lenteur bureaucratique, manque d'information, charges fiscales...) envers toute administration ou organisme étatique.

### **Le besoin d'une formation spécifique**

On souligne que 50 % des femmes insistent sur leur besoin décisif en formation, Cette perspective permet de cerner d'une façon diversifiée et nuancée les problèmes qui peuvent se poser en termes de gestion quotidienne des activités de l'entreprise<sup>21</sup>. Notre étude a révélé que la facilitation de l'accès à la formation est l'une des préoccupations majeures des femmes entrepreneurs interviewées, elles pensent que ce besoin entrave la gestion quotidienne de leurs activités. Ce fait, est aussi expliqué par le nombre d'heures travaillées par semaine, qui dépasse les 50 heures voire plus de 60 chez la totalité des femmes enquêtées (plus de 96%).

Cette situation est due sûrement à une insuffisance en ressources humaines internes se rapportant aux compétences managériales et opérationnelles.

<sup>21</sup> Cela est confirmé par TOUNES et ASSALA (2007) qui concluent que les entrepreneurs algériens souffrent d'absence de culture managériale au point d'ignorer l'existence d'outils de gestion leur épargnant des problèmes basiques.

En effet, une interviewée a déclaré que tout le travail managérial est effectué par elle-même, elle s'appuie sur des perceptions ou des intuitions personnelles pour gérer ses projets. Cela pose en parallèle une autre entrave : **la conciliation vie privée – vie professionnelle**. Elle ajoute qu'elle passait des nuits à travailler pour répondre à la défaillance managériale ou le manque de qualification de l'ensemble du staff de l'entreprise. Elle signale ainsi la fragilité des sources de recrutement du personnel et affirme que les sortants de l'université ou même des instituts de formation professionnelle qu'elle a embauchés n'ont pas une formation qualifiante, ils n'ont que des connaissances théoriques et ne maîtrisent aucune des compétences professionnelles attendues.

Lorsque nous l'avons interrogée sur la possibilité de programmer des formations pour son Staff, sa réponse fut négative. Son seul argument pris en compte est le coût de cette formation.<sup>22</sup>

### **Intégration aux réseaux professionnels**

Les études d'empirie ont bien dévoilé le rôle que pourront jouer les réseaux d'affaires comme moyen ou canal de communication dans l'apprentissage entrepreneurial. Plusieurs arguments militent en faveur de l'intégration de cette vision, d'ailleurs les rapports de STARR et YUDKIN (2002) insistent sur l'importance de ces réseaux tant po.

L'ensemble de ces aspects conduit à essayer de vérifier l'impact de facteur de réseautage et groupement professionnel sur le façonnement du phénomène de l'entrepreneuriat féminin. Autrement dit: quel est l'impact du réseautage sur l'apprentissage entrepreneurial des femmes à la tête de l'entreprise et sur le développement de cette dernière ?

Il en résulte donc, que la forte majorité (95 %) des enquêtées a insisté sur l'importance d'adhérer à des réseaux relationnels, et elles le font souvent par le moyen de la messagerie électronique (e-mailing) le téléphone, dans certains cas elles profitent des réunions ou des rencontres souvent à travers les groupes relationnels.

Sous cet angle, il s'avère clairement que la progression des technologies de l'information (TIC) et l'extension de l'usage d'Internet ont certainement contribué à l'amélioration voire la consolidation du système relationnel entre les femmes entrepreneurs.

2 % d'entre elles participent à des forums, voire à des conférences, généralement celles qui ont une certaine stabilité dans leur activité et tentent de la développer ou celles qui cherchent à se faire connaître privilégiant probablement une vision purement marketing.

Aussi, l'ensemble des interviewées s'entend sur l'importance de l'aspect relationnel cohérent pour pérenniser le rapprochement entre les femmes entrepreneurs. Elles déclarent que les réseaux professionnels ou les Networking peuvent jouer un rôle bénéfique pour tirer parti du savoir-faire de leurs collègues,<sup>23</sup>

<sup>22</sup> D'ailleurs cette réalité est révélée par TABET et BENDIABDELLAH (2010) qui ont voulu découvrir les sources de recrutement des salariées (universités, entre de formation, concours, famille et entourage), il en résulte selon eux que les canaux classiques de prospection des ressources humaines sont très peu développés sur le marché de l'emploi algérien. C'est la raison qui pousse les dirigeants à recourir à des réseaux sociaux, vue la faible qualification des sortants. Ils arguent que « [...] une faible qualification des étudiants ce qui nécessiterait une formation. Avec les proches, selon leurs dires, ça se passe plus facilement mais ce qu'on a compris, c'est que les relations d'intérêt semblent être les véritables raisons, et ceci rejoint ce qui se fait dans les entreprises publiques (emploi bureaucratisé) [...] »

<sup>23</sup> Un constat positif soulevé au sein de notre visite à la chambre de commerce et de l'industrie de la wilaya Tlemcen « LA TAFNA », est le rôle que joue le conseiller de nucleus des entrepreneurs, à coordonner les six femmes entrepreneurs inscrites à la CCI. (l'expérience des nucleus mérite un intérêt particulier par les chercheurs algériens, cette approche est à découvrir dans un contexte national)

Ainsi, on peut logiquement attester que l'approche de réseautique servant à la circulation de l'information (transmission de connaissances), pourrait effectivement maintenir la diffusion des connaissances et des expériences de manière à améliorer ou faciliter les efforts entrepreneuriaux des femmes algériennes chefs d'entreprise.

Nonobstant, l'importance de ce facteur déterminant, il convient de révéler que les (5%) qui ont répondu non, ont expliqué cette réticence par la contrainte temps, ou même par le manque d'intérêt pour ces réseaux professionnels.

A contrario, en termes de **discrimination**, nos résultats quantitatifs étaient surprenants. La plus part des répondantes à notre enquête (72 %) a exprimé qu'elle ne l'a jamais ressenti dans ses activités, que ce soit de la part des différentes administrations, des banques ou mêmes de la part des fournisseurs ou de sa clientèle. Par contre ces répondantes estiment avoir acquis un statut dans la société, et apprécient toujours le bon accueil en tant que femmes chef d'entreprise.

S'agissant de **l'autocensure liée au contexte socioculturel**, il semblerait que l'environnement des affaires et le climat social algériens sont bien moins discriminatoires qu'on a tendance à croire, ce constat nous mène à révéifier l'hypothèse qui stipule que la culture algérienne considère l'entrepreneuriat comme activité masculine réservée qu'aux hommes, est à examiner.

Enfin, un autre obstacle à cette même propagation réside dans la **conciliation vie privée – vie professionnelle qui** demeure au cœur des préoccupations des femmes entrepreneurs. Fort heureusement, cette variable semble toutefois parfaitement bien assumée, avec des efforts additifs, cette réalité est témoignée lors des entretiens confirmatifs de la post-enquête. En effet, 96 % d'entre elles travaillent plus de 60 heures par semaine pour compléter le manque organisationnel et assumer plusieurs fonctions au sein de leur entreprise. Ce qui peut s'expliquer aussi, on s'en doute, par leur courage et leur forte personnalité à faire face aux défis quotidiens et à rechercher la solution à la fameuse équation à plusieurs variables : « la **conciliation vie privée – vie professionnelle** », d'ailleurs c'est le cas des femmes qui travaillent en général, avec plus d'effort chez les femmes entrepreneurs vue leurs multiples responsabilités spécialement dans les premières années de la création de l'entreprise.

Cette situation se reflète aussi sur le niveau de formation et des compétences de ces femmes d'affaire, et leur insistance récurrente sur la réussite dans leur expérience dans un environnement impropre.

Somme toute, dans un contexte de compétitivité impropre, la femme entrepreneur algérienne se trouve confrontée à de multiples pressions et défis à différents degrés selon son niveau de connaissances managériales et son savoir faire entrepreneurial. Elle est donc appelée à une amélioration continue pour maintenir son entreprise à un bon niveau de compétitivité.

## CONCLUSION

Le présent travail constitue principalement une première tentative pour déterminer les facteurs explicatifs du phénomène de l'entrepreneuriat féminin en Algérie. Ce champ de recherche rappelons-le est peu investi par les chercheurs et universitaires nationaux. Cette étude trouve alors son originalité dans son objet peu traité au niveau national et dans le cadre théorique utilisé pour le traiter. Nous nous sommes attachés depuis nos propos introductifs, à en préciser successivement les raisons pour l'un et l'autre de ces aspects. La partie théorique nous a permis de développer les prémisses théoriques constituant le fil conducteur de notre démarche, puis le cadre

méthodologique sur lequel nous nous sommes appuyés pour effectuer nos investigations empiriques sur un échantillon étendu au niveau national grâce à l'utilisation de la nouvelle technologie de l'information et de la communication (NTIC). Ce dernier point nous a fortement aidé à rassembler un effectifs des enquêtées relativement très important par rapport à la faible présence des femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Les premières pistes d'analyse montrent que notre processus d'échantillonnage, nous a conduit à n'étudier que des entreprises généralement localisées dans les grandes villes du nord du pays. Or, les résultats mis à jour, nous semblent, par conséquent, généralisables à d'autres populations puisqu'elles rejoignent l'apport des écrits afférents à l'entreprise algérienne ; malgré l'ignorance de ces derniers de la dimension genre de l'entrepreneur.

À travers l'analyse des données recueillies, nos résultats descriptifs nous ont permis de cerner les caractéristiques des femmes entrepreneurs algériennes et celles de leurs entreprises. C'est sur cette base que nous pouvons, en conséquence, avancer les conclusions suivantes :

En premier lieu, il en résulte une diversité sociodémographique des femmes entrepreneurs, outre qu'une diversification des secteurs d'activités, et de type d'entreprise entre petite entreprise et entreprise moyenne, la grande entreprise était aussi présente. Or, l'analyse de la répartition géographique de ces 36 entreprises enquêtées a révélé un déséquilibre dans leurs répartitions géographiques puisqu'elles sont majoritairement concentrées autour des centres urbains du pays.

Quant aux obstacles qui entravent le développement du phénomène étudié, l'investigation des données a identifié conformément à nos hypothèses de départ, en premier lieu, le besoin d'accès au financement comme question cruciale dans la création ou la croissance de leurs entreprises.

Pareillement au manque des ressources de financement, les femmes entrepreneurs interviewées s'offensent contre le climat impropre dans lequel elles activent, elles se heurtent à plusieurs facteurs entravant leurs projets, entre autres, la lourdeur bureaucratique, les charges fiscales, et d'autres défis socioéconomiques qu'elles doivent relever au quotidien.

A contrario, l'étude quantitative focalisée sur les entretiens confirmatifs a bien dévoilé une insuffisance de formation appropriée et un manque de ressources humaines qualifiées. D'où la nécessité de plus en plus impérieuse de faciliter l'accès à des formations spécifiques des femmes entrepreneurs pour combler leurs carences en connaissances managériales dans la gestion quotidienne de leurs affaires. Il en résulte aussi, le besoin de ces femmes à s'intégrer à des réseaux professionnels et à des associations relationnelles pour sortir de l'isolement, demander conseil, chercher une information ou saisir une opportunité.

Cependant, notre étude sur le terrain a révélé que malgré l'absence de politiques spécifiques, ou programmes d'appuis ciblés, les femmes algériennes s'orientent vers la création d'entreprise. En plus, les femmes rencontrées ont toutes fait preuve de beaucoup d'amour du métier d'entrepreneur, et c'est peut-être l'une des clefs de leur réussite. En effet, notre expérience avec cette catégorie de femmes algériennes, nous a permis de conclure qu'être femme et entrepreneur, c'est mettre en avant des valeurs de persévérance, et d'engagement personnel, avoir la volonté continue de pénétrer ce domaine réservé apparemment aux hommes, permettant ainsi, la réalisation de soi et la reconnaissance. Pour contribuer en conséquence, de façon efficace au développement de l'entrepreneuriat comme porteur d'un avenir meilleur pour l'économie algérienne.

Et si notre intérêt s'est majoritairement porté sur le développement de l'entrepreneuriat féminin, la recherche universitaire étendue à toute la littérature algérienne devrait pouvoir nous apporter des informations complémentaires et les statistiques officielles devront également nous fournir des données intégrées c'est-à-dire qui prennent en considération la dimension genre. Rappelons finalement que, nous sommes dépourvues de données sur le profil des femmes algériennes à la tête des entreprises

À ce niveau, il faut signaler encore une fois, que ce modeste travail -loin d'être parfait- a essayé, de mettre en évidence certains déterminants de l'entrepreneuriat féminin en Algérie malgré les écueils méthodologiques et à la friabilité de notre l'échantillonnage provenant incontestablement du manque d'appuis théoriques et empiriques nationaux, cette recherche a évidemment ses limites. Nous notons entre autres:

- le manque d'études historiques nous prive de tracer une évolution dans le temps. Notre étude exploratoire trace une vision statique du phénomène.<sup>24</sup>De plus, l'absence d'études empiriques par les chercheurs et universitaire locaux nous prive de pointer un état de l'art ou une revue de littérature algérienne traitant ce phénomène. Sans doute, cette réalité reflète le fait que l'activité des femmes entrepreneurs identifiées formellement en tant que telles en Algérie est récente.
- L'absence des statistiques officielles considérant la dimension genre, anéantit toutes perspectives de comparaison entre les femmes et les hommes, entre les femmes entrepreneurs elles mêmes ou même avec celles qui ne le sont pas.
- Une autre limite est liée au fait que les très petites entreprises ne sont pas prises en compte dans cette étude réalisée sur un échantillon réduit.

En conséquence, les entraves au recueil de l'information étaient omniprésentes autant sur le plan théorique qu'empirique. Ces limites sont liées en outre, à la réticence d'un nombre important des femmes entrepreneurs pour répondre à notre questionnaire. Leur prudence est peut être dû à leur inconscience vis-à-vis à la recherche scientifique, ou à la culture algérienne en général qui ne valorise pas le rôle des enquêtes scientifiques et leur crédibilité dans l'amélioration des situations, ou plus encore au manque de confiance envers l'utilisation de l'information à des fins autres que statistiques, ou tout simplement à la contrainte temps, sachant que ce critère est très important chez les dirigeants et spécifiquement chez la femme chef d'entreprise.

Il est donc clair que celles qui ont participé à notre enquête, sont certainement peu représentatives des femmes entrepreneurs du pays. Le traitement des donnée a lui aussi été rudimentaire et d'autres visions pourraient aller plus loin dans l'analyse explicative de la problématique proposée dans la mesure où cette question reste à démêler dans nos futures recherches. Il reste encore beaucoup à faire pour comprendre cette question de recherche effective d'opportunités.

Enfin, Il convient de relever quelques constats positifs: d'un côté, nous possédons maintenant une base de données non négligeable englobant les coordonnées d'un nombre important des femmes d'affaires algériennes de même qu'une accumulation d'informations pertinentes à leur sujet. De l'autre, nous jouissons d'un réseau relationnel des organisations nationales et internationales.

Ceci étant, ce phénomène demeure néanmoins une perspective de recherche entrepreneuriale à dévoiler par les chercheurs et universitaires algériens, qui sont appelés à proposer des réflexions plus approfondies permettant de répondre à des questions plus spécifiques.

---

<sup>24</sup> L'enquête préliminaire s'est effectuée fin 2009, le questionnaire a été lancé du 23 mai au 10 Juin 2010, et les entretiens confirmatifs ont eu lieu fin juin 2010.

Finalement, l'aspect le plus intéressant de notre étude malgré sa modestie, réside dans le fait que la revue de littérature nous a conduite vers de nouvelles questions. Notre recherche, et au-delà des proximités dans les perceptions de la réalité des femmes entrepreneurs algériennes, fait apparaître le rôle essentiel de la culture entrepreneuriale et dévoile clairement l'absence de vision entrepreneuriale marquant les comportements managériaux des femmes enquêtées. Ce constat rejoint globalement les conclusions de Gillet (2003) et de TOUNES et ASSALA (2007) qui examinent les **Influences culturelles sur des comportements managériaux d'entrepreneurs algériens**".

«L'influence de la culture sur la promotion de l'esprit entrepreneurial chez les femmes algériennes». Serait-ce notre futur axe de recherche ?

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

1. **ARASTI** Zahra, 2008, «l'entrepreneuriat féminin en Iran: les structures socioculturelles », Revue Libanaise de Gestion et d'Economie | Vol. 1,
2. **ASSALA** Khalil, PME en Algérie : de la création à la mondialisation, L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales 25, 26, 27 octobre 2006, Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse.
3. **BENELHADJ** Slimane, (2009), Les effets des territoires dans la création des très petites entreprises, acte de la 12<sup>ème</sup> journée de l'Académie de l'Entrepreneuriat portant sur le thème : « Dynamiser l'émergence entrepreneuriale en Algérie : Réflexions sur les modèles et pratiques d'accompagnement ». Ecole supérieure algérienne des affaires ESAA, ALGER 15 MARS.
4. **BENGHABRIT-REMAOUN** Nouria, **RAHOU** Yamina, (2006) : « Itinéraires de femmes entrepreneurs en Algérie : cas d'Oran » Colloque International : « Création d'entreprises et territoires » Tamanrasset : 03 et 04 décembre.
5. **BISILLIAT** J. et Verschuur C. (2000) : Le genre, un outil nécessaire : Introduction à une problématique, Cahiers genre et développement n° 1 (L'Harmattan, Paris).
6. **BOUYACOUB** Ahmed, M. Madoui, 2003, « les PME en Algérie : quelles réalités ? » ; « Entreprise, entrepreneurs et gouvernance des PME-PMI » approches franco-algériennes, document de travail N°16, Griot, Paris, Page : 15-34.
7. **BOUYACOUB** Ahmed, Madoui M., 2003, « les PME en Algérie : quelles réalités », « Entreprise, entrepreneurs et gouvernance des PME-PMI » approches franco-algériennes, document de travail N°16, Griot, Paris, Page : 15-34.
8. **BRUSH**, C., 1992, "Research on Women Business Owners: Past Trends, a New Perspective and Future Directions", *Entrepreneurship: Theory and Practice*, 16:5-30.
9. **BUENO**, C. M. ET S. L. **TUBBS**, 2004, «Identifying feminine entrepreneurship competencies: an exploratory study». *Journal of American Academy of Business*, vol. 5, no1-2.
10. **CARRIER**, C., P.-A. Julien & W. Menvielle « *Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années* », *Revue Gestion*, vol. 31, n°02, 2006.
11. **DE BRUIN**, A. M., **BRUSH**, C., & **WELTER**, F. , 2007, "Advancing a framework for coherent research on women's entrepreneurship", *Entrepreneurship Theory and Practice*, n° 31.
12. **DESCHAMPS** Bérandère, (2000.) :« Le processus de reprise d'entreprise par les entrepreneurs personnes physiques », Thèse pour l'obtention du doctorat en sciences de gestion ; Ecole Supérieure Des Affaires Université Pierre Mendes-France.
13. **EMIN** Sandrine, 2003, «L'intention de créer une entreprise des chercheurs publics : le cas français », thèse pour l'obtention du doctorat en sciences de gestion, Ecole Doctorale de Sciences de Gestion UNIVERSITE PIERRE MENDES-France.
14. **BENELHADJ** Slimane, 2009, Les effets des territoires dans la création des très petites Entreprises, acte de la 12<sup>ème</sup> journée de l'Académie de l'Entrepreneuriat portant sur le thème : « Dynamiser l'émergence entrepreneuriale en Algérie : Réflexions sur les modèles et pratiques d'accompagnement », l'école supérieure algérienne des affaires ESAA, ALGER 15 MARS

15. **EUROPEAN FOUNDATION FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT**, 2005, "Femininly responsible entrepreneurship, a call for engagement".
16. **FILION L.J.**, 1997, « le champ de l'entrepreneuriat : historique, évolution, tendance » Revue internationale P.M.E, Vol.10, N°2, p129-172
17. **GILLET Anne**, 2002, « Les entrepreneurs algériens créateurs de petites entreprises : un groupe hétérogène entre logiques sociales, domestiques et logique économique capitaliste », CNAM-GRIOT, Documents de travail, décembre 2002
18. **GILLET Anne**, 2002, « Les entrepreneurs algériens créateurs de petites entreprises : un groupe hétérogène entre logiques sociales, domestiques et logique économique capitaliste », CNAM-GRIOT, Documents de travail, décembre
19. **GILLET Anne**, 2007, Emploi et entrepreneuriat des femmes en Algérie: des dynamiques entre traditions et innovations, PME, EMPLOI ET RELATIONS SOCIALES France – Maghreb.
20. **GREENE Patricia G.** , Myra M. Hart, Elizabeth J. Gatewood, Candida G. Brush, Nancy M. Carter, 2003, "Women Entrepreneurs: Moving Front and Center" : An Overview of Research and Theory" USA ,
21. **GUEGUEN, G.** (2001), "L'administration des enquêtes par internet", IXème Conférence internationale de management stratégique (AIMS), Montréal, Canada
22. **KERZABI Abdelatif et Tabet LACHACHI Wassila**, 2009, La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé », 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai, INRPME, Trois-Rivières, Canada
23. **KERZABI Abdelatif et Tabet LACHACHI Wassila**, La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondialisé », 11es Journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009, INRPME, Trois-Rivières, Canada
24. **LAVOIE, Dina.** 1988, *Les entrepreneurs : pour une économie canadienne renouvelée*, Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, Ottawa, février.
25. **MELBOUCI Leïla**, 2006, « De l'économie administrée à l'économie de marché : quelles stratégies pour l'entrepreneur algérien face à la concurrence mondiale ? », 8° Congres international francophone en entrepreneuriat et PME : « L'internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales » 25, 26, 27 octobre, Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse.
26. **MINISTERE DE LA PME & L'ARTISANAT**, 2008, Bulletin d'information statistique n°14
27. **OCDE** 2004, « Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes dans une économie mondialisée » Vers une mondialisation plus responsable et mieux partagée Note de synthèse des rapports de référence ; La 2e conférence de l'OCDE des ministres en charge des petites et moyennes entreprises (PME) ; Istanbul, Turquie 3-5 juin.
28. **OCDE**, 2008, Rapport sur la mise en œuvre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise « évaluation de la politique de l'entreprise », Communautés européennes.
29. **ORSER, B. & A. Riding**, 2004, « *Examining Canadian Business Owners' Perceptions of Success.* » Submission to the Canadian Council for Small Business and Entrepreneurship Conference, June.
30. **ORSER, Barbara**, 2007, « *Canadian Women Entrepreneurs, Research and Public Policy: A Review of Literature* », School of Management. Ottawa, November.
31. **REDIEN-COLLOT Renaud**, 2006, « pour une approche genrée de l'entrepreneuriat » académie de l'entrepreneuriat.
32. **TABET, et Pr Bendiabdellah A.**, Quelle GRH dans la TPE algérienne ?, Colloque GRH, PME et Entrepreneuriat : Regards croisés 1er avril 2010, Montpellier, France.
33. **TOUNES, A. et K. Assala** (2007), « Influences culturelles sur les comportements managériaux des entrepreneurs algériens », 5e Congres de l'Académie de l'Entrepreneuriat, Sherbrooke, Canada, octobre.
34. **VERHEUL Ingrid**, 2005; "is there a (fe)male approach? Understanding gender differences in entrepreneurship", PhD. Thesis, , ERIM Ph.D. Series Research in Management , Erasmus University Rotterdam , available in: ERIM Electronic Series Portal: <http://hdl.handle.net/1765/1> ,

## **Les mises en valeur agricole récentes au sud-ouest du Sahara algérien, une délocalisation d'une paysannerie ?**

**OTMANE Tayeb**

Maître de Conférences

Enseignant-chercheur

Université d'Oran

Membre du Laboratoire EGEAT, Université d'Oran

Chercheur associé au CRASC

Otmanet1@yahoo.fr

**Mots clés :** Mise en valeur agricole, Loi APFA, Agriculture, Eau, oasis, Sahara, Exploitation agricole.



## Introduction

L'espace oasien du Touat-Gourara-Tidikelt était exploité par un système agricole traditionnel jusqu'au milieu des années quatre vingt, où un nouveau système initié par l'Etat a été mis en place dans toutes les communes. Issu de l'accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur (APFA), ce système a été mis en œuvre sous deux formes : la petite mise en valeur de type paysanne et la grande mise en valeur agricole dite capitaliste, il utilise, à l'inverse du système agricole traditionnel à foggara, le forage pour l'irrigation. Celui-ci est réalisé par l'Etat et mis au service des attributaires. De par sa forte mobilisation de l'eau, le forage a induit une multiplication des aires d'irrigation en faisant bénéficier la population locale et nationale.

Cette contribution s'intéresse à la première forme de type paysanne, la petite mise en **valeur agricole. Elle traite des éléments liés à sa répartition géographique et à sa logique** d'implantation. Quelques aspects de cette nouvelle forme se ressemblent à ceux des palmeraies traditionnelles ; ce qui nous amène à analyser leur interaction et à déceler les implications spatiales et sociales entraînées après l'écoulement de plus de deux décennies.

### 1. La répartition géographique éclatée des périmètres d'APFA, une localisation contestée

Avant la réalisation des programmes d'APFA l'appropriation de l'eau prime sur celle du foncier agricole ; étant donné qu'aucune agriculture n'est possible au Sahara que par irrigation, la terre n'a pas de valeur sans eau. Celle-ci est mobilisée dans cette partie du Sahara par foggara, une galerie souterraine drainant l'eau de la nappe du Continental intercalaire jusqu'aux palmeraies par gravité. Cette zone a l'avantage d'avoir toujours son réseau de foggaras opérationnel et ce grâce à une paysannerie parmi les plus solides au Maghreb ; près de 907 foggaras mobilisent annuellement  $2,3\text{hm}^3$  (ANRH Adrar, 2004). L'irrigation par foggara a permis de développer un système agricole de polyculture essentiellement d'autosuffisance, fondé sur la petite propriété agricole familiale.

Au vu de l'effort inestimable de réalisation des foggaras<sup>25</sup>, l'eau est précieuse, autour de laquelle une organisation sociétale s'est forgée au fil du temps qui a conditionné l'évolution de l'appropriation de l'eau et de la terre. La société oasienne s'est stratifiée en groupes : les *chorfa* et *mrabtime*, classe aristocrate propriétaire d'eau et les *harratine*, métayers, ayant le savoir-faire en réalisation et entretien de foggara ainsi qu'en agriculture.

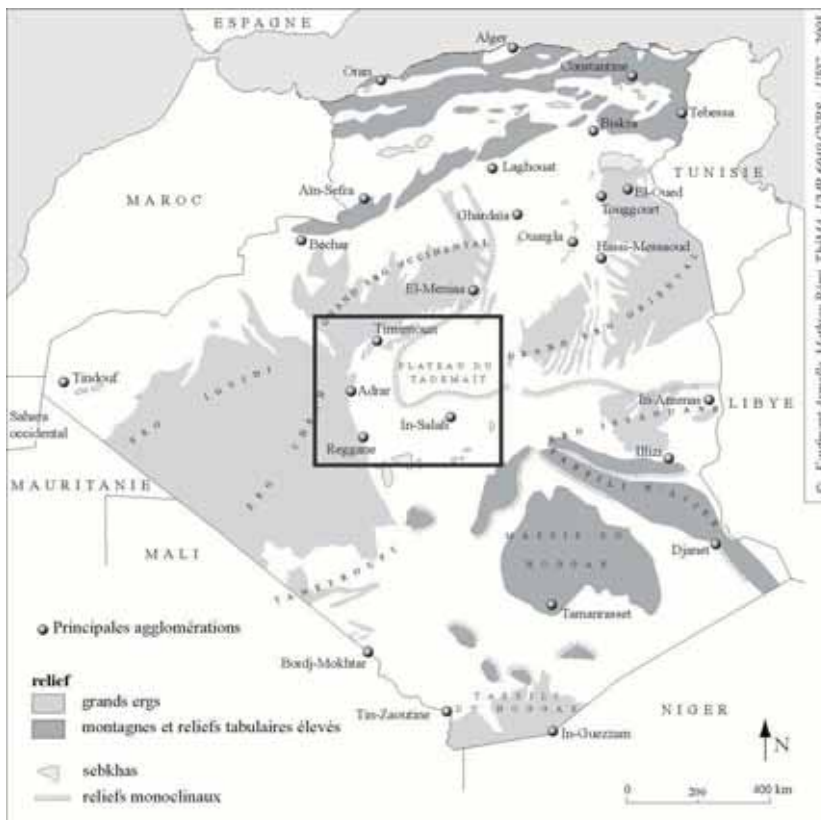
L'Etat a investi le pays de foggaras à partir de 1985 pour la mise en œuvre de l'APFA, l'effort s'est orienté à la création et l'équipement des périmètres (forages, pompes, pivots, serres, alimentation en électricité et création de pistes agricoles). La petite mise en valeur a été opérée sur 156 périmètres qui couvrent 51 486

---

<sup>25</sup> - La réalisation des centaines de kilomètres de galeries souterraines n'est envisageable que par la présence d'une main d'œuvre servile ramenée par le commerce caravanier qui sillonnait le Sahara.

ha<sup>26</sup>, soit presque quatre fois la superficie du secteur traditionnel (14 010 ha)<sup>27</sup>. Imprégnées par les réserves importantes d'eau souterraine et l'immensité des terres au Sahara, les collectivités locales sont allées sous la pression sociale jusqu'au bout de leur ambition en délimitant de vastes étendues. Les communes du Tidikelt, du Touat et du Gourara ont aménagé respectivement 25 472, 15 889 et 10 125 ha en les attribuant à 9 974 personnes.

Les périmètres sont implantés dans le Touat à proximité des oasis, sur la frange ouest du plateau de Tademaït et de part et d'autre de la route nationale n°6. Les périmètres du Tidikelt se trouvent également au contact des anciennes palmeraies ou dans leurs environs immédiats. Par ailleurs, moins nombreux dans le Gourara, les périmètres ont été créés sur le reg de M'guiden à proximité des oasis ou à la limite de l'Erg occidental.



*Carte n°1 : Localisation des oasis du Touat-Gourara-Tidikelt*

Cette localisation a été contestée par les propriétaires de foggaras, ce qui a amené les autorités locales à imposer des règles d'implantation des forages des nouvelles aires d'irrigation loin des points d'alimentation des foggaras, voire même à réaliser des forages pour renforcer les foggaras. Cependant, si l'affaiblissement ou le tarissement des foggaras – mettant à mal les cultures oasiennes – étaient le mobile officiel de contestation invoqué par les populations locales, d'autres facteurs bien plus structurels révèlent l'essence même de la fronde. La mise en valeur agricole, dans le cadre de l'APFA, en offrant de nouvelles opportunités économiques a libéré la main d'œuvre des palmeraies, en mettant sur un pied d'égalité toutes

<sup>26</sup> - Directions des Services Agricoles des wilayas d'Adrar et de Tamanrasset (2004).

<sup>27</sup> - Image Landsat de 1987.

les catégories sociales, ainsi les harratine, qui constituaient historiquement la main d'œuvre agricole, sont devenus propriétaires de la terre et de l'eau, attribuées gratuitement par l'Etat. La loi est donc venue contrecarrer l'ordre social et s'est trouvée confrontée à une forme de résistance d'une classe sociale aristocratique désormais dépourvue de main d'œuvre et du savoir-faire agricole, notamment nécessaire à l'entretien des réseaux de foggaras.

## **2. La mise en valeur agricole : la terre avant l'eau, un basculement de logiques agricoles ?**

L'hydraulique individuelle, le forage, a changé fondamentalement le rapport établi au foncier agricole ; l'appropriation foncière, autrefois reléguée au deuxième plan, est devenue un enjeu pour les oasiens. Le passage du rationalisme traditionnel à la démesure de l'APFA distingue des éléments caractéristiques de cette nouvelle forme d'occupation spatiale : les périmètres ont été créés d'une manière éclatée, sur des superficies plus étalées, au dessus de la nappe d'eau souterraine, le Continental intercalaire, sur des sites découverts ; ils sont souvent plats et loin des sebkhass, ce qui leur épargne l'agressivité de la salinité, mais les expose à l'ensablement. La mobilisation de l'eau par forage a permis de surmonter la contrainte topographique qui a conditionné l'étalement des palmeraies du secteur traditionnel. Celles-ci étaient contraintes de s'implanter à une côte plus basse afin d'assurer l'écoulement gravitaire de l'eau de foggara.

Pourquoi de vastes programmes de mise en valeur agricole ont-ils été engagés ? Y a-t-il des objectifs clairs qui les justifient ? La société oasienne recèle des causes ayant incité la population locale à se précipiter pour bénéficier des terres de l'APFA. Les nouveaux acquéreurs, autrefois intéressés à l'eau de foggara et pas à la terre, ont changé d'attitude en se présentant candidats à la nouvelle action lancée par l'Etat, pour devenir propriétaires. Donc la terre a pris la primauté dans le processus d'appropriation des biens de production agricole et est devenue un enjeu pour eux. Plusieurs facteurs ont conduit à cet état de fait : l'inégalité sociale entre les groupes sociaux dans les oasis, l'atomisation de la propriété foncière agricole sous l'effet de l'héritage, le tarissement de foggaras et le manque d'eau.

Donc, l'accès à la terre par le biais de l'APFA a donné l'accès à l'eau ; cela est allé à l'encontre de l'ancienne logique, « l'eau avant la terre » qui a régné depuis des siècles en imposant des règles d'organisation de la société et d'exploitation spatiale. Ce changement traduit parfaitement le basculement de logiques d'appropriation du sol agricole.

## **3. Les réalisations de la petite mise en valeur agricole**

La superficie cultivée a augmenté d'un tiers ; après 20 ans de mise en œuvre des programmes d'APFA, elle a couvert 22 010 ha<sup>28</sup> dont 14 412 ha pour le secteur traditionnel, 4 652 ha pour la petite mise en valeur

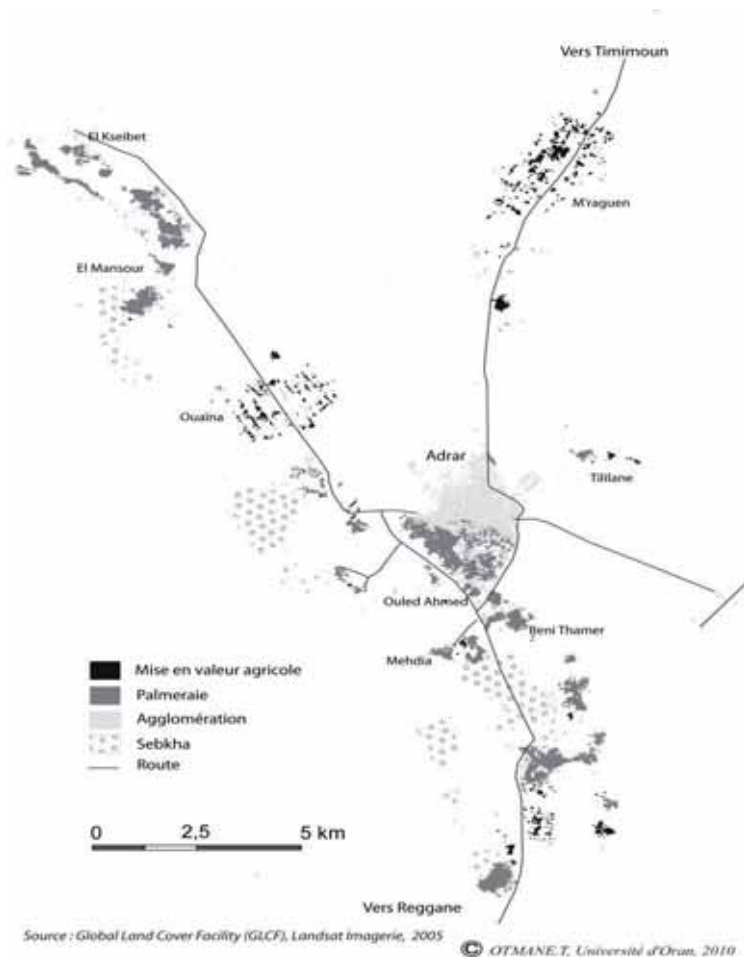
---

<sup>28</sup> - Le traitement des images Landsat de 1987 et 2005.

agricole et 2 946 ha pour la grande mise en valeur agricole.

La mise en culture réelle des terres ne représente que le 1/10 de celles attribuées, le reste est souvent laissé en jachère. Les superficies cultivées ont atteint au Touat 13,7 %, au Gourara 12 % et ont été très faible au Tidikelt (4,9 %), le sous-ensemble qui a attribué plus de superficie ; surtout dans la commune d'In Salah (près de 15 000 ha). Ces résultats révèlent une faible utilisation des terres attribuées par l'APFA et expliquent l'aspect clairsemé des périmètres, la forme éclatée des exploitations et la forme d'un paysage rural inachevé; on trouve cette configuration spatiale à M'raguen, à Ouaïna, à Tamentit...(la carte n°2).

Si dans le secteur traditionnel l'abandon de l'activité agricole peut être justifié par l'inégalité sociale, le manque d'eau et l'exiguïté spatiale, au contraire toutes ces contraintes n'existent pas dans ce nouveau secteur. Les faibles réalisations peuvent être expliquées par : l'incapacité des populations de travailler de grandes superficies, sachant que le travail dans la petite mise en valeur est exclusivement manuel (les labours, l'ensemencement, l'irrigation...), il est semblable à celui du secteur traditionnel et nécessite une présence permanente du paysan aux champs de culture ; en effet, une seule personne ne peut être capable de travailler plus qu'un hectare en moyenne. Le travail de la terre en lui-même est pénible et les jeunes générations, qui à l'inverse de l'ancienne génération, ne sont pas motivées pour s'y investir, trouvent les activités des autres secteurs économiques plus lucratives. De là, la question de mise en culture est rapportée d'une part à la capacité des populations à mettre en valeur ces superficies et non pas au volume d'eau mobilisée et d'autre part, à leur motivation ; celle-ci dépend en grande partie de la rentabilité économique de l'agriculture.



Les superficies cultivées des périmètres de la mise en valeur agricole ont la possibilité d'augmenter ; les exploitations attribuées ont souvent 2 ha et plus, l'eau de forage est abondante et la demande des marchés de consommation en produits agricoles est en croissance continue. Le secteur agricole est en pleine mutation non seulement au Sahara, mais à l'échelle nationale ; il s'agit d'une période de transition Cette fois-ci l'initiative vient du secteur privé et non pas de l'Etat. Une complémentarité régionale est entrain de se développer avec les marchés du Nord du pays à la faveur du décalage saisonnier de cette zone et qui favorise la culture des produits de contre-saison.

A vrai dire, l'accroissement de la superficie agricole est considérable, même si les réalisations demeurent en dessous des attentes en tenant en compte des milliers attributions faites et les moyens alloués. En vingt ans, cette superficie est passée à 22 010 ha. L'oasien a aménagé 14 010 ha de palmeraies en une dizaine de siècles et 8 000 ha environ en un temps court, deux décennies.

#### 4. Une nouvelle appropriation foncière agricole aux impacts différenciés

L'APFA a été réalisée pendant une période où la société oasienne était en pleine mutation ; le secteur agricole était en difficulté du fait du manque d'eau d'irrigation, des contraintes sociales d'exploitation de la terre, de la diversification des activités notamment le tertiaire, de l'émergence de nouveaux acteurs institutionnels ou autres (locaux ou ceux du Nord attirés par l'emploi) et de l'engagement du pouvoir pour

la réalisation de ce nouveau projet d'aménagement. Ces facteurs conjugués ont agi à des degrés divers pour aboutir à des transformations dans le monde rural oasien. En effet, les populations étaient prêtes au changement que la mise en valeur a amorcé.

Les groupes sociaux (*harratine*, *chorfa*, *mrabtime*) mis en égalité par la Loi de 1983<sup>29</sup> se sont portés candidats pour se procurer une exploitation agricole et avoir l'eau de forage. Le plus avantageé parmi ces groupes était celui qui possédait le savoir-faire agricole, en l'occurrence celui des *harratine*. Les migrations ont été nombreuses depuis les années 1950, notamment de *harratine*, partis travailler dans les champs pétroliers ou au Nord dans le but d'amasser quelques économies et retourner à l'oasis, pour acheter une part d'eau de foggara et affirmer une réussite sociale (Bisson J, 1957). L'APFA a ainsi offert ce qui était difficile ou impossible à obtenir pour de petits exploitants agricoles. Les autres groupes même s'ils ont obtenu de grandes superficies, se sont confrontés au manque de main d'œuvre agricole ; ils furent obligés de négocier les contrats de travail avec les ouvriers. Au vu de leur situation en haut d'échelle de la société, les *chorfa* et les *mrabtime* ne se sont pas privés des programmes d'APFA, au contraire, ils pouvaient être nombreux, mais dépossédés cette fois-ci du pouvoir de décision s'ils n'étaient pas des élus ou des administrateurs ; en effet, c'est la commune qui attribue les exploitations agricoles.

Nos enquêtes de terrain<sup>30</sup> ont touché des centaines d'exploitations d'APFA et nous ont révélé la présence d'autres catégories socioprofessionnelles ayant bénéficié de ces programmes : des enseignants, des fonctionnaires de l'Etat, des personnes ayant des fonctions libérales et des commerçants. Les paysans tributaires de la mise en valeur agricoles représentent près de la moitié (47 %) et les autres tributaires associent une deuxième fonction à l'agriculture. Cela nous renseigne, d'une part, sur les modifications apportées à la structure d'emploi pendant les quarante années dernières dans une zone de tradition agraire en confirmant une tendance des ménages oasiens à la pluriactivité et, d'autre part, sur les tributaires originaires de la zone d'étude, souvent issus de familles paysannes ; cette stratégie consiste à diversifier en premier lieu les sources de revenu.

Ces résultats révèlent également une recomposition de la structure de l'emploi au niveau de cette zone. La situation s'est complètement inversée en passant d'une dominance agricole à une dominance tertiaire. Non seulement l'effectif du secteur agricole n'a pas connu une augmentation à l'égard de l'accroissement considérable de la population, mais il s'est réduit de plus de la moitié en 1998 par rapport à ce qui était enregistré en 1966 (de 17 465 à 7 756 emplois). Cela est dû « *non pas à la mauvaise santé de l'économie générale au Sahara, mais au décalage qui existe entre la stagnation de l'activité agricole et le développement accéléré des autres secteurs. La disparité des revenus entre les secteurs est à l'origine de ce décalage et l'entretient* » (Dubost D, 2002).

---

<sup>29</sup> - Toute personne de nationalité algérienne peut devenir propriétaire d'une exploitation agricole à condition de la mettre en valeur au cours de cinq années.

<sup>30</sup> - Des enquêtes effectuées dans le cadre de la thèse et d'autres données sont issues des enquêtes de mémoires d'ingénieur de géographie de l'Université d'Oran

Peut-on considérer que ce nouveau secteur a été créé au détriment de l'ancien ? Il est illusoire de conclure de cette manière très simpliste, la situation est plus complexe ; les oasis étaient en mutation et le sont toujours, elles éprouvaient des difficultés mêmes avant la réalisation des programmes d'APFA. Le phénomène de tarissement des foggaras est ancien, il a été vécu dans les oasis du Gourara (Bisson J, 1957), qui sont passées à l'utilisation des appareils élévateurs (balancier) et par la suite à la motopompe. De plus, le creusement de foggaras ne se réalise plus du fait de la non disponibilité de la main d'œuvre servile.

La crise du métayage, déjà vécue par les oasis, est exacerbée par l'APFA ; la multiplication des périmètres de mise en valeur agricole a créé de nouveaux emplois en augmentant davantage cette pénurie. Ainsi, le faire-valoir indirect était dominant dans les palmeraies sous forme de *khemassa*<sup>31</sup> s'est muté en faire-valoir direct ; les propriétaires des anciennes palmeraies, dépourvus du savoir faire agricole, sont obligés de négocier des salaires avec des ouvriers qui se font rares, de passer à un partenariat contre la moitié de la récolte au lieu du de la *khemassa*, ou d'apprendre à travailler la terre (Bendjelid A. et al, 1999).

L'accroissement démographique important de la zone (de 118 280 habitants en 1966 à 429 174 habitants en 2008) ne s'est pas accompagné par une extension de la surface agricole des palmeraies traditionnelles, au contraire les palmeraies sont limitées d'une part par des facteurs naturels : des sites ayant des possibilités d'extension très réduites et une eau de foggaras qui se raréfie de plus en plus, et d'autre part, par des facteurs sociaux (faire-valoir indirect injuste, morcellement excessif des propriétés agricoles, indivision...). A cela, s'ajoutent des facteurs exogènes liés aux politiques des pouvoirs, à l'influence des autres régions...

Essentiellement d'autosuffisance, l'agriculture oasienne s'est affaiblie, elle est devenue économiquement peu rentable pour de nombreuses familles ; ceci a joué en défaveur de cette activité qui, autrefois, avait une place de choix dans cette société. Dans ce contexte de difficultés, le marché de travail s'est ouvert sur d'autres activités non agricoles en attirant une population agricole en quête de conditions de vie meilleures.

La terre est obtenue par la loi et l'eau, certes elle n'est pas gratuite comme celle des foggaras, mais abondante et mobilisée par forage par l'Etat. L'APFA a offert des exploitations ayant une superficie souvent supérieure à deux hectares ; ce passage de très petites exploitations agricoles à d'autres plus au moins grandes a constitué une solution au problème des exploitations exiguës ou indivises dans le secteur traditionnel. Cet aménagement rural a en effet, induit la multiplication des aires d'irrigation et l'extension de la surface agricole au moment où celle des palmeraies à foggaras se rétrécissait.

Donc, L'APFA s'est présentée dans ce processus de mutations multiformes comme opportunité pour les uns d'avoir plus de propriétés agricoles et de renforcer leur pouvoir, et pour les autres pour fuir de l'inégalité sociale ou pour réaliser des gains économiques dans l'activité agricole.

---

<sup>31</sup> - Le travail contre le 1/5 de la récolte.

L'interaction des deux secteurs est certaine et l'influence de l'un sur l'autre est incontestable. L'APFA a puisé de la main d'œuvre du secteur traditionnel, mais l'accroissement démographique était déjà important dans la zone d'étude et pourrait répondre à la carence de la main d'œuvre. Le problème réside dans la capacité de l'agriculture à attirer la population ; cela ne peut se réaliser que par le revenu qu'elle procure à ses actifs. A vrai dire, les deux secteurs, traditionnel et d'APFA, sont concurrencés par les autres activités plus lucratives. Mais, l'accroissement de la demande et l'amélioration du niveau de vie des populations commencent à redynamiser ce secteur et des complémentarités régionales dans la production agricole se consolident actuellement avec les autres régions du pays.

La mobilisation de l'eau par forage (moyen d'irrigation de la mise en valeur agricole) accélère le rabattement de la nappe peu renouvelable, mais on ne s'est pas où et quand, est-ce qu'il sera local ou général ? 907 foggaras sont toujours opérationnelles et irriguent 14 010 ha environ ; elles révèlent un fort attachement de la paysannerie à ses terroirs oasiens, bien plus, les propriétaires ont demandé aux collectivités locales de réaliser des forages pour renforcer les foggaras ; en effet, plus d'une vingtaine d'oasis ont opté pour cette solution. Cette forme d'adaptation des paysans montre la diversité des états dans lesquels se trouvent les oasis.

Même si les anciens groupes influents maintiennent leur pouvoir aujourd'hui sous une forme ou sous une autre, la pression qui a été exercée sur les *harratine* ne l'est plus ; l'APFA et les autres secteurs d'activités ont offert à ce groupe des possibilités pour se hisser à un rang social supérieur. Actuellement, c'est la réussite économique qui prime beaucoup plus dans le processus d'agissement des acteurs, en aboutissant à l'émergence de nouveaux groupes d'influence : administrateurs, élus, commerçants, entrepreneurs...

Outre la superficie d'exploitation passée de moins d'un hectare au sein de la palmeraie à deux hectares et plus dans les périmètres d'APFA, le choix des cultures imposé par le propriétaire au *khammès*, du fait qu'il récupère la quasi-totalité de la récolte (4/5), est devenu du ressort de l'exploitant lui-même. Les contrats du faire-valoir indirect convenus dans le secteur traditionnel sous forme de métayage (*khemassa* ou *kherrassa*) se faisaient souvent en faveur du négociant (propriétaire). Ces deux types de contrat d'exploitation coexistaient dans un grand nombre d'oasis (Capot-Rey R., 1953). Cela veut dire que l'APFA a considérablement limité cette forme d'exploitation. Parmi 121 exploitants dans l'oasis de Tamassekhet seules deux personnes travaillent par *khemassa*, et 66 contre la moitié de la récolte (Bahi M.R, 2003). Le départ des paysans vers la mise en valeur agricole ou vers d'autres activités a beaucoup influé sur les modes de faire-valoir. Le pouvoir des propriétaires de foggaras a été fragilisé ; ils ne sont plus dans une position confortable de négociation. Les propriétaires, qui n'ont pas le choix, acceptent la moitié de la production pour ne pas laisser l'exploitation en jachère ou à l'abandon.



## 5. La petite exploitation agricole de l'APFA et l'exploitation traditionnelle : substitution ou complémentarité ?

L'attribution des périmètres d'APFA s'est faite sur la base de plans cadastraux. Les exploitations sont dessinées selon des formes géométriques régulières (carré ou rectangle). A l'inverse des anciennes palmeraies, l'occupation du sol est achevée dans des périmètres et moyennement ou faiblement réalisée dans d'autres. En dépit des difficultés rencontrées, les nouvelles palmeraies d'APFA ont reproduit le même système cultural traditionnel et les mêmes pratiques agricoles. La complantation des cultures est pratiquée dans la petite mise en valeur agricole. Les paysans combinent les cultures du palmier, du maraîchage, des céréales, des fourrages et quelques arbres fruitiers sur la même parcelle. Le travail de la terre est, au même titre que dans le secteur traditionnel, fondamentalement manuel, de la préparation du sol jusqu'à la récolte, la mécanisation est quasiment absente. Les outils de travail de la terre sont simples ce qui nécessite un appel de la main d'œuvre au début et à la fin de la campagne agricole. Au vu de ce transfert du savoir-faire agricole entre les deux secteurs ; peut-on parler d'une délocalisation de la paysannerie traditionnelle vers les nouvelles aires d'irrigation ?

Près de deux tiers des bénéficiaires enquêtés dans la petite mise en valeur agricole ne possèdent pas d'exploitations agricoles dans les anciennes palmeraies. Il s'agit des non propriétaires fonciers, surtout les *harratine*, ayant trouvé l'opportunité au travers de la loi de l'APFA. D'autres attributaires possèdent des exploitations dans le secteur traditionnel, ils représentent 37% et cherchent à étendre leurs champs de culture. Ce nombre révèle l'intéressement des propriétaires fonciers du secteur traditionnel à l'APFA au même titre que les non propriétaires en raison des superficies attribuées et de l'eau abondante offerte par l'Etat.

Les non propriétaires représentent souvent la masse de main d'œuvre qui travaillait dans les anciennes palmeraies et leur départ a eu des répercussions négatives sur l'agriculture du secteur traditionnel. La multiplication des aires d'irrigation a influé sur l'emploi agricole et plus particulièrement sur les anciennes formes de contrat de travail. Les négociations se sont réalisées en faveur de la main d'œuvre, ainsi la *khamessa* s'est considérablement réduite. Pour cela l'emploi familial s'est introduit par nécessité et est devenu plus fréquent. De même le travail féminin est de plus en plus sollicité. Plusieurs jardins dans le secteur traditionnel doivent leur existence au travail des femmes.

Pour la production agricole, la zone a pour avantage d'être en décalage saisonnier par rapport aux régions Nord du pays. Ce facteur a souvent encouragé les paysans à pratiquer des cultures de contre-saison rentables destinées aux marchés du Nord. Les cultures sous serres commencent à se multiplier dans les périmètres, il nous semble que ce qui a été fait au Bas-Sahara se reproduit ici, les produits de contre-saison pratiqués dans les deux secteurs trouvent de bon marché.

## **Conclusion**

Les formes récentes de mise en valeur agricole effectuées dans le cadre de l'APFA au Touat, au Gourara et au Tidikelt ont recouru aux moyens modernes de mobilisation de l'eau et ont basculé les logiques d'appropriation des biens de la production agricole. La primauté donnée autrefois à l'eau de foggara est revenue à la terre. En effet, l'appropriation de celle-ci a ouvert droit à l'eau de forage ; cette logique a contrecarré l'ordre social oasien fondé depuis des siècles et a remis en cause les modes de faire-valoir indirect. Les propriétaires et les non propriétaires oasiens sont attirés par la largesse de l'Etat, l'initiateur de cet aménagement rural, ce qui a mis les anciennes palmeraies en difficulté après la délocalisation d'une partie de leur paysannerie.

Quoique les réalisations soient en dessous des attentes pour cet aménagement agricole, de nouvelles palmeraies ont été créées et font actuellement partie du paysage rural du Touat, du Gourara et du Tidikelt. En s'appuyant sur un nouveau procédé d'irrigation, elles ont reproduit le système de culture traditionnel en générant une certaine dynamique rurale.

## Bibliographie

- BAHI M.R, 2003, « *L'exploitation agricole traditionnelle dans l'oasis de Tamassakhet, wilaya d'Adrar, état et perspective*, Mémoire d'ingénieur (en langue arabe), Université d'Oran, Algérie, 137p.
- BENDJELID A. *et al.*, 1999, « Mutations sociales et adaptation d'une paysannerie ksourienne du Touat : Ouled Hadj Mamoun (wilaya d'Adrar, Algérie) », *Insaniyat*, n°7 (vol III,1), pp. 39-53.
- BISSON J., 2004, « Le dilemme agricole saharien, aménagement moderne et milieu oasien, le cas de la Saoura, du Souf et du Touat », in Bendjelid A., Brûlé J.-C., Fontaine J., *Aménageurs et aménagés en Algérie*, Paris, L'Harmattan, pp. 91-103.
- BISSON J., 2003, *Mythes et réalités d'un désert convoité, le Sahara*, Paris, L'Harmattan, 479p.
- BISSON, Jean, *Le Gourara, étude de géographie humaine*, Mémoire n°3, Université d'Alger, Institut de Recherches Sahariennes, 1957, 221p.
- CAPOT-REY, Robert, *Le Sahara français*, Paris, PUF, 1953, 564p.
- COTE M. 1993, « Espoirs et menace sur le Sahara : les formes récentes de mise en valeur agricole », *Cahiers d'URBAMA*, n°08, pp. 11-27.
- COTE M. 2002, « Des oasis aux zones de mise en valeur - l'étonnant renouveau de l'agriculture algérienne », *Revue Méditerranée*, tome 99, n°3.4, pp. 5-14.
- DUBOST D., 2002, *Ecologie, aménagement et développement agricole des oasis algériennes* », Biskra, Editions du CRSTRA, 423p.
- KOUZMINE Y., FONTAINE J., OTMANE T., YOUSFI B., 2009, « Etapes de la construction d'un désert : l'espace saharien algérien entre convoitises économiques, projets politiques et aménagement du territoire », *Annales de géographie*, n°670, pp. 659-685.
- OTMANE T., 2010, « *Mise en valeur agricole et dynamiques rurales dans le Touat, le Gourara et le Tidikelt (Sahara algérien)* », Thèse de doctorat, Université d'Oran (Algérie) et Université de Franche-Comté (France), 400p.



## أساليب التنشئة الأسرية والسلوك العدواني لدى الأطفال الصم

جامعة جيجل

كلية الآداب واللغات والعلوم الاجتماعية

قسم علم الاجتماع

السيد تالي جمال

[djameltali@yahoo.fr](mailto:djameltali@yahoo.fr)

إن العملية التربوية التي تمارس داخل جدران البيت لها وقع كبير في التأثير على بناء شخصية الطفل الأصم، وتوافقته النفسي والاجتماعي، عن طريق تفاعل أساليب التنشئة الأسرية مع البيئة الاجتماعية التي يعيش فيها الطفل الأصم، فهي تهيئه للتغلب على مشكلاته من خلال إشباع حاجاته والتعامل مع ما تقتضيه إعاقته بصورة طبيعية، وبذلك تسعى إلى الحد من التأثير السلبي للإعاقة السمعية على الطفل الأصم، من أجل الوصول به إلى حالة ايجابية متكيفة مع البيئة الاجتماعية.

وعليه نحاول من خلال هذه الدراسة أن نتبين حقيقة العلاقة القائمة بين أساليب التنشئة الأسرية التي تعتمدها الأسر الجزائرية في تنشئة أطفالهم من ذوي الإعاقة السمعية من عينة الدراسة وظهور السلوك العدواني لديهم من خلال مقارنة سوسولوجية تعتمد على المدخل التفاعلي الرمزي في تفسير مواقف الحياة اليومية للأطفال الصم، بواسطة المنهج الوصفي وما يتيح من أدوات تمكننا من اختبار فرضيات الدراسة والكشف عن العلاقة القائمة بين متغيرات الدراسة.

## أولاً- إشكالية التنشئة الأسرية للطفل الأصم في الأسرة الجزائرية:

تعد فترة الطفولة من أهم مراحل تكوين شخصية الطفل حيث ترسم فيها ملامح شخصيته، وتتشكل فيها العادات والاتجاهات، وتنمو فيها الميول والاستعدادات، وتتفتح القدرات وتتمثل القيم الروحية والأنماط السلوكية، وخلالها يتحدد مسار نمو الطفل الجسمي والعقلي والنفسي والاجتماعي و طبقا لما توفره له البيئة الاجتماعية والأسرية والتربوية والثقافية.

لذلك تسعى الكثير من دول العالم إلى توفير فرص متكافئة أمام جميع الأطفال من أجل تحقيق النمو السليم بمختلف أشكاله، حيث حاولت إيجاد أساليب متنوعة للتعليم وفتح المجال أمام الأطفال بمختلف مؤهلاتهم وقدراتهم الجسمية في التربية والتعليم سواء كانوا عاديين أم معاقين.

وتكشف الإحصاءات العالمية عن تزايد عدد المعاقين في العالم، حيث وصل عددهم إلى حوالي 500 مليون معاق جسديا وعقليا ونفسيا؛ أي ما يعادل نسبة 10% من سكان العالم.(32) أما بالنسبة للعالم العربي فإن النسبة ترتفع إلى ما بين 13% و 15% من إجمالي عدد السكان.(33) غير أنه في الجزائر يشير الإحصاء العام للسكان والسكن إلى أن عدد المعاقين يصل إلى 1.590.466 معاق في سنة 1998 أي بنسبة 5.30% من إجمالي عدد السكان.(34) من بينهم 71.000 معاق سمعيا حسب تصريح وزير التضامن الوطني.(35)

وعليه فإن فئة المعاقين سمعيا تشكل فئة هامة من فئات المجتمع الجزائري، لهم متطلباتهم واحتياجاتهم مثل أقرانهم من العاديين، مع أنهم يعانون من صعوبات متعددة في تفاعلهم مع المحيطين بهم نظرا لعجز الأصم، في كثير من الأحيان، عن تكيفه مع البيئة الاجتماعية وتقبل وضعه وصورته في المجتمع. لذلك فإن هذه الفئة تستدعي الاهتمام والرعاية خاصة من قبل الأسرة لأن الأطفال الصم لا يمتلكون أهم آليات التفاعل الاجتماعي وهي اللغة التي تسمح لهم بتكوين المفاهيم والاتجاهات والقيم. كما يحتاجون في تربيتهم داخل الأسرة إلى أساليب تشيئية تساعد على تجاوز الصعوبات التي تطرحها إعاقتهم من أجل تحقيق التكيف النفسي والانفعالي، والاندماج في المجتمع.

والطفل الأصم، الذي حرم من حاسة السمع، يحجب من المشاركة الإيجابية الفعالة مع أفراد بيئته، حيث أن عملية اكتساب اللغة ( الكلام) تعتمد في بداية نموها على قدرة الطفل على التقليد، فحرمان الطفل من حاسة السمع يحرمه من الخبرة اللازمة في عملية بناء الكلام، باعتباره كلا ديناميكيا(36). وتتفق الدراسات والبحوث والمنطقات النظرية على أن الأطفال الصم يميلون إلى الانطوائية والانسحابية والسلوك العدواني الموجه نحو الذات أو نحو الآخرين، ويعزى ذلك إلى أن السمع يرتبط باكتساب المعرفة ونمو اللغة وهذا بدوره يؤثر تأثيرا إيجابيا على النمو الذهني والانفعالي والاجتماعي للأصم(37) وبالتالي عدم قدرة الأصم بالتمتع بهذه الاكتسابات، مما يفقده كثيرا من نمو شخصيته وتكوين ذاته.

فهذا النوع من الإعاقة له تأثير مباشر على سلوك الأطفال الصم، إذ تعمل هذه الإعاقة كمعزز للتفاعل الإيجابي مع أفراد المجتمع، و تجعل الطفل الأصم أكثر انفتاحا من الأفراد العاديين للاندماج مع الآخرين، حيث أشار جروس

السيد رمضان: السيد رمضان : إسهامات الخدمة الاجتماعية في مجال رعاية الفئات الخاصة، الطبعة الأولى، الإسكندرية المكتب الجامعي الحديث، 2001، ص 155.32-

- عبد الله محمد عبد الرحمن: سياسات الرعاية للمعوقين في المجتمعات النامية: القاهرة، الدار الجامعية، دت.ص 239.33-

Office National De Statistiques : Recensement Général de la Population L'habitas de L'habitas , 1998. p 10.34-

WWW.ARABIC.XINHUANTET.COM/2008-04-01. ENFANT 607205 HTM - المعاقون في الجزائر:

لطفى بركات: الفكر التربوي في رعاية الطفل الأصم، القاهرة، المتحدة للنشر والتوزيع، 1978، ص 80.36-

- المرجع نفسه، ص 37.83

(groce) إلى أن الأطفال الصم يكونون أكثر حرصا على إتباع أساليب الوقاية الذاتية والجسمية من العاديين، كما أن لديهم رغبة جامحة للتفاعل مع أفراد المجتمع، وذلك لإثبات ذاتهم(38).

إلا أن بعض المواقف الاجتماعية التي يتعرض لها الطفل الأصم تدفعه إلى انتهاج سلوك عدواني اتجاه الآخرين، وذلك بسبب إحساسه الزائد بالنقص وأنه شخص لا يستطيع أن يفهم الآخرين بشكل واضح وصحيح عندما يتكلمون إليه، أو عندما يحاول الاتصال بهم، الأمر الذي يؤدي إلى ظهور أنماط من السلوك غير السوي مع من يحيطون به، سواء أكان ذلك من أفراد أسرته أو جيرانه أو أقرانه من الأطفال، فكل هذه التطورات تحت الطفل الأصم على تعزيز مشاعر العدوانية لديه، وإحساسه بالقلق وعدم الثقة بالنفس، وتعرضه إلى توترات مستمرة تولد لديه صراعا مستديما مع من يخالطونه أو يتصلون به.

وتؤكد نظرية التعلم الاجتماعي أن انطواء الطفل الأصم وعدم إتاحة الفرصة له لممارسة النشاطات المرغوبة لديه يؤدي إلى تأخره معرفيا وثقافيا، وأن أي خطأ أو تشويه في الحواس يعمل على إبطاء النمو المعرفي لدى الطفل(39)، الأمر الذي يجعل الطفل الأصم بعيدا عن الواقع بدلا من التفاعل معه، فيتصور أن العالم الخارجي يكن له العداء فيجد نفسه بين الانطواء تارة و السلوك العدواني تارة أخرى.

يلجأ الطفل الأصم عندها إلى الكذب والسرقة والاعتداء على الآخرين، جسديا أو ماديا، بتكسير ممتلكاتهم وإتلافها أو حتى بالسب والشتم عن طريق الإيماءات والإشارات. والواقع أن هناك الكثير من الممارسات العدوانية التي تظهر في الوسط المدرسي عند الأطفال الصم، فهم يعيشون في جماعات منطوية على نفسها تتقاسم الإعاقة والعداء للآخرين، فالطفل الأصم، الذي يعيش في أسرة أفرادها يتكلمون ولا يستخدمون أي شكل من أشكال التخاطب المرئي، ولا يتعلم كيف يتحدث، ولا يكتسب مهارات استخدام الإشارة، يعاني، على اثر عزلته اللغوية، من مشكلات حادة اجتماعية ونفسية ووجدانية، فالعائق هنا لا يتعلق بعامل الاتصال فحسب بل إنه يرتبط بعدم معرفة الوالدين بكيفية إزالة حاجز الاتصال، كما أن معاملتهم التي تتميز بالإهمال له واعتبار إعاقته عارا على الأسرة، أو عالة عليهم، تأخذ من الوالدين جهدا زائدا أو نفقات إضافية على الطفل الأصم، كما قد تتميز بتفضيل الأطفال العاديين من إخوته عليه ما يزيد من حجم الإعاقة وتأثيرها، ما يجعله يحس بأنه إنسان غير مكتمل وأنه بحاجة إلى مساعدة الآخرين لممارسة النشاطات المطلوبة منه، مما يولد لديه إحجاما عن قبول المساعدة الخارجية، ويقف موقفا عدائيا عندما يحاول الآخرون مساعدته.

ومن هنا يأتي دور الأسرة في تعديل سلوك الأطفال الصم والتأثير فيه. وتعد الأسرة، وفق هذا المفهوم، من أهم المؤسسات التربوية في المجتمع وأعمقها أثرا في سلوك الأطفال الصم، فهي البيئة الاجتماعية التي تستقبل الطفل منذ ولادته وتستمر معه مدة طويلة من حياته، فالنفاعل بين الطفل وأسرته يكون أشد كثافة وأطول زمنا، كما أن العلاقة التفاعلية والاجتماعية بين الطفل الأصم وأفراد أسرته تجعل من هؤلاء الأفراد عناصر ذات دلالة خاصة في حياته النفسية والاجتماعية.

- د. عفانة، أكباجة: إتجاهات أولياء الأمور نحو سلوك ابنانهم الصم، مجلة الجامعة الإسلامية، المجلد الخامس- العدد الثاني، يونيو 1997 فلسطين 38 يوم: 20/05/2008. www.tarbia.net. ص 85. نقلا عن موقع

- المرجع نفسه، ص 39.86



وتتخلل العلاقة بين الآباء والأبناء الكثير من الجوانب النفسية والمفاهيم الاجتماعية التي تؤثر في الطفل الأصم من خلال التفاعل فيما بينها، وهذا التفاعل هو الذي ينمي قدرات الأطفال نحو السلوك المرغوب فيه، كما تقع على عاتق الوالدين مساعدة الأبناء على استكمال قدراتهم في التمييز بين السلوك المرغوب فيه والسلوك غير المرغوب فيه، وذلك لأن الطفل يبدأ بالتفاعل مع المحيطين به منذ اللحظة الأولى من ولادته، إذا تنصفت شخصية الطفل بصفاتها الاجتماعية والإنسانية وتصبح قادرة على التفاعل مع المحيط الاجتماعي، فتتوافق معه حسب ظروفه وقواعده أو تعجز عن هذا التوافق.

وتظهر أهمية أساليب التنشئة الأسرية في توجيه سلوك الطفل الأصم وبناء شخصيته وإعداده للمستقبل، فنضج الشخصية الاجتماعية للطفل الأصم لا تتوقف على الوقت الذي يقضيه مع الأبوين بقدر ما يتوقف على نوع المعاملة وأسلوب التفاعل والطرق التي يتصرفان بها معه. إذ لا يقتصر تأثير أساليب التنشئة الأسرية على السلوك والعادات والقيم الاجتماعية في واقع الطفل الأصم داخل الأسرة بل يمتد إلى المدرسة، فالأبوان يمارسان أساليب مختلفة ومتعددة في التنشئة الأسرية لأطفالهم، تمتاز بالمبالغة في أسلوب أو التراخي الشديد فيه، وقد يعتمد الأبوان أكثر من أسلوب في التنشئة الأسرية لأبنائهم.

ونظرا لتداخل وتعقيد وتشابك العمليات التربوية والنفسية والاجتماعية داخل الأسرة، فإنه ليس بالأمر الهين تحديد العلاقة بين أساليب التنشئة الأسرية و السلوك العدواني لدى الأطفال الصم، ومن أجل معرفة وتحديد تأثير أساليب التنشئة الأسرية غير السوية في ظهور السلوك العدواني لدى الأطفال الصم.

وعليه هل تؤثر أساليب التنشئة الأسرية غير السوية في ظهور السلوك العدواني لدى الأطفال الصم؟

و تكمن أهمية هذه الدراسة في إلقاء الضوء على إحدى مؤسسات التنشئة الاجتماعية، ألا وهي الأسرة باعتبارها مصدر كل تغيير وتقدم في أي مجتمع، من خلال المسؤوليات والواجبات الملقاة على عاتقها، فهي النموذج المصغر للتفاعل الاجتماعي الحقيقي الذي يتم بين أعضائها، وعلى ضوء هذا التفاعل تبرز العلاقة بين الآباء والأبناء والأساليب المستخدمة في تنشئتهم ولا سيما الأطفال الصم منهم، على اعتبار أن لأساليب التنشئة الأسرية انعكاس سلبي أو إيجابي على الطفل الأصم وسلوكاته على اختلاف وتباين هذه الأساليب. خاصة إذا ما اعتبرنا أن الطفل الأصم لا يمتلك اللغة ويجد صعوبات في التواصل، ومن ثم فإن إحاطته بالعالم الخارجي وما يجري فيه لا يكون إلا من خلال ما تعلمه داخل أسرته، ففكرته عن ذاته لا تتكون لديه إلا من خلال إدراكه لتصور أفراد أسرته له.

### ثانيا: التفسيرات السوسولوجية لعمليات التنشئة الأسرية ونتائجها:

ارتأينا الاعتماد على النظرية التفاعلية الرمزية من خلال مقولاتها التي تناولت أثر العلاقات الاجتماعية وأساليب التنشئة الأسرية في سلوك الأطفال الصم، من خلال التفاعل الاجتماعي داخل الأسرة، الذي يحدد فيما بعد نمط وطبيعة السلوك الذي يصدر عن الطفل الأصم، أي من خلال عمليات التفاعل الاجتماعي وما تطرحه فئة الصم من مشكلات في الاتصال وأثرها على دور ومركز الأصم في الأسرة والمدرسة.

وترتبط هذه النظرية بإسهامات علماء النفس الاجتماعي وعلى رأسهم جورج ميد (1863-1931) ونشارلز

كولي (1864-1929) ورايت ميلز (1916-1962)، وهم من أهم رواد نظرية التفاعل الرمزي. حيث سعى جورج ميد

إلى تحليل المواقف الاجتماعية وعمليات الاتصال الرمزي وغير الرمزي والتي بين فيها كيفية اختلاف الكائن البشري عن الكائنات الحية الأخرى، عن طريق استخدامها لأنماط الاتصال الرمزي التي تعمل على تنظيم السلوك الفردي والجمعي، وتساعد الأفراد والجماعات على فهم وإدارة البيئة، أو العالم الفيزيقي والاجتماعي الذي يعيشون فيه، بالإضافة إلى أن اللغة باعتبارها وسيلة الاتصال الرمزي بين البشر تسهم في نقل وفهم أنماط التفاعل على مساعدة الأفراد في اتخاذ السلوك المناسب حسب المواقف الاجتماعية. (40)

ويعتبر ميد الوعي الذاتي سمة مميزة للكائنات الإنسانية والذي يعتمد على مقدرة الفرد على أن يكون نفس الاتجاه عن نفسه كما يأخذ به الآخرون نحوه، ويعتبر نمو الطفل المثال المفضل على ذلك لدى جورج ميد، إذ ينشغل الطفل أثناء اللعب بعملية تقليد السلوك الذي يراه حوله، فهو يقلد والده أو ساعي البريد... وتتطور بذلك انشغالات الطفل في اللعب تدريجيا إلى الاندماج في اللعب من مجرد تقليد السلوك، وإنما يحتاج مع الأطفال تقدير وجهات نظر الآخرين ويتحول الطفل في نظر ميد من مجرد مخلوق قادر على الانشغال في تقاليد اللعب إلى مخلوق يظهر الوعي الذاتي الذي تتطلبه عملية اللعب. (41)

ويوضح ميد بهذا العمليات التي يتم من خلالها تطور شخصية الطفل، فلا ينبغي أن يمتلك الوعي الذاتي في عمليات اللعب فقط وإنما عليه أن يفعل ذلك في كل النشاطات الاجتماعية. إن الكائنات الإنسانية يمكن أن تدخل في اتصال يحمل معنى مع بعضهم الآخر من خلال وسيلة اللغة، وأنه من خلال الحوار مع الآخرين يصبح الفرد مدركا لوجهات النظر واتجاهات الآخرين وبإمكانه من خلال هذا التبادل أن يتعلم الوعي الذاتي الذي يعد جوهريا في عملية تنظيم الحياة الجمعية. (42)

إن عملية التنشئة الاجتماعية وعملية تعلم السلوك الاجتماعي هي عملية مستمرة بمعنى أنها تبدأ في الطفولة وتستمر على طول مراحل البلوغ، ويذهب أنصار هذه النظريات إلى أن هناك حاجة للاعتراف بوجود واستمرار التنشئة الاجتماعية كعملية مهمة في تكوين شخصية الفرد. (43)

ويمكن تلخيص أهم المبادئ التي نادى بها هذه النظرية فيما يلي:

أ- أن الحقيقة الاجتماعية حقيقة عقلية تقوم على التخيل والتصور.

ب- قدرة الإنسان على الانتقال من خلال الرموز وقدرته على تحميلها معان وأفكار ومعلومات يمكن نقلها لغيره.

ج- تعرف الفرد على صورة ذاته يحدث من خلال تصور الآخرين للفرد، ومن خلال تصوره لتصور الآخرين له إذ تتكون صورة الذات نتيجة تفاعل الفرد مع الآخرين.

د- الذات تظهر وتتمو لدى الطفل نتيجة نمو قدرته على التفاعل مع الآخرين في مجتمعه عبر التواصل الرمزي. (44)  
لقد ذهبت سناء الخولي إلى القول: "أن الطفل عند الولادة لا يكون اجتماعيا أو غير اجتماعي، لكنه عن طريق التفاعل مع الآخرين تنمو اللغة لديه وتستدمج المعاني، ومن ثم تبدأ الذات الاجتماعية في الظهور، وفي هذه الحالة يمكن للأشخاص المهمين لنا أن يقوموا بدور موصلي النزعة الاجتماعية لنا". (45)

- عبد الله محمد عبد الرحمان: علم اجتماع التربية الحديث، الإسكندرية، دار المعرفة الجامعية، 1997، ص 289. 40

- عبد الرزاق حلي وآخرون: نظرية علم الاجتماع، الإسكندرية، دار المعرفة الجامعية، 2001، ص 176. 41

- المرجع نفسه، ص 177. 42

- المرجع نفسه، ص 209. 43

- عمر أحمد الهمشري: التنشئة الاجتماعية للطفل، عمان، دار الصفاء للطباعة والنشر والتوزيع، 2003، ص 79. 44

- سناء الخولي: الأسرة والحياة العائلية، الإسكندرية، دار المعرفة الجامعية، 1999، ص 237. 45

إن الكثير من مقولات هذه النظرية تدعم فرضيات هذه الدراسة وتؤيدها، وتصبح بذلك سندا نظريا هاما لإثراء تحليل النتائج في الجانب الميداني من هذه الدراسة، إضافة إلى مقولات التفاعلية الرمزية.

### ثالثا-التحديد المفاهيمي لمتغيرات الدراسة:

تختلف الأسر في اختيار أسلوبها الخاص في تنشئة أطفالها وضبط سلوكهم من أجل الحفاظ على توازن الفرد وثبيت القيم السليمة وتعديل سلوكياته الخاطئة، إلا أنه ليست جميع أساليب التنشئة الأسرية صالحة لتعديل السلوك وتقويمه خاصة إذا بدت على الأطفال بعض السلوكيات المنحرفة والعدوانية، كما أن بعض الأساليب هي في حد ذاتها من مسببات السلوكيات السلبية ذاتها، فليست جميع الأسر على مستوى واحد من الوعي والإدراك بمقتضيات مرحلة الطفولة وما تتطلب ثقافة التعامل مع الطفل الأصم (المعاق).

وقد يستخدم الأب أو الأم أكثر من أسلوب في كل موقف دون أن يكون له هدف واضح أو محدد أو دون مراعاة التناسق بين الأسلوب المتبع في ضبط السلوك والموقف.

يمكن تعريف أساليب التنشئة الأسرية غير السوية بأنها عبارة عن مجموعة من الممارسات الظاهرة اللفظية أو المادية، التي تصدر من أحد الوالدين أو كليهما، أثناء عملية التنشئة الأسرية مع أبنائهم من الأطفال الصم داخل الأسرة في مختلف المواقف اليومية، وتتمثل هذه الأساليب في الإهمال و التسلط و التفرقة في المعاملة بين الأبناء و التذبذب في أساليب الثواب والعقاب، التي لها تأثير على سلوكيات الطفل الصم، والتي نستشفها من خلال آراء الأطفال الصم.

أما بالنسبة للسلوك العدواني فقد تعددت تعريفاته بحيث لا يوجد تعريف واحد متفق عليه من جانب كل الباحثين. ويعرف في قاموس التربية بأنه سلوك يرمي إلى إيذاء الغير أو الذات تعويضا عن الحرمان أو بسبب التنشيط. (46)

ويعرف محي الدين وحسين وآخرون بأنه أي سلوك يصدره الفرد لفظيا أو بدنيا، صريحا أو ضمنيا، مباشرة أو غير مباشر، ناشطا أو سلبيا، كما أنه سلوك أملاه عليه الغضب أو الإحباط أو الإزعاج من قبل الآخرين أو للشخص نفسه. (47)

كما تعرفه خوله أحمد يحيى: بأنه أي سلوك يعبر عنه بأي رد فعل يهدف إلى إيقاف الأذى أو الألم بالذات أو بالآخرين أو تخريب ممتلكات الذات أو الآخرين فالعدوان سلوك وليس انفعالا أو حاجة أو دافعا. (48)

ومنه يرى الباحث أن السلوك العدواني هو سلوك يرمي إلى إيذاء الذات أو الآخرين وقد يكون جسديا أو لفظيا أو رمزيا ويعبر عنه بطريقة مباشرة أو غير مباشرة وقد يتضمن الغضب أو العداوة.

<sup>46</sup> - محمد علي الخولي: قاموس التربية، إنجليزي عربي، بيروت، دار العلم للملايين، 1985.

<sup>47</sup> - بشير معمري، إبراهيم ماضي: أبعاد السلوك العدواني وأزمة المعوق لدى الشباب الجامعي، أعمال الملتقى الدولي الأول العنف والمجتمع، مارس 2003، دار الهدى للطباعة والنشر، عين مليلة ص 36.

<sup>48</sup> - خولة أحمد يحيى: الاضطرابات السلوكية والانفعالية، ط1، عمان، دار الفكر للطباعة والنشر، 2000، ص 185.

أما عن **الطفل الأصم** فهو الشخص الذي فقد القدرة على السمع بالجهاز المخصص لهذا الغرض نتيجة إصابة هذا الجهاز بحادث إما وُلادي أو حادث طارئ، ونتيجة هذه الإصابة يفقد هذا الشخص القدرة على الحصول على المعرفة والاتصال بالعالم الخارجي. (49)

كما يعرف أيضا على أنه الطفل الذي فقد السمع منذ الميلاد أو قبل تعلم الكلام بدرجة لا تسمح له بالاستجابة الطبيعية للأغراض التعليمية والاجتماعية في البيئة السمعية ويتراوح الفقد السمعي لديهم بين (60-80) ديسيبل db (50).

ونعرفهم إجرائيا بأنهم مجموعة من التلاميذ، تتراوح أعمارهم بين 08-16 سنة، الذين يزاولون دراستهم بمدرسة صغار الصم بولاية المسيلة بسبب إعاقتهم السمعية ويتسمون بدرجات عالية من السلوك العدواني.

**رابعا- تشكل السلوك الاجتماعي لدى الطفل الأصم من خلال التنشئة الأسرية:** تعتبر فترة الطفولة من حياة الفرد من أشد الفترات من حيث تكوين شخصيته وتحديد ملامح سلوكه الاجتماعي، ويعتمد تحديد شخصية الفرد على عدة عوامل منها: الاستعدادات الوراثية والقيم والمعايير التي تسود في المجتمع وأساليب التواب والعقاب التي يتعرض لها الطفل في الأسرة والتفاعل الاجتماعي الذي يتم بينه وبين أقرانه والنماذج السلوكية التي لاحظها الطفل سواء من خلال وسائل الإعلام أو في مواقف الحياة اليومية.

ومع ذلك تبقى الأسرة من أهم هذه العوامل لأن الوالدين والأقران (الإخوة والأخوات) هم من أشد العناصر تأثيرا في نمو الطفل اجتماعيا، حيث تكون صلتهم بالطفل في هذه المرحلة أكثر دواما، كما أن التفاعل الاجتماعي يعد أشد كثافة وأطول زمنا، هذا إلى جانب العلاقة الانفعالية الاجتماعية التي تربط بين الطفل وأعضاء أسرته ما يجعل منهم عناصر ذات دلالة خاصة في حياته النفسية. (51)

وتظهر أهمية الأسرة كذلك كونها المحدد الحقيقي لتوجهات الفرد الفكرية والسلوكية والبناني لاتجاهاته نحو مختلف الموضوعات الخارجية والمُعَلَّم للطفل كيف يكون متسامحا ومحترما للآخرين. (52)

وتتحقق التنشئة الأسرية بتأثير مجموعة من الآليات النفسية والاجتماعية أهمها التعلم والذي يعين اكتساب المهارات والعادات وطرق الفعل السليمة وردود الأفعال كما يعني إدماج الملامح والعناصر الثقافية ضمن شخصية الفرد. (53)

ومن خلال عملية التفاعل الاجتماعي يبدأ الطفل في تكوين انطباعات عن آراء الآخرين فيه وهذا الإنطباع يكون نتيجة طبيعية لاستجابات الآخرين لسلوك الطفل ومظاهره، وهنا تتولد لدى الطفل فكرته عن ذاته كيف يشبه بعض خصائص الآخرين، وكيف يختلف عنهم في خصائص أخرى. (54)

49 - محمد السد فهمي مرجع سابق، ص 12.

- سهير كامل أحمد: المرجع نفسه، ص 221.50

- محمد عماد الدين اسماعيل: مرجع سابق، ص 51.251

- محمد مصطفى زيدان: النمو النفسي للطفل والمراهق، جدة، دار الشروق، 1980، ص 52.238

- الفضيل رتيبي: مرجع سابق، ص 53.45

- سميرة احمد: علم اجتماع التربية، ط3، القاهرة، دار الفكر العربي، 1998، ص 54.51

ولكن كيف يقوم الآباء بعملية التنشئة الأسرية؟ وكيف يتشكل السلوك الاجتماعي للطفل الأصم؟ بعبارة أخرى ما الذي يفعلونه من أجل تنشئة أبنائهم أسريا؟ وما هي أساليب التعلم في الأسرة التي تمكن الآباء من تنشئة أبنائهم؟ هناك أساليب عديدة للتعلم يمكن حصرها في النقاط التالية: (55)

أ- **الإعادة والتكرار:** إن الفرد يتعلم بعض الأفعال والسلوكيات من خلال التكرار المستمر لها إلى أن تصبح من جملة عاداته وطبائعه، ويدخل ضمن هذا الأسلوب الروتيني اليومي.

ب- **التقليد والمحاكاة:** يتعلم الفرد منذ طفولته الأولى بعض الممارسات والسلوكيات عن طريق ملاحظة الآخرين وتقليدهم و يعرف المختصون هذا الأسلوب: أنه العملية التي يكتسب فيها الفرد سلوكيات معينة من خلال الملاحظة المستمرة للآخرين.

كما أننا نجد أن هذه الطريقة في التعلم لها آثارها العميقة في نفسية الفرد وفي سلوكياته المستقبلية، فالتقليد إما يكون بالإيجاب أو بالسلب.

ج- **التجارب الشخصية:** ونسمي هذه التجارب بالأسلوب التفاعلي. فالفرد يتعلم من تجاربه الخاصة كأن يختبر مثلا بعض السلوكيات في الوسط الذي يعيش فيه، ثم يقيم النتائج والآثار الناتجة عنها ليحافظ على التسوية السليمة فيها، ويحاول تصحيح الخاطئ منها ويعرف هذا الأسلوب باكتساب واستنباط القواعد الاجتماعية من قبل الطفل من خلال تفاعله مع الآخرين وفي إطار الأدوار الاجتماعية المختلفة.

د- **الاستنباط:** يعتبر الاستنباط عملية تحويل الفرد لمواقف وتصرفات الآخرين نحوه إلى عناصر داخلية وقد عرف بأنه "الرابطة" والعلاقة الموجودة بين الموقف والتفكير، ويساهم الاستنباط في المسار العام للنمو من خلال سماحه باختزال الطاقة المبذولة في الفعل وإحداث آثار داخلية على الفعل ناتجة عن نشاطات خارجية متعلقة بالفرد.

ويرى على أسعد وطفة أنه: "يتوجب على الفرد من أجل اكتساب عضويته الاجتماعية أن يتمثل نسقا من الأدوار الأساسية المحددة اجتماعيا"، ويتم اكتساب الدور وفق عمليتين متكاملتين هما: التعلم العرفي الذي يتم من خلال اللعب والمحاكاة والاستيطان اللاشعوري، والتعلم المقصود الموجب عبر المؤسسات الاجتماعية كالأسرة، المدرسة، ووسائل الإعلام" (56)

ومنه نستنتج أن تشكل السلوك الاجتماعي لدى الفرد يتم وفق بعدين احدهما سيكولوجي والآخر اجتماعي. أما الأول فهو التعلم العرفي كبعد سيكولوجي، وأما الثاني فهو التعلم المقصود الذي يتم عبر مؤسسات التنشئة الاجتماعية المختلفة.

إن التنشئة الأسرية ليست مجرد عملية تطبيع اجتماعي وتكيف اجتماعي وأنها بالذات ما يميز الإنسان عن الحيوان ويجعله متدنيا أو ملحدا، مسالما أو عدوانيا، فاشلا أو ناجحا؛ وتبدأ عملية التنشئة الأسرية في سن مبكرة جدا وثمة ثلاث درجات لضبط دوافع الطفل وسلوكياته. (57)

خامسا- **أثر الإعاقة السمعية في التفاعل الاجتماعي:** يشير عبد المطلب القريطي إلى الخطورة التي تترتب على الإعاقة السمعية والمتمثلة في عدم استطاعة الطفل الأصم المشاركة الإيجابية في عملية اكتساب اللغة اللفظية، التي

- الفضيل رثيمي: مرجع سابق، ص 47، 48، 55.49

- على أسعد وطفة: مرجع سابق، ص 5663

www.suhuf.net.sa - برهان مهلولي: مسؤولية الأسرة في تنشئة الطفل اجتماعيا، جامعة الملك سعود، 57

تعد أكثر أشكال الاتصال سهولة في التفاهم وشيوعا بين الناس، مما يؤثر في نموه العقلي والمعرفي ويعوق عملية تعليمه واكتسابه الخبرات والمهارات اللازمة لتطوير ما قد يتمتع به من استعدادات وقدرات عقلية.

كما تؤدي الإعاقة السمعية بدورها إلى إعاقة النمو الاجتماعي للطفل، حيث تحد من مشاركته وتفاعله الاجتماعي مع الآخرين واندماجه في المجتمع. (58)

إن ما يعانيه الأصم من العزلة المفروضة عليه بسبب افتقاده لحاسة السمع، وكذلك افتقاده لطرق التواصل العادية، يعوقه عن تشرب قيم وعادات وتقاليد المجتمع، بل إنه يتحاشى الدخول مع العاديين في أي تفاعل لأنه لا يملك مقومات التفاعل الاجتماعي ومن ثم ينطوي على نفسه ويرفض هذا المجتمع الذي يشعره بنقصه دائما، وبالتالي يهتز توافقه النفسي والاجتماعي وربما تتكون لديه اتجاهات عدوانية اتجاه المجتمع ورفاقه، ويتمرد على نظمه وتقاليدته ويأخذ هو ورفاقه الصم جانبا بعيدا عن المجتمع المحيط بهم. (59)

إن التكيف والنمو الاجتماعي لدى الأطفال الصم يتوقف على نظرة المجتمع والأهل لهم، فمنهم من يشعر بالذنب والخجل واليأس وتصبح معاملاتهم مع الأطفال مشحونة بالانفعالات الضارة، ومنهم من يبذل عناية خاصة وحماية مبالغتة تقيد حرية الأطفال في إظهار قدراتهم، ومنهم من يهملون أطفالهم ويتركونهم في مدارس خاصة لأنهم عالة عليهم، وبذلك تسوء حالة الطفل. (60)

ولقد أثبتت الدراسات أن افتقاد الأصم إلى القدرة على التواصل الاجتماعي مع الآخرين قد تقوده إلى عدم النضج الانفعالي والاعتمادية مقارنة مع الأطفال العاديين، كما أن الأطفال الصم أقل قدرة على العناية بمطالبهم الشخصية وتنقصهم القدرة على التوجيه الذاتي ويشعرون بالعجز والشك وعدم الثقة في الأفراد العاديين، ويرجع ذلك لقلة خبراتهم الاجتماعية في مجتمع السامعين. (61)

سادسا - الخصائص النفسية والاجتماعية والسلوكية للأطفال الصم: تميل الكثير من الآراء ونتائج الدراسات إلى أن الصم يعوق الاتصالات الشخصية والاجتماعية، وأن شخصية الطفل الأصم تتأثر بالإعاقة السمعية، وأن جوانب النمو المختلفة تتأثر هي الأخرى.

فالأطفال الصم لا يمثلون فئة متجانسة حيث أن لكل فرد خصائصه الفردية، وترجع مصادر الاختلاف إلى نوع الإعاقة وعمر الفرد عند حدوثها، وشدة الإعاقة وسرعة حدوثها، ومقدار العجز السمعي وكيف يمكن الاستفادة منه؛ وإلى عملية التنشئة الاجتماعية وكيفية تأثيرها على الأصم. ولهذه الإعاقة تأثير ملحوظ على الخصائص النمائية المختلفة لدى الفرد لأن مراحل النمو مترابطة ومتداخلة.

وفي هذا المجال أجريت عدة دراسات على الطفل الأصم لمعرفة خصائصه الشخصية من نواحيها المختلفة والتي يمكن عرضها فيما يلي:

**1- الخصائص اللغوية:** تؤثر الإعاقة السمعية سلبيا على جميع جوانب النمو اللغوي لدى الأطفال الصم، فالشخص المعوق سمعيا سيصبح أبكما إذا لم تتوافر لديه فرص التدريب الفاعلة ويرجع ذلك إلى عدم توفر التغذية الراجعة السمعية وعدم حصوله على تعزيز لغوي سمعي كاف من الآخرين.

<sup>58</sup> - عبد المطلب أمين القرطي: مرجع سابق، ص 136.

<sup>59</sup> - سهير كامل أحمد: مرجع سابق، ص 232.

<sup>60</sup> - مصطفى فهمي: الإنسان وصحته النفسية، القاهرة، مكتبة الأنجلو المصرية، 1980، ص 52.

<sup>61</sup> - سهير كامل أحمد: مرجع سابق، ص 233.

تتصف لغة الأطفال الصم بفقرها البالغ قياسا بلغة الآخرين ممن يعانون من هذه الإعاقة، وتكون ذخيرتهم اللغوية محدودة وألفاظهم تدور حول الملموس، وتتصف جملهم بالقصر والتعقيد علاوة على بطء كلامهم واتصافه بالنبرة غير العادية، فهذه الإعاقة تتناسب طرديا مع النمو اللغوي. (62)

وقد قام لينبرج بإعطاء حجج يثبت ما أسماه "بالمرحلة الحرجة" وهي مرحلة تعلم اللغة، حيث يعتقد بأن الكلام هو وظيفة ناجمة عن تغيرات في الجهاز العصبي المركزي بحيث تحدث في مراحل حرجة وخطرة في نمو الطفل فإذا لم يكتسب اللغة خلال هذه الفترة سيواجه صعوبات عديدة في هذه العملية.

ومما يدل على أثر الإعاقة السمعية على النمو اللغوي انخفاض أداء المعاقين سمعيا في اختبارات الذكاء اللفظية مقارنة مع أدائهم في اختبارات الذكاء الأدائية. كما يذكر هلمان ثلاثة آثار سلبية للإعاقة السمعية، خاصة لدى الأفراد الذين يولدون صما وهي: (63)

1- لا يتلق الطفل الأصم أي رد سمعي من الآخرين عندما يصدر أي صوت من الأصوات.

2- لا يتلق الطفل الأصم أي تعزيز لفظي من الآخرين عندما يصدر أي صوت من الأصوات.

3- لا يتمكن من سماع النماذج الكلامية من قبل الكبار لتقليدها.

2- الخصائص الجسمية والحركية: يعاني الأطفال الصم من مشكلات في الاتصال وتحول دون اكتشافهم للبيئة والفاعل معها لذلك يجب تزويد أفراد هذه الإعاقة بالتدريب اللازم للتواصل. (64)

فالأطفال الصم لا يتمتعون باللياقة البدنية مقارنة مع الأشخاص العاديين إذ يعانون من اضطراب في التآزر الحركي (\*)، نحو 30% من الأطفال الصم، حيث يجدون صعوبة في التعلم أو قراءة الشفاه أو استخدام البقايا السمعية استخداما فعالا ومنمرا. (65)

ويمكن النظر إلى النمو الجسدي من ثلاث نقاط هي النمو الخارجي الفزيولوجي والحركي الذي يعتمد على درجة من النضج الجسدي، فالطفل الأصم يتغير بدنيا من كائن ينمو بسرعة كبيرة إلى طفل أبطأ في معدل سرعة النمو في الطول والوزن، ويكون ازدياد الطول أكثر انتظاما من زيادة الوزن.

كما يعاني الأطفال الصم من كل الأنماط الممكنة من العاهات الدائمة والعجز والأمراض المزمنة، وتكون الإعاقة المتصلة بالعظام هي الأكثر انتشارا ويلبها ما يتصل بالكلام والسمع والرؤية. أما من الناحية الفزيولوجية، فيزداد تعقد وظائف الجهاز العصبي وفي سن العاشرة يصل وزن المخ إلى 95% من وزنه النهائي عند الراشد إلا أنه ما يزال بعيدا عن النضج، وتقل عدد ساعات النوم بالتدرج ويبدأ التغير في وظائف الغدد خاصة الغدد التناسلية استعدادا للقيام بالوظيفة الجنسية حين تنضج مع بداية المراهقة. (66)

أما فيما يتعلق بالمهارات الحركية، يزداد نشاط الأطفال الصم للحركة واللعب، وتميل الفتيات للحركة الأكثر دقة التي تتطلب اتزاناً ومهارة كمنح الحبل والرقص التوقيعي وأعمال الإبرة، ويقل اهتمامهن تدريجياً باللعب بالعرائس.

<sup>62</sup> - سعيد حلمي العزة: مرجع سابق، ص 298.

<sup>63</sup> - ماجد السيد عبيد: السامعون بأعينهم "الإعاقة السمعية"، ص 312.

<sup>64</sup> - سعيد حلمي العزة: مرجع سابق، ص 299.

<sup>65</sup> - التآزر الحركي: سلوك يتم وفقا لحركات منتظمة، وهو القدرة على السيطرة على الأطراف والتنسيق بينها بسرعة ويسر، وعلى توجيه حركاته\* وحفظها وتكرارها دون صعوبة.

<sup>65</sup> - ماجدة السيد عبيد: مرجع سابق، ص 313-314.

<sup>66</sup> - بدر الدين كمال عبدو: مرجع السابق، ص 116.

ويحتاج الطفل الأصم في هذه المرحلة إلى العناية الجيدة بالتغذية حيث أن الطفل يبذل جهدا كبيرا في الأنشطة المختلفة. وبهذا يتضح مما سبق أنه لا يوجد اختلاف جوهري بين النمو الجسمي للطفل المعوق سمعيا وبين نمو الطفل العادي إلا فيما يخص الضبط الحركي.(67)

**3- الخصائص العقلية:** لقد أوضح عدد كبير من الدراسات، التي اهتمت ببحث مستوى الأداء الذهني والعقلي في الصم، أن ذكاء الأطفال الصم يشبه في توزيعه وانتشاره ذكاء الأطفال العاديين، وأوضحت هذه الدراسات أن متوسط الذكاء بين المعاقين سمعيا والعادين مساويا، ولكن هذا لا يعني أن أنماط النمو الذهني والفكري لدى الأطفال الصم مطابق للأطفال العاديين وذلك بسبب العجز اللغوي الذي يعانون منه لأن هناك ارتباطا بين القدرة العقلية واللغوية، فنجد لدى الأطفال الصم صعوبة في التعبير عن بعض المفاهيم المجردة. كما يشير فيرث (1973) إلى تشابه في عمليات التفكير بين الأطفال العاديين والأطفال الصم معاقين عقليا بسبب عدم قدرتهم على الاستجابة لاختبارات الذكاء اللفظية.(68)

**4- الخصائص المعرفية:** إن ذكاء الأطفال الصم لا يتأثر بهذه الإعاقة كما لا تتأثر قابليتهم للتعلم والتفكير التجريدي ما لم يكن لديهم مشاكل في الدماغ مرافقة لهذه الإعاقة. إن المفاهيم المتصلة باللغة عادة ما تكون ضعيفة لدى هذه الفئة، ولذلك فإن أداء أفراد هذه الفئة المتدني على اختبارات الذكاء لا يعتبر مؤشرا على وجود إعاقة لغوية ولهذا يجب تكيف اختبارات الذكاء لتكون أكثر دقة في قياس ذكاء أفراد هذه الفئة، ويجب أن تخصص لهم اختبارات ذكاء غير لفظية إذا ما أريد أن يقاس ذكاؤهم بشكل دقيق.(69)

**5- الخصائص الاجتماعية والنفسية:** يبدأ الطفل الأصم بتكوين علاقات داخل جماعات أخرى خارج الأسرة فهو يهتم بأداء أعمال أقرانه أكثر من اهتمامه بأداء الكبار، فالعلاقات الجماعية هامة جدا ويجب أن تشجع خاصة مع الأقران حتى يبدأ الطفل في النمو الاجتماعي والنفسي عن طريق تجاربه الخاصة دون أن يستمر بالاعتماد كلياً على والديه أو غيرهما من الكبار.

والعلاقات الاجتماعية في الفترة ما بين 6-10 سنوات تكون ضعيفة ومائعة وتتميز بأنها علاقات بين أفراد الجماعة. أما في الفترة من 10-12 سنة يكون الطفل فيها قد وصل إلى حالة مناسبة من التكيف واستطاع أن يكون علاقات كثيرة، وتتميز هذه الفترة بأنها فترة الانتماء الشديد للجماعات والإخلاص الشديد لها.(70)

وتظهر أساليب التنشئة الأسرية غير السوية جلية في الجانب الاجتماعي والنفسي للأطفال الصم، إذ أنهم يعانون فقرا في طرق الاتصال الاجتماعي ويعانون من الخجل والانسحاب الاجتماعي، ويتصفون بتجاهل مشاعر الآخرين والأنانية، كما يتأثر مفهومهم عن ذاتهم بهذه الإعاقة، ومن أهم خصائصهم النفسية عدم توافقيهم النفسي وعدم الاستقرار العاطفي. ويتصف هؤلاء بالإذعان للآخرين والاكنتاب والقلق والتهور وقلة تأكيد الذات والشك بالآخرين والسلوك العدواني والسلبية والتناقض.(71)

<sup>67</sup> - المرجع نفسه ، ص 116-117.

<sup>68</sup> - ماجدة السيد عبيد: تعليم الأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة، ص 184.

<sup>69</sup> - سعيد حلمي العزة: مرجع سابق، ص 299.

<sup>70</sup> - بدر الدين كمال عبدو: مرجع سابق، ص 116-117.

<sup>71</sup> - سعيد حلمي العزة: مرجع سابق، ص 300.



6- الخصائص الانفعالية: تكون غالبا لدى الطفل الأصم مظاهر من الغيرة والعناد والتحدي، ويتعلم كيف يشبع حاجاته بطريقة بناءة أكثر من محاولة إشباعها عن طريق نوبات الغضب، وتتكون لديه العواطف والعادات الانفعالية، ويبيد الحب ويحاول الحصول عليه بكافة الوسائل، ويحب المرح وتحسن علاقاته الاجتماعية والانفعالية مع الآخرين ويقاوم النقد، في حين يميل إلى نقد الآخرين ويشعر بالمسؤولية ويستطيع تقييم سلوكه الشخصي ويعبر عن الغيرة بمظاهر سلوكية منها الضيق ممن سبب له هذا الشعور. (72)

كما أن الأطفال الذين يعانون من الصمم منذ ولادتهم يظهرون انحرافا أكبر في النمو الانفعالي عن أولئك الذين يصابون بالصمم بعد فترة النمو ويظهر ذلك عند الذكور أكثر من الإناث. (73)

سابعا- أشكال السلوك العدوانية:

#### أ- على أساس الشكل:

يمكن تصنيف العدوان إلى أشكال مختلفة وإن كان هناك نوع من التداخل بين بعضها البعض. وهناك أكثر من أساس لتصنيف العدوان فمن منظور شرعي إسلامي صنف العدوان إلى ثلاثة أقسام: (74)

1- العدوان الاجتماعي: ويشمل الأفعال المؤذية التي يظلم بها الإنسان نفسه أو يظلم بها غيره وتؤدي إلى فساد المجتمع .

2- عدوان الإلزام: ويشمل الأفعال المؤذية التي يجب على كل شخص القيام بها كالرد على الظلم والدفاع عن النفس والوطن .

3- عدوان مباح: ويشمل الأفعال التي يحق للإنسان عملها قصاصا لمن اعتدى عليه.

ب- على أساس الموضوع:

وصنف العدوان على أساس الموضوع إلى: عدوان لفظي، جسدي، رمزي ، تعبيرية إشارية، إيجابي، سلبي، عدوان اجتماعي وغير اجتماعي...الخ.

#### 1- العدوان اللفظي:

عندما يبدأ الطفل بالكلام فقد يظهر نزوعه نحو العنف في صورة الصياح أو القول أو الكلام أو يرتبط السلوك العدوانية لديه مع القول البذيء الذي غالبا ما يشمل السباب أو الشتائم أو المنازعة بالألقاب، ووصف الآخرين بالعيوب أو الصفات السيئة، واستخدام كلمات أو جمل التهديد. (75)

#### 2- العدوان الجسدي :

ويقصد به السلوك المؤذي الموجه نحو الذات أو الآخرين، ويهدف إلى الإيذاء أو خلق الشعور بالخوف ومن أمثلة ذلك: الضرب، الدفع، شد الشعر، العض.....الخ، وهذه السلوكيات ترافقها غالبا نوبات الغضب الشديد. (76)

#### 3- العدوان الرمزي :

- بدر الدين كمال عبدو: مرجع سابق، ص 123. 72

- أحمد السعيد يونس، مصري عبد الحميد حنورة: رعاية الطفل المعوق طبييا ونفسيا واجتماعيا، ط2، القاهرة دار الفكر العربي، 1999، ص 75. 73

- كمال مرسي: سيكولوجية العدوان، مجلة العلوم الاجتماعية، المجلد 13، العدد 2، الكويت، جامعة الكويت، 1985، ص 48. 74

- زكريا الشريفي: المشكلات النفسية عند الأطفال، ط1، القاهرة، دار الفكر العربي، 1994، ص 86. 75

- خولة أحمد يحيى: الاضطرابات السلوكية والانفعالية، دار الفكر للطباعة والنشر، ط1، عمان، الأردن، ص 187. 76

ويشمل التعبير بطرق غير لفضية عن احتقار الأفراد الآخرين أو توجيه الإهانة لهم كالامتناع عن النظر إلى الشخص الذي يكن له العدا أو الامتناع عن تناول ما يقدمه له أو النظر إليه بطريقة تثير الازدراء والتحقير. (77)

4- عدوان تعبيرى أو اشارى:

يستخدم بعض الأطفال الإشارات مثل إخراج اللسان أو حركة قبضة اليد على اليد الأخرى المنبسطة، وربما استخدام البصاق وغير ذلك . (78)

#### ثامنا - منهج الدراسة:

المنهج هو "الطريقة التي يتبعها الباحث في دراسته للمشكلة لاكتشاف الحقيقة، وللإجابة على الأسئلة والاستفسارات التي يثيرها موضوع البحث، وهو البرنامج الذي يحدد لنا السبيل للوصول إلى تلك الحقائق وطرق اكتشافها". (79)

حيث تقتضي طبيعة هذه الدراسة استخدام المنهج الوصفي لمناسبته في الكشف عن مدى تأثير أساليب التنشئة الأسرية غير السوية من طرف الآباء والأمهات وظهور السلوك العدوانى لدى الأطفال الصم. والمنهج الوصفي يعد أسلوبا من أساليب التحليل المركز على معلومات كافية عن الظاهرة أو موضوع محدد، خلال فترة زمنية معلومة، وذلك من أجل الحصول على المعلومات التي تتطلبها الدراسة كخطوة أولى، ثم يتم تحليلها بطريقة علمية وموضوعية ما ينسجم مع المعطيات الفعلية للظاهرة كخطوة ثانية، والتي تؤدي إلى التعرف على العوامل المكونة والمؤثرة على الظاهرة كخطوة ثالثة". (80)

ويتم استخدام هذا المنهج في الدراسة الحالية بتجميع المعطيات الميدانية، بواسطة الاستمارة كأداة رئيسية لمعرفة التنشئة الأسرية غير السوية السائدة في أسر المبحوثين، كما استعملت في تحديد حجم العينة، والمقابلة غير المقننة كأداة فرعية لمعرفة خصائص أفراد عينة الدراسة سواء في الأسرة أو في الوسط المدرسي، والتي تساهم في إبراز مختلف خصائص السلوك لدى الأطفال الصم مع معلمهم أو زملائهم بمدرسة صغار الصم بالمسيلة، وذلك بوصف وتفسير وتحليل الأبعاد التالية:

- وصف وتحليل وتفسير واقع المعاق سمعيا في الأسرة الجزائرية، والكشف عن مختلف الأساليب التي يتبعها الآباء والأمهات في تنشئته.
- وصف وتحليل وتفسير التنشئة الأسرية غير السوية وعلاقتها بظهور السلوك العدوانى لدى الأطفال الصم.
- وصف وتحليل وتفسير البيانات الميدانية التي توضح المستوى الاجتماعى والاقتصادى والثقافى لأسر الأطفال الصم، ومن ثم إمكانية الاعتماد عليها في تحليل نتائج الدراسة.

- نفس المرجع، نفس الصفحة. 77

- زكريا الشربيني: مرجع سابق، ص 86. 78

- محمد شفيق: البحث العلمى - الخطوات المنهجية لإعداد البحوث الاجتماعية، المكتبة الجامعية للطباعة والنشر والتوزيع، الإسكندرية، 2001، ص 86. 79

- محمد عبيدات وآخرون: منهج البحث العلمى - القواعد والمراحل والتطبيقات -، كلية الاقتصاد والعلوم الإدارية، جامعة الأردن، الأردن، 1999، ص 35. 80

وفي مجمل هذا التحليل والوصف والتفسير، تحلل العلاقة ومدى التأثير بين التنشئة الأسرية غير السوية وظهور السلوك العدواني لدى الأطفال الصم.

#### تاسعا- أداة الدراسة:

بعد الإطلاع على الأدبيات النظرية والدراسات السابقة في الموضوع، ارتأى الباحث أن يسعى إلى الاستفادة من المقاييس التي أعدت لدراسة أساليب التنشئة الأسرية غير السوية، أو السلوك العدواني وطبقت في البيئة العربية، وفقا لمقياس الاتجاهات، بالاعتماد على تدرج ليكرت الخماسي، والذي يعطي للمبحوث عدة تقديرات لاختيار واحد يراه، دون التقييد بالرفض الكامل أو التأييد المطلق.

وفي هذه الدراسة استعملنا مقياسا لكل متغير من متغيرات الدراسة، ذلك أنه في الدراسة الحالية لم نستطع تحديد عينة الدراسة بدقة اعتمادا على البيانات المتحصل عليها من المقابلة أو الملاحظة، لذلك تم الاستعانة بمقياس السلوك العدواني كي يتمكن الباحث بعد تطبيقها من الكشف عن الأطفال الصم الذين يتسمون بالسلوك العدواني بدقة.

والمقياس هو اختبار مقنن يضم مجموعة من الأسئلة، أو الفقرات المطروحة حول الموضوع ظاهرة معينة، والتي تم تحكيما من قبل عدد أكبر من ذوي الاختصاص.(81)

والهدف منه جمع المعلومات المتعلقة بالظاهرة المدروسة، فقد يكون جاهزا تم تطبيقه في إحدى الدراسات في بعض الدول العربية، أو في بعض المجتمعات، حيث يمكن تطبيقه مرة أخرى بشرطين: أن يستخرج له الباحث معايير الصدق والثبات، بحيث يتناسب ذلك مع العينة المراد دراستها، وأن يكون متكيفا مع البيئة المحلية بما يتوافق والخصائص النفسية والاجتماعية للأفراد عينة الدراسة.(82)

#### عاشرا- اختيار عينة الدراسة:

عينة الدراسة الحالية هي عينة عمدية، وهي التي يتم الاختيار فيها لأن الباحث يعرف أنها تمثل المجتمع تمثيلا صحيحا بناءا على معلومات إحصائية سابقة(83). وتتمثل العينة المختارة في الأطفال (التلاميذ)الصم الذين يتسمون بدرجات عالية من السلوك العدواني، والذين تم الكشف عنهم بعد تطبيق مقياس السلوك العدواني في الدراسة الاستطلاعية، والذي أظهرت نتائجه أن نسبة 78% من مجتمع الدراسة لهم درجات عالية من السلوك العدواني وبلغ عددهم 26 تلميذا.

لقد تم تحديد عينة الدراسة من خلال مراعاة ما يلي:

- ❖ تقتصر عينة الدراسة على التلاميذ المصابين بالصمم.
- ❖ لا يصاحب الصمم أي إعاقات نفسية وجسمية أخرى.

- نبيل أحمد عبد الهادي: مرجع سابق، ص81.114

-المرجع نفسه، ص82.113

--مروان عبد المجيد إبراهيم: أسس البحث العلمي لإعداد الرسائل الجامعية، عمان، مؤسسة الوراق، 2000، ص163.83

❖ ينحصر البحث على التلاميذ الصم الذين يحصلون على درجات عالية من السلوك العدواني بعد تطبيق مقياس السلوك العدواني.

❖ أن لا يكون أحد الوالدين متوف، وأن لا يكون الوالدان منفصلين.

ويبلغ مجتمع الدراسة، اعتبارا لما سلف، 33 طفلا أصما وتم استبعاد 7 أطفال صم لحصولهم على درجات منخفضة من السلوك العدواني لتصبح عينة الدراسة كما أسلفنا 26 طفلا أصما.

**عاشرا-النتائج العامة للدراسة:** لقد أظهرت نتائج الدراسة أن أساليب التنشئة الأسرية غير السوية من قبل الآباء والأمهات تؤثر في ظهور السلوك العدواني لدى الأطفال الصم بمدرسة صغار الصم بالمسيلة، حيث أن أساليب الإهمال والتذبذب في المعاملة، من قبل الآباء والأمهات على حد سواء، تؤدي إلى السلوك العدواني لدى الأطفال الصم. كما أظهرت الدراسة أن التفرقة في المعاملة عند الآباء تؤثر بدورها في ظهور السلوك العدواني لدى الأطفال الصم من عينة الدراسة. أما التفرقة في المعاملة عند الأمهات فليس لها تأثير كبير في ظهور السلوك العدواني لدى الأطفال الصم. وأما فيما يخص أسلوب التسلط عند الآباء و الأمهات في المعاملة فإنه لا يؤثر في ظهور السلوك العدواني لدى الأطفال الصم .

وهذا ما يؤيد ما ذهب إليه نظرية التعلم الاجتماعي من أن العلاقات الأسرية التي تتميز بإساءة معاملة الطفل تشكل لديه شخصية عدوانية، وأن أفراد الأسرة الضعفاء يصبحون أهدافا للاعتداء، بمعنى أن الفرد الذي يتعرض للإهمال أو التفرقة في المعاملة أو التذبذب في العقاب والثواب داخل الأسرة يصبح هدفا لاعتداء الآخرين سواء لفظيا أو جسديا أو سلب ما يمتلكه كالألعاب مثلا، وهذا ما يجعل الطفل الأصم يتعلم أنماط العنف والسلوكيات العدوانية داخل أسرته. (84)

وتوصل باندورا إلى أن السلوك العدواني لدى الأطفال الصم يتم تعلمه من خلال أسلوب تعامل الآباء عن طريق التقليد، كما توصل لويس إلى أن الأطفال الصم لديهم شعور بالقلق والاضطراب يظهر في علاقاتهم مقارنة بالآخرين من عاديي السمع، وأن تحصيلهم الدراسي أقل من زملائهم العادين بحوالي 15 مرة.

والدراسة الحالية توصلت إلى أن معدل السن لدى الأطفال الصم أكبر بكثير من المستوى الدراسي الذي يدرسون فيه، حيث نجد أن تلاميذ تزيد أعمارهم عن 14 سنة يدرسون في السنة الثالثة ابتدائي.

ويرى أنصار التفاعلية الرمزية أن عملية التنشئة الاجتماعية وعملية تعلم السلوك الاجتماعي هي عملية مستمرة ، بمعنى أنها تبدأ في الطفولة وتستمر على طول مراحل البلوغ. وتعتبر اللغة وسيلة الاتصال الرمزي بين البشر، فهي تسهم في نقل أنماط التفاعل وفهمها ومساعدة الفرد في اتخاذ السلوك المناسب حسب المواقف الاجتماعية(85).

والأطفال الصم يفتقدون إلى اللغة المنطوقة ما يجعلهم يستعملون عدة وسائل في الاتصال بينهم، فقدره الإنسان على الانتقال من خلال الرموز وتحميلها معان وأفكار ومعلومات يمكن نقلها لغيره تزيد من قدرته على التفاعل مع

<sup>84</sup> - عباس أبو شامة: مرجع سابق، ص52.

<sup>85</sup> - عبد الله محمد عبد الرحمن: علم اجتماع التربية الحديث، ص289.

الآخرين في مجتمعه عبر التواصل الرمزي، فالسلوك العدواني ما هو إلا استجابة تحدث للفرد بوجود القلق والإحباط نتيجة لعدم قدرة الفرد على فهم ذاته (إمكانياته). (86)

كما دلت النتائج المتوصل إليها من خلال هذه الدراسة، على ارتفاع درجات السلوك العدواني لدى الأطفال الصم وقد بلغ المتوسط الحسابي العام 3.18. ونجد أن العدوان الجسدي يعد أكثر أنواع العدوان شيوعاً بين أفراد عينة الدراسة، ويليه الغضب ثم العدوان اللفظي الإشاري، الذي يتجلى في حركات وإيماءات وإشارات تعبر عن السب والشتم، ثم تليه بدرجة أقل العداوة.

ويؤثر المستوى التعليمي والثقافي للأسرة في تنشئة الأطفال وتربيتهم، فتميل الأسر ذات المستوى التعليمي المرتفع إلى القراءة والمطالعة ومشاهدة البرامج التلفزيونية المفيدة والتعليق عليها وغير ذلك من ممارسة الأنشطة الثقافية، أما الانخفاض في المستوى التعليمي والثقافي فيتسبب في عدم الاتفاق بين الوالدين على طريقة تربية أبنائهم، وبذلك تسود الأساليب غير السوية في تنشئة أطفالهم ولعل أهمها الإهمال والتذبذب. (87)

إن حجم الأسرة له تأثير على تنشئة الطفل، خاصة في أساليب ممارستها، حيث أن تناقص حجم الأسرة يعتبر من عوامل زيادة الرعاية المبذولة، فيمكن النظر إلى حجم الأسرة كمحدد لمقدار ونوعية الاتصال بين أفرادها أو أعضائها، حيث تؤثر طبيعة الاتجاهات الشخصية المتبادلة في خصائص هؤلاء الأعضاء، ويؤكد بايلز (bales) على خاصية الحجم وعلاقته بمتغيرات أخرى مثل الاتصال والقيادة والمشاركة. (88).

ولعل هذا ما يفسر ترتيب شيوع الأساليب غير السوية في تنشئة الأطفال الصم في هذه الدراسة حسب شيوعه بين أسر المبحوثين سواء عند الآباء أو الأمهات. كما أن للبطالة تأثير لا يستهان به على تنشئة الطفل، حيث تؤثر على معاملة الآباء للأبناء وعلى أساليب تنشئتهم لهم، فتجعلهم يعيشون حالة من التوتر والقلق والحرج، وترجم كل هذه المشاعر في الواقع، فتعكس سلبيات تنشئة الأطفال فتشيع صفات القسوة والإهمال واللامبالاة والرفض والتذبذب، ويصبح الآباء أقل قدرة على التغلب على عوامل الصراع بين إمكانياتهم ومعطيات الأسرة ومتطلباتها. (89)

#### أ- علاقة أسلوب التذبذب بظهور السلوك العدواني لدى الطفل الأصم:

يتبنى الآباء والأمهات، في المستوى الأول من عملية التنشئة الأسرية، أسلوب التذبذب في المعاملة مع أبنائهم من الأطفال الصم من عينة الدراسة. وقد بلغ المتوسط العام لعبارات هذا المحور 3.40، وهو أعلى متوسط من حيث ترتيب محاور الدراسة حسب متوسطاتهم الحسابية، ويدل على شيوع أسلوب التذبذب في المعاملة من قبل الآباء والأمهات في أسر الأطفال الصم، كما يدل على الدرجات العالية من تذبذب الآباء في المعاملة وشيوع هذا الأسلوب، بدرجة واسعة، بين الأبناء في أسر الأطفال الصم من عينة الدراسة.

- سناء الخولي: الأسرة والحياة العائلية، ص 237. 86

- عبد الحميد قمحاوي: المستوى الثقافي للأسرة وتأثيره على تربية الأطفال، الهيئة المصرية للكتاب، القاهرة، 1985، ص 156. 87

- منير مرسي سرحان: مرجع سابق، ص 184. 88

- المرجع نفسه، ص 89144

ويترتب عن أسلوب التذبذب في تنشئة الأطفال أسريا انعكاسات عدة منها: اختلال ميزان التوقعات الحاكم لعلاقة الأبوين بأبنائهم إذ يدرك الطفل أن سلوكه قد يمدح من جانب الأم ويعاقب عليه من قبل الأب، فلا يمكن للطفل في هذه الحالة أن يتوقع ما الذي يقتضيه سلوكه. (90)

وتوصلت منيرة صالح الغصون إلى أن الأطفال الذين يتسمون بدرجات عالية من السلوك العدواني أكثر عرضة لأسلوب التذبذب من قبل آبائهم وأمهاتهم، والدراسة الحالية تؤكد على وجود علاقة ارتباطية دالة إحصائيا بين أسلوب التذبذب من قبل الآباء والأمهات والسلوك العدواني لدى الأطفال الصم.

### ب- علاقة أسلوب التفرقة في المعاملة بظهور السلوك العدواني لدى الطفل الأصم:

يتبنى الآباء والأمهات، في المستوى الثاني من عملية التنشئة الأسرية، أسلوب التفرقة في المعاملة بين أبنائهم من الأطفال الصم من عينة الدراسة. وقد بلغ المتوسط العام لعبارات هذا المحور 3.36، وهو ثاني متوسط من حيث الترتيب بين محاور الدراسة حسب آراء أفراد عينة الدراسة، مما يؤكد على شيوع أسلوب التفرقة في المعاملة بين الأطفال الصم من عينة الدراسة في أسر المبحوثين.

وتدرك الأنثى أن الأسرة تعطي أهمية لأخيها الذكر أكثر مما تعطيه لها وأن له مكانة خاصة أفضل من مكانتها فتشعر بعدم أهميتها في الأسرة، بالإضافة إلى أنها تتلقى من فم أمها قيمة الرجل الهامة داخل الأسرة الجزائرية، فالرجل هو الوصي على الأنثى سواء كان الأب أو الأخ أو الزوج، وكل هذه الأساليب تؤثر في تنشئة الأنثى. (91)

وتجعل التفرقة في المعاملة بين الأبناء الطفل يشعر بعدم الثقة في نفسه وفي الناس، وبأنه غير مرغوب فيه، فيصبح سلوكه غير سوي يظهر في صور عدوانية اتجاه نفسه أو اتجاه الآخرين. (92)

وتؤدي عدالة المعاملة بين الأبناء وعدم التفريق بينهم إلى خلق مشاعر طيبة من الحب والتعاون بين الطفل وإخوته، وتنتقل إلى غيره من أفراد المجتمع فيصبح متعاوناً ومحباً لغيره من أبناء المجتمع. (93)

### ج- علاقة أسلوب الإهمال بظهور السلوك العدواني لدى الطفل الأصم:

يتبنى الآباء والأمهات، في المستوى الثالث من عملية التنشئة الأسرية، أسلوب الإهمال لأبنائهم من الأطفال الصم من عينة الدراسة. وقد بلغ المتوسط العام لعبارات هذا المحور 3.27، وهو ثالث متوسط من حيث الترتيب بين محاور الدراسة حسب آراء أفراد عينة الدراسة، مما يؤكد على شيوع أسلوب الإهمال في المعاملة من طرف الآباء من عينة الدراسة في أسر المبحوثين.

ومن انعكاسات هذا الأسلوب على الطفل الأصم أنه يفقد الإحساس بمكانته في أسرته، ويفقده الإحساس بصحبتهم له، وانتمائته إليهم، وتترتب عنه شخصية قلقة مترددة يتخبط سلوكها بلا قواعد. وغالبا ما يحاول هذا الطفل أن ينضم إلى جماعة يجد فيها مكانته ويجد فيها العطاء والحب الذي حرم منه نتيجة إهمال في أسرته، خصوصا وأن الجماعة التي ينتمي إليها غالبا ما تشجعه على كل ما يقوم به من عمل حتى ولو كان عملا خارجا عن القانون، وذلك

- معتر سيد عبد الله، عبد اللطيف محمد خليفة: مرجع سابق، ص 90.232

- قرمية سحنون: مرجع سابق، ص 91.62

30 محمد شفيق: الإنسان والمجتمع، ص 92-

- المرجع نفسه، ص 93

لأنه لا يعرف منذ الصغر الحدود الفاصلة بين حقوقه وواجباته وبين الصواب والخطأ (94). ولعل تفضيل الأطفال الصم الانطواء على أنفسهم وميلهم الشديد إلى الاجتماع مع جماعات تحمل نفس الإعاقة، دليل واضح على هذا. فما يعانيه الأصم من العزلة المفروضة عليه بسبب افتقاده لحاسة السمع، وكذلك افتقاده لطريقة التواصل العادية يعوقه عن استيعاب قيم وعادات وتقاليد المجتمع، بل إنه يتحاشى الدخول مع العاديين في أي تفاعل لأنه لا يملك مقومات التفاعل الاجتماعي، ومن ثم ينطوي على نفسه ويرفض هذا المجتمع الذي يشعره دائما بنقصه، وبالتالي يهتز توافقه النفسي والاجتماعي، مما قد يكون لديه اتجاهات عدوانية اتجاه المجتمع ورفاقه، ويتمرد على نظمه وتقاليدِهِ ويأخذ هو ورفاقه الصم جانبا بعيدا عن المجتمع المحيط بهم. (95)

#### د- علاقة أسلوب التسلط بظهور السلوك العدواني لدى الطفل الأصم:

يتبنى الآباء والأمهات، في المستوى الرابع من عملية التنشئة الأسرية، أسلوب التسلط على أبنائهم من الأطفال الصم من عينة الدراسة، وقد بلغ المتوسط العام لعبارات هذا المحور 2.97، وهو رابع متوسط من حيث الترتيب بين محاور الدراسة حسب آراء أفراد عينة الدراسة، مما يؤكد على عدم شيوع أسلوب التسلط في المعاملة من طرف آباء الأطفال الصم من عينة الدراسة في أسر المبحوثين بدرجة كبيرة. إن تتبع الوالدين لأخطاء الطفل وتذكيره بها في كل مرة، كنا في الحالات التي يكون فيها الشتم والسخرية والضرب، يكون عاملا مساعدا على ظهور بعض المشكلات السلوكية الشاذة كالعدوانية أو السرقة أو الكذب أو الهروب من المنزل أو تحطيم الأشياء وتكسيرها انتقاما من الوالدين. (96) ولقد توصل أحمد هاشمي في دراسته إلى أن أسلوب التسلط من طرف الأبوين يجعل الطفل يشعر بالنقص وعدم الثقة بالنفس، مما يؤدي بالأطفال إلى النزعة العدوانية وتحقيق نتائج دراسية ضعيفة. والدراسة الحالية توصلت إلى أنه لا توجد علاقة ارتباطية بين أسلوب التسلط من طرف الآباء والأمهات والسلوك العدواني لدى الأطفال.

- سهير كامل أحمد، شحاتة سليمان: ، تنشئة الطفل وحاجاته بين النظرية والتطبيق ، ص 94.12

- سهير كامل أحمد: سيكولوجية الأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة ، ص 95.232

- جابر نصر الدين، مرجع سبق ذكره، ص 96.44

## لماذا ندرس السياسة العامة

### صاحب المقال:

أ.معر عمار

أستاذ مساعد أ بقسم العلوم السياسية – جامعة بسكرة

رقم الهاتف : 07.79.35.64.21

Omar\_dream2006@hotmail.com

الحكومة الالكترونية بين فرص النجاح و معوقات التطبيق



إن موضوع السياسات العامة يعتبر من أهم مواضيع علم السياسة، وخاصة في هذا الوقت الذي انتعشت فيه الحياة الحزبية، حيث أصبحت تقدم برامجها ومشاريعها السياسية للمجتمع، كتعبير عن رأيه واحتياجاته و مطالبه . لقد أصبحت السياسات العامة تشكل إحدى الأسس والركائز التي تصنع التوجهات الكبرى للدولة في شتى القطاعات والمجالات، وذلك بقصد تحقيق الأهداف الكبرى للنظام السياسي والمجتمع، فهي تعمل على فحص المشكلات والبدايل لإيجاد الحل الأمثل لها وهذا من خلال دراسة إحتياجات المجتمع وما ستؤول إليه هذه السياسات. كما يسعى النظام السياسي لدراسة المتغيرات السياسية والإقتصادية والإجتماعية والدولية الراهنة ، قصد تحليل الإمكانية السياسية للدولة لتبني هذه السياسات والعمل على تجسيدها وفقا للإمكانات المتاحة المستقرة وليست الاستثنائية. ولهذا فإن السياسة العامة تعتبر من المدخل الحديثة في دراسة طبيعة النظم السياسية وقياس قوة أداء النظام السياسي ، إلى جانب تحديد القوى المؤثرة في البيئة السياسية والمجتمعية ، ورصد أهم توجهات المواطنين أي الراي العام وفهم طبيعة القوى الاجتماعية التي لها تأثير كبير على السلطة، وكذا التعرف على خريطة المصالح والقوى المتنافسة والمتصارعة، وآليات النظام في التعامل مع المطالب المتنوعة ومدى القدرة على إشباعها أو إمتصاص ردود الفعل السلبية من جراء تبني سياسة ما .

يمكن فهم السياسات العامة للدولة بأنها تتبع من المطالب والإحتياجات الإجتماعية ، وعلى النظام السياسي التكفل بدراستها وفحصها والبت في هذه المطالب الاجتماعية، سواء بالقبول أو الرفض أو التعديل ، وأنداك تبرز النتائج والقرارات التي تأخذ الطابع الرسمي والشرعي ، بحيث نطلق عليها إسم السياسات العامة للدولة . وبطبيعة الحال، إن السياسة العامة لأي قطاع من قطاعات الدولة لا يمكن إعتبارها عملية منفردة عن بقية الأنشطة والعمليات الحكومية والسياسية، بل تمثل عناصر متكاملة مؤثرة في النظام السياسي والمجتمع ومرآة عاكسة لواقع البيئة السياسية والاقتصادية والاجتماعية. كما تتأثر السياسات العامة ببنية النظام السياسي ووظائفه ومختلف العوامل الأخرى، فهي عملية متكاملة ومنسجمة. ويتأثر المجتمع كذلك بنتائج وآليات وأدوات التحكم في توجيه السلوك الجماعي للأفراد وإنشغالات الناس باهتمامات الدولة، لأنها هي التي تقوم بتنظيم وضبط السلوك والنشاطات الاجتماعية، فهي أحد الأدوات التنظيمية الفاعلة.

إن تحقيق أي بلد للتطور والتقدم في شتى المجالات والقطاعات التي تعالجها السياسات العامة، لا يمكن أن يتحقق إلا من خلال الاهتمام بوضع السياسات العامة، والإعتماد على خطط عامة مدروسة مركزة على دقة المعلومات ووفرتها، المستقاة من واقع المشاكل الرئيسية للوطن والمجتمع. وهذا من خلال الاعتماد على المختصين والخبراء كل في مجال تخصصه، وإحترام أسس الديمقراطية والمشاركة الشعبية في رسم السياسات مع تعزيز آليات الرقابة والمساءلة وإحترام مبدأ الفصل بين السلطات والإختصاص، دون إهمال عنصر التنسيق والتكامل والانفتاح على البيئة مع تغليب المصلحة الوطنية على غيرها.

مما سبق يتضح جليا اهمية وضرورة تناول مفهوم السياسة العامة أكاديميا و سياسيا، لا سيما من الاطراف و الجهات المعنية مباشرة برسمها و صياغتها وكذا تنفيذها، لاننا حقيقة وصلنا لواقع مزر ومسلمته انه لا يمكن الخروج من مشاكلنا وتحقيق رضا مواطنينا من جهة، و مواكبة التحديات الخارجية سواء في الشق الاقتصادي او السياسي الا بالاهتمام بسياساتنا المنتهجة من كافة المستويات القانوني، الفاعلين، المضمون، التنفيذ، بنك المعلومات و التقويم. لقد أصبح من الخطأ التغاضي عن العجز الذي تعاني منه المؤسسات الحكومية و القيادات السياسية و الاحزاب السياسة عند وضع البرامج او رسم السياسات واتخاذ القرارات التي تمس مصير الدولة و ترهن مستقبل الامة والأجيال القادمة.

إنه يتعين على كل مكونات المجتمع و بخاصة الطبقة السياسية و جميع النخب الاجتماعية و على رأسها المؤسسات الاكاديمية و البحثية، وكذا منظمات المجتمع المدني و الهيئات ذات الصبغة العلمية التفاعل مع مثل هذه المواضيع سواء بالمشاركة فيها اذا ما اتاحت الفرصة او تقويم وتصويب الاختلالات الواقعة اثناء و بعد وضع السياسات من خلال النقد الموضوعي وتحسيس وتوعية المواطنين بصفتهم المستهدفين من وراء هذه السياسات وتنشيط واقامة الملتقيات و الندوات العلمية حول هذا الموضوع ودعوة الفاعلين الرسميين للمشاركة وعرض التجارب و الخبرات وتشجيع البحث في هذا المضمار و الاتجاه و توجيه و لفت نظر الجهات المعنية الى مواطن الضعف و القصور في تنفيذ البرامج بهدف حثهم على اتخاذ الاصلاحات الضرورية او تغير البرامج في حالة تاكد عدم فعاليتها.

عنوان المقال :

حدود الحماية الدولية لحقوق الإنسان أثناء الظروف الاستثنائية

فصراوي حنان

أستاذة بجامعة د مولاي الطاهر بسعيدة كلية الحقوق والعلوم السياسية

## مقدمة :

تعد حقوق الإنسان حجر الزاوية في إقامة المجتمع المتحضر الحر ، واحترامها ورعايتها هو عماد الحكم العادل في المجتمعات الحديثة والسبيل الوحيد لخلق العالم الحر الآمن والمستقر .

إذا كانت القوانين الداخلية قد اهتمت بحقوق الإنسان بقصد توفير وسائل حماية فعالة لها ، فإن النظام القانوني الدولي قد فعل الشيء نفسه بعد أن تكونت القناعة لدى دول العالم المختلفة نظرا لما عاناه الإنسان في القرن العشرين تحديدا من ويلات وآلام نتجت عن حربين عالميتين. فقد بدأ اهتمام القانون الدولي بالفرد من خلال صيغ وأشكال مختلفة منها الاهتمام بتفاصيل الحقوق والحريات التي نادى بها المفكرون والفلاسفة وتبنتها الدساتير وإعلانات الحقوق فضلا عن خلق آليات للحماية مقررمة لمصلحة الفرد في مواجهة الدولة . ولم يكن الموقع الذي يشغله الفرد حاليا في النظام القانوني الدولي قد حصل عليه دفعة واحدة ، فالقانون الدولي التقليدي، الذي ينظم العلاقات بين الدول، لم يكن يسمح للفرد بأية مساحة ولو كانت محدودة في بنيانه إلا أن المسألة لم تعد كذلك مع بدايات القرن العشرين ، فقد تجلت أولى ملامح هذا التغيير بعد إنشاء عصبة الأمم التي لعبت دورا في مجال التعامل مع الشخصية الإنسانية . وبعد الحرب العالمية الثانية اتجهت البشرية إلى العمل على إقامة نظام دولي بهدف تحقيق السلام والرفاهية . وقد عمل ميثاق الأمم المتحدة على تحقيق هذه المبادئ والأهداف عن طريق خلق مناخ دولي مناسب وظروف ملائمة لعلاقات دولية مبنية على السلم ، وهذا ما يمكن أن يتحقق من خلال احترام المساواة في الحقوق بين شعوب العالم، وأن يكون لكل منها حق تقرير مصيرها ، وتعزيز احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية للناس جميعا، والتشجيع على ذلك مطلقا بدون أي تمييز . وقد عملت الأمم المتحدة بهذا الاتجاه وتكون نتيجة لذلك كثير من المواثيق الدولية التي اهتمت بموضوع حقوق الإنسان ، وقد تضمنت تلك المواثيق كثيرا من القواعد القانونية الدولية الخاصة بضمانات حقوق الإنسان . فوردت اغلب القواعد الدولية الناظمة لحقوق الإنسان وحمايتها ، في صكوك دولية إعلانية واتفاقية، وهي تؤلف في مجموعها ما اصطلح على تسميته "القانون الدولي لحقوق الإنسان" ، الذي هو مجموعة القواعد القانونية الدولية التي تقر للأفراد بعدد من الحقوق الهادفة لحماية حريتهم وكرامتهم دون تمييز بينهم وبالضمانات المؤسسية اللازمة للرقابة على تمتعهم بهذه الحقوق "

ولا تقتصر الحماية الدولية لحقوق الإنسان على الوثائق العالمية ، إذ توجد وثائق إقليمية سعت طبقا لها مجموعة من الدول إلى تكريس تنظيم دولي إقليمي لحقوق الإنسان يتضمن قواعد قانونية إقليمية تتناول هذا الجانب .

ويقتضي الأمر أن نشير إلى أن الإنسان يتمتع بممارسة حقوقه وحرياته الأساسية طبقا لما هو منصوص عليه في القوانين الداخلية، وتماشيا مع المعايير والضوابط المبينة في الإعلانات والمواثيق الدولية ، ذلك في الظروف العادية ، فطالما اتسم الجو العام داخل المجتمع بالأمن العام والطمأنينة العامة ، فإن كل مؤسسة دستورية تباشر مهامها بشكل عادي كما يتمتع الأفراد بالحقوق والحريات المعترف لهم بها دستوريا .

قد يكون من البديهي القول أن حياة الدول لا تسير على منوال واحد وإنما هي كحياة الفرد معرضة للأخطار والأزمات ، بل أكثر احتمالا للتعرض للمخاطر والأزمات ، فقد تطرأ على حياة الدولة المعاصرة أحداث أو ظروف استثنائية تمس كيانها وأنظمتها الاجتماعية والاقتصادية والسياسية التي يقوم عليها هذا الكيان ، فتتهدد معها حياة الدول، وقد تنال من استقرارها وتعرض أمنها أو سلامة شعبها لمخاطر داهمة . تتعدد هذه الظروف وتباين صورها ومصادرها ، فقد تواجه الدول خطر الحرب أو الغزو الخارجي ، كما قد تواجه أخطارا أو مخنا أو أزمات عصبية ، كنشوب صراعات مسلحة أو وقوع الثورات أو الانقلابات ، أو انتشار الفتن أو الإرهاب ، أو حدوث كوارث طبيعية كالزلازل أو الفيضانات أو الانتشار الوبائي للأمراض الخطيرة، أو حتى أزمات اقتصادية.

بغية التصدي لهذه المخاطر ومواجهة تبعاتها ، يفرض على الدولة ضرورة اتخاذ إجراءات استثنائية للتعامل معها . بما في ذلك فرض القيود على ممارسة الأفراد لجانب من الحقوق والحريات، ومن هنا تتبدى الخطورة مع اتساع السلطات الاستثنائية وتضخم صلاحياتها . خاصة وان الواقع قد اثبت مرارا انه في خضم هذه الأحداث وتداعياتها كثيرا ما تتزايد احتمالات التعسف والمغلاة ، فتهدر الضمانات وتنتهك الحقوق والحريات الأساسية للإنسان .

ومن هذا المنطلق فقد كان متوقعا من المشرع الدولي أن يتدخل لإحداث نوع من التوازن بين حق الدول في الدفاع عن نفسها وعن بقائها في الظروف الاستثنائية ، وبين الحفاظ على حقوق الإنسان وحرياته الأساسية وحمائيتها إبان تلك الظروف . لذلك نجد أن أغلب الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان، عالمية كانت أم إقليمية، تعالج بنصوص صريحة أحكام فكرة الظروف الاستثنائية، إذ تسمح للدول الأطراف بالتحلل من بعض أحكامها في ظروف الحرب وحالات الطوارئ الأخرى التي تهدد حياة الأمة بالخطر، وذلك بشروط أو قيود أو ضوابط محددة.

جاءت هذه الأحكام في كل من المادة الرابعة من الاتفاقية الدولية لحقوق الإنسان والمدنية والسياسية لعام 1966 ، والمادة 15 من الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان لعام 1950 ، والمادة 27 من الاتفاقية الأمريكية لحقوق الإنسان لعام 1969 .

ولا شك أن مجابهة الدول الأطراف في الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان للظروف الاستثنائية بإطلاق يدها دون قيود وضمانات؛ يشكل خطرا جسيما على حقوق وحرريات الأفراد، عندئذ يحق لنا التساؤل عن الضمانات التي يقرها القانون الدولي لحقوق الإنسان وحرياته الأساسية عندما يمنح للدول التي تواجه الظروف الاستثنائية رخصة أو حق التحلل من التزاماتها الدولية .

ومن هنا، يمكننا طرح الإشكالية التي نعتبرها العمود الفقري لمعالجة موضوع البحث الحالي والمتمثلة في : إلى أي حد يمكن للضمانات الدولية التي يقرها القانون الدولي لحقوق الإنسان أن تحمي حقوق الأفراد وحرياتهم الأساسية أثناء الظروف الاستثنائية ؟

### الفصل الأول : حق الدول في التحلل من التزاماتها الدولية أثناء الظروف الاستثنائية وأثره على حقوق الإنسان

إن ممارسة حقوق الإنسان وحرياته يمكن أن ترد عليها قيود و حدود تفرض في الظروف الاستثنائية، و حتى في الظروف العادية -و إن كانت هذه الأخيرة لا تدخل في مجال دراستنا- بيد أن الدولة الطرف في اتفاقيات حقوق الإنسان بما لها من سيادة عند مواجهتها للظروف الاستثنائية قد تضطر دفاعا عن مصالحها الأساسية إلى اتخاذ إجراءات وتدابير من شأنها تقييد ممارسة بعض الحقوق المنصوص عليها في هذه الاتفاقيات، و بالتالي، التحلل من الالتزامات المفروضة عليها بمقتضاها . فتضمنت اتفاقيات حقوق الإنسان ما يعرف "ببند التحلل" ، هذا الأخير يجيز للدول الأطراف تعطيل أو وقف التمتع بالحقوق الواردة في الاتفاقيات أثناء الظروف الاستثنائية التي تهدد حياة الأمة بالخطر.

غير أن هذا التحلل من جانب الحكومات ليس مطلقا، وإنما هو مقيد أيضا بالالتزام باحترام عدد من المبادئ التي لا تسمح إطلاقا بأي انتهاك حتى بالرغم من توافر حالات الطوارئ.

لذلك حرصت كل من الاتفاقيات الثلاث على أن تتضمن نصوصها، المعالجة للظروف الاستثنائية، عددا من القيود أو الضوابط التي يجب على الدول الأطراف أن تلتزم بها بكل دقة ، حتى تظل تصرفاتها أثناء هذه الظروف في نطاق المشروعية. وقبل التطرق إلى هذه القيود، فمن المنطقي أن نتعرض أولا إلى ماهية الظروف الاستثنائية التي تبرر لجوء الدول إلى ممارسة حقها في التحلل من التزاماتها المترتبة عليها بمقتضى اتفاقيات حقوق الإنسان والمحول لها قانونا.

### المبحث الأول : مفهوم الظروف الاستثنائية :

من المنطقي أن نتعرض إلى ماهية الظروف الاستثنائية التي تبرر لجوء الدول إلى ممارسة حقها في التحلل من التزاماتها المترتبة عنها بمقتضى اتفاقيات حقوق الإنسان والمخول لها قانونا، وما يدخل وما يستبعد من هذا المفهوم.

عرّفت اللجنة الأوروبية لحقوق الإنسان الظروف الاستثنائية بمناسبة تعرضها لقضية لولس ضد أيرلندا سنة 1960-1961

، وقضية الطعون الاسكندنافية ضد اليونان سنة 1969، وقضية أيرلندا ضد المملكة المتحدة 1976-1978، بأنها :

" أزمة أو موقف استثنائي خطير حال أو وشيك الوقوع ، يؤثر على مجموع شعب الدولة ، ومن شأنه أن يشكل تهديدا لحياة المجتمع فيها <sup>(1)</sup> ."

ومن هنا قررت اللجنة ضرورة توافر أربعة عناصر لإمكان تطبيق المادة الخامسة عشر من الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان <sup>(2)</sup> :

- 1- وجود أزمة أو موقف استثنائي خطير، حال أو وشيك الوقوع .
- 2- أن تؤثر على مجموع شعب الدولة .
- 3- أن تهدد استمرار الحياة العادية وإيقاعها المنتظم داخل المجتمع الذي تتكون منه الدولة
- 4- ألا يكفي في مواجهتها تطبيق الإجراءات أو القيود العادية التي تميزها الاتفاقية للمحافظة على السلامة العامة أو الصحة العامة أو النظام العام .

حاول الفقه الدولي حصر الحالات التي يمكن أن تندرج في مفهوم فكرة الظروف الاستثنائية ، وقد اختلفت الآراء في هذا

الشأن ، غير انه يمكن إجمالها فيما يلي <sup>(3)</sup> :

أ- حالة الحرب الفعلية (النزاعات المسلحة الدولية) أو الاستعدادات لمواجهة حدوثها المتوقع.

ب- أزمات سياسية خطيرة : النزاعات المسلحة غير ذات الطابع الدولي ، الاضطرابات والتوترات الداخلية ، وجود الإرهاب أو التخريب الداخلي أو الخشية من حدوثه ، الأزمات الاقتصادية الحادة أو الانهيار المحتمل للاقتصاد.

ج- الكوارث الطبيعية .

ومن المعلوم أنه لا يمكن اعتبار حالة التخلف الاقتصادي و الاجتماعي القائمة في دول العالم الثالث بصفة عامة ، وفي الدول

الإفريقية بصفة خاصة، والتي تشكل عقبة في سبيل تمتع شعوبها بالحقوق الاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية، ظرفا استثنائيا، يجوز معه لهذه الدول التحلل أو عدم التقيد بالتزاماتها الواردة في المواثيق الدولية المتعلقة باحترام حقوق الإنسان. ذلك لان التخلف في حد ذاته يعني غياب جانب هام من حقوق الإنسان في هذه الدول ، وأولها الحقوق الاقتصادية والاجتماعية و الثقافية، والتي يتوقف تحقيقها ووضعها موضع التنفيذ-بداية- على الوصول إلى درجة مناسبة من التقدم الاقتصادي و الاجتماعي <sup>(4)</sup>.

**المبحث الثاني : القيود العامة التي تحكم تصرفات الدول وسلطاتها الداخلية في مواجهة حقوق الإنسان أثناء هذه الظروف :**

هذه الضوابط أو القيود تشكل في حد ذاتها سياجا من الضمانات الدولية التي يكفلها هذا القانون لتأمين وحماية حقوق الإنسان وحرياته الأساسية خلال هذه الظروف. بعض هذه القيود موضوعي والبعض الآخر شكلي أو إجرائي، وتمثلت فيما يلي :

**المطلب الأول : القيود الموضوعية الواردة على الدول عند التحلل من التزاماتها أثناء الظروف الاستثنائية :**

من خلال نص المادة الرابعة من الاتفاقية الدولية فقرة 1 و 2 ، ونص المادة 15 من الاتفاقية الأوربية فقرة 1 و 2 ، ونص المادة 27 من الاتفاقية الأمريكية فقرة 1 و 2 يمكن حصر هذه القيود الموضوعية فيما يلي :

1 - عدم جواز المساس ببعض الحقوق . إن تلك النصوص قد قيدت الدول الأطراف بالنص على عدم جواز المساس بحقوق معينة حددتها على سبيل الحصر ، ولم تجعل الحكم القانوني شاملا للحقوق جميعها المعترف بها في هذه الاتفاقيات ، فهي تحظر المساس ببعض الحقوق ولا تبيح تعطيلها أو الخروج عنها أو تقييدها في الأوقات جميعها، سواء في زمن السلم أم في زمن الحرب والظروف الاستثنائية الأخرى.

بمقارنة فقرات المواد السابقة للاتفاقيات الثلاث، نلاحظ أن قائمة الحقوق غير القابلة للمساس أو التي يتمتع تعطيلها أو تقييدها تختلف من اتفاقية إلى أخرى، غير أنها تتفق فيما بينها على اعتبار أربعة منها بمثابة " نواة صلبة " أو " نواة أساسية " لحقوق الإنسان وهي كالتالي : الحق في الحياة و الحق في عدم التعرض للتعذيب و تحريم الرق والعبودية و عدم رجعية القوانين<sup>(5)</sup>.

2 - اتخاذ التدابير الاستثنائية في أضيق الحدود التي يتطلبها الوضع أو ما يعرف بمبدأ التناسب أو التوازن. والغرض من مبدأ التناسب - حسب هذه النصوص - هو إيجاد توازن كاف بين التدابير المنفذة وبين مدى خطورة الحالة ، ويعني هذا أن أية قرارات بتقييد الحقوق أو تعليق العمل بها ينبغي ألا تخرج أبدا عن الحدود التي تفرضها مقتضيات الحال .

وقد جاء في توصيات مؤتمر سيراكوزا المنعقد عام 1984 ، أن الإجراءات التي تلجأ إليها أي من الدول الأطراف تحت إلحاح الظروف الاستثنائية سواء بوقف أو تقييد حقوق وحرمان الأفراد - في شأن احترام الدول الأطراف لمبدأ التناسب - يتعين أن تتوافر على أربعة عناصر كالتالي<sup>(6)</sup> :

- 1- أن تكون تلك الإجراءات ضرورية ولازمة لمواجهة الظروف الاستثنائية ، ومتناسبة مع شدة الأزمة أو الخطر الذي يواجهه الدولة .
- 2- أن يكون تطبيق تلك الإجراءات مؤقتا بتأقيت الظروف الاستثنائية التي دعت إلى تطبيقها .
- 3- أن يكون تطبيق الإجراءات محددا إقليميا بالمناطق الجغرافية التي تأثرت بوجود الظروف الاستثنائية ، ما لم تكن آثار هذه الظروف قد شملت كل إقليم الدولة .
- 4- أن تتوافر تلك الإجراءات على حد أدنى من تدابير الحماية المانعة للتعسف ، وذلك كبديل مؤقت لما يتم إيقافه أو تعطيله من الضمانات بموجب هذه الإجراءات الاستثنائية.

- 3 - عدم انطواء هذه التدابير على أي تمييز مهما كان مبرره.
- 4 - عدم جواز منفاة هذه التدابير للالتزامات الأخرى المترتبة على الدول الأطراف بمقتضى القانون الدولي . تتمثل أساسا في التزامات مترتبة بمقتضى القانون الدولي الإنساني، والتزامات مترتبة عن الاتفاقيات الدولية الأخرى لحقوق الإنسان ، و التزامات مترتبة عن أحكام القانون الدولي العرفي والمبادئ العامة للقانون التي أقرتها الأمم المتحدة في مجال حقوق الإنسان

### المطلب الثاني : القيود الإجرائية الواردة على الدول عند التحلل من التزاماتها أثناء الظروف الاستثنائية

ما يلاحظ في المادة الخامسة عشر من الاتفاقية الأوربية لحقوق الإنسان في فقرتها الثالثة و المادة السابعة والعشرين من الاتفاقية الأمريكية لحقوق الإنسان في فقرتها الثالثة، أنها اكتفت بالنص على اعتبار " الإخطار " الإجراء الشكلي الوحيد الذي يفرض على الدول عند استعمال حقها في التحلل من التزاماتها الناشئة بمقتضى الاتفاقيات الثلاث ، غير أنه فيما يتعلق بالإعلان عن وجود

حالة الحرب أو حالة الطوارئ ، نرجع إلى نص المادة الرابعة من الاتفاقية الدولية في فقرتها الأولى والتي نصت على مايلي : " في حالات الطوارئ الاستثنائية التي تتهدد حياة الأمة ، والمعلن قيامها رسميا .... " .

وبناء على ذلك، فإننا نستنتج أن القيود الإجرائية التي ترد على الدول عند استعمال حقها في التحلل من الالتزامات الناشئة بمقتضى اتفاقيات حقوق الإنسان أثناء الظروف الاستثنائية، تكمن في الآتي :

1/ الإعلان عن حالة الحرب أو حالة الطوارئ على الصعيد الداخلي:

فالقانون الدولي العرفي جعل من إعلان الحرب أمرا اختياريا، ولم تكن واقعة عدم إعلان النزاع المسلح الدولي تجعل منه نزاعا غير مشروع<sup>(7)</sup> ، إلى أن تم تبني هذا المبدأ أو قاعدة "إعلان الحرب" في اتفاقية لاهاي الثالثة الموقعة في 18 أكتوبر 1907 الخاصة ببدء الأعمال الحربية ، إذ جاء في نص مادتها الأولى على ضرورة وجود إعلان سابق واضح لا لبس فيه . وقد يأخذ إعلان الحرب شكلين - وضحتهما المادة الثانية من الاتفاقية - أولهما إعلان معلل للحرب وثانيهما تقديم إنذار نهائي موجه للدولة بان توفى بالتزامات معينة أو تتخذ موقفا معينا خلال مدة وجيزة وإلا تم بدء الحرب تلقائيا بانتهاء فترة الإنذار ، على أن تعلن الدولة المعنية ذلك أيضا ودون تأخير للدول المحايدة<sup>(8)</sup> .

"وقد عرف إعلان الحرب ضمن منظور اتفاقية لاهاي الثالثة لعام 1907 بأنه صك قانوني تعبر فيه الدولة عن نيتها بان تقطع علاقاتها السلمية مع دولة أخرى وتبدأ تجاهها أعمال العداء . ويجب صدور الإعلان عن السلطة التي يحق لها ذلك بحسب دستور الدولة . وبالنسبة لشكل الإعلان فغالبا ما يكون على شكل مذكرة دبلوماسية . ويكون إعلان الحرب ملزما في حالة الحرب الهجومية ، أما عن الحرب الدفاعية فلا يكون هناك حاجة لإصدار الإعلان"<sup>(9)</sup> .

وقد انتهت قرارات مؤتمر مجمع القانون الدولي المنعقد في باريس عام 1984 إلى التأكيد على ضرورة يحدد دستور كل دولة، السلطة المنوط بها إعلان حالة الطوارئ والإجراءات الواجبة إتباعها عند اتخاذ هذا الإجراء، وفي الحالات التي يعهد للسلطة التنفيذية باتخاذ هذا الإجراء ، يجب عرضه على السلطة التشريعية لدراسته والنظر في تأييده أو إلغائه ، وذلك في أقرب وقت ممكن<sup>(10)</sup> .

كما انتهى الرأي في مؤتمر مجمع القانون الدولي المنعقد في باريس عام 1984 ، إلى التأكيد على وجوب تأقيت مدة سريان حالة الطوارئ ، ويتعين عند تجديد أو تمديد حالة الطوارئ ، إذا استدعت الظروف ذلك ، صدور قرار بذلك من جهة وان يكون هذا القرار هو الآخر محمدا من الناحية الزمنية من جهة أخرى<sup>(11)</sup> . وأكد على مبدأ الرقابة الدولية على حق الدول في إعلان حالة الطوارئ كالتالي : "...كل حالة طوارئ تعلن من جانب دولة طرف ترتبط باتفاقية من اتفاقيات حقوق الإنسان على المستوى الدولي أو الإقليمي تكون خاضعة للرقابة الدولية بواسطة الأجهزة التي أنشأتها تلك الاتفاقية ، وعلى النحو المنصوص عليه فيها..." كما أكد المؤتمر في قراراته على مسألة الرقابة القضائية على قرار إعلان حالة الطوارئ وفق القوانين الداخلية لكل دولة<sup>(12)</sup> .

2/ الإخطار أو التبليغ عن وجود حالة الطوارئ على الصعيد الدولي:

يتبين مما سبق أن الإخطار الدولي يعد إجراءا جوهريا وجوبيا ، وأوردته الاتفاقيات الثلاث على الدول الأطراف عند التجائها إلى التحلل من أحكامها أثناء الظروف الاستثنائية ، وذلك، بطبيعة الحال، بعد قيامها بالإعلان الرسمي عن وجود حالة الطوارئ على الصعيد الداخلي .

ولقد أكدت نصوص الاتفاقيتين الدولية والأمريكية، المتعلقة بالظروف الاستثنائية، صراحة على وجوب أن يتم الإخطار الدولي فورا.

يستنتج مما سبق أن الاتفاقيات الثلاث تتفق كقاعدة عامة على وجوب الإخطار عن وجود حالة الطوارئ على الصعيد

الدولي عن طريق الأمين العام للمنظمة المعنية .



ومن خلال قراءة نصوص الاتفاقيات الثلاث ، نجد أنها تلزم الدول الأطراف بضرورة أن يتضمن الإخطار الدولي بيانات كاملة عن :

1- الأسباب التي دفعت الدولة إلى التحلل من نصوص الاتفاقية .

2- تحديد نصوص الاتفاقية التي تم التحلل منها .

3- تحديد تاريخ إنهاء أو وقف التحلل من نصوص الاتفاقية .

هذا ما تطلبته المادتان (4) من الاتفاقية الدولية ، والمادة 27 من الاتفاقية الأمريكية) ، في حين نجد أن الاتفاقية الأوروبية،

إضافة إلى البيانات السابقة ، ألزمت الدول الأطراف بضرورة أن يتضمن الإخطار الدولي بيانات كاملة عن التدابير والإجراءات التي تتخذها الدولة المعنية أثناء الظروف الاستثنائية<sup>(13)</sup>.

وفي تعليق اللجنة المعنية بحقوق الإنسان رقم 5 عن المادة الرابعة من الاتفاقية الدولية، رأيت أن معظم الإخطارات التي أرسلتها

الدول الأطراف كانت غير كافية من حيث المضمون ، بل إن لم تقل أنها منعدمة تماما ، وجاء في التعليق ما يلي : " إلا أنه في حالة عدد قليل من الدول التي يبدو واضحا أنها عطلت الحقوق المنصوص عليها في الاتفاقية ، فإن ما لم يكن واضحا ليس فقط ما إذا كانت قد أعلنت رسميا حالة الطوارئ، بل أيضا إذا كانت الحقوق التي تحظر الاتفاقية تعطيلها لم تعطل ، وما إذا كانت الدول الأطراف الأخرى قد أبلغت بالتعطيل وبالأسباب التي أدت إليه ، أم لا<sup>(14)</sup> ."

### الفصل الثاني : ضمانات حماية حقوق الإنسان أثناء الظروف الاستثنائية :

لما كانت الحاجة دوما إلى وجود ضمانات دولية تعبر عن القوة الإلزامية للمجتمع الدولي اتجاه كل سلطة تلجأ إلى الافتتاحات

على حقوق الأفراد وحريةهم بحجة الظروف الاستثنائية، فقد خصصنا الفصل الثاني إلى ماهية تلك الضمانات خاصة في ظل الظروف الاستثنائية لما لها من دور فعال في إضفاء الحماية الدولية على حقوق الفرد وحرياته عند مواجهته للسلطة إبان تلك الظروف . وتتعدد الضمانات المقررة لتعزيز وحماية حقوق الإنسان بتعدد زوايا النظر لتلك الضمانات ، لذلك ارتأينا تقسيمها إلى الضمانات القانونية للحماية من أخطر وأبشع صور انتهاكات حقوق الإنسان ، ثم انتقلنا لبيان دور الأجهزة الدولية وجهودها في إعمال الحماية الدولية لحقوق الإنسان أثناء الظروف الاستثنائية .

### المبحث الأول : الضمانات القانونية الدولية للحماية من أخطر انتهاكات حقوق الإنسان :

نظرا لما أجمعت عليه الدراسات والتقارير الدولية أن حالات الطوارئ سواء كانت ناشئة عن نزاعات مسلحة دولية أو ليست

ذات طابع دولي، أو ناتجة عن عدم استقرار داخلي تفرز أو تخلق كل أشكال الانتهاكات الجسيمة التي ترتكب ضد حقوق الإنسان الأساسية ، يمكن تحديدها فيما يلي:

1- الاغتيالات السياسية و العشوائية من طرف قوات الأمن، و حالات الإعدام غير القانوني أو التعسفي .

2- إبادة الجنس البشري، مما يعني إهدار للحق في الحياة.

3- حملات الاعتقالات التعسفية .

4- عمليات الإخفاء القسري للأشخاص.

5- أعمال التعذيب و المعاملات أو العقوبات غير الإنسانية أو المهينة.

6- إنشاء محاكم خاصة أو عسكرية لمحاكمة المدنيين، دون مراعاة الحد الأدنى من الضمانات و الحقوق القضائية المنصوص عليها في المواثيق الدولية أمامها.

وهذا لا يعني أنها لا تؤثر على حقوق أخرى أهمها الحقوق السياسية و الحق في الخصوصية، وحرية التعبير و الرأي ، و حرية الفكر و العقيدة و الدين . إلا أننا نكتفي بالتعرض إلى الضمانات القانونية لحماية الحق في الحياة، و الحق في الحرية والسلامة الجسدية، و الحقوق و الضمانات القضائية أثناء الظروف الاستثنائية، باعتبارها أكثر الحقوق تعرضا للانتهاكات أثناء الظروف الاستثنائية وأخطرها.

### المطلب الأول : حماية الحق في الحياة أثناء الظروف الاستثنائية :

بالرغم من التأكيد على حماية الحق في الحياة و اعتباره حقا أساسيا جوهريا لا يجوز المساس به، حتى أثناء الظروف الاستثنائية، إلا أن هناك بعض الاستثناءات التي يكون فيها قتل النفس مشروعا، كالتطبيق القانوني لعقوبة الإعدام، رغم تسجيل تحرك طفيف نحو إلغائها على الصعيد العالمي<sup>(15)</sup> ، أو الالتجاء في أحوال الضرورة إلى استخدام القوة من جانب القائمين على تنفيذ أحكام القانون<sup>(16)</sup>. ومع ذلك تحاط هذه الاستثناءات بمجموعة ضمانات أقرتها المواثيق الدولية لحقوق الإنسان في جميع الظروف تناولها فيما يلي:

إذا كانت الاتفاقيات الدولية تحظر المساس بالحق في الحياة وتلزم الدول الأطراف، حتى أثناء الظروف الاستثنائية، باحترام الالتزامات أو الضمانات المتعلقة بتوقيع عقوبة الإعدام ، فلا يجوز وقف هذه الضمانات أو تقييدها ، فإننا نجد أن المادة السادسة من الاتفاقية الدولية و المادة الرابعة من الاتفاقية الأمريكية، تتضمنان مجموعة ضمانات تكفل حماية حقوق الذين يواجهون عقوبة الإعدام ، تتعلق هذه الضمانات بتحديد الجرائم التي يعاقب عليها بالإعدام ، وبإصدار الحكم بعقوبة الإعدام ، وأخيرا، بتنفيذ الحكم بالإعدام .

وبخصوص القيود الدولية الواردة على استخدام القوة من جانب القائمين على تنفيذ أحكام القانون ، فإن الجمعية العامة تدرك أن لطبيعة مهام إنفاذ القوانين في سبيل حماية النظام العام والطريقة التي يتم بها ممارسة هذه المهام، تأثير مباشر على حياة الأفراد و حياة المجتمع ككل. ومع تسليمها بأن وضع مدونة لقواعد سلوك الموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين ليس إلا واحدا من تدابير هامة عديدة لحماية حقوق و مصالح المواطنين الذين يخدمهم الموظفون المكلفون بإنفاذ القوانين . لذلك اعتمدت في قرارها 169/34 المؤرخ في ديسمبر 1979 مدونة لقواعد سلوك الموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين<sup>(17)</sup> . تحتوي على ثمانية مواد، نصت المادة الثالثة منها على أنه: " لا يجوز للموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين استعمال القوة إلا في حالة الضرورة القصوى وفي الحدود اللازمة لأداء واجبهم ". و تعليقا على هذا النص<sup>(18)</sup> :

أ- إن هذا الحكم يؤكد أن استعمال القوة من قبل الموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين ينبغي أن يكون أمرا استثنائيا. ومع أنه يوحى بأنه قد يكون من المأذون به للموظفين، المكلفين بإنفاذ القوانين، أن يستخدموا من القوة ما تجعله الظروف معقول الضرورة من اجل تفادي وقوع الجرائم أو في تنفيذ الاعتقال القانوني للمجرمين أو المشتبه بأنهم مجرمون، أو المساعدة على ذلك ، إلا أنه لا يجوز استخدام القوة بشكل يتعدى هذا الحد .

ب - يقيد القانون الوطني في العادة استعمال القوة من قبل الموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين وفقا لمبدأ التناسب، و يتعين احترام مبادئ التناسبية المعمول بها على الصعيد الوطني في تفسير هذا الحكم ولا يجوز بأية حال السماح باستعمال القوة بشكل لا يتناسب مع الهدف المشروع المطلوب تحقيقه .

ج - يعتبر استعمال الأسلحة النارية تدبيراً أقصى و ينبغي بذل كل جهد ممكن لتلافي استعمال الأسلحة النارية، ولا سيما ضد الأطفال و يوجه عام لا ينبغي استعمال الأسلحة النارية إلا عندما يبدي الشخص المشتبه في ارتكابه جرماً مقاومة مسلحة أو يعرض حياة الآخرين للخطر بطريقة أخرى ، و تكون التدابير الأقل تطرفاً غير كافية لكبح المشتبه به أو إلقاء القبض عليه ، وفي كل حالة يطلق فيها سلاح ناري ينبغي تقديم تقرير إلى السلطات المختصة دون إبطاء ."

و في مؤتمر الأمم المتحدة الثامن لمنع الجريمة و معاملة المجرمين المنعقد في هافانا من 27 أوت إلى 7 سبتمبر 1990، اعتمدت مبادئ أساسية حول استخدام القوة و الأسلحة النارية من جانب الموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين، و تضمنت هذه المبادئ أحكاماً عامة و أخرى خاصة

### المطلب الثاني : حماية الحق في الحرية الشخصية أثناء الظروف الاستثنائية :

إذا كان للشخص الحق في الحرية ، فان الدولة لها في حالات و بشروط معينة أن تسلب هذه الحرية ، إذ أن هناك حدود استخدام هذا الحق من قبلها ، فيجب ألا تنكر الدولة و أجهزتها سلب حرية شخص ما ، أو ترفض الإفصاح عن مكانه و هو ما يعرف ب "الاختفاء القسري" ، و إذا ما قامت الدولة بسلب الحرية بصورة مشروعة أو أعلنت عن مكان المحتجز ، فانه ليس محروماً من كل حقوقه و إنما له حد أدنى من الحقوق لا يجوز التنازل عنها ، و ليس من حق الدولة أن تستخدم سلطاتها في التعذيب أو معاملة الأفراد بصورة تحط من كرامتهم<sup>(19)</sup> .

فجاء في التعليق العام للجنة الدولية المعنية بحقوق الإنسان رقم 29 على المادة الرابعة من الاتفاقية الدولية في دورتها الثانية والسبعين جلسة 1950 المنعقدة في 24 يولييه عام 2001 ما يلي<sup>(20)</sup> :

"... إذ لا يجوز للدول الأطراف أن تلجأ تحت أي ظرف إلى المادة 4 من الاتفاقية لتبرير تصرف ينتهك القانون الإنساني أو القواعد الآمرة للقانون الدولي، مثل اختطاف الرهائن أو فرض عقوبات جماعية أو الحرمان التعسفي من الحرية أو الخروج عن المبادئ الأساسية للمحاكمة العادلة...."

كما تمخض عن المؤتمر الدولي لمجمع القانون الدولي (ILA) المنعقد بباريس عام 1984 ، قواعد دولية تعد بمثابة الحد الأدنى من الضمانات الواجب كفالتها للأشخاص في أحوال الاعتقال الإداري أثناء وجود حالات الطوارئ، وهي كالتالي<sup>(21)</sup> :

1/ لا يجوز القبض على احد أو حرمانه من حريته إلا على أساس من القانون ، و طبقاً للإجراءات المقررة فيه .  
2/ في الأحوال التي يقضي فيها القانون بجواز الالتجاء إلى إجراءات الاعتقال الإداري، و يجب كفالة و تأمين الضمانات التالية لكافة الأشخاص المعتقلين ، وذلك كحد أدنى لا يجوز الانتقاص منه :

أ/ إبلاغ كل معتقل بأسباب اعتقاله، خلال مدة لا تزيد عن سبعة أيام من تاريخ القبض عليه، و مع ذلك يجوز لجهة الاعتقال عدم إبلاغه بأسباب اعتقاله إذا كانت المصلحة العامة تقتضي ذلك ، وفي تلك الأحوال تكون للجهة المنوط بها الرقابة على إجراءات الاعتقال سلطة تقدير مدى جدية الدوافع التي كانت وراء هذا الامتناع .

ب/ حق كل معتقل في الاستعانة بمحام .

ج/ عدم جواز امتداد مدة الاعتقال الإداري إلى أكثر من ثلاثين يوماً ما لم تمد هذه المدة قبل تاريخ انتهائها من قبل الجهة المختصة و بناء على أسباب قانونية .

د/ حق المعتقل في رؤية ذويه من خلال زيارات منتظمة.

هـ/ حق المعتقل في المعاملة الإنسانية خلال فترة اعتقاله .

و/ وجوب نشر أسماء الأشخاص المعتقلين في الجريدة الرسمية ، مع تاريخ الاعتقال، وكذلك عند الإفراج عنهم .  
ي/ حق كل معتقل في اللجوء إلى القضاء لمراقبة مدى مشروعية اعتقاله .

و يولي الفريق العامل، المعني بالاحتجاز التعسفي، أهمية خاصة لوجود آليات فعالة للرقابة الداخلية على مشروعية الاعتقال. ويرى الفريق العامل أن سبيل الانتصاف المتمثل في الإحضر أمام المحكمة واحد من أنجع الوسائل لمنع الاحتجاز التعسفي و محاربتة، ولا يجب تعليقه أو جعله غير قابل للتطبيق في حالات الطوارئ<sup>(22)</sup>.

ونظرا لما تشكله حالات الاختفاء القسري من انتهاك صارخ للعديد من حقوق الإنسان و حرياته الأساسية، حرص المجتمع الدولي على ضمان حقوق الأفراد من التعرض للاختفاء القسري ، فقد توصل إلى العديد من الاتفاقيات و الإعلانات التي تضمن عدم تعرض الأفراد لحالات الاختفاء القسري و أكدت على ذلك حتى أثناء الظروف الاستثنائية :

حيث اعتمدت الجمعية العامة للأمم المتحدة في قرارها رقم 133/47 المؤرخ في 18 ديسمبر 1992 ، إعلانا بشأن حماية جميع الأشخاص من الاختفاء القسري .

و قد تم اتخاذ خطوات كبيرة من جانب المجتمع الدولي ، عند اعتماد الجمعية العامة للأمم المتحدة ، اتفاقية دولية لحماية جميع الأشخاص من الاختفاء القسري ، بقرار رقم 177/61 المؤرخ في 20 ديسمبر 2006 . وقعت عليها 57 دولة حتى فبراير 2007، ولم تدخل الاتفاقية حيز النفاذ بعد ، إذ يشترط ذلك إيداع عشرين تصديق لدى الأمين العام للأمم المتحدة ، وفقا لأحكام المادة 39 منها .

أهم ما ورد في المادة الأولى من هذه الاتفاقية هو حظر تعريض أي شخص للاختفاء القسري ، وعدم جواز التدرع بأي ظرف استثنائي كان لتبرير الاختفاء القسري.

### المطلب الثالث : حماية الحق في السلامة الجسدية أثناء الظروف الاستثنائية : (حظر التعذيب)

يعتبر التعذيب من أقصى صور انتهاك حقوق الإنسان وتنتشر حالات ممارسة التعذيب، خاصة، في حالة وجود اضطرابات أمنية داخلية أو في فترات النزاعات المسلحة ولمواجهة هذا الوضع المأساوي ، تصدى القانون الدولي الإنساني إلى هذه الظاهرة من خلال أحكام اتفاقيات جنيف لعام 1949 وكذا البروتوكول الملحق بتلك الاتفاقيات لعام 1977 ، إذ تكفل هذه المواثيق الدولية المعاملة الإنسانية لأسرى الحرب خلال النزاعات المسلحة الدولية وغير ذات الطابع الدولي ، وذلك إضافة إلى حماية المدنيين في الأقاليم التي تخضع إلى سيطرة أحد أطراف النزاع ، حيث يمنع تعذيبهم أو تعريضهم لأي معاملة أو عقوبة قاسية لاإنسانية أو مهينة<sup>(23)</sup>

كما حرصت الوثائق الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان على حق الفرد في سلامة جسده. فالإعلان العالمي لحقوق الإنسان نص في مادته الخامسة على انه : "لا يجوز إخضاع احد للتعذيب ولا للمعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو الحاطة بالكرامة". وهو ما أكدته نص المادة السابعة من الاتفاقية الدولية للحقوق المدنية والسياسية ، وهو الحال كذلك بالنسبة لكل الاتفاقيات الإقليمية الخاصة بحقوق الإنسان، لاسيما الاتفاقيتين الأوربية في مادتها الثالثة والأمريكية في مادتها الخامسة، إذ لم تخل موادها من النص على هذا الحق والتأكيد عليه، بل وأكثر من ذلك، جعلت نصوص الاتفاقيات الثلاث محل الدراسة ضمن الحقوق غير القابلة للوقف والتقييد أو التعطيل أثناء الظروف الاستثنائية .

## المطلب الرابع : الحقوق و الضمانات القضائية غير القابلة للمساس أثناء الظروف الاستثنائية :

تنطبق تقريبا نفس الحقوق و الضمانات على ما يجري من محاكمات و ما يوقع من عقوبات جنائية ترتبط بالنزاع المسلح الدولي و غيرالدولي ، طبقا لأحكام القانون الدولي الإنساني ، و هو ما جاء في نص المادة 105 و 106 من اتفاقية جنيف بشأن معاملة أسرى الحرب ، والمواد 72، 73، 74 من اتفاقية جنيف بشأن حماية الأشخاص المدنيين أثناء الحرب، المادة السادسة من البروتوكول الثاني الملحق باتفاقيات جنيف لعام 1977<sup>(24)</sup> . و جميع ضمانات الإجراءات القضائية ، تشكل ضمانات أساسية يجب توفيرها حتى للسجناء الذين لا تعترف لهم السلطات الحازمة بالوضع القانوني لأسرى الحرب<sup>(25)</sup> .

على الرغم من أهمية كل هذه الحقوق و الضمانات القضائية المنصوص عليها في المواد 14 من الاتفاقية الدولية للحقوق المدنية والسياسية ، إلا أن الاتفاقيات الثلاث ، لم تجعلها، ضمن قائمة الحقوق غير القابلة للمساس أو التوقيف أو التعطيل أثناء الظروف الاستثنائية، تاركة بذلك الباب مفتوحا أمام إمكانية الدول التحلل من معظم هذه الحقوق و الضمانات في الظروف الاستثنائية ، و هو أمر خطير على حقوق و حريات الأفراد في هذه الظروف .

يمكن القول أن محاكمة المدنيين، أمام المحاكم العسكرية أو الاستثنائية،<sup>(26)</sup> هو إجراء خطير و اعتداء صارخ على اختصاصات السلطة القضائية، ناهيك عما يترتب عنه من انتهاك و إهدار لحقوق الأفراد و حرياتهم . و مع ذلك ذهبت اللجنة المعنية بحقوق الإنسان في تعليقها العام رقم 13، الدورة الحادية و العشرين ، سنة 1984 ، على المادة 14، في فقرتها الرابعة إلى<sup>(27)</sup> :

ينبغي تطبيق أحكام المادة 14 على جميع المحاكم في نطاق هذه المادة عادية كانت أو متخصصة ، و تلاحظ اللجنة أنه توجد في بلدان عديدة محاكم عسكرية أو خاصة تحاكم المدنيين ، وقد يثير ذلك مشاكل خطيرة فيما يتعلق بإقامة العدالة على نحو منصف و حيادي و مستقل ، وغالبا ما يكون السبب في إنشاء مثل هذه المحاكم هو التمكن من تطبيق إجراءات استثنائية لا تتفق مع المعايير العادية للعدل ، و مع أن الاتفاقية لا تحظر هذه الفئات من المحاكم ، إلا أن الشروط التي تنص عليها تشير صراحة إلى أن محاكمة المدنيين من جانب مثل هذه المحاكم، ينبغي أن تكون استثنائية جدا، و أن تجرى بشروط تسمح أساسا بتوافر جميع الضمانات المنصوص عليها في المادة 14 ، و إذا ما قررت الدول الأطراف في الاتفاقية، في حالات الطوارئ الاستثنائية المشار إليها في المادة الرابعة من الاتفاقية عدم التقيد بالإجراءات الاعتيادية المنصوص عليها في المادة 14 ، ينبغي التأكد من أن حالات عدم التقيد هذه لا تتجاوز أضيق الحدود التي يتطلبها الوضع الفعلي ، و أن تتقيد بسائر الشروط الواردة في الفقرة 1 من المادة 14 .

يفهم من ذلك ، أن كل الحقوق و الضمانات القضائية المقررة في المادة 14 من الاتفاقية الدولية للحقوق المدنية و السياسية غير قابلة للوقف أو التقييد - افتراضاً - ومع ذلك يجوز تقييد بعض الضمانات . فعلى سبيل المثال يجوز تقييد مبدأ علانية الجلسات إذ نصت المادة 14 من الاتفاقية فقرة 1 : "... ويجوز استبعاد الصحافة و الجمهور من المحاكمة أو من جزء منها لأسباب تتعلق بالأخلاق أو النظام العام أو الأمن الوطني في مجتمع ديمقراطي ، أو عندما يكون ذلك لمصلحة الحياة الخاصة لأطراف القضية أو المدى الذي تراه المحكمة ضروريا فقط في ظروف خاصة إذا كان من شأن العلنية أن تؤدي إلى الإضرار بصالح العدالة..."

وتجدر الإشارة إلى التوصية رقم 13 الصادرة عن المؤتمر الدولي للعدالة الجنائية و حماية حقوق الإنسان في العالم العربي، الذي عقد في المعهد الدولي للدراسات العليا في العلوم الجنائية "سيراكوزا، إيطاليا"، عام 1985 والتي جاء فيها<sup>(28)</sup>:

"ينبغي إلغاء المحاكم الاستثنائية كافة ، و تقرير حق المواطن في الالتجاء إلى قاضيه الطبيعي".

ونصت التوصية 14 على قصر اختصاص المحاكم العسكرية على الجرائم العسكرية و كفالة حق الطعن في أحكامها .

وجاء في التوصية الثامنة: " يجب ضمان حقوق الدفاع للمتهم ، مع ضرورة إعلامه بحقوقه و ضمان حقه في توكيل محام له منذ ضبطه بواسطة الشرطة ، و جاء ذلك لأن في ظل نفاذ قانون الطوارئ ، وقيام المحاكم الاستثنائية، يحرم الموقوف من حق الدفاع كما هو الحال في المحالين إلى المحاكم العسكرية في سورية ، إذ لا يجوز للموقوف اختيار محاميه بنفسه، و إنما تقوم المحكمة بتسخير محام له من قبلها " .

### المبحث الثاني : دور الأجهزة الدولية في أعمال الحماية الدولية لحقوق الإنسان أثناء الظروف الاستثنائية :

لا يكفي، للقول بوجود حقوق للإنسان، إبرام اتفاقيات أو إصدار قرارات تنص على تعداد هذه الحقوق و حمايتها فحسب، سواء أثناء الظروف العادية أو الاستثنائية ، إذ تتوقف مسألة حماية حقوق الإنسان وتعزيزها على التطبيق الفعلي والجدد للحقوق الواردة في المواثيق والاتفاقيات الدولية ، ولن يتأتى ذلك إلا عن طريق إنشاء آليات للرقابة والتنفيذ والوقاية ، تسهر على تنفيذها على أرض الواقع ، فالعديد من اتفاقيات حقوق الإنسان تنص على آليات للتطبيق عادة هي عبارة عن لجان ومحاكم تسهر على تنفيذ وتفسير بنود هذه الاتفاقيات .

تعدد هذه الأجهزة وتنوع نظم الرقابة والحماية التي تضطلع بها. فلكل من اللجنة الدولية المعنية بحقوق الإنسان المنبثقة عن الاتفاقية الدولية للحقوق المدنية والسياسية، واللجنة والمحكمة الأمريكيتين في ظل النظام الأمريكي لحماية حقوق الإنسان، واللجنة والمحكمة الأوربيتين في ظل النظام الأوربي لحماية حقوق الإنسان؛ دورا وجهودا متعددة الابعاد في مجال أعمال الحماية الدولية لحقوق الإنسان أثناء الظروف الاستثنائية، من خلال نظام مراجعة التقارير ومن خلال الفصل في الطعون المختلفة المقدمة لها .

فالاتفاقيات الدولية تلزم الدول الأطراف بتقديم تقارير عن الإجراءات التي اتخذتها من اجل وضع حقوق الإنسان المنصوص عليها موضع التنفيذ ، غير ان هذا النظام الرقابي ليس ناجعا على أكمل وجه نظرا لتقاعس الكثير من الدول عن الالتزام بتقديم التقارير في مواعيدها ناهيك عن نقص البيانات فيها .

كما أن إحداث محكمة جنائية دولية دائمة لقمع جرائم انتهاكات حقوق الإنسان الأشد خطورة في القانون الدولي ، ومحاربة ظاهرة اللاعقاب التي عانى منها القانون الدولي لفترة طويلة من الزمن ، هو الأمل الوحيد المعول عليه لتحقيق العدالة الجنائية الدولية وردع وقمع جرائم انتهاكات حقوق الإنسان والعزوف عن اقترافها من قبل الدول والحكومات والأفراد . لكن تتوقف فعالية هذه المحكمة على مدى تجاوز الاعتبارات السياسية والمصالح الاقتصادية التي تحكم العلاقات الدولية. ولعل الإسراع بالتصديق من طرف الدول على إنشاء المحكمة الجنائية الدولية الدائمة يؤدي إلى سد ثغرة كبيرة في مجال تطبيق قواعد الحماية الجنائية الدولية ، كما أن تأكيد ودعم هذه الآلية بإرادة الدول سوف يكون عاملا مهما في ضمان الحماية الجنائية للمدنيين ، وضياح فرص إفلات مرتكبي جرائم انتهاكات حقوق الإنسان من العقاب ، خاصة إذا ما استقلت هذه المحكمة في قرارها ونظام عملها وإصدار أحكامها عن المؤثرات السياسية واتخذت من الطابع القضائي العرفي نبراسا لها . ومن نحث الدول التي لم تصادق بعد على نظام روما الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية بسرعة المصادقة عليه بعد إعادة النظر في مسألة استقلالية المحكمة. و يجب تجسيد هذه الاستقلالية بعدم تدخل الأمم المتحدة في سير عملها، لاسيما مجلس الأمن الدولي.

## خاتمة :

إذا كانت حقوق الأفراد وحررياتهم قد تتأثر في ظل الظروف الاستثنائية ، إلا انه يجب العمل على الحد من القيود والممارسات التي تُفرض عليها، بحيث لا يترك في النهاية للدول حرية التقدير عند ممارسة سلطاتها الاستثنائية في فرض هذه القيود على حقوق وحرريات الأفراد أثناء هذه الظروف مع جعلها مسؤولة نحو المجتمع الدولي عن أي تجاوزات تصدر عنها أثناء استخدامها لهذه السلطات.

## الهوامش :

- (1) : وهو ما أكدته المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان في حكمها الصادر في 1 يوليو 1961 .
- (2) : د احمد أبو الوفا ، الحماية الدولية لحقوق الإنسان ، دار النهضة العربية ، القاهرة ، ط 2 ، 2005 ، ص 109 ، نصت المادة الخامسة عشر من الاتفاقية الأوربية لحقوق الإنسان أيضا على انه:  
"1- في حالة الحرب أو الخطر العام الذي يهدد حياة الأمة ، يجوز لأي طرف سام متعاقد أن يتخذ تدابير تخالف الالتزامات المبينة بالاتفاقية في أضيق حدود تختمها مقتضيات الحال ، وبشرط ألا تتعارض هذه التدابير مع الالتزامات الأخرى المقررة في القانون الدولي .
- 2- الفقرة السابقة لا تجيز أية مخالفة لحكم المادة الثانية إلا في حالة الوفاة نتيجة أعمال حربية مشروعة ، كما أنها لا تجيز أية مخالفة لأحكام المواد الثالثة ، والرابعة (فقرة أ) والسابعة.
- 3- يتعين على كل طرف سام متعاقد يستخدم حق المخالفة المتقدم الذكر أن يخطر السكرتير العام لمجلس أوروبا ببيانات كاملة عن التدابير التي اتخذها والأسباب التي دعت إليها ، كما انه يتعين عليه أيضا أن يبلغ السكرتير العام بتاريخ وقف التدابير المشار إليها "
- (3) : د الشافعي محمد بشير ، قانون حقوق الإنسان ، منشأة المعارف ، الإسكندرية ، الطبعة الثالثة ، 2004 ، ص 264 .
- د سعيد فهم خليل ، الحماية الدولية لحقوق الإنسان في الظروف الاستثنائية ، رسالة دكتوراه ، كلية الحقوق ، جامعة الإسكندرية ، 1993 ، ص 29.
- (4) : د عزت سعد السيد البرعي ، حماية حقوق الإنسان في ظل التنظيم الدولي الإقليمي ، مطبعة العاصمة ، القاهرة ، ب . ط ، 1985 ، ص 692 .
- (5) : د محمد يوسف علوان ، د محمد خليل موسى ، القانون الدولي لحقوق الإنسان ، المصادر ووسائل الرقابة ، الجزء الأول ، دار الثقافة للنشر والتوزيع، عمان ، الطبعة الأولى ، 2005 ، ص 128.
- (6) : لمزيد من التفصيل راجع ، د سعيد فهم خليل ، المرجع السابق ، ص 96 ، 97 ، 98 .
- (7) : د أمل يازجي ، القانون الدولي الإنساني وقانون النزاعات المسلحة بين النظري والواقع ، مجلة جامعة دمشق للعلوم الاقتصادية والقانونية ، المجلد 20 ، العدد الأول ، 2004 ، ص 113 . وتجدر الإشارة في هذا المقام أن الحرب كانت مشروعة في عهد العصبة .
- (8) : د الشافعي محمد بشير ، القانون الدولي العام في السلم والحرب ، المرجع السابق ، ص 560 .
- (9) : جميل عبد الله القانفي ، سلطات رئيس الجمهورية في الظروف الإستثنائية وفقا لأحكام الدستور اليمني و الرقابة القضائية عليها دراسة مقارنة ، دار الجامعة الجديدة ، الإسكندرية ، بدون طبعة، 2006 ، ص 123 ، 124 . في الأصل أن الحرب الهجومية غير مشروعة دوليا وبالتالي فان النص على إعلان الحرب يكون فقط بالنسبة للحرب الدفاعية إلا أننا هنا نتكلم عن فترة في عهد العصبة أينما كانت الحرب مشروعة.
- (10) (11) (12) : د سعيد فهم خليل ، المرجع السابق ، ص 65 ، وهو يشير الى :

The Paris minimum standars of human rights norms in state of emergency ,the A.J of international law ,vol,79-1985.

- (13) : نصت المادة الرابعة من الاتفاقية الدولية للحقوق المدنية والسياسية على انه :

" 1- يجوز للدول الأطراف في هذه الاتفاقية في حالة الطوارئ العامة التي تهدد حياة الأمة والتي يعلن عن وجودها رسميا ، أن تتخذ من الإجراءات ما يخلها من التزاماتها والتي نصت عليها هذه الاتفاقية تبعا لما تقتضيه بدقة متطلبات الوضع بشرط أن لا تتنافى هذه الإجراءات مع التزاماتها الأخرى طبقا للقانون الدولي ، ودون أن تتضمن هذه الإجراءات تمييزا معينا على أساس العنصر أو اللون أو الجنس أو اللغة أو الأصل الاجتماعي فقط .

- 2- ومع ذلك لا يجوز التحلل من الالتزامات التي نصت عليها المواد 6 ، 7 ، 8، (فقرة 1 و 2) ، 11 ، 15 ، 16 ، 18 .

3 - تلتزم كل دولة طرف في هذه الاتفاقية تستعمل حقها في التحلل من التزاماتها بان تبلغ فوراً الدول الأخرى الأطراف في هذه الاتفاقية عن طريق سكرتير عام الأمم المتحدة بالنصوص التي تحلت منها و الأسباب التي دفعتها إلى ذلك ، كما تلتزم هذه الدول وبالطريقة ذاتها بإبلاغ ذات الدول بتاريخ إنحائها لذلك التحلل " .

كذلك نصت المادة السابعة والعشرون من الاتفاقية الأمريكية لحقوق الإنسان المعنونة ب "تعليق الضمانات" على مايلي :

1- في زمن الحرب أو الخطر العام ، أو أي ظروف استثنائية أخرى تشكل أزمة أو تهديدا لاستقلال أو امن الدولة الطرف ، يمكن لهذه الأخيرة أن تتخذ الإجراءات التي من شأنها تعطيل الالتزامات التي تحملتها بمقتضى الاتفاقية بشرط أن تتخذ هذه الإجراءات بالقدر الضيق الذي يقتضيه الموقف ، وبما يتفق مع الالتزامات الأخرى المفروضة بمقتضى القانون الدولي ، وبشرط ألا تتضمن أي تمييز مؤسس على الأصل أو اللون أو اللغة أو الأصل الاجتماعي.

2- الفقرة السابقة لا تجيز المساس بالحقوق الواردة في المواد من 3 إلى 6 ، والمواد 9 ، 12 ، 17 ، 18 ، 19 ، 20 ، 23 من الاتفاقية ، ولا بالضمانات اللازمة لحماية تلك الحقوق .

3- يتعين على أي دولة طرف تستخدم حقها في التحلل ، أن تحظر الدول الأطراف الأخرى في الاتفاقية "بصفة فورية" عن طريق السكرتير العام لمنظمة الدول الأمريكية بالنصوص التي أوقفت تطبيقها ، وبالسبب التي دفعتها إلى ذلك ، وبالتاريخ المحدد لانتهاؤها وقف تطبيق هذه النصوص " .

(14) : راجع تعليق اللجنة المعنية بحقوق الإنسان في : الصكوك الدولية لحقوق الإنسان ، الأمم المتحدة ، مجموعة التعليقات العامة والتوصيات العامة المعتمدة من هيئات معاهدات حقوق الإنسان ، تعليقات عامة معتمدة من اللجنة المعنية بحقوق الإنسان ، الجزء الأول ، رمز الوثيقة HRI/GEN/1/REV.1 الصادرة بتاريخ 29 جويلية 1994، ص7.

(15) : في 15 كانون الأول 1989 أعلن البروتوكول الاختياري الثاني الملحق بالاتفاقية الدولية للحقوق المدنية والسياسية ، بهدف إلغاء عقوبة الإعدام و فيه تم التأكيد على أن إلغاء هذه العقوبة يسهم في تعزيز الكرامة الإنسانية و التطوير التدريجي لحقوق الإنسان و أن التدابير الرامية إلى إلغاء عقوبة الإعدام تمثل تقدما في التمتع بالحق في الحياة . هذا البروتوكول يضع التزاما على الدول الأطراف في مادته الأولى ف 2 بوجوب إلغاء الدولة لعقوبة الإعدام داخل نطاق ولايتها القضائية. ويؤكد في ف 1 على أن لا يعدم أي شخص خاضع للولاية القضائية لدولة طرف في هذا البروتوكول .

- و أضافت المادة السادسة منه : " ... لا ينتقص الحق المضمون في الفقرة الأولى من المادة الأولى من هذا البروتوكول بموجب المادة الرابعة من الاتفاقية الدولية للحقوق المدنية والسياسية " .

(16) : راجع المادة الثانية من الاتفاقية الأوروبية لحماية حقوق الإنسان .

(17) : أنظر ديباجة القرار ، د محمود شريف بسيوني ، الوثائق الدولية المعنية بحقوق الإنسان ، المجلد الأول(الوثائق العالمية)، دار الشروق، القاهرة ، بدون طبعة، 2003 ، ص 739 .

(18) : هذه التعليقات تتضمنها المدونة لقواعد سلوك الموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين .

(19) : د محمود شريف بسيوني ، الوثائق العالمية ، م 1 ، المرجع السابق ، ص 629 .

لقد كان للمحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان موقف بهذا الخصوص في قضية (BRANNING ET McBRIDE) ضد المملكة المتحدة

:Arrêt du 28 mai 1993 , voir Vincent Berger, jurisprudence de la cour européenne des droits de l'homme , 8<sup>e</sup> édition , 2002 , p 99-101.

(20) : الصكوك الدولية لحقوق الإنسان ، أ . م ، تجميع للتعليقات العامة والتوصيات العامة المعتمدة من هيئات معاهدات حقوق الإنسان ، رمز الوثيقة HRI/GEN/1/REV.8 بتاريخ 8 مايو 2006 ، ص 213 .

(21) : د سعيد فهم خليل ، المرجع السابق ، ص 193 ، 194 .

(22) : تقرير فريق العمل المعني بالاحتجاج التعسفي ، الأمم المتحدة ، الجمعية العامة ، رقم الوثيقة A/HRC/7/4 ، الصادرة بتاريخ 10 يناير 2008 ، ص 26.

(23) : غربي عبد الرزاق ، جريمة التعذيب والقانون الدولي ، مذكرة لنيل شهادة الماجستير في القانون فرع قانون دولي وعلاقات دولية ، كلية الحقوق والعلوم الإدارية ، جامعة الجزائر ، 2000 ، ص 10 .

(24) : راجع نصوص المواد في د وائل أنور بندق، موسوعة القانون الدولي الإنساني، دار الفكر الجامعي ، الإسكندرية، بدون طبعة ، 2004 ، ص 61 ، 62 ، 205 ، 355 .

(25) : د عبد الكريم علوان ، المرجع السابق ، ص 256 .

(26) : يختص هذا النوع من المحاكم بالنظر في جرائم من نوع معين أو محاكمة فئة خاصة من المتهمين ، و هي محاكم مؤقتة بظروف معينة، لا تنشأ عادة بالأداة التشريعية التي تنشأ بها محاكم القانون العام ، و لا تخضع لإجراءات المحاكمة العادية المقررة في هذه المحاكم، و تشكل عادة من غير القضاة ، مثال ذلك في فرنسا المحاكم التي أنشأتها حكومة فيشي سنة 1944 ، و المحاكم العسكرية التي أنشأتها أثناء حرب الجزائر، إذ أنشئت محكمة عسكرية في فرنسا بالأمر الصادر في 1 يونيو 1962 ، قضى مجلس الدولة الفرنسي في 19 أكتوبر بعدم شرعية هذه المحكمة لمخالفتها للحقوق و الضمانات الأساسية للدفاع و قد ألغيت جميع المحاكم الاستثنائية بعد استقلال الجزائر. و من أمثلة هذه المحاكم في مصر المحكمة الخاصة التي أنشأها المرسوم بقانون رقم 344 سنة 1952 في شأن جريمة الغدر، و محكمة الثورة التي أنشئت بالأمر الصادر من مجلس قيادة الثورة في 16 سبتمبر 1953 . راجع د أحمد فتحي سرور ، المرجع السابق ، ص 682 .





## الحوار الاجتماعي في الجزائر: دور الفاعلين الاجتماعيين في وضع السياسة التنموية

فضيلة عكاش

أستاذة محاضرة (ب) - قسم العلوم السياسية

جامعة مولود معمري - تيزي وزو

ترتبط فعالية النظم السياسية المختلفة بمدى قدرتها على خلق توازن بين المصالح المتضاربة داخل المجتمع واتخاذ القرارات العقلانية التي ترضي نسبيا مختلف القوى الاجتماعية المعنية دون اللجوء إلى أساليب القمع والتهريب، وذلك من خلال السماح بتكوين جمعيات وتنظيمات نقابية وفتح مجال التعبير أمامها واستشارتها في المسائل التي تعنيها دون إقصاء، وهذا يمثل أحد أهم مبادئ الحكم الراشد وشرط أساسي لعقلنة السياسات العامة المتبناة.

لقد اعتبر برنامج الأمم المتحدة للتنمية أن مشاركة المواطنين في صنع القرار بهدف تحقيق أقصى درجة من الإجماع من أهم مبادئ الحكم الراشد القائم على التفاعل بين السلطات العمومية ومختلف الفاعلين الاجتماعيين والسياسيين مهما اختلفت مصالحهم، ومساهماتهم معا في وضع معالم السياسات العامة بهدف جعلها أكثر فعالية وعقلانية في ظل وضع ميكانيزمات الرقابة والمحاسبة. والحوار الاجتماعي من أهم وسائل اشراك الفاعلين الاقتصاديين والاجتماعيين في وضع معالم السياسات الاقتصادية والاجتماعية. فهو يتضمن، حسب المنظمة الدولية للشغل: "كل أشكال التفاوض أو التشاور أو مجرد تبادل المعلومات بين ممثلي الحكومة وأرباب العمل والعمال حول مسائل ذات أهمية مشتركة مرتبطة بالسياسة الاقتصادية والاجتماعية، وقد يؤسس في اطار ثلاثي حيث يشارك ممثلو الحكومة رسميا أو في اطار ثنائي يقتصر على ممثلي العمال والمستخدم، ويمكن أن يكون التشاور مؤسسا أو غير رسمي وغالبا الاثنين معا"<sup>97</sup>.

إن الحوار الاجتماعي الفعال هو أداة لبناء سياسات تنموية رشيدة، والتوفيق بين المصالح المتناقضة لتجاوز مختلف العراقيل التي من شأنها أن تعيق تنفيذ القرارات المتخذة، كتفاقم الاحتجاجات بشأنها، أو عدم توفر الشروط الضرورية لتنفيذها بحيث يتوقف إنجازها بعد مدة قصيرة. وتعتبر المنظمة أن فعالية الحوار الاجتماعي مشروطة بوجود منظمات مهنية عمالية ومنظمات أرباب عمل قوية ومستقلة لها القدرات التقنية وامكانية الوصول الى المعلومات الدقيقة والهامة التي تسمح لها بالمشاركة في الحوار، كما تركز على ضرورة وجود الارادة السياسية الحقيقية لاشراك هذه القوى الاجتماعية في مسار صنع السياسات الاقتصادية والاجتماعية، يتم تجسيدها باطار مؤسسي قائم على ضرورة احترام الحريات النقابية واستقلالية التنظيمات النقابية عن كل ضغوط سياسية.

وتتعلق إشكالية هذه الدراسة بأسلوب إجراء الحوار الاجتماعي في الجزائر والغاية من إقراره ومدى فعاليته في ظل الظروف السياسية والاقتصادية والاجتماعية القائمة. فمن الناحية الموضوعية، يعتبر الحوار الاجتماعي أداة لعقلنة الخيارات المتبناة عن طريق اشراك الفاعلين الاجتماعيين في تحديد معالم السياسة التنموية، أي مختلف الخيارات الاقتصادية والاجتماعية، وبالتالي الابتعاد عن المركزية والارتهالية في اتخاذ القرارات. كما أن التحول نحو اقتصاد السوق يتزامن بالضرورة مع تراجع تدخل الدولة في الاقتصاد، مما يفترض تفعيل دور مختلف الفاعلين الاجتماعيين في جولات الحوار الاجتماعي. غير أن ذلك يتطلب محيطا سياسيا ديمقراطيا، يتميز باستقلالية الفاعلين الاجتماعيين وتمثيلتهم الحقيقية للقوى الاجتماعية التي يمثلونها، مما يكسبهم أوراق ضغط تسمح لهم بالتأثير حقيقة على مراكز اتخاذ القرار، في حين أن النظام السياسي الجزائري يمر بمرحلة انتقالية سياسيا واقتصاديا مما يعكس عدم نضج الممارسة الديمقراطية بعد. كما أن الطبيعة الربعية للدولة يمكنها أن تساعد النظام الحاكم على احتواء مختلف القوى الاجتماعية بفضل سياسات توزيعية ريعية. بالمقابل فإن احتداد التناقض بين الخيارات الليبرالية للمرحلة وما ينجر عنها من تدهور للأوضاع الاجتماعية وتفاقم النزاعات والاحتجاجات الاجتماعية يجعل النظام الحاكم في حاجة إلى كسب دعم ممثلي القوى الاجتماعية (عمال وأرباب عمل) للخيارات التي يتبناها حتى يمكن تكريسها ولا تتم عرقلتها.

<sup>97</sup> Organisation Internationale du Travail, Le Dialogue Social. Sur le site officiel de l'OIT : WWW. ILO.org , Page : <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/themes/sd.htm>

فهل يمكن للنظام الحاكم في ظل دولة ريعية أن يتنازل ولو نسبيا عن أساس نفوذه واستمراريته من خلال السماح للفاعلين الاجتماعيين بالتدخل في سبل توزيع الريع بواسطة الحوار الاجتماعي؟

وللإجابة عن ذلك، سيتم الانطلاق من محاولة تحديد مميزات المحيط السياسي والاقتصادي والاجتماعي للحوار الاجتماعي في الجزائر، ومن خلال ذلك، طبيعة النظام الحاكم منذ الاستقلال وأهم الخيارات التي تبناها ومن هنا تحديد المصالح الفئوية أو الطبقية التي يدافع عنها أو بالعكس يضرها. لیتم بعد ذلك دراسة ماهية الفاعلين الاجتماعيين في الجزائر ومكانتهم، من خلال التركيز على تطور الفئات الاجتماعية التي يمثلونها وعلاقتهم بالنظام الحاكم منذ الاستقلال إلى المرحلة المعاصرة، ومن ثمة محاولة تحليل طبيعة الحوار الاجتماعي في الجزائر ومدى مساهمته في تحديد معالم السياسة التنموية.

### 1- الطبيعة الريعية للدولة وآثارها على الخيارات التنموية:

إن الدولة ممثلة في الحكومة، هي طرف أساسي من أطراف الحوار الاجتماعي في الجزائر. وتتميز الدولة الجزائرية منذ الاستقلال بميزتين أساسيتين: فهي دولة ريعية تعتمد على المداخل النفطية كأداة لتحقيق مشروعية واستمرارية النظام الحاكم، إضافة إلى تكوينها ليبروقراطية دولة حاكمة تستمد أصولها من الفئات البرجوازية الصغيرة، وتتألف من كبار الموظفين والعسكريين وتسيطر على أهم مراكز القرار السياسي في ظل غياب أو ضعف المؤسسات السياسية المنتخبة.

#### أ- مميزات الدولة الريعية:

الدول الريعية هي تلك الدول التي تحصل معظم إيراداتها من الخارج على شكل ريع<sup>98</sup>. ويقصد بالريع: الدخل الاحتكاري الذي يعود لمالك مورد نادر لا يعاد انتاجه. ونظرا لكون العرض لا يتكيف مع تزايد الحاجيات فكل زيادة في الطلب على المورد ستعكس بالضرورة على ارتفاع الأسعار دون أن يكون هناك تغيير في تكلفة الانتاج. لذلك يمكن لايرادات المحتكر للمورد أن تنفجر أو تنهار دون أن يقابل ذلك أي تغيير في نشاطه الانتاجي. فالريع بذلك هو دخل يرتبط بالملكية وليس بالانتاج. وهذا ما ينطبق تماما على المداخل النفطية للدولة<sup>99</sup>.

إن الدول الريعية، في الغالب، دول توزيعية للموارد التي تحصلها من الخارج مما يجعلها دول تمتلك استقلالية عن مجتمعها، كون مواردها الأساسية ناتجة عن تصدير مواردها الطبيعية نحو السوق الدولية وليس عن الضرائب التي تدفعها مختلف الفئات الاجتماعية المحلية، الأمر الذي يجعلها غير مضطرة لفتح مجال المشاركة السياسية أمام مواطنيها أو الخضوع لرقابتهم. فطالما أن الدول تحصل على مبالغ كافية من مداخلها الخارجية، لن يكون لديها دوافع قوية للدمقرطة أو الإصلاح أو التطور<sup>100</sup>.

فبالفعل، فتملك الدولة لتلك الموارد الهامة يسمح لها: إما بشراء النخب القيادية المعارضة واحتوائها من خلال عملية توزيع انتقائية، أو بكسب مشروعية جماهيرية عن طريق عملية توزيع عامة تشمل عدة فئات اجتماعية تصبح في حالة تبعية للنظام مما يضمن له السلم الاجتماعي<sup>101</sup>. ويعتبر حسين مهداوي في دراسته حول الدولة الريعية في ايران أن شكل التوزيع في الدول الريعية بذلك يقترب إلى المساعدة الاجتماعية "التي تجعل المواطن أكثر "تسامحا إزاء الفروق الاجتماعية التي قد تنجر عنها"<sup>102</sup>، الأمر الذي يجعل الدولة غير مضطرة للجوء إلى وسائل العنف والإكراه لفرض الاستقرار الاجتماعي.

<sup>98</sup> Isabelle BEAULIEU, **Etat Rentier, Gouvernance et Développement : le cas de la Malaysia**. Working paper, chaire de recherche du Canada, Département de science politique, Université de Montréal. [Version électronique : http://www.cccg.umontreal.ca/pdf/working%20papers/working%20paper\\_06-03\\_IB.pdf](http://www.cccg.umontreal.ca/pdf/working%20papers/working%20paper_06-03_IB.pdf)

<sup>99</sup> Jean-Pierre DELAS, **Economie Contemporaine : Faits, Concepts, Théories**. Op.cit., P362.

<sup>100</sup> رياض الخوري، "الكويت: إعادة النظر في نظرية الدولة الريعية". نشرة الإصلاح العربي، العدد 05، 08/09/2008.

<sup>101</sup> Luciani GIACOMO, Hazem BEBLAWI, Op.cit. In : Yasuyuki MATSUNAGA, Op.cit., P49.

<sup>102</sup> محمد عبيد غباش، سلطة أكثر من مطلقة، مجتمع أكثر من عاجز. الأزمنة العربية، عدد 262، 01/15/2004. أنظر أيضا:

كما يعتبر رشيد بن ديب في مؤلفه حول أزمة الدولة الريعية في ظل المرحلة الانتقالية بالجزائر أن الدولة الريعية "لا يمكن أن تسمح بوجود مراكز نفوذ مستقلة عنها لأن ظهور هذه المراكز سيعمل على تقليص سيطرة الفئات الريعية"<sup>103</sup>.

غير أن تلك الخصوصيات لا تعني بأن كل الفاعلين الاجتماعيين في الدول الريعية سيتسمون بالسلبية، بحيث أن الحصول على أكبر نصيب من الربح سيصبح من أهدافهم النضالية، وتكون فعاليتهم حينها متعلقة بالخصوصيات السياسية والاقتصادية والاجتماعية المميزة لدولهم في كل مرحلة من مراحل تطورها.

وبالفعل فقد كانت الدولة الجزائرية تستجيب لتلك الخصائص، فالجباية البترولية كانت تفوق 50% وأحيانا 60% من إجمالي إيرادات الدولة الجزائرية منذ منتصف السبعينات الى بداية الثمانينات، لتجاوز 70% خلال العشرية الأولى من الألفية الثانية. وقد تبنت الدولة الجزائرية استراتيجية نمووية قائمة على ضخ استثمارات عمومية ضخمة في الاقتصاد الوطني خاصة القطاع الصناعي، كما تم اقتطاع جزء كبير من هذه الإيرادات لتمويل قرارات اجتماعية دون أن يؤخذ في الاعتبار مدى تناسب المزايا الاجتماعية المقدمة مع ما تتطلبه من نمو اقتصادي حقيقي وخلق للثروة وتوفير الموارد المادية والبشرية الضرورية لمراقبة تلك المكاسب الاجتماعية وكانت الدولة هي الفاعل الوحيد في عملية إعادة توزيع الربح مع رفض أي مساهمة للقطاع الخاص. وما زاد من تكريس هذه السياسة سعي النظام الحاكم لكسب المشروعية التي يفترق اليها، فاستعمل شعارات التنمية الاجتماعية في ظل تبني الخيار الاشتراكي للتنمية لكسب رضى الفئات الاجتماعية المحرومة واحماد احتجاجاتها والحفاظ على حد معين من الاستقرار الاجتماعي والسياسي.

لكن أزمة الربح النفطي لمنتصف الثمانينات، والتي تميزت بتراجع نصيب الجباية النفطية إلى إجمالي الإيرادات الجباية للدولة من 46% سنة 1985 إلى 23,2% سنة 1989، أفرزت آثارا اجتماعية وسياسية هامة، تمثلت أهم مظاهرها في تفاقم اللااستقرار الاجتماعي والسياسي. فالنظام الحاكم في الجزائر، آنذاك، كان يستند بشكل أساسي على الربح النفطي للحفاظ على استقراره، وقد أدت أزمته إلى تفاقم الغضب الاجتماعي وكثرة الاحتجاجات والنزاعات الاجتماعية تصاعدت حدتها إلى غاية انفجار أكتوبر 1988. وقد أسهمت أزمة الدولة الريعية في فتح هامش من الحريات السياسية من خلال دستور 1989 الذي ألغى نظام الأحادية الحزبية وأقر التعددية السياسية والإعلامية والنقابية، وتم نتيجة لذلك تأسيس الحوار الاجتماعي رسميا منذ سنة 1990.

إلا أن انتعاش الربح النفطي من جديد، منذ سنة 1999، أدى إلى عودة ممارسات الدولة الريعية، حيث انتكست المكاسب الديمقراطية التي عرفتها مرحلة الأزمة وتم التراجع عن عدد منها، كرفع القيد على العهدة الرئاسية بعد أن تم تحديدها في دستور 1996 بعهدتين.

في المستوى الاقتصادي، تميزت الدولة الريعية في الجزائر، في ظل التحرير الاقتصادي، بكونها أسست اقتصادا عقيما غير منتج، واستغلت الربح لنشاطات طفيلية أساسها استيراد مواد استهلاكية لبيعها في السوق الوطنية محاولة بذلك تغطية عجز الاقتصاد الوطني عن تلبية حاجيات المجتمع وفي ذات الوقت خدمة مصالح الشركات الأجنبية بمنحها سقوا استهلاكية هامة. فبالفعل، أسفر انتعاش الربح النفطي في الجزائر منذ سنة 2000 إلى ارتفاع الواردات بشكل كبير جدا حيث شهدت ارتفاعا بنسبة 92.43% خلال ثلاث سنوات فقط (2005-2008) لتنتقل من 44 مليار دولار إلى أكثر من 78 مليار دولار. بالمقابل تراجع نصيب القطاعات المنتجة في الإنتاج الوطني، حيث تراجع نصيب القطاع الصناعي في ذات المرحلة ليبلغ أقل من 5% من الناتج الداخلي الخام، مما يبين أن توزيع الربح في الجزائر يتم غالبا لصالح الاستيراد وليس الإنتاج.

**ب - الدولة الريعية وكثرة التردد بشأن الخيارات التنموية:**

-Ugur KAYA, La Turquie, n'a plus le Statut de « Rentier Stratégique » des USA. **Le Débat Stratégique**, N°97, juin 2008. Version électronique : [http://www.cirpes.net/IMG/\\_article\\_PDF/article\\_223.pdf](http://www.cirpes.net/IMG/_article_PDF/article_223.pdf)

<sup>103</sup> Rachid BENDIB, **L'Etat Rentier en Crise : éléments pour une économie politique de la transition en Algérie**. Alger : OPU, 2006, P07.

إن بيروقراطية الدولة في الجزائر تستجيب للمميزات المشتركة لبيروقراطية الدولة في الدول النامية، من حيث كونها أسست نظاما تسلطيا تغيب فيه قنوات التعبير والمشاركة السياسية. غير أن الطابع الريعي للدولة، والشروع في التحرير الاقتصادي بعد سنوات من الاقتصاد الموجه، جعلها تتميز بعدم انسجام العصب والفئات المشكلة لها بسبب اختلاف التحالفات المصلحية التي تنسجها تلك العصب وفقا لظروف كل مرحلة. الأمر الذي يؤثر على الخيارات التنموية التي تتميز بكثرة التردد والتراجع والتحول من خيار معين الى نقيضه، لدرجة لا يمكن معها تعريف توجه واضح للسياسة التنموية الوطنية. فبعد التأكيد على الخصوصية تم تقييدها ومن ثمة تعطيل مسارها والعودة للتطهير المالي للمؤسسات العمومية، أو السعي لجلب الاستثمارات الأجنبية ثم اتخاذ جملة من القرارات لتغييرها كاشتراط الشراكة مع مؤسسات جزائرية، أو رفع شعارات تنويع الانتاج الوطني ودعمه ثم فتح السوق الوطنية أمام الواردات واخضاع المؤسسات الناشئة لمنافسة السلع الأجنبية دون حمائية.

ويخضع تحديد معالم السياسة التنموية الجزائرية، في الوقت الحالي، لظروف تتميز بكثرة التردد نتيجة لاختلاف مصالح العصب المكونة لبيروقراطية الدولة الحاكمة من جهة ولضغوطات مختلف الطبقات والفئات الاجتماعية المعنية بالخيارات التنموية، التي تسعى للحصول على أفضل نصيب من الوفرة المالية الناجمة عن ارتفاع أسعار النفط وللتأثير على مراكز القرار السياسي باتجاه حماية مصالحها المادية بالرغم من الانغلاق السياسي الذي يميز أي دولة ريعية توزيعية. كما ان التحالفات المصلحية التي تنسجها بيروقراطية الدولة لضمان استمراريتها وزيادة نفوذها مؤثر على ضعف مشروعيتها وحاجتها للتحالف مع قوى اجتماعية تسمح لها بتدعيم نفوذها. الأمر الذي يسمح بالافتراض أنه بالرغم من استمرار الانغلاق السياسي للنظام، يبقى المجال مفتوحا أمام مساهمة وتأثير الفاعلين الاجتماعيين، الممثلين لقوى اجتماعية فعلية، في تحديد معالم السياسة التنموية من خلال حوار اجتماعي فعال.

## 2- ماهية ومكانة الفاعلين في الحوار الاجتماعي بالجزائر:

إن تأسيس الحوار الاجتماعي الفعال مشروط بمحيط سياسي يتميز بوجود هامش من الحريات العامة والديمقراطية بحيث يسهم الفاعلون الاجتماعيون الممثلون للقوى الاجتماعية النشطة في العملية الاقتصادية، والذين يستوفون شرطي التمثيلية والاستقلالية المالية والعضوية عن الأنظمة الحاكمة، في بناء السياسات التنموية ببلدناهم. وفيما يلي سيتم التطرق لماهية ومكانة الفاعلين الاجتماعيين في الجزائر انطلاقا من التركيز على تطور الجماعات الاجتماعية التي يمثلونها، وعلاقتهم بالنظام الحاكم منذ الاستقلال إلى المرحلة المعاصرة، لتحديد مدى استقلالية الفاعلين الاجتماعيين عن النظام الحاكم من خلال تشكيل طبقات اجتماعية متكاملة ذات وعي بمصالحها وقادرة على الدفاع عنها بتكوين تنظيمات مهنية قوية في ظل المحيط السياسي والاقتصادي القائم.

### أ- مكانة ووزن النقابات العمالية وتطور علاقتها بالنظام الحاكم:

لقد عرف تاريخ الحركة النقابية في الجزائر مراحل طويلة من النضال النقابي، منذ نشأته في ظل المرحلة الاستعمارية حيث توجه النضال في البداية للمطالبة بالمساواة في الحقوق الاجتماعية بين الجزائريين والأوروبيين، ليتطور بعد ذلك نحو الانفصال عن النقابات الفرنسية التي لم تعد فعالة في الدفاع عن حقوق العمال الجزائريين الذين زاد وعيهم القومي وأسسوا نقابات جزائرية، طغى على تكوينها الطابع السياسي، حيث أعكست الانشقاقات السياسية بين تنظيمات الحركة الوطنية. لقد أسست جبهة التحرير الوطني الاتحاد العام للعمال الجزائريين، كما أسست الحركة الوطنية الجزائرية المصالية الاتحاد النقابي للعمال الجزائريين في حين كان الاتحاد العام للنقابات الجزائرية تابعا للحزب الشيوعي الجزائري. وقد تأثرت الحركة النقابية الجزائرية بفعل ذلك، حيث عرفت الكثير من الخلافات بين أعضاء النقابات الثلاث بالرغم من انسجام وتوافق أهدافهم التي مزجت بين المطالب السياسية الوطنية والاجتماعية.

وبعد الاستقلال، توجه النضال النقابي نحو السعي لتحقيق استقلالية المركزية النقابية الوحيدة عن الحزب والنظام الحاكم، خاصة في ظل سيطرة مناظليين ذوي خبرة في النضال النقابي المطلبي على قيادة الاتحاد العام للعمال الجزائريين، بفعل نضالهم لعدة سنوات في

صفوف الكونفدرالية العامة للشغل النقابية الفرنسية الشيوعية. وقد سعى النظام بشتى الوسائل لئن ييقي سيطرته وهيمنته على التنظيم النقابي بالتدخل في اختيار قياديه والمشاركة الفعلية في مؤتمراته وباللجوء لوسائل القمع والاكراه من جهة والمهادنة والاحتواء من جهة أخرى، لكسب تأييد طبقة عمالية تضاعفت عدديا، عن طريق اتخاذ قرارات اجتماعية شعبية، تخدم مصالح العمال وتستجيب لمطالبهم ولو لم يكن الاقتصاد قادرا على تحمل عبئها.

ولقد تم خلق أكثر من مليون منصب شغل في القطاع العام خلال مرحلة الاقتصاد الموجه، بذلك فقد تطورت الطبقة العاملة الجزائرية بعد الاستقلال ومعها تنظيمها النقابي على منطقتي التوزيع الاجتماعي الخاضع لمنطق الربيع، أي الذي لا يربط بين الحصول على المزايا الاجتماعية وبين ضرورة تحقيق نمو اقتصادي وخلق الثروات، بل على مجرد السعي للحفاظ على التوازنات السياسية واستقرار النظام الحاكم. الأمر الذي سينعكس بالضرورة على محتوى واستراتيجية العمل النقابي في ظل التحرير الاقتصادي.

وقد تطورت الحركة النقابية منذ 1989 في ظل تكريس التعددية السياسية والنقابية، بحيث تم تأسيس عدد كبير من النقابات المستقلة، مع بقاء الاتحاد العام للعمال الجزائريين كمركزية نقابية وحيدة معترف بها من طرف السلطة كمثل وحيد للعمال نظرا لتاريخها وارتباطها العضوي بالسلطة، حيث تم إفراؤها بكل المزايا التي يفترض أن تستفيد منها كل المنظمات النقابية التمثيلية كالمشاركة في الحوار الاجتماعي وعضوية مجالس ادارة صناديق الضمان الاجتماعي والخدمات الاجتماعية مقابل اقضاء باقي النقابات المستقلة من تلك المزايا، بالرغم من تمثيلتها.

فقد كان الاتحاد العام للعمال الجزائريين حقيقة هو الفاعل الاجتماعي الأساسي المعترف به من طرف السلطات العمومية كطرف في الحوار الاجتماعي على كل المستويات. وقد تراوحت استراتيجيته منذ بداية الاصلاحات السياسية والاقتصادية بين النضال المطلي في أوج الأزمة الريفية، وسياسة الخضوع والمسالمة للسلطات العمومية منذ عودة انتعاش الربيع النفطي. فقد أصبح يلعب من جديد دور المنظمة الجماهيرية التي تسعى لتعبئة منخرطيه لتجسيد أهداف النظام الحاكم، حيث أعلن تأييده المطلق لجل القرارات الحكومية بما فيها تلك التي لا تناسب مطالب العمال كعدد من قرارات الخصخصة، يضاف إلى ذلك تدخله في المسائل السياسية كإعلان دعمه لمرشح الحكم للرئاسيات سنة 2009، أو تأييده لتعديل الدستور المتضمن عدم تقييد العهدة الرئاسية في 2008، الأمر الذي أفضى الى تفاقم الأزمة النقابية في صفوف الاتحاد.

لقد تأسس الاتحاد العام للعمال الجزائريين خلال المرحلة الاستعمارية بفعل قرار سياسي لقياديي جبهة التحرير الوطني. ومنذ ذلك الحين استمرت الوصاية السياسية للنظام الحاكم على النقابة العمالية التي لم تتمكن من التخلص منها الى يومنا هذا، بالرغم من اقرار التعددية السياسية والنقابية.

### ب- مكانة أرباب العمل الخواص:

ارتبط التحول الديمقراطي في أوروبا بالدور الرائد للطبقة البرجوازية في الإطاحة بالأنظمة الملكية الاستبدادية وإقامة أنظمة قائمة على احترام الحريات العامة ودولة القانون والمشاركة السياسية الموسعة. بالمقابل، تناسب الانفتاح الاقتصادي في عدد من الدول النامية (كمصر) مع انتشار مظاهر الفساد السياسي التي أنتجت تفاقم الانغلاق السياسي. حيث أن رجال الأعمال في هذه الدول فضلوا التحالف مع النخب الحاكمة التي تمنحهم الحماية السياسية وتسهل استفادتهم من الصفقات المرحة مقابل حصولها على دعمهم السياسي والمادي<sup>104</sup>. الأمر الذي جعل بقاء هذه النخب في الحكم يشكل مسألة حيوية لأرباب العمل، وأصبحت مبادئ الديمقراطية والمشاركة السياسية والحكم الراشد تشكل خطرا حقيقيا على مصالح هذه الطبقة والتي تسعى إلى عرقلتها بكل الوسائل.

<sup>104</sup> حسنين توفيق ابراهيم، التحول الديمقراطي والمجتمع المدني في مصر 1981-2005. القاهرة: مركز البحوث والدراسات السياسية، مكتبة الشروق الدولية، 2006، ص167. أنظر أيضا:

- ثناء فؤاد عبد الله، الدولة والقوى الاجتماعية في الوطن العربي علاقات التفاعل والصراع. بيروت: مركز دراسات الوحدة العربية، 2001، صص 216-217.

ان البرجوازية الجزائرية حديثة النشأة، فضعفها العددي خلال المرحلة الاستعمارية لم يسمح لها بالسيطرة على دواليب الحكم بعد الاستقلال لصالح الفئات البرجوازية الصغيرة. كما أن الخيارات السياسية والاقتصادية للنظام الحاكم بعد الاستقلال لم تحدم البرجوازية الوطنية ولم تسهم في تنميتها: فالخيار الاشتراكي للتنمية كان قائما على مبدأ محاربة استغلال الانسان للانسان، كما أن الإيرادات النفطية للدولة سمحت لها بالاستغناء نسبيا عن الاستثمارات الخاصة والتركيز على الاستثمارات العمومية. ولقد اعتبرت البرجوازية الوطنية، سياسيا، تهديدا للثورة الاشتراكية ولاستقرار النظام، الأمر الذي أدى إلى اتخاذ جملة من التدابير بغية تقييد نموها وتكريس سيطرة الدولة عليها. غير أن مرحلة الثمانينات شهدت تراجعاً نسبياً عن الخيارات السابقة، حيث فتح مجال أكبر أمام مساهمة القطاع الخاص في الجهود التنموية، خاصة ما يتعلق بتنمية المناطق المحرومة والمعزولة، كمؤشر عن عجز القطاع العام لوحده عن الاستجابة لكل متطلبات التنمية الشاملة والمتوازنة. غير أن مجال مساهمة القطاع الخاص بقي مقيدا بضرورة الحصول على الاعتماد وبسقف للاستثمار لا يمكن تجاوزه.

ولقد سمح التحرير الاقتصادي، إثر الأزمة الاقتصادية لمنتصف الثمانينات، بظهور وتوسع طبقة رجال الأعمال عدديا واقتصاديا. حيث تم فتح مجال الاستثمار وإلغاء الاعتماد ومنح مزايا جبائية ومالية معتبرة للمستثمرين، الأمر الذي سمح بالتطور العددي وتزايد النفوذ الاقتصادي للمستثمرين لدرجة أصبح القطاع الخاص مهيمناً على الاقتصاد الوطني خارج المحروقات. وبالرغم من ذلك الانفتاح، فقد استمرت القيود البيروقراطية والسياسية تعرقل نشاط المستثمرين الخواص المنتجين مقابل تحفيز نشاط المستوردين، خاصة في ظل انتعاش الربيع النفطي منذ بداية الألفية والذي استفادت منه هذه الفئة حيث تضاعفت فاتورة الواردات بشكل خيالي مقابل تراجع نصيب القطاعات المنتجة في الناتج الداخلي الخام.

غير أن مصالح أرباب العمل المنتجين لازالت ضعيفة التمثيل سياسيا في الوقت الحالي ويظهر ذلك من خلال عدد من القرارات السياسية والعراقيل البيروقراطية التي تواجه الاستثمار المنتج مقابل تحفيزها ودعمها للاستيراد. فمصالح المستوردين للسلع والخدمات الاستهلاكية لا تتناسب مع تكوين برجوازية وطنية تخلق ثروات بالدخل وتقلص بذلك الحاجة للاستيراد. ولقد قررت الدولة الانسحاب والتوقف عن حماية الإنتاج الوطني مبررة ذلك بشروط منظمة التجارة العالمية رغم عدم انضمام الجزائر إليها بعد<sup>105</sup>.

وتأسست 60% من المؤسسات الاقتصادية الخاصة بعد سنة 1995، أي أنها لا زالت فتية وهشة، خاصة وأن تأسيسها جاء في ظل تحرير التجارة الخارجية وفتح السوق الوطنية أمام المنتجات الأجنبية؛ مما يعتبر عاملاً آخر من عوامل ضعفها. لكن ضعف القطاع العام نتيجة لإفلاس عدد من المؤسسات العمومية والعجز التسييري الذي تعاني منه معظم المؤسسات الباقية، مقابل الديناميكية والفعالية الاقتصادية للمؤسسات الخاصة، سمحا بسيطرة القطاع الخاص رغم حداثة نشأته والعراقيل التي تواجهه على الاقتصاد الوطني خارج قطاع المحروقات مما زاد من نفوذه الاقتصادي.

غير أن هذا النفوذ الاقتصادي لم ينعكس بعد على الجانب السياسي. فالقطاع الخاص لازال لا يشارك في اتخاذ القرارات الاقتصادية التي كثيرا ما تضر مصالحه، إذ تقتصر سيطرة القطاع الخاص على الاقتصاد الوطني خارج قطاع المحروقات، الذي لا يزال الركيزة الأساسية للاقتصاد الجزائري حيث يمثل 40% من إجمالي الإنتاج الوطني والأهم أنه يكاد يكون المصدر الوحيد للإيرادات الوطنية من العملة الصعبة بنسبة 98% من الصادرات الجزائرية، كما أن الجباية البترولية تسيطر على إيرادات الميزانية العمومية، الأمر الذي يجعل السيطرة على قطاع المحروقات هي أساس النفوذ السياسي. فالنظام الحاكم في الجزائر، بفضل ريع المحروقات، ليس في تبعية لأموال القطاع الخاص واستثماراته، الأمر الذي يمكنه من عرقلة تطور القطاع الخاص المنتج حتى لا يصل إلى مستوى يمكنه من طرح بديل سياسي واقتصادي للنظام الحاكم.

<sup>105</sup> تصريحات وزير المساهمات وترقية الاستثمارات خلال الملتقى المنظم من طرف اتحاد المتعاملين في قطاع الأدوية المتعلق ب "ماهية آفاق التنمية للصناعة الصيدلانية الجزائرية"، يومي: 22، 23 أكتوبر 2007، جريدة الخبر، الصادرة بتاريخ 2007/10/23.



ان العراقيل السياسية التي واجهت ولازالت تواجه أرباب العمل المنتجين منذ الاستقلال، لم تسمح بتكوين طبقة برجوازية مكتملة وفقا للمعايير الماركسية، أي ذات وجود طبقي ووعي بمصالحها الطبقية وتنظيم سياسي يدافع عن تلك المصالح. غير أن تلك العراقيل تمكنها، في ذات الوقت، من تحفيز اكتمال تكوين الطبقة البرجوازية لذاتها. فالعراقيل السياسية لم تتمكن من وقف الاستثمارات الخاصة وتأسيس مؤسسات جديدة، وفي ظل التزايد الكمي لأرباب العمل الخواص وتهديد العراقيل البيروقراطية لبقاء واستمرارية مؤسساتهم، سيضطرون للجوء لتنظيم أكثر فعالية لإيصال مطالبهم وتجسيدها، خاصة أنهم يمتلكون الإمكانيات المادية، وأنهم يشغلون آلاف العمال (أزيد من مليون عامل رسمي و2 مليون عامل غير رسمي)، الذين بدؤوا يقاومون العراقيل التي تهدد مؤسساتهم ويدافعون عنها بطريقة فعالية<sup>106</sup>.

### 3- أزمة الدولة الريعية وتأسيس الحوار الاجتماعي: البحث عن المشروعية للإصلاحات

لقد تزامن التحرير الاقتصادي مع أزمة الدولة الريعية التي انجرت عن تدهور أسعار النفط منتصف الثمانينات، بحيث تراجع نصيب الحماية النفطية الى اجمالي الإيرادات الجبائية للدولة من 46% سنة 1985 الى 23,2% سنة 1989. كما تفاقمت أزمة المديونية الخارجية الجزائرية التي تضاعفت بحوالي 50% خلال الفترة 1985-1993، ووصلت الجزائر سنة 1994 الى مرحلة عدم التمكن من التسديد نظرا لبلوغ خدمة الدين نسبة 100% من الصادرات، الأمر الذي اضطر الدولة الى اللجوء لصندوق النقد الدولي طالبة إعادة الجدولة وشرعت بناء على ذلك في تطبيق إجراءات التعديل الهيكلي التي تتضمن سياسة تقشفية قائمة على التقليل الصارم للنفقات العمومية. وقد أنتج ذلك تراجعا كبيرا في المؤشرات الاجتماعية حيث تدهورت القدرة الشرائية للعمال وفقد حوالي نصف مليون عامل مناصب شغلهم، في حين أصبحت جل مناصب الشغل المعروضة سنويا مناصب مؤقتة وغير حقيقية تم خلقها على أساس تضامني وليس اقتصادي، في الوقت الذي تعجز معظم المؤسسات العمومية عن دفع أجور عمالها بشكل منتظم، خاصة وأن تقليص الإيرادات المالية للدولة فرض توقيف الاستثمارات العمومية في القطاع الاقتصادي.

لقد أسهمت أزمة الدولة الريعية في فتح هامش هام من الحريات السياسية، بحيث أن فقدان بيروقراطية الدولة للمصدر الأساسي لنفوذها وسيطرتها على المجتمع، في ظل تدهور الأوضاع الاقتصادية والاجتماعية والأمنية، جعلها تضطر لتفعيل مساهمة الفاعلين الاجتماعيين في الجهود التنموية، بحيث فتحت المجال أمام الاستثمارات الخاصة وحفزتها من خلال المرسوم التشريعي 93-12 المتعلق بترقية الاستثمارات الذي ألغى كل القيود على الاستثمارات الخاصة التي كانت تميز قوانين الاستثمار في عهد الاقتصاد الموجه، كتسقيف الاستثمار وطلب الاعتماد، كما تضمن المرسوم عدة محفزات للمستثمرين الخواص ذات طابع جبائي، وعدة ضمانات متعلقة بحماية الاستثمار من المصادرة، أو بإمكانية تحويل الأرباح إلى الدول الأم بالنسبة للأجانب.

كما أسهمت الأزمة في تقوية النضال النقابي المطلي ضمن إطار الاتحاد العام للعمال الجزائريين، ولجوء العديد من العمال الأجراء في قطاع الوظيف العمومي إلى الانخراط في النقابات المستقلة في ظل إقرار التعددية السياسية والنقابية. وتم بذلك تأسيس الحوار الاجتماعي كوسيلة لإشراك ممثلي العمال وأرباب العمل في مسار اتخاذ القرارات الاقتصادية والاجتماعية، في مرحلة تميزت بتبني إصلاحات هيكلية ذات آثار اجتماعية صعبة على العمال مما يستوجب إشراكهم في مسار تبنيها لتفادي تفاقم الاحتجاجات الاجتماعية.

<sup>106</sup> كما حدث بالنسبة لعمال مؤسسة تونيك التي خرج عمالها إلى الشارع عدة مرات للمطالبة بحل المشكل المالي الذي كان يجمعها بينك البدر، حفاظا على مؤسساتهم ومناصب شغلهم.

## أ- الحوار الاجتماعي المؤسسي:

لقد تم تأسيس الحوار الاجتماعي على كل المستويات: وطني، قطاعي، مؤسسة، حيث نصت المادتين 114 و115 من القانون 90-11 المتعلق بعلاقات العمل بأن التفاوض الجماعي - كمستوى من مستويات الحوار الاجتماعي - يتم على مستوى المؤسسة وعلى مستوى قطاع نشاط اقتصادي معين أو على المستوى الوطني بحيث ينتج عنه اتفاقيات أو اتفاقات جماعية ذات طابع مهني<sup>107</sup>. وقد نتج عن ذلك عدد هام من الاتفاقيات الجماعية على مستوى المؤسسات والقطاعات المهنية، كما تم عقد العديد من الجولات المركزية ناقشت عدة مسائل، ليتم توقيع عقد اقتصادي واجتماعي بين ممثلي العمال وأرباب العمل والدولة.

منذ اصدار القانون 90-11 وإلى غاية 31 ديسمبر 2007، سجلت مصالح وزارة العمل إبرام 2758 اتفاقية جماعية تغطي حوالي 2 مليون عامل، أي بمعدل حوالي 157 اتفاقية في السنة. كما سجلت ذات المصالح في ذات المرحلة، توقيع 12932 اتفاقا جماعيا يغطون إجمالا 3,5 مليون عامل (مع العلم أن عددا من الاتفاقات تتم في نفس المؤسسة وبالتالي تتعلق بنفس العمال)، مما يبين أن الحوار الاجتماعي على مستوى المؤسسة حقق نتائج هامة من الناحية الكمية، فماذا عن الجانب الموضوعي ومدى مساهمة الفاعلين الاجتماعيين في تنمية مؤسساتهم وتحديد مختلف جوانب علاقات العمل بها وفقا لوضعيتها وخصوصيتها؟

لقد عكس الحوار الاجتماعي على مستوى المؤسسة سيطرة ثقافة التوزيع الاجتماعي غير العقلاني المميزة لمرحلة الاقتصاد الموجه. فبالإطلاع على بعض الاتفاقيات الجماعية الموقعة في مؤسسات عمومية تعاني مشاكل مالية<sup>108</sup>، ظهر أنها لم تتضمن أي إشارة إلى ربط المزايا الاجتماعية والمنح والتعويضات بالوضع المالي للمؤسسة. كما أن شبكات الأجور التي تبنتها كانت معظمها مجرد اقتباس عن القانون الأساسي العام للعامل. غير أنه بالمقابل ظهرت في بعض الاتفاقيات عدة اجتهادات فيما يخص جوانب علاقة العمل، كما سمحت بزيادة خبرة الفاعلين الاجتماعيين في مجال تشريع العمل وتعمق معرفتهم بوضعية المؤسسة وظروفها مما يرفع مستواهم وتزداد فعاليتهم في المفاوضات الاجتماعية مستقبلا. فالتجربة الميدانية تبقى من أهم وسائل اكتساب الخبرة والفعالية، خاصة مع استمرار الملتقيات التكوينية الدورية التي ينظمها الاتحاد العام للعمال الجزائريين لصالح الإطارات النقابية على المستوى الوطني. تجدر الإشارة إلى أن ممثلي العمال في المؤسسات المعنية أكدوا عدم مساهمتهم في إعداد الاتفاقية التي أعدتها الإدارة لتتم مناقشة مضمونها لاحقا.

وعلى المستوى القطاعي، تم توقيع 53 اتفاقية جماعية قطاعية خلال المرحلة 1990-2007 تغطي 1,03 مليون عامل، من بينها اتفاقية واحدة فقط تخص القطاع الخاص<sup>109</sup>. وقد ظهر أن دور الفاعلين الاجتماعيين في تحديد مميزات علاقات العمل مع ضمان تنافسية المؤسسات واستمراريتها وتحفيز زيادة إنتاجيتها جد ضعيف، فبالإطلاع على الاتفاقية الإطار للقطاع الاقتصادي الخاص، حيث يفترض أن صاحب المؤسسة ومالك رأس مالها أكثر اهتماما بتحسين مردودية مؤسسته، يظهر أن مضمون الاتفاقية لا يعكس ذلك إطلاقا، بحيث ظهرت وكأنها نسخة عن قانون العمل تم إعدادها بسرعة ولم تتم مناقشتها من طرف الفاعلين الاجتماعيين خاصة منهم أرباب العمل الذين لا تظهر مطالبهم القائمة على ربط المزايا الاجتماعية بالأداء الاقتصادي للمؤسسة إطلاقا ضمنها.

<sup>107</sup> الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، قانون 90-11 المؤرخ في 21 أبريل 1990 والمتعلق بعلاقات العمل. جريدة رسمية، عدد 17، صادرة ب 1990/04/25، المادتين 14 و15، ص52.

<sup>108</sup> لقد تم الاطلاع على الاتفاقيات الجماعية التالية: - الاتفاقية الجماعية لمؤسسة أميفور بنيزي وزو الموقعة في ديسمبر 2000  
- الاتفاقية الجماعية لمؤسسة المياه المعدنية المنصورة بتلمسان الموقعة سنة 1999  
- الاتفاقية الجماعية لمكتب الدراسات المعمارية بغيلزان الموقعة بتاريخ 1994/12/12.  
وهي كلها مؤسسات عمومية كانت تعاني عجزا ماليا هيكليا تطلب تسريح عدد من عمالها خلال مرحلة توقيع الاتفاقية.

<sup>109</sup> الاتحاد العام للعمال الجزائريين، تقرير النشاط الصادر عن المؤتمر الحادي عشر، مارس 2008، ص ص 16-17.

إن الاتفاقيات القطاعية تتطلب معرفة الأطراف بالوضعية الاقتصادية والاجتماعية لمختلف مؤسسات القطاع قبل الدخول في مفاوضات بشأنها، والتفاوض الجماعي على مستوى المؤسسات يمكن أن يسهم في تلك المعرفة غير أن ذلك لم يتم، فالتفاوض الجماعي على مستوى المؤسسات في القطاع الخاص لازال ضعيفا جدا لغياب التمثيل النقابي وسيطرة العمل غير الرسمي والمؤقت به، مما يجعل العمال في موقع جد ضعيف لا يسمح لهم بالتفاوض حول حقوقهم، وقد تبين من خلال تقييم وزارة العمل، نهاية سنة 2007، أن 9% فقط من الاتفاقيات الموقعة إلى غاية 31 ديسمبر 2007 تمت في القطاع الخاص<sup>110</sup> في الوقت الذي يمثل فيه القطاع الخاص 85% من الاقتصاد الوطني خارج قطاع المحروقات، وأن عدد المؤسسات الصغيرة والمتوسطة التابعة للقطاع الخاص إلى غاية سنة 2008، يزيد عن 320000 مؤسسة تشغل أزيد من 800000 عامل<sup>111</sup>. وقد تبين من خلال الاتفاقية الجماعية للقطاع الخاص بأنه لا يمكن تعويض هذا النقص على مستوى المؤسسة بالتفاوض على مستوى القطاع.

كما يسجل تدخل السلطات العمومية في التفاوض الجماعي على المستويات القطاعية والمؤسسية بشكل غير مباشر، من خلال عدم تجديد وابتكار الشركاء الاجتماعيين خلال مفاوضاتهم وعدم خروجهم عن النصوص القانونية الموجودة أصلا، مما يعني اقتباس الاتفاقيات عن مرجعية قانونية مصدرها طبعها السلطات العمومية، إضافة إلى ارتباط دخول الاتفاقيات حيز التنفيذ بإقرار من طرف مفتشية العمل.

أما على المستوى المركزي، فيسجل حضور السلطات العمومية بشكل دائم في الاجتماعات الثلاثية والثنائية حيث توجه أعمالها وتشرف على قراراتها. ولقد تم، بين سنتي 1990 و2009، إجراء 13 اجتماعا للثلاثية و14 اجتماعا للثنائية، وقد أسهمت الجولات في مناقشة عدة مواضيع ذات أهمية اقتصادية واجتماعية، واتخذت بشأن بعضها جملة من القرارات منها ما تم تجسيدها بالفعل (كتنفيذ قرارات العدالة بخصوص العمال المسرحين، أو تخفيض المدة الأسبوعية للعمل) ومنها ما بقيت معلقة ولم تأت بالناتج المتوقعة، في حين اتخذت بعض التدابير الظرفية والترقيعية بخصوص مسائل أخرى كانت نتائجها ذات طابع ظرفي بحيث لم يتم حل المشكل من جوهره مما يؤدي لانتكاس الأوضاع من جديد بمرور الوقت مثل مشكل الأجور المتأخرة في القطاع العام. والملاحظ، هو أن أغلب المسائل ذات الأهمية البالغة لأي سياسة تنموية بقيت معلقة ولم تحصل نتائج إيجابية في الواقع رغم بعض القرارات التي اتخذت بشأنها، كمسألة ترقية الانتاج الوطني أو تطهير محيط المؤسسة وتحفيز الاستثمارات، أو الاجراءات المتخذة بشأنها ذات الطابع الظرفي والترقيعي كما هو حال تحسين القدرة الشرائية التي تعود من جديد في مختلف الجولات كون الزيادة في الأجور صاحبها ارتفاع نسب التضخم لأنها غير متناسبة ونسب النمو الاقتصادي، أو ما يتعلق بمعالجة العجز المالي لصناديق الضمان الاجتماعي التي تمت معالجتها بقرارات ظرفية كتدخل الخزينة العمومية لتمويل بعض النفقات أو رفع نسب الاشتراكات، لي طرح مشكل العجز المالي من جديد منذ سنة 2006. كما أن عددا من المسائل التنموية ذات الأهمية البالغة لا تناقش أصلا في جولات الحوار الاجتماعي كالمخصوصة ومضامين قوانين المالية وقوانين الاستثمار والاقتصاد الموازي التي بقيت حكرا على الدولة.

أما العقد الوطني الاقتصادي والاجتماعي، فقد تم توقيعه في أكتوبر 2006 بين ممثلي الحكومة وأرباب العمل الممثلين بخمس كونفدراليات، إضافة إلى جمعية النساء رئيسات المؤسسات والاتحاد العام للعمال الجزائريين، كمثل وحيد عن العمال. وقد ظهر من تحليل مضمونه أنه يعبر عن وثيقة تتضمن مبادئ عامة تخلو من التزامات واضحة ودقيقة لمختلف الأطراف يمكن قياس نتائجها، باستثناء ما يتعلق بالتزام ممثلي العمال بمهدنة اجتماعية لمدة 4 سنوات وهي مدة سريان العقد. كما هو مبين في الجدول الموالي:

<sup>110</sup> Bachir BENBOUZID, Le Dialogue Social et la Négociation collective. *Revue Algérienne du Travail*, N°35, 2008, P17.

<sup>111</sup> RADP, Ministère de la PME et de l'Artisanat, Bulletin d'informations économiques pour l'année 2008. Sur le site internet : [http://www.pmeart-dz.org/fr/telch\\_documents/bulletin\\_2008.pdf](http://www.pmeart-dz.org/fr/telch_documents/bulletin_2008.pdf)

المكتسبات	الالتزامات أو التنازلات
<ul style="list-style-type: none"> <li>- هدنة اجتماعية لمدة 4 سنوات</li> <li>- تأييد العمال وأرباب العمل للإصلاحات مهما كان مضمونها.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- تحسين نوعية وفاعلية خدمات الإدارة العمومية المتدخلة في الحقل الاقتصادي والاجتماعي دون توضيح إجراءات ملموسة لتحقيق هذا الهدف في ظرف 4 سنوات فقط.</li> <li>- استكمال إصلاح قطاع المالية والبنوك من أجل تحكم أفضل في تخصيص الموارد وتسيير الأموال العمومية</li> <li>- تدعيم وتكثيف جهاز التكوين والتعليم لتأهيل الموارد البشرية، دون اجراءات ملموسة تبين سبل هذا الدعم</li> <li>- الالتزام بتشجيع المؤسسات الوطنية ومنحها مزايا جبائية وبنكية دون تحديد نسبها.</li> <li>- الالتزام بالحفاظ على السياسة الاجتماعية كما هي، وتكثيف نظام أجور الوظيف العمومي</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- تكثيف نظام الأجور في الوظيف العمومي وفقا للشبكة الجديدة للأجور</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- التنازل عن الحق في الإضراب ل 4 سنوات</li> <li>- دعم الإصلاحات و تنفيذها وعدم معارضتها.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- إجراءات تحفيزية ومساعدات جبائية وبنكية</li> <li>- الحق في تقليص كلفة العمل.</li> <li>- التزام العمال بهدنة اجتماعية ل 4 سنوات.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- الحفاظ على كل ما يضمن تنافسية مؤسساتهم، وترقية استثمار منتج خلاق لمناصب شغل.</li> </ul>

ان أسلوب تحرير العقد كان أقرب للخطاب العام الذي يقدم توجيهات السياسة العامة مما هو عقد ثلاثي الأطراف يحدد بدقة التزامات كل طرف، حتى يمكن محاسبته في حال الاخلال بتلك الالتزامات، كما هو حال العقود الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية التي تحدد بدقة وبالأرقام، التزامات كل طرف من أطراف العقد التي يمكن تنفيذها وتقييم تنفيذها من طرف الأطراف الموقعة. كما يظهر أن التزامات أرباب العمل لا تظهر أي تنازلات من قبلهم، بل فهي تقتصر على اجراءات تهدف لضمان تنافسية المؤسسات وهو هدف طبيعي لكل رب عمل دون ضرورة توقيع عقد اقتصادي واجتماعي بذلك، كما أن ترقية الاستثمار المنتج الخلاق لمناصب الشغل لم يحدد عدد المناصب التي ينبغي الالتزام بخلقها سنويا طيلة مدة سريان العقد مما يجعله شعارا عاما لا يمكن قياس مدى تنفيذه.

يضاف الى ذلك، مشكل ضعف تمثيلية منظمات أرباب العمل الموقعة على العقد، فعدد المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في الجزائر كان يقارب 300 ألف مؤسسة سنة 2006 في حين لا يتجاوز عدد المؤسسات التابعة للكونفدراليات الأربع الموقعة للعقد 25.000 مؤسسة على أقصى تقدير يضاف إليها 6000 مؤسسة تابعة لجمعية النساء رئيسات المؤسسات التي ليست نقابة (مما لا يخولها قانونيا حق توقيع العقد الاقتصادي والاجتماعي) أي بنسبة تمثيل تقارب 10% لكل المنظمات المشاركة مجتمعة في حين أن القانون 90-11 ينص على ضرورة ضم كل منظمة نقابية لأرباب العمل نسبة 20% من المؤسسات المعنية بقوانينها الأساسية لاستيفاء شرط التمثيل الذي يمنحها حق المشاركة في التفاوض الجماعي على كل المستويات<sup>112</sup>. من جهته الاتحاد العام للعمال الجزائريين وقع العقد الاقتصادي والاجتماعي بعد مرور سنة كاملة من انتهاء عهدة هيكله وهيئاته دون أن يتم عقد المؤتمر لتجديدها، مما يجعلها منحلة وفقا

<sup>112</sup> ج ج د ش، قانون 90-14 المؤرخ في 1990/06/02 والمتعلق بكيفيات ممارسة الحق النقابي. جريدة رسمية، عدد 23، المادة 37، ص 768.

المادة 169 للنظام الداخلي للاتحاد<sup>113</sup>، ويجعل توقيعه للعقد لاغيا قانونيا. الأمر الذي يبعث على التساؤل عن مدى فاعلية وفعالية عقد اقتصادي واجتماعي وطني تم توقيعه من طرف فاعلين اجتماعيين يفتقدون للتمثيلية أو للشرعية.

### ب- تقييم فعالية الحوار الاجتماعي: الربيع كمؤثر أساسي

إن فعالية الحوار الاجتماعي في الجزائر مرتبطة بمتغير الربيع. فارتفاع الربيع يؤدي الى تراجع دور الحوار، أما انخفاضه فيؤدي إلى تفعيل الحوار، ومن خلاله، مساهمة الفاعلين الاجتماعيين في تحديد معالم السياسة التنموية. فيبروقراطية الدولة تعتبر الربيع أساس سلطتها ونفوذها مما يجعلها لا تسمح بتدخل القوى الاجتماعية (ولا السياسية) في أوجه توزيعه، خاصة في ظل الضعف البنوي والتنظيمي لهذه القوى الاجتماعية والذي يرجع أيضا للربيع الذي يسمح باخماد كل معارضة وكل نضال مطلبية.

إن العلاقة الثنائية بين طرفي علاقة العمل لم تتجسد بعد في حين أنها جوهر الحوار الاجتماعي وجوهر التغيير الذي طرأ على تشريع العمل في سنة 1990 الذي يفترض تراجع دور الدولة في التعديل الاقتصادي والاجتماعي لصالح الفاعلين الاقتصاديين والاجتماعيين. غير أن غياب تمثيل نقابي قوي في المؤسسات الخاصة، يجعل العلاقة الحوارية تتم بشمل هرمي بين المنظمات المهنية من جهة والسلطات العمومية من جهة أخرى. فالمنظمات المهنية لازالت ضعيفة وهي بذلك تخضع تماما للسلطات العمومية وكأنها تعتبر أن بقاءها مرتبط بها من خلال كون السلطات العمومية هي التي تتكفل بمطالبها، حيث تتوجه منظمات أرباب العمل بمجموعة مطالبها نحو السلطات وتنتظر مخرجاتها، وتتوجه المركزية النقابية بمطالبها نحو السلطات العمومية وتنتظر مخرجاتها، وحتى لو كانت هذه المخرجات لا تستجيب للمطالب، فرد الفعل لا يتجاوز بعض الانتقادات في أقصى الحالات بالنسبة لأرباب العمل سرعان ما يتم تجاوزها. أما بالنسبة للعمال فتتولى المركزية النقابية تبرير القرارات الحكومية وإخماد أي احتجاج عند بدايته. الأمر الذي يعكس تماما خصوصيات التنظيمات الاجتماعية في الدول الريفية التوزيعية التي تبقى في تبعية كاملة للدولة. فالدولة في الجزائر لازالت الفاعل الأساسي في توجيه العملية الاقتصادية، ذلك أن طبيعتها الريفية لا تسمح لها بالانسحاب، مما ينعكس مباشرة على تكريس وصايتها على الحوار الاجتماعي على كل المستويات.

وبتطبيق أدوات التحليل الماركسي على الجماعات الاجتماعية الجزائرية، ومن خلال تقييم نتائج الحوار الاجتماعي، يظهر أن أرباب العمل لا يشكلون طبقة اجتماعية لذاتها أي منظمة وواعية بمصالحها، فقد تبين أنهم كثيرا ما يوافقون على قرارات لا تخدم مصالحهم ولا يستطيعون بالمقابل فرض مطالبهم. فمثلا قرار تحويل المنح العائلية من الخزينة العمومية نحو المؤسسة أو قرارات رفع الأجور المتكررة، مما يدل على ضعف تنظيماتهم الاجتماعية وعدم فعاليتها في تمثيل المصالح المادية لأعضائها. بالمقابل يمكن القول أن العمال شكلوا نواة طبقة اجتماعية لذاتها، بحيث أن تنظيمهم النقابي تمكن في مرحلة التسعينات من تحقيق العديد من المكاسب الاجتماعية بفضل نضاله، وحاجة النظام للاستقرار الاجتماعي وكسب دعم العمال للاصلاحات المفروضة من طرف صندوق النقد الدولي. وهو مؤشر واضح على اعتبار العمال وتنظيمهم النقابي قوة اجتماعية حقيقية من شأنها تهديد استقرار النظام في مرحلة فقد فيها النظام أهم ركيزة لاستقراره وهي الربيع النفطي. غير أن الطبقة العاملة فقدت الكثير من قوتها في ظل الآثار الناجمة عن الأزمة الاقتصادية والاجتماعية والتحرير الاقتصادي، من جراء تسريح آلاف العمال وغلق المؤسسات العمومية، وتفاقم التشغيل المؤقت وغير الرسمي الذان تجاوزا العمل الدائم والمهيكل بكثير، مما أسهم في تراجع الوزن السياسي للطبقة العاملة والنضال المطلبية لممثليها. يضاف الى ذلك أن النضالات المطلبية للنقابات المستقلة وسعيها للحفاظ على استقلاليتها عن الحكم، جعله يلجأ لعرقلة نشاطها واقصائها من كل جولات الحوار الاجتماعي الرسمي رغم تمثيلتها في عدة قطاعات.

<sup>113</sup> Union Générale des Travailleurs Algériens, Statuts et Règlement intérieur adoptés par le 10ème congrès de l'UGTA du 18 au 20 octobre 2000. Alger : Editions DIWAN, 2005, P92.

كما أن الغياب شبه الكلي للتمثيل النقابي في القطاع الخاص الذي يشغل حاليا أزيد من مليون ونصف عامل رسمي وحوالي 2 مليون عامل غير رسمي، يسهم في تقليص فعالية الحوار الاجتماعي. فالقطاع الخاص هو أكثر القطاعات التي تحتاج لحماية عمالها الأجراء الذين يعانون من جراء عدم احترام قانون العمل، دون أن تكون لديهم وسائل للتعبير عن مشاكلهم والدفاع عن حقوقهم وتبليغ مطالبهم للسلطات العمومية. كما أن غياب التمثيل النقابي في المؤسسات الخاصة وضعف الرقابة الحكومية عليها، إضافة إلى عدم تمثيلية المنظمات المهنية لأرباب العمل يجعل من الصعب الزام رب العمل الخاص بتنفيذ ما تم الاتفاق عليه في جولات الحوار على كل المستويات، الأمر الذي يجعل العامل في القطاع الخاص مقصا من الاستفادة من مختلف المزايا الاجتماعية التي يتم الاتفاق عليها. فالقطاع الخاص يتميز بكثرة العمل غير الرسمي وبعدم تطبيق قوانين العمل، وهو تحد آخر أمام الفاعلين الاجتماعيين والدولة تم إهماله في جولات الحوار الاجتماعي.

لقد كانت مرحلة التسعينات أفضل مرحلة فيما يتعلق بالحوار الاجتماعي من حيث مساهمة الفاعلين الاجتماعيين في تحديد ملامح السياسة التنموية، فهي مرحلة أزمة سياسية-اقتصادية-ريعية، كان النظام الحاكم خلالها في حاجة إلى تحالفات تصفي مشروعية على قراراته ليتمكن من تنفيذها، فجولات الحوار المركزي كانت سنوية وغالبا ما يتم عقد اجتماعين أو ثلاث اجتماعات في السنة الواحدة<sup>114</sup> كما تم اتخاذ العديد من القرارات التي تستجيب للمطالب المهنية وتم تجسيدها فعليا، مثل القرارات المتعلقة بمعالجة اختلال التوازن المالي لصندوق الضمان الاجتماعي والتقاعد وتقليص مدة العمل الأسبوعية. غير أن عودة الربيع من جديد مع بداية 2000 جعلت النظام في مجبوحه مالية تسمح له بالحفاظ على التوازنات الاجتماعية مما أدى إلى انتكاسة الحوار الاجتماعي خاصة على المستوى الوطني حيث تراجعت وتيرته بشكل هام، بحيث لم يتم عقد اجتماعات الثلاثية في عدة سنوات: 2001، 2002، 2004، 2007، 2008. وأصبحت أهم القرارات الاقتصادية تتخذ دون الرجوع إلى الثلاثية، التي يقتصر دورها على تنفيذ قرارات تم اتخاذها من طرف السلطة التنفيذية خارج إطارها. لقد سمح انتعاش الربيع النفطي باستعادة النظام الحاكم لركيزته الأساسية والتي سمحت له باحكام سيطرته على كل التنظيمات الاجتماعية، ولم يعد في حاجة إلى دعمها الفعلي لتمرير قراراته من خلال الحوار الاجتماعي كما كان عليه الحال في التسعينات. فسياسات الانعاش الاقتصادي مثلا، وهي أحد ركائز السياسة التنموية منذ سنة 2001، وتستهلك نسبة كبيرة من احتياطي الصرف الجزائري الناجم عن ارتفاع الربيع النفطي، لم تناقش أبدا في أي من جولات الحوار الاجتماعي.

كما أن نتائج الحوار الاجتماعي تخضع لمنطق ريعي، فالقرارات المتخذة في جولات الحوار الوطني ومضمون الاتفاقيات الجماعية تعكس غالبا عدم خضوع الحوار للعقلانية الاقتصادية بحيث يستجيب التوزيع لمستوى الزيادة الانتاجية ولضغوط التنافسية العالمية، بل فهي قرارات تستجيب لمنطق ريعي بحيث تقدم مزايا اجتماعية دون مراعاة الشروط والظروف الاقتصادية للبلاد أو للقطاع أو للمؤسسة، ويتم اللجوء إلى الخزينة العمومية، الممولة أساسا بفعل الجباية النفطية، لتغطية العجز المالي الذي ينجر عن تلك القرارات. وقد لوحظ ذلك مثلا خلال عمليات رفع الأجر الأدنى المضمون وتحويل المنح العائلية على عبء الدولة وتخفيض سن الاحالة على التقاعد دون دراسة معمقة للأثار المترتبة عن ذلك، مما أنجر عنه ارتفاع نسب التضخم وتعميق العجز المالي للصندوق الوطني للتقاعد الذي حاولت الدولة تغطيته بضخها للأموال العمومية به.

إن فعالية الحوار الاجتماعي مرتبطة بالظروف السياسية والاقتصادية والاجتماعية المحيطة به. فالتدهور المستمر للأوضاع الاقتصادية والاجتماعية وعدم المساواة في تحمل التضحيات على حساب العمال والفئات المحرومة من جهة، وتناقض السياسات المتبناة مع مصالح أرباب العمل الوطنيين، بشكل يهدد مصالحهم المادية تهديدا مباشرا يصل إلى إمكانية إفلاسهم أمام المنافسة الأجنبية الشديدة في ظل غياب سياسة حمائية ومحفزة للإنتاج الوطني، من جهة أخرى، وأمام كثرة تردد البيروقراطية الحاكمة بشأن الخيارات التنموية، كل هذا

<sup>114</sup> في سنتي 1991 و1998 تم عقد اجتماعين ثنائيين واجتماع ثلاثي في كل منهما، في حين عرفت سنوات 1995 و1996 عقد اجتماعيين ثلاثيين كل سنة مع اجتماع ثنائي سنة 1995.

سيجعل المطالبة بالتغيير أمرا ضروريا للفئات المهنية كونه مرتبطا بضرورة حيوية ومصيرية بالنسبة لها وليس مجرد شعارات سياسية ظرفية. كما أن أزمة ريعية جديدة يمكنها تفعيل دور أرباب العمل الوطنيين في التنمية المحلية، وستحفز السلطات العمومية على محاولة كسب دعم العمال، مما سيسمح بتفعيل الحوار الاجتماعي.

مقالة بعنوان:

الحكم الراشد بين الأسس النظرية وآليات التطبيق  
دراسة في واقع التجربة الجزائرية

من إعداد الباحث: يوسف أزروال

أستاذ جامعي في تخصص العلوم السياسية



## مقدمة:

إن موضوع الحكم الراشد استحوذ على حيز واسع من اهتمام الباحثين والمختصين في العلوم الاجتماعية والإنسانية ، لا سيما منها العلوم السياسية، أين أحدث هذا المفهوم حالة غير عادية على مستوى المؤسسات الحكومية ودوائر التفكير وصنع القرار في الأنظمة السياسية النامية. هذا الأمر دفع بالحكومات إلى عملية ترشيد سياساتها وإصلاح أنظمة حكمها كوسيلة لتغيير أوضاعها الداخلية نحو الأفضل وتطوير الممارسة الديمقراطية، فضلا عن التكيف مع المتغيرات الدولية، هذا من جهة. وتستهدف الحكومات أيضا التأقلم من خلال الحكم الراشد للارتقاء بمستوى التنمية الإنسانية، وتبئية المجال من أجل الإنسان وبالإنسان وللإنسان من جهة ثانية.

وقد انتقل مفهوم الحكم الراشد إلى الدول النامية عبر البرامج التنموية والتصحيحية المختلفة المعدة من قبل المنظمات والمؤسسات الدولية مثلا: البنك العالمي وصندوق النقد الدولي وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي، حيث كانت تعددية الدواعي الاجتماعية، والسياسية، والاقتصادية... الخ وراء انتقال المفهوم ، وفي هذا السياق اخذ الفساد بكافة أشكاله الحيز الواسع من ذلك.

لأجل ذلك سارعت الدول النامية، لاسيما منها الجزائر، إلى تبني واحتضان موضوع الحكم الراشد، ووضعت على رأس أجندتها الحكومية، معتمدة في ذلك على فواعله الثلاثة (الحكومة، القطاع الخاص، المجتمع المدني)، بالإضافة إلى الأسس النظرية التي يقوم عليها) الشفافي، المساءلة، سيادة القانون... الخ).

سأحاول، من خلال هذه الورقة البحثية، عقد مقارنة بين الأسس النظرية التي تشكل مفهوم الحكم الراشد وكيفية تعامل الدولة الجزائرية مع المفهوم، معتمدا على إشكالية مفادها كالتالي:

**ما مدى انسجام مواقف الجزائر مع أسس الحكم الراشد؟ وكيف استجابت هذه المواقف مع آليات التطبيق على ضوء التحولات السياسية الدولية الراهنة؟**

وبما أن أي إشكالية بحثية تستوجب فرضيات للإجابة عنها، فقد جاءت فرضيات الورقة كالاتي:

- 1 بما أن الحكم الراشد مأسس على مجموعة من الأسس النظرية، يفترض وجود آليات لتجسيده على أرض الميدان.
- 2 تجسيد الحكم الراشد في الجزائر مرتبط بتوفر بيئة تقبل منظومة القيم الديمقراطية كمنهج لإدارة شؤونها، ومجتمع مدني فاعل وفعال، وقطاع خاص واع ومسؤول.

ولحلحلة هذا الموضوع، اعتمدت مقاربة منهجية تتشكل من ثلاثة مناهج، أولها؛ المنهج التاريخي الذي تناولت من خلاله أهم الظروف التي أدت إلى ظهور الحكم الراشد. ثانيها منهج دراسة الحالة، حيث ركزت على التجربة الجزائرية في ظل ترشيد منظومة حكمها. ثالثها المنهج المقارن من أجل النظر في مدى تطابق الأسس النظرية للحكم الراشد مع الإجراءات والقواعد المتبعة من طرف الجزائر في هذا السياق.

وستتولى المحاور الثلاثة التالية، تفكيك إشكالية الدراسة والإجابة عنها.

**أولا: البنية المفاهيمية للحكم الراشد.**

**ثانيا: أسباب ظهور الحكم الراشد في الجزائر ومظاهر اهتمام الجزائر بالموضوع.**

**ثالثا: واقع الحكم الراشد في الجزائر.**

**أولا: البنية المفاهيمية للحكم الراشد.**

سنعالج من خلال هذا العنصر الإطار المفاهيمي للحكم الراشد في إطاره العام، وذلك بالتطرق إلى أسباب ظهوره، وإلى أهم الإشكاليات التي واجهت هذا المفهوم، وإلى الأسس النظرية التي يقوم عليها، وإلى الفواعل التي تشكله.

**1-1 أسباب ظهور مفهوم الحكم الرشيد:** لقد عرّفت أسباب ظهور مفهوم الحكم الرشيد ثنائية عملية-علمية، فالحكم الرشيد ما هو إلا انعكاس للتطور والتغير الذي طرأ على طبيعة دور الدولة من جهة، والتطورات الأكاديمية والمنهجية، في سياقها الاقتصادي والاجتماعي والثقافي، من جهة ثانية.<sup>115</sup> غير أن هذا لا يمنع من حصر الأسباب كما يلي:

#### أ- الأسباب السياسية:

- انعكاسات العولمة كمسار<sup>116</sup>، وما تتضمنه من عولمة القيم الديمقراطية والإنسانية وانتشار للمعلومات والأفكار الاقتصادية بدعم من المنظمات غير الحكومية على المستوى الدولي والإقليمي.
- هيمنة نمط الإدارة التقليدية، الذي يتميز بتضخم الجهاز الإداري وترهل الإدارة الحكومية، الأمر الذي استدعى استخدام التقانة الحديثة في التسيير الإداري.
- انعدام مبدأ التكافؤ السياسي بين المرأة والرجل، بمعنى ضعف مشاركة المرأة في الحياة السياسية بشقيها: على مستوى صنع العملية السياسية وكذا الانخراط في قواعد اللعبة.
- أزمة بنائية الدولة وضعف البنية المؤسساتية والإدارية، مما يؤدي إلى فشلها وعجزها عن تلبية حاجات المواطنين وعدم قدرتها على الوفاء بوعودها وتجسيد السياسات المتفق عليها.<sup>117</sup>
- سيطرة مفهوم الدولة الأمنية وعدم الاستقرار السياسي، لاسيما في الدول النامية التي تعاني شعوبها أساسا من استخدام الوسائل القمعية وتضييق فضاء الحريات، وكذا شدة وطأة الصراعات الداخلية الناتجة عن مختلف الأزمات الاقتصادية والاجتماعية.
- تعثر معظم عمليات التحول الديمقراطي وعدم تفاعلها بطريقة إيجابية مع الموجة الثالثة للتحول الديمقراطي، ومرد ذلك سيطرة مفاهيم التسلطية والباتيمونيالية والزبونية والعصبية في إدارة الشأن العام.
- ظهور مصادر جديدة للحكم. فمع نهاية الحرب الباردة تقلصت الفجوة وحدة التنافر بين الحكم الوطني (حكم الدولة) والحكم المجتمعي (حكم المجتمع)، مما أدى إلى تحقيق التواصل والتكاتف بين الدولة والمجتمع.

#### ب- الأسباب الاقتصادية:

- عجز الدولة عن مواجهة الأزمة المالية من أجل تلبية حاجات مواطنيها، وهو ما أجبرها على إشراك القطاع الخاص والمجتمع المدني في دفع عجلة العملية التنموية. فالعجز الدولاني، أدى إلى تغير وتحول في دور الدولة التقليدي كفاعل رئيسي في صنع السياسة العامة، حيث ارتأت الاعتماد على القطاع الخاص في ظل بيئة تعددية عالية التنافسية تتميز بالتطور التكنولوجي وعالمية السوق، وهو الأمر الذي يتطلب مشاركة القطاع الخاص في إدارة شؤون الدولة والمجتمع.<sup>118</sup>
- إعادة تعريف دور الدولة من خلال الانتقال التدريجي نحو الليبرالية الاقتصادية التي تتميز بفتح الأسواق وتحفيز الروح الفردية، حيث أصبحت الدولة هي المؤسسة الوحيدة المكلفة بتنظيم القطاع الخاص ومعاملة كشرية وليس كخصم.

<sup>115</sup> سلوى الشعراوي جمعة و آخرون، إدارة شؤون الدولة والمجتمع، (القاهرة: مركز دراسات واستشارات الإدارة العامة، 2001)، ص.4

<sup>116</sup> قاسم حجاج، العالمية والعولمة: نحو عالمية تعددية وعولمة إنسانية، ط.1 (الجزائر: جمعية التراث، 2003)، ص.304-313.

<sup>117</sup> Mohammed Salih, "gouvernance, information et domaine publique", (Addis Abeba : commission économique pour l'Afrique, 13mai2003), pp.9-10.

<<http://www.unesco.org/comnat/france/colloque-droits-Dauteur/IDlamberterie-pdf>

<sup>118</sup> Ibid.

- انعكاس ارتفاع مؤشر المديونية الخارجية سلبي على المستوى العام لمؤشر الفقر وضعف القدرة الشرائية وانخفاض كفاءة البنية الأساسية.
- الاستشراء المذهل لظاهرة الفساد وشيوعها على نطاق عالمي نتيجة غياب آلية المساءلة والمحاسبة والشفافية وضعف النظام المحاسبي.

### ج- الأسباب الاجتماعية:

- ضعف مؤشر التنمية البشرية، وذلك نتيجة زيادة مظاهر الفقر وتسارع وتيرة التفجير، بالإضافة إلى معاناة مجتمعات الدول النامية من سوء التغذية والانتشار الواسع للإمراض.

- تحييم شبح البطالة حال دون إيجاد سبل و سياسات واضحة للتخفيف من حدتها في ظل عملية الخصخصة لكافة الشركات والمؤسسات.

أما عن التطورات المنهجية التي أدت إلى تطور مفهوم الحكم الراشد، فيمكن حصرها فيما يلي:

- حدوث تحولات مفاهيمية على مستوى التنمية، التنمية البشرية والتسيير العمومي الجديد مثلا ، مركزة على محور حياة الإنسان ودوره في عملية التنمية.

- مع بداية التسعينيات برزت الليبرالية الحديثة القائمة على تحرير خيار الفرد الشخصي وتحرير الأسواق، وبذلك التقليل من سلطة الحكومة المقيدة للفرد وكذا المبادئ المتعلقة بأحادية الحزب. فهي على العكس تؤمن بحرية الفرد الشخصية وقيمه وقراراته.<sup>119</sup>

- تأكيد العديد من الدراسات على أهمية إرساء الديمقراطية والحرية وحقوق الإنسان لتحقيق التنمية.<sup>120</sup>

- التحول الذي طرأ على مستوى مفاهيم الإدارة العامة مع نهاية الثمانينات، حيث تم إحلال منظومة جديدة تدعو إلى إدارة حكومية بواسطة المنظمين وليس بواسطة البيروقراطية، وكذا إدخال مفاهيم جديدة مثل: المقاول والمرونة والإبداعية وحرية المنظم.<sup>121</sup>

- وصفوة القول أن تعدد أسباب ظهور مفهوم الحكم الراشد واختلافها من بيئة إلى بيئة أخرى، أثر على المستوى النظري والمفهوماتي لهذا المصطلح، حيث اصطدم هذا الأخير بعدة إشكاليات مفاهيمية، وهذا ما سنتطرق إليه في العنصر الموالي.

## 1-2 الإشكاليات التي واجهت مفهوم الحكم الراشد:

- اعترضت الحكم الراشد، أثناء تطوره، إشكاليات عديدة، وتتعلق أساسا بإشكالية الترجمة، وإشكالية التعريف، وإشكالية النموذج.

- أ- إشكالية الترجمة: تعتبر إشكالية الترجمة احد أهم الإشكاليات التي أثرت في مفهوم الحكم الراشد ونقل المصطلح من اللغتين الإنجليزية أو الفرنسية إلى اللغة العربية، حيث اتفقت معظم الدراسات على عدم وجود ترجمة موحدة متفق عليها مما انعكس على المفهوم.<sup>122</sup>

- وقد تعددت ترجمة مصطلح (governance) حيث تشير إلى الحاكمة، المحكومية، الحوكمة والحكام، الحكمانية، إدارة الحكم، الإدارة المجتمعية، الحكم الموسع والحكم العام.<sup>123</sup>

<sup>119</sup>حسان سنو وعلي الطراح، العولمة والدولة-الوطن-والمجتمع العالمي، ط.1 (بيروت: دار النهضة العربية، 2002)، ص.ص 99-101

<sup>120</sup>حسن كريم، مفهوم الحكم الصالح ومعايير، في: الفساد والحكم الصالح في البلاد العربية، (بيروت: مركز دراسات الوحدة العربية، ديسمبر 2004)، ص. 98

<sup>121</sup>سلوى الشعراوي جمعة وآخرون ، مرجع سابق، ص. 6.

<sup>122</sup>سلوى الشعراوي جمعة وآخرون، المرجع نفسه، ص. 7.

<sup>123</sup>أوهايبيبة فتيحة، "المواطنة في ظل الحكم الراشد" (ورقة مقدمة في الملتقى الدولي حول: الحكم الرشيد: استراتيجيات التغيير في العالم النامي، جامعة سطيف، الجزائر، 8-9 أفريل 2007)، ص. 121.

على الرغم من تعدد وتنوع الترجمات لهذا المصطلح، حيث تحمل كل ترجمة شحنة إيديولوجية معينة، إلا أن هذا يعتبر ظاهرة صحية تستدعي البحث عن نقاط الالتقاء من أجل التوصل إلى وضع تصور إجرائي يفعل دور الدولة وفواعل الحكم الراشد في تحقيق تنمية مجتمعية متوازنة .

**ب- إشكالية التعريف:** لقد واجه موضوع الحكم الراشد إشكالية التعريف وضبط تصور دقيق، لهذا نجد عدة تعريفات له، من بينها تعريف البنك الدولي الذي يركز في محتواه في أنه أسلوب وطريقة لممارسة القوة في إدارة الموارد الاقتصادية والاجتماعية، هذا من جهة. من جهة أخرى، ويعرف برنامج الأمم المتحدة الإنمائي الحكم الراشد من خلال الجمع بين الدعامات السياسية التي تتضمن عمليات صنع القرار، والدعامات الاقتصادية المتضمنة أنشطة الدولة الاقتصادية وعلاقتها البينية بالاقتصاديات الأخرى، والدعامات الإدارية التي تتضمن النظام الخاص بتنفيذ السياسات.<sup>124</sup>

لكن، على الرغم من التعريفات المتعددة، يبقى الحكم الراشد مفهوما قديما وُضع في عبوة جديدة.

**ج- إشكالية النموذج:** إن التعددية التي طبعت الترجمة والتعريف، انعكست بطريقة أو بأخرى على صعوبة نمذجة مفهوم الحكم الراشد، فبالفعل، يتضمن هذا الأخير على خصوصيات بعينها (الرقابة، الشفافية، العلنية...)؛ لكن عند تجسيده يستوجب مراعاة الخصوصية السوسيوسياسية للمجتمع والدولة. فهناك من يرى، بضيق أفق، أن مفهوم الحكم الراشد وضع خصيصا للدول المتخلفة، وهناك من يرى ليبرالية المفهوم واقتصره فقط على الدول الغربية.

**1-3 تعريف الحكم الراشد:** ينبغي عرض مختلف التعريفات المرتبطة بالحكم الراشد، قصد تحديد المعايير الأساسية وتحقيق التكامل بينها، وكذا التوصل إلى وضع التعريف الإجرائي.

فالبنك الدولي يعرف الحكم الراشد على أنه: "مجموعة القواعد الرسمية (الدستور، القوانين، التنظيمات والنظام السياسي) وغير الرسمية (الثقة في المعاملات، نظام القيم، العقائد والمعايير الاجتماعية) وسلوكيات الأفراد والمنظمات (الشركات، النقابات، والمنظمات غير الحكومية)".<sup>125</sup>

وفي تعريف آخر للحكم الراشد، حسب البنك الدولي: "الحكم الراشد يتضمن العمليات والمؤسسات التي تمارس من خلالها السلطة في بلد ما، معتمدة في ذلك على التسيير الحسن للمؤسسات واختيار السياسات وتنسيقها من اجل تقديم خدمة جيدة وفعالة".<sup>126</sup>

ويتضمن الحكم الراشد، حسب مؤسسات الأمم المتحدة، ثلاثة أبعاد أساسية:

- البعد السياسي: يشمل احترام حقوق الإنسان والبنود الدولية المتعلقة بالحقوق السياسية والمدنية للشعوب، وتفعيل دور الدولة في تحقيق الديمقراطية والمشاركة السياسية.

- البعد التقني: يتعلق بعقلنة التسيير وشفافية الأنظمة و مكافحة أشكال الفساد.

- البعد الاقتصادي: أي تدخل الدولة وتقديم دعم متعدد الأشكال للقطاع الخاص، وتفعيل دور المجتمع المدني في النهوض بالتنمية المحلية.<sup>127</sup>

<sup>124</sup> سلوى الشعراوي جمعة، مفهوم إدارة شؤون الدولة و المجتمع إشكالية نظرية". **المستقبل العربي 249** (نوفمبر 1999)، ص ص.110-111. « les institutions c'est l'ensemble des règles formelles (constitution, lois et règlements, système politique), et informelles (fiabilité des transactions, système de valeurs et croyance, normes sociales), les comportements des individus et des organisations (entreprises, syndicats, ong). voir : Jaques-Ould Aoudia, "gouvernance et pauvreté dans les pays MENA : analyse à partir d'une approche multidimensionnelle", (Paris : Banque mondiale , 21 Novembre), pp.2-3. <<http://www.worldbank.org/wbi/governance/pdf/mena-1103fr-ouldaoudia.pdf>.

<sup>126</sup> Daniel Kaufman, "Repenser la bonne gouvernance: dialogue sur la gouvernance et développement au Moyen-orient et en Afrique du nord" (Paris, Beyrouth, Rabat et Washington : AC.21 Novembre 2003). p3. Voir le site : <<http://www.worldbank.org/wbi/governance>.

<sup>127</sup> حسن كريم، مفهوم الحكم الصالح ومعايير، مرجع سابق، ص.96.

وقد ذهب برنامج الأمم المتحدة الإنمائي في تعريف الحكم الرشيد بأنه: " حالة تعكس تقدم الإدارة وتطويرها أيضا، من إدارة تقليدية إلى إدارة تتجاوب مع متطلبات المواطنين، وتستخدم الآليات والعمليات المناسبة لتحقيق الأهداف المرجوة من المشاريع بشفافية ومسؤولية أمام المواطنين".<sup>128</sup>

كنتيجة لما تم التطرق إليه فيما يخص تعريف الحكم الرشيد، يتبين لما أن هذا الأخير ينطوي على عدة مزايا لا بد من توافرها، قصد تشكيل تصور متكامل جامع ومانع، حيث يتضمن بناء دولة الرشادة في ظل وجود استقرار سياسي شامل ومؤسسات راشدة وفاعلة، وسلطة سياسية تداولية، ومجتمع سياسي مفتوح.

**1-4 خصائص الحكم الرشيد:** إن تعدد زوايا النظر إلى الحكم الرشيد أدى إلى تنوع خصائصه، إذ يتميز الحكم الرشيد، حسب برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، بما يلي:<sup>129</sup>

- المشاركة: أي مشاركة متساوية للرجال والنساء في صنع القرار والحياة السياسية.
  - حكم القانون: أي وجوب سيادة القانون وتطبيقه من خلال مؤسسات عادلة ومنصفة.
  - الاستجابة: أي محاولة المؤسسات والعمليات خدمة العملاء والاستجابة لمطالبهم.
  - الإجماع: تحقيق الإجماع حول المصالح التي تخدم الجماعات والإجراءات والسياسات.
  - العدالة: أي تمتع كافة أفراد المجتمع بتكافؤ الفرص وتحسين أوضاعهم.
  - الكفاءة والفعالية: أي تحقيق أفضل استخدام للموارد.
  - المساءلة: أي إخضاع الحكومة وصناع القرار والقطاع الخاص والمجتمع المدني للمساءلة من قبل الجمهور.
  - الرؤية الإستراتيجية: أي امتلاك القادة والشعب آفاقا واسعة المدى لتحقيق الحكم الرشيد.
- وفي تصنيف آخر للبنك الدولي، يحدد خصائص الحكم الرشيد كالتالي:<sup>130</sup>
- التضمينية: أي أن الحكم الرشيد يتضمن آليات تحدد الحقوق الأساسية للجميع وتحترمها، كما أنها تؤمن وسائل مراجعة ومعالجة يضمنها القانون.
  - المساءلة: تعني وجوب محاسبة كل من تم اختيارهم للحكم باسم الشعب، سواء على مستوى الإخفاق أو النجاح.
- ويتميز الحكم الرشيد، حسب التقرير العربي للتنمية البشرية الصادر سنة 2004، بـ:
- صيانة الحرية ضمنا لتوسيع خيارات الناس.
  - المشاركة الشعبية الفعالة والتمثيل الشامل لحقوق الناس.
  - السهر على تطبيق القانون واستقلالية الجهاز القضائي.

**1-5 الأسس النظرية للحكم الرشيد:** إن الأسس النظرية تحتلف من البنك الدولي إلى برنامج الأمم المتحدة الإنمائي:

<sup>128</sup> UNDP, "governance for sustainable human development", (policy paper: 1997), p02. voire le cite: <http://www.undp.org>

<sup>129</sup> Institut sur la gouvernance, "Comprendre la gouvernance" (Ottawa : institut en gouvernance, atelier sur la gouvernance pour le projet métropolies, les 10-11 décembre 2001), p.4.  
Voir : <<http://www.iog.ca/publications/goodgov-f.pdf>

<sup>130</sup> Banque mondiale, "rapport sur le développement au Moyen-orient et en Afrique du nord : vers une meilleure gouvernance au MENA, améliorer l'inclusivité et la responsabilisation" (Washington : d.c.Libn: Aleph.2003), pp.1-2.

حسب البنك الدولي: 131

- العملية التي بواسطتها يتم اختيار الحكومات ومراقبتها واستبدالها. ويتكون هذا الأساس من الرأي والمساءلة وعدم الاستقرار والعنف السياسي.

- قدرة الحكومة على صيغة سياسات سلمية وتنفيذها بفعالية، ويتكون هذا الأساس من فعالية الحكومة وفعالية التشريعات.

- احترام حقوق المواطنين والدولة التي تتولى التحكم في التسيير الاقتصادي والاجتماعي. ويتكون هذا الأساس من: حكم القانون ومستوى الفساد.

أما عن الأسس النظرية للحكم الراشد، حسب البرنامج الإنمائي للأمم المتحدة، فتمحور أساسا حول التنمية البشرية بأبعادها الثلاثة. فالبعد الأول يتضمن عيش الإنسان حياة مديدة وصحية، والبعد الثاني يتضمن حق الإنسان في التعليم والإطلاع، والبعد الثالث يعني بحصول الإنسان على مستوى معيشي لائق. 132

وتبقى الأسس النظرية للحكم الراشد، المعتمدة من طرف البنك الدولي والبرنامج الإنمائي للأمم المتحدة، صعبة التجسيد على أرض الواقع ما لم تتمتع الدولة بنظام إداري فعال و ديناميكي، وسياسة عقلانية، وقطاع خاص واع ومسؤول، ومجتمع مدني متمسك وناضج. وقد ارتأيت تحليل التجربة الجزائرية في ظل ترشيد نظام حكمها، بالاعتماد على الأسس النظرية الموضوعية من طرف البنك الدولي، نظرا لشموليتها واحتوائها على اغلب المواضيع والعمليات المعتمدة لترشيد نظام الحكم، وتنطوي كذلك على دراسة جميع مناحي الحياة السياسية، فضلا عن كونها أكثر موضوعية و اقرب لدراسة واقع نظام الحكم في الجزائر، غير أنه يجب اخذ عامل النسبية وعدم الثبات، وكذا تغير وتطور المفاهيم، بعين الاعتبار؛ إذ يمكن أن تصلح هذه الأسس لدراسة حقبة دون أخرى ونظام سياسي دون آخر.

## 1-6 فواعل الحكم الراشد: إن فواعل الحكم الراشد تتمثل في: الدولة، القطاع الخاص، المجتمع المدني.

● **الدولة:** إن الدولة، حسب الحكم الراشد، ينبغي أن تعيد النظر في تعريفها لدورها إزاء الحياة الاقتصادية والاجتماعية، إذ يجب أن تعمل على تمكين الناس من الفرص المتساوية وشموليتهم في الأمور الاقتصادية والاجتماعية والسياسية، وفتح المجال للحصول على الموارد المتوفرة، كما تستدعي تفعيل دورها اتجاه المجتمع المدني والقطاع الخاص من خلال توسيع لامركزية الأنظمة الاقتصادية والسياسية. 133

● **القطاع الخاص:** يمثل القطاع الخاص المورد الرئيسي للفرص التي تفتح المجالات الاقتصادية لتشغيل اليد العاملة على كافة مستوياتها، فضلا عن تحقيقها للنتائج الايجابية التي تساهم في التنمية الاقتصادية للمجتمع ورفع مستوى المواطن المعيشي. 134  
ويساهم القطاع الخاص بدوره في دعم نشاطات المجتمع المدني وتوفير الخبرة والمال والمعرفة الضرورية في العمليات التنموية بالشراكة مع المجتمع المحلي وأجهزة الدولة الرسمية. كما يستطيع القطاع الخاص تأمين الشفافية في كثير من القطاعات نظرا لقدرته على نشر المعلومات وإصدار الإحصائيات الدورية وتسهيل الحصول عليها. 135

131 برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2002 ، مرجع سابق ، ص.106.

<<http://www.undp.org/rabas/aby chapter. htm>>

132 برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، تقرير التنمية البشرية للعام 2004: الحرية الثقافية في عالمنا المتنوع (لبنان: بيروت، مطبعة كركي، 2004)، ص.12.

133 الكايد زهير عبد الكريم. الحكمانية قضايا وتطبيقات. (القاهرة: المنظمة العربية للتنمية الإدارية، 2003)، ص.45.

134 حسن كريم ، مفهوم الحكم الصالح ومعايير مرجع سابق ، ص.121.

135 حسن كريم، المرجع نفسه ، ص.123.

**المجتمع المدني:** تكمن أهمية المجتمع المدني، كونه فاعلا من فواعل الحكم الراشد، في قدرته على تأطير المواطنين للعمل التطوعي في الشأن العام، وفي كل قيم المشاركة المدنية والتنمية التشاركية. وتزداد أهميته، من خلال تأديته للوظائف التالية:<sup>136</sup>

- التأثير على السياسة العامة من خلال تعبئة جهود قطاعات من المواطنين وحملها على المشاركة في الشأن العام.
- تعميق المساءلة والشفافية عبر نشر المعلومات والسماح بتداولها على نطاق واسع.
- مساعدة الحكومة، عن طريق العمل المباشر، على أداء أفضل الخدمات وتحقيق رضا المواطنين.
- العمل على تحقيق العدالة والمساواة أمام القانون وحماية المواطن من تعسف السلطة.
- تربية المواطن على ثقافة الديمقراطية، وذلك بإكساب أعضائها قيم الحوار وقبول الآخر والاختلاف ومساءلة القيادات والمشاركة في الانتخابات.

بعد تناول الحكم الراشد على المستوى الكلي (الإطار المفهومي للحكم الراشد) وما يتضمنه من تعدد زوايا النظر، وكذا الأسباب التي أدت إلى ظهوره، وأهم الإشكاليات التي واجهته، والأسس النظرية التي يقوم عليها، فضلا عن الفواعل التي تكونه؛ سنحاول إسقاط الجانب النظري على تجربة الجزائر، ونستعرض مجهودات الدولة الجزائرية في هذا المجال بتحليل الأسباب التي أدت إلى ظهوره، وكذا إبراز مظاهر اهتمام الجزائر بالحكم الراشد.

**ثانيا: أسباب ظهور ومظاهر اهتمام الجزائر بالحكم الراشد.**

إن أسباب ظهور الحكم الراشد في الجزائر تتراوح بين الأسباب السياسية والسيوسيو-اقتصادية.

## 2-1 الأسباب السياسية:

- طبيعة نظام الحكم في الجزائر: إذ يصنف هذا الأخير ضمن نمط الدولة النيولبريتريونالية (néo-patrimonialisme)، والتي تقوم على نظام من القيم والعلاقات يعتمد هذا النظام ليحافظ على نفسه ويجدد، وتسود فيها جميع الخصائص السلبية التي تشوه نمط الحكم وطريقة إدارة شؤون الدولة، ومن بين هذه الخصائص: انتشار مظاهر الرشوة والعصبوية (fractionnisme)، والزبونية السياسية (clientélisme politique) والجهوية والمحاباة... الخ.<sup>137</sup>

- انتكاسة عملية الانتقال الديمقراطي: ومرد ذلك أن عملية التحول جاءت نتيجة لقرارات فوقية وبمبادرة النخبة الحاكمة، وليس كنتيجة لقناعة سياسية واضحة لدى معظم فعاليات السلطة الحاكمة بالديمقراطية، بصفة نهائية، واعتمادها كخيار استراتيجي، بل لجأت إلى استغلال مفهوم التحول الديمقراطي كمنخرج لأجل تحقيق مصالحها الضيقة وتأمين قدرتها على الاستمرار في السلطة وإعادة إنتاج أنماطها ونقائضها. ويقول في هذا الصدد المؤرخ الجزائري محمد حربي، بشأن عملية التحول الديمقراطي في الجزائر، ما يلي "تحرر خداع لا يصلح إلا لرسم تحول ديمقراطي موجه للمحافظة على الأشخاص أنفسهم في السلطة".<sup>138</sup>

وقد كان وراء تعثر فعل التحول الديمقراطي عدة أسباب، نذكرها كما يلي:

أ/ الصراع بين أركان النظام السياسي: منذ أحداث أكتوبر 1988 وحتى أواخر 1991، عمل النظام السياسي الجزائري على تدعيم الإصلاحات السياسية التي باشرها منذ 1989، إلا أن الشروع في الإصلاحات لم يحل دون ظهور انقسامات حادة بين أركان النظام

<sup>136</sup> زهير عبد الكريم الكايد، مرجع سابق، صص. 80-122.

<sup>137</sup> lahouari Addi, *l'impasse du populisme: l'algérie, collectivité politique et état en construction*, (alger: entreprise nationale du livre, 1990), p99.

<sup>138</sup> حسنين توفيق إبراهيم، *النظم السياسية العربية-الاتجاهات الحديثة في دراستها*، ط.1 (بيروت: مركز دراسات الوحدة العربية، مارس 2005)، صص. 149.

السياسي، حيث تركزت هذه الشقاكات بين اتجاهين، الأول إصلاحية يؤمن بضرورة التغيير والإصلاحات السياسية، والثاني يعتقد بوجود الحفاظ على الوضع القائم.<sup>139</sup>

وقد عمل الرئيس الأسبق آنذاك "الشادلي بن جديد" على تدعيم التيار الإصلاحية من خلال الحد من سلطة جبهة التحرير الوطني، وتعيينه لمولود حمروش رئيسا للحكومة خلفا للسيد قاصدي مرباح، وشرع رئيس الحكومة الجديد في تشكيل حكومة تكنوقراطية، معتقدا في ذلك بأنه سيخلق حالة من الانسجام والتناسق بين اتجاه الرئيس ومشروع الحكومة.

و شهدت الساحة السياسية عند تنظيم أول انتخابات تعددية، مباشرة بعد إقرار دستور 1989، ظاهرة التنامي المتزايد لشعبية الجبهة الإسلامية للإنقاذ، الشيء الذي فرض على الطرف المتشدد في النظام السياسي (المعارض لوجود الإسلاميين في السلطة) - المؤسسة العسكرية تحديدا- أن يظهر للعلن ويعلن نفسه كراع لعملية التحول الديمقراطي وفق نظره المتشددة.

ب/ السيطرة الواضحة وشبه المطلقة على قمة الهرم السياسي للمؤسسة العسكرية منذ الاستقلال، أين يكون رأس النظام السياسي خاضعا لعصبة جاءت به إلى السلطة، وتمثل هذه العصبة في "زمرة من العسكر"، حيث يضطلع الجيش بدور ريادي في فض النزاعات القائمة حول السلطة السياسية. ويرى الدكتور بومدين بوزيد أن "طبيعة الدولة قد ارتبطت بخطابات شعبية متشعبة بقيم التخلف مهيمنة استمرت ببقاء ما يسمى بالدولة الوطنية القائمة على العسكر ومنطق القبيلة"<sup>140</sup> وحسب اعتقادي، فإن جميع محطات التحول الأساسية في حياة النظام السياسي الجزائري صنعها الجهاز العسكري، مما أثر على الولادة الطبيعية للنظام والسلطة في الجزائر، وبالتالي نكوص عملية التحول الديمقراطي.

ج/ ضعف مستوى التكوين السياسي للنخب الحاكمة، باعتبار أن النزعة التسلطية للنظام تعتمد، في تبرير سلوكها السياسي، على منطق التسلط والاستبداد، اعتقادا منها بأن المنظومة الديمقراطية تنطوي على مجموعة من المؤسسات فقط. لكن الديمقراطية أشمل من ذلك، فهي تتعدى إلى طائفة من القيم والمعتقدات مثل: قبول الآخر، والتحاور البناء والايجابي، واحترام القانون، والحرص على بناء مجتمع مدني فعال، وخلق فضاء إعلامي حر ومستقل إلى غير ذلك من القيم.

د/ ولوج النظام السياسي والمجتمع أزمة ممتدة ومتعددة الجوانب منذ بداية سنوات التسعينيات، ومن بين أهم مظاهرها، ما يلي:<sup>141</sup>  
أ/ أزمة الشرعية التي عانى منها النظام السياسي الجزائري، والتي كانت قائمة على الشرعية الثورية ذات الطابع النفاقي، حيث لم تتأسس على المشاركة الشعبية الواسعة والفعالة، مما أدى إلى تفاقم الأزمة الاجتماعية والاقتصادية الناجمة عن فشل البرامج التنموية والإصلاحية في تحقيق أهدافها، الشيء الذي حتم على الدولة الجزائرية أن تلجأ إلى محاولة التأسيس للشرعية الديمقراطية القائمة على مبدأ التداول السلمي على السلطة وحرية التعبير وفتح المجال أمام الحريات العامة واحترام حقوق الإنسان... الخ. ولكنها فشلت في النهاية، مما جعل الجزائر تدخل دائرة الفساد والإرهاب والرشوة والأداء السيئ للنظام رغم توفرها على أموال ضخمة لم تشهدا منذ الاستقلال.

<sup>139</sup> عبد الرزاق جاسم خيري، "التحول الديمقراطي في الجزائر"،

<http://www.elmouchahid.net/modules.php?name=News&file=article&sid=229>

<sup>140</sup> بومدين بوزيد، "الجزائر: التجربة الديمقراطية وعوائق الانتقال"، المستقبل العربي 289 (مارس 2003)، ص 149.

<sup>141</sup> منيسي احمد. التحول الديمقراطي في المغرب العربي. (القاهرة: مركز الدراسات السياسية والإستراتيجية، 2004). ص 146.



ب/ أزمة المشاركة السياسية: إن أزمة المشاركة السياسية تتمثل في عجز مؤسسات الدولة عن التعامل مع كافة قوى المجتمع المدني واستيعابها، والتعامل بسياسة الإقصاء إزاء العديد من التيارات السياسية في البلاد. فقد كان النمط السائد للمشاركة أقرب إلى مفهوم التعبئة، وبصدور دستور 23 فيفري 1989 وضع حد لحالة الاحتقان السياسي المتجذرة في المجتمع.

ج/ أزمة الهوية: إن أزمة الهوية حسب المفكر الأمريكي "صموئيل هنتنجتون" تحدث عندما يصعب انصهار كافة أفراد المجتمع في بوتقة واحدة، تتجاوز انتماءاتهم التقليدية الضيقة و تتغلب على آثار الانتقال إلى المجتمع العصري بتعقيداته المختلفة، حيث يشعرون بالانتماء إلى ذلك المجتمع والتوحد معه<sup>142</sup>. ومن خلال إسقاط محتوى هذا المفهوم على الحالة الجزائرية، نجد أن أزمة الهوية واحدة من أخطر الأزمات التي تهدد كيان ووحدة المجتمع نظرا لانقسامه إلى عدة اتجاهات: اتجاه عروبي واتجاه إسلامي واتجاه ينادي بالهوية الأفريقية البربرية، مما أدى إلى الاختلاف حول رؤية تنزع إلى بناء دولة حديثة تتماشى وتطلعات العصر.<sup>143</sup>

د/ أزمة التوزيع: تتعلق بمهمة النظام السياسي في توزيع الموارد والمنافع المادية وغير المادية في المجتمع، ولا تعني مشكلة التوزيع فقط توزيع عوائد التنمية وإنما أيضا توزيع أعباء التنمية<sup>144</sup>، كالضرائب وسياسة الأجور العادلة، غير أن الواقع عكس ذلك بكثير. وبهذا سجل النظام الجزائري حقيقة عجز فاضح بشأن ضعف قدرته على التوفيق بين الاعتبارات الاقتصادية الفنية والسياسية في التوزيع؛ والاعتبارات الاجتماعية التي تفترض العدالة، ويعود ذلك إلى سوء التسيير وتشجيع أشكال الولاء وغياب مفهوم العدالة الاجتماعية عند النظام.

## 2-2 الأسباب السوسيو-اقتصادية:

- استمرار انخفاض مستوى مؤشرات التنمية البشرية من خلال تنامي عدد المهمشين والفقراء والمحرومين. فمعظم الأدلة تؤكد ذلك بوضوح، إذ يشير دليل التنمية البشرية، الصادر عن برنامج الأمم المتحدة الإنمائي سنة 1992، إلى أن عدد السكان الذين يحصلون على خدمات صحية دولية بلغ نصف مليون بين عامي (1985-1995)، ووصل عدد السكان الذين يعيشون دون حياة كريمة إلى 79% بين عامي (1990-1995)، كما بلغت نسبة الأمية بين الكبار (15 سنة فأكثر) 6.6 مليون سنة 1995، وبين الإناث (15 سنة فأكثر) 4.3 مليون نسمة، فيما بلغت نسبة عدد الأطفال خارج المدارس الابتدائية 534 ألف طفل سنة 1992. وقد انتقلت نسبة القيد في مراحل التعليم من 52% سنة 1980 إلى 60% سنة 1990، فيما بلغ عدد الأطفال دون سن الخامسة الذين يعانون سوء التغذية 334 ألف طفل بين عامي (1985-1995)، كما بلغ عدد الأطفال الذين يموتون دون سن الخامسة 50 ألف طفل سنة 1994، أما عن العمر المتوقع عند الولادة فقد انتقل من 47% سنة 1960 إلى 67.3% سنة 1993.<sup>145</sup>

- الانعكاسات السلبية المختلفة التي خلفتها برامج التصحيح الهيكلي، إذ أنها أثرت سلبا على ارتفاع مؤشر البطالة واتساع دائرة الفقر وانخفاض معدل الناتج الداخلي الخام.

- انخفاض مستوى الدخل بنسبة 30% بين (1994-1996) (4)<sup>146</sup>، و يرجع السبب إلى إلغاء الدعم الذي أدى إلى تضاعف أسعار المواد الاستهلاكية، كما كان لإلغاء الدعم لأسعار المواد الغذائية سنة 1996 الأثر الواضح في اتساع دائرة الفقر المعروفة

<sup>142</sup> أسامة الغزالي حرب، الأحزاب السياسية في العالم الثالث، (الكويت: المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب، 1987)، ص 31.

<sup>143</sup> منعم العمار، الجزائر والتعددية المكلفة في "الأزمة الجزائرية الخلفية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية"، (بيروت: مركز دراسات الوحدة العربية، أوت 1999)، ص 48.

<sup>144</sup> أسامة الغزالي حرب، مرجع سابق، ص 31

<sup>145</sup> UNDP, Human development report 1997, (Oxford: Oxford university press, 1997), p147.

<sup>146</sup> مبروك غضبان، "الحق في الأمن والحق في التنمية"، محاضرات مقدمة لطلبة المحاماة، جامعة باتنة (2007-2008)، ص 20.

حسب "روبرت مكنمار" بأنه: "تلك الأحوال الاجتماعية المعيشية التي تتكون نتيجة سوء التغذية والمرض وارتفاع وفيات الأطفال وقصر العمر، مما يجعلها أدنى من المستوى المعهود للحياة اللائقة".<sup>147</sup>

- التدهور التدريجي لقيمة العملة (الدينار الجزائري) نتيجة للأزمات الاقتصادية المتتالية التي عرفتها الدولة. وكانت أهم التخفيضات التي جرت في أواسط التسعينيات بفعل سياسة التعديل الهيكلي المطبقة، والتي تركز على أسلوب المرونات لتعديل ميزان المدفوعات.

- الاستشراء المذهل لظاهرة الفساد التي أخذت تنخر دواليب السلطة ومؤسسات الدولة وتهدد حياة المجتمع، وذلك، من خلال بروزها في عدة أشكال: الرشوة والمحاباة والمحسوبية في التعيينات الوظيفية وإعادة تدوير المعونات الأجنبية للجيوب الخاصة واختلاس المال العام. فالمبالغ التي ذهبت إلى جيوب بارونات الفساد ضخمة جدا، فنجد بنك الخليفة مثلا قد تسبب في حدوث "فضيحة القرن" والتي تقدر بـ 87 مليار دينار أي ما يعادل 1.2 مليار دولار، وتليه الفضيحة المسجلة على مستوى البنك الصناعي والتجاري الجزائري الذي تسبب في ثغرة مالية في حدود 11.6 مليار دينار أي ما يعادل 405 مليون يورو، وقد سجل أيضا بنك الفلاحة والتنمية الريفية على مستوى إحدى دوائر ولاية تبسة فضيحة مالية تقدر بـ 328.2 مليون يورو، وتتعلق هذه الأخيرة بتهريب أموال إلى الخارج وجريمة تبييض الأموال، ولم يمنع قطاع البريد من خطر الاختلاسات حيث تقدر قيمة الاختلاسات المسجلة على مستوى هذا القطاع إلى غاية 2007 بـ 290 مليار سنتيم على المستوى الوطني.<sup>148</sup>

**2-3 مظاهر اهتمام الجزائر بالحكم الرشيد:** إن الأسباب والظروف السابقة الذكر، والتي واجهت النظام السياسي الجزائري، فرضت على هذا الأخير إعادة النظر في ميكانيزمات التنمية من أجل بناء دولة ومجتمع يواكب رهانات وتحديات التطور العالمي، ويتضح ذلك من خلال مظاهر الاهتمام التالية:

- محاولة تمسك الجزائر، على مستوى البنى الدستورية والقانونية، بالمعايير المشتركة المكونة لمنظومة القيم الديمقراطية. ويتعلق الأمر بالعناصر التي لا تؤدي إلى ديمقراطية حقيقية إلا باحترام مبادئ حقوق الإنسان وحيثياته الأساسية، وبضمان احترام التيارات السياسية والاجتماعية المختلفة مع فتح مجال الحريات السياسية وتأسيس الأحزاب السياسية.<sup>149</sup>
- عزم الدولة الجزائرية، على المستوى الظاهري والنظري، مكافحة ظاهرة الفساد التي تحتل رأس أولوياتها، وما يؤكد هذه النية مختلف التشريعات المتعلقة بالتصدي لهذا الخطر المهدد لكيان الدولة، ابتداء بالأمر رقم 156/66 المؤرخ في 08/06/1966 والنص على الجرائم التي تندرج تحتها وصولا إلى القانون رقم 09/01 المؤرخ في 26/06/2001.
- كما انضمت الجزائر ووقعت على اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد، المعتمدة من قبل الجمعية العامة للأمم المتحدة بنيويورك بتاريخ 31 أكتوبر 2003 والمصادق عليها بمرسوم رئاسي رقم 128/04 المؤرخ في 19 أبريل 2004، والتي خرج من رحمها القانون رقم 01/06 المؤرخ في 20 فيفري 2006 المتعلق بالوقاية من الفساد ومكافحته، وقد جاء فيه:<sup>150</sup>
- توضيح أهداف هذا القانون في مجال الوقاية من الفساد ومكافحته.
- التدابير الوقائية من الفساد في القطاع العام.
- إنشاء هيئة وطنية للوقاية من الفساد وتحديد نظامها القانوني.
- تحديد القواعد والأحكام القانونية الجنائية والإجرائية والقضائية المتعلقة بتجريم الفساد.

<sup>147</sup> مبروك غضبان، المرجع نفسه، ص 21.

<sup>148</sup> كامل الشيرازي، زلزال البنوك الخاصة في الجزائر، <http://www.elaph.com/27/12/2007>

<sup>149</sup> عبد الغفار رشاد القصبى، التطور السياسي والتحول الديمقراطي، الطبعة الثانية، (القاهرة: كلية العلوم الاقتصادية والسياسية، 2006)، ص 102.

<sup>150</sup> دور البرلمان في الوقاية من الفساد "مجلة الفكر البرلماني" 11 (الجزائر: مجلس الأمة، جانفي 2006)، ص 217.

- تحديد مبادئ وسبل التعاون الدولي في مجال الوقاية من الفساد ومكافحته.
- مساهمة الجزائر في تأسيس "مبادرة الشراكة الجديدة لتنمية النيباد، والتي من بين أهدافها:<sup>151</sup>
- 1- توفير الأمن والسلام في إفريقيا ودعم القيم الديمقراطية وتعزيز الحكم الرشيد.
- 2- دفع النمو الاقتصادي والتنمية من خلال تشجيع التجارة والاستثمار.
- 3- تحسين مستوى المعرفة والتعليم وإدخال نظام المعلوماتية.
- 4- الاستغلال الأمثل والرشيد للموارد الطبيعية والبشرية المتاحة.

**ثالثا: تحليل واقع الحكم الرشيد في الجزائر:** إن الإصلاحات التي باشرتها الجزائر تعبر عن مدى اهتمام السلطة السياسية بموضوع الحكم الرشيد بصورة واضحة، لذلك حاولت أن تعتمد ما جاء في دراسات البنك الدولي ومشاريعه حول الحكم الرشيد، والغاية من وراء ذلك تفعيل آليات تطبيقه مستندة في ذلك على الآليات التالية:<sup>152</sup>

- إبداء الرأي والمساءلة: تشير هذه الآلية إلى الجوانب المرتبطة بالحريات السياسية أي التعددية الحزبية وحرية الإعلام وحرية الاجتماع والتعبير عن الرأي وقدرة المواطنين على انتخاب البرلمان ومشاركة المرأة في الحياة العامة ودرجة استقلالية السلطات.
- الاستقرار السياسي وانعدام العنف: تنطوي هذه الآلية على آلية المشاركة في اتخاذ القرار، ودور العامل الانتخابي في الزيادة أو الحد من احتمال زعزعة الحكومة أو إزاحتها من الحكم، وذلك من خلال الوسائل غير الشرعية والدكتاتورية (الانقلابات مثلا والأعمال الإرهابية).

- فعالية الحكومة: تقتضي هذه الآلية تحسين نوعية الخدمات العامة ونوعية الخدمة المدنية ودرجة استقلالية الحكومة عن الضغوط السياسية ونوعية وضع السياسات وتنفيذها ومدى مصداقية الحكومة والتزامها بتنفيذ تلك السياسات.
- نوعية الأطر التنظيمية: تعتمد هذه الآلية على مدى قدرة الحكومة على وضع السياسات وتنفيذها، وصياغة لوائح وقواعد تنظيمية تشجع القطاع الخاص، ومدى استفادة القطاع الخاص من العام الحكومي وعمله في بيئة مناسبة وملائمة؛ كما تعتمد على قدرة القطاع الخاص في المشاركة في اتخاذ القرارات.

- سيادة وحكم القانون: تعتمد هذه الآلية على مدى استقلالية أجهزة الرقابة عن السلطة التنفيذية في مباشرتها لمهامها، واحترام حقوق الإنسان، وعدم التمييز ضد المرأة وانتهاك حقوقها، وكذلك مدى احترام تطبيق القانون وتحسينه من طرف المسؤولين.
- مكافحة الفساد: يقتضي ذلك وجود تشريعات وقوانين تعمل على ردع ومعاقبة كل مرتكبي جرائم الفساد والسطو على المال العام، فضلا عن دور المجتمع المدني و قطاع الإعلام في الكشف عن مواطن الفساد، وتوعية المجتمع ضد مخاطر هذه الآفة.
- ولتحليل مدى تطابق الآليات مع تنامي وتيرة الإصلاحات السياسية والاقتصادية، اعتمدتُ على مختلف التقارير الصادرة عن المنظمات الدولية والإقليمية، وعلى العديد من الدراسات التي قدمها المختصين والخبراء في هذا الشأن، حيث يشترك أغلبها في تقييم تجربة الزائر في ظل عملية الترشيد السياسي والاقتصادي للدولة والمجتمع على حد سواء في مؤشرات غاية في الأهمية مثل مؤشر إبداء الرأي

<sup>151</sup> نسيمه عكا، "دور الحكم الرشيد في التنمية-النيباد نموذجاً"، (ورقة مقدمة إلى المؤتمر الدولي حول: الحكم الرشيد والتنمية في الدول النامية: جامعة سطيف-2007/4/5/4)، صص 58-67

<sup>152</sup> لمزيد من المعلومات انظر:

والمساءلة، ومؤشر الاستقرار السياسي، ومؤشر فعالية الحكومة، ومؤشر نوعية الأطر التنظيمية، ومؤشر سياسة القانون، ومؤشر مراقبة الفساد ومكافحته.

وياحتماع كافة هذه المؤشرات إلى بعضها، فإنها تؤدي بنا إلى تساؤل جوهري، يتمثل فيما يلي:

هل الجزائر بصدد بناء دولة ديمقراطية راشدة الحكم فعلا أم لا؟

### 3-1 مؤشر إبداء الرأي والمساءلة: ينطوي هذا المؤشر على العناصر الجوهرية التي تشكل قلب منظومة القيم الديمقراطية، مثل

التعددية السياسية والحزبية، ومشاركة المرأة، والمجتمع المدني، وتحرير الفضاء الإعلامي.

فالتعددية السياسية والحزبية أقرها المشرع الجزائري ودستورها بموجب دستور 23 فيفري 1989، حيث عرفت الجزائر بداية الانفراج الديمقراطي من خلال فسخ المجال لتشكيل الأحزاب السياسية والاعتراف بالتيارات السياسية الموجودة.

كما جاء دستور نوفمبر 1996 ليعطي دلالة أكثر وضوحا ودقة حول الظاهرة الحزبية في الجزائر، إذ فرّق بين الجمعيات ذات الطابع السياسي والحزب على عكس دستور 1989، حيث تنص المادة 42 على أن: "حق إنشاء الأحزاب السياسية معترف به ومضمون، ولا يمكن التذرع بهذا الحق لضرب الحريات الأساسية والقيم والمكونات الأساسية للهوية والوحدة الوطنية وأمن التراب الوطني وسلامته، واستقلال البلاد وسيادة الشعب وكذا احترام الطابع الديمقراطي والجمهوري للدولة، وفي ظل احترام الدستور لا يجوز تأسيس الأحزاب على أساس ديني أو لغوي أو عرقي أو جنسي أو مهني أو جهوي".<sup>153</sup>

بيد أن المشرع الجزائري قد تعامل مع نشأة الظاهرة الحزبية في الجزائر بحذر شديد، فدستور 1989 لم يميز بين الحزب والجمعيات ذات الطابع السياسي، فضلا عن دستور 1996 الذي أخذ يشدد في شروط تكوين الأحزاب السياسية ويعقد إجراءات طلب التأسيس والاعتماد. فمقارنة بدستور 1989 لم تكن إجراءات التأسيس مقيدة بالصفة التي عليها في دستور 1996، إذ أصبح يتطلب المرور بمرحلة التصريح والتأسيس ثم مرحلة المؤتمر التأسيسي ثم مرحلة الاعتماد وذلك بعد انعقاد المؤتمر التأسيسي للحزب، وهذا ما كان له الأثر الواضح في تراجع عدد الأحزاب السياسية في الجزائر إلى 25 حزب بعد مطابقتها للقانون العضوي المتعلق بالأحزاب في الأمر رقم 07/97 لاسيما المادة 42 منه.

إلا أن هذا الانفتاح يبقى شكليا ومراقبا وتحولا غير متين نحو الديمقراطية بسبب بقاء النظام نظاما باتريمونياليا، وبسبب أزمة الشرعية التي يعيشها النظام.

أما عن مشاركة المرأة في الحياة السياسية، فقد أخذت تتحسن وتتطور باستمرار، نظرا للسياسات المتبعة من طرف الدولة الرامية إلى تحسين ظروف المرأة وتفعيل دورها في الفضاء السياسي. ويمكن أن نسجل بعض الإيجابيات على هذا المستوى:

- انضمام الجزائر ومصادقتها على الاتفاقيات الدولية المتعلقة بحماية حقوق المرأة وترقية حقوقها السياسية والمدنية والاقتصادية والاجتماعية.

- اقتحام المرأة جميع ميادين العمل بصفة ملحوظة (69 نسبة 69% من الصيادلة و64% من جرحى الأسنان و53% من المهن الطبية و55% من الصحفيين و54% من الطلبة المسجلين في الطور الثانوي والجامعي و45% من أساتذة الطب و35% من سلك القضاة).<sup>154</sup>

- تأكيد الدستور على المساواة بين الرجل والمرأة في التمتع بالحقوق المدنية والسياسية وذلك من خلال تحسين نسبة مشاركة المرأة في البرلمان، حيث جاء في الفصل الرابع من دستور 1996 والمتضمن الحقوق والحريات ما يلي:

<sup>153</sup> الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، دستور نوفمبر 1996، العدد 08، 1996/12/76.

<sup>154</sup> عبد الحق عباس، تأملات في واقع المرأة الجزائرية والتحديات.

[http://www.chihab.net/modules.php?name=News&new\\_topic](http://www.chihab.net/modules.php?name=News&new_topic)

المادة 29: " كل المواطنين سواسية أمام القانون ولا يمكن أن يتذرع بأي تمييز يعود سببه إلى المولد أو العرق أو الجنس أو الرأي أو أي شرط أو ظرف آخر".

المادة 50: " لكل مواطن تتوفر فيه الشروط القانونية أن ينتخب وينتخب".

المادة 51: " يتساوى جميع المواطنين في تقلد المهام والوظائف في الدولة دون أي شروط أخرى غير الشروط التي يحددها القانون".<sup>155</sup>  
 فنسبة مشاركة المرأة في البرلمان الجزائري نسبة معتبرة مقارنة بما كانت عليه في السابق، إذ بلغت نسبة التمثيل في العنصر النسوي، من خلال انتخابات 03 جوان 2002، 27 امرأة أي ما يعادل 6.68%، وقد ارتفعت إلى 30 امرأة في انتخابات 17 ماي 2007 أي ما يعادل 7.71% . والجدول رقم (1) يوضح ذلك.

#### الجدول رقم(1) : نسبة النساء في البرلمان الجزائري

الفترة التشريعية	(2002-1997)	(2006-2002)	(2012-2007)
النواب (رجال)	376	362	359
النواب (نساء)	13	27	30
مجموع مقاعد البرلمان	389	389	389
نسبة النساء النواب	3.34%	6.94%	7.75%

Source: Conseil National Economique et Social, **Rapport sur le développement humain en Algérie 2007** , Réalisé en coopération avec le PNUD. Algérie. p47

غير أن النقاط المسجلة لصالح النظام السياسي لا تكفي للارتقاء بدور المرأة في الحياة السياسية، ويعود السبب في ذلك إلى ما يلي:

- الاعتقاد السائد بتعظيم دور الرجل وتهميش المرأة.
  - ضعف قدرة النساء على صياغة برامج سياسية واضحة المعالم.
- ولهذا يجب على الدولة أن تحرص على تحسين ظروف وشروط مشاركة المرأة في الحياة السياسية، مع أخذ الخصوصية السوسيوثقافية والمنظومة العقديّة للمجتمع بعين الاعتبار.
- أما عن المجتمع المدني في الجزائر، فيعود ظهوره إلى النصف الأول من القرن العشرين حيث كان تشكله في بداية الأمر محتشما وغير واضح الحدود، والعلة في ذلك الأزمة التي كان يتخبط فيها النظام وضعف مستوى شرعية مؤسساته ونموذج التسيير المعتمد من طرف الدولة. كما جاء في دستور 1989، الذي يعد أول دستور يؤسس لمرحلة جديدة في حياة النظام الجزائري. ولقد أخذ حجم المجتمع المدني يتسع، وكان للقانون رقم 31/90 الأثر الواضح في انتقال عدد الجمعيات من 58000 سنة 2001 إلى 75000 سنة 2003 ثم 78000 سنة 2005 وبعدها 81000 سنة 2008.<sup>156</sup> وتحتل الجزائر صدارة دول الوطن العربي من حيث عدد الجمعيات مقارنة بمصر (16000 جمعية) والمغرب (30000 جمعية).

غير أن هذا العدد الهائل للجمعيات لا يعكس حقيقة مستوى نضجها السياسي والمدني ودورها في إرساء الحكم الرشيد، وربما يعود السبب في ذلك إلى أخذ مفهوم المجتمع المدني الطابع الرسمي المبتلع من طرف النظام أكثر منه مفهوما يعبر عن اهتمامات الفئات

<sup>155</sup> مولود ديدان، دستور 1996.

<sup>156</sup> جريدة اليوم، (14 جوان 2008، العدد 2478، السنة التاسعة).

المجتمعية، فضلا عن الوهم الذي أصاب المجتمع المدني وتحليه عن دوره الحقيقي في احترام انشغالات المواطنين، واستيعاب الطاقات وتحريرها، ومساهمته في التنشئة السياسية الواعية للمجتمع.

وقد كان وراء هذا الضعف المناخ الذي ترعرع فيه والمتميز بالزبونية والمحسوبية والانتهازية، إضافة إلى أنه أصبح أداة من أدوات النظام في تحقيق أهدافه. كما أن للصراعات الداخلية الضيقة وحب الزعامة وانتفاء وجه التداول النزيه والسلمي على المناصب القيادية في مؤسساته دورا في تراجع أدائه.

أما عن الإعلام، فهو يعد أحد أهم ركائز الحريات في الديمقراطيات المتطورة نظرا لما له من دور في تغيير وقلب الموازين وتوجيه الرأي العام، وكذا إسهامه في تشجيع وإنباح عمليات الانتقال الديمقراطي. والملاحظ في تطور القطاع الإعلامي في الجزائر، أن السلطة السياسية لا تكاد تغفل المنظومة الإعلامية في معظم تشريعاتها حيث أنه مر بمرحلتين :

المرحلة الأولى (1962-1982): إن العمل الإعلامي في هذه المرحلة شهد نوعا من التضييق وفرض القيود. فمعظم المواد المتعلقة بقانون الإعلام تقرر، صراحة، بتقييد العمل الإعلامي أثناء هذه الفترة، والتي عرفت السيطرة الشاملة على قطاع الإعلام حيث أصبح أداة في يد الدولة تستخدمه متى تشاء وكيفما تشاء .

المرحلة الثانية (بعد سنة 1989): مع هبوب رياح الانفتاح السياسي بعد أحداث أكتوبر 1988، انتقلت الجزائر من نظام الحزب الواحد إلى نظام يقر بالتعددية الحزبية والإعلامية وفتح مجال الحريات، حيث صدر قانون 03 أبريل 1990 المعدل لقانون الإعلام لسنة 1982 .

غير أن وضع الإعلام في الجزائر مغاير تماما لما يجب أن يفعله وبقائه حكرا على السلطة فقط. فعظم الدول أفسحت المجال للإعلام الخاص وشجعت على أداء دوره على أكمل وجه في مجال التنشئة السياسية للمواطن وتوعيته بالقيام بواجبه تجاه المجتمع والدولة. فالفضاء الإعلامي في الجزائر نشأ مغلقا ومقيدا ويتجه نحو مستقبل غامض على المستويين "الإعلام المكتوب والسمعي البصري" نظرا للقيود المفروضة عليه من الناحية التشريعية القانونية، وخاصة المجال الجزائي والعقابي.

ولهذا يجب على السلطة في هذا المجال أن توسع فضاء الإعلام المكتوب والمسموع أكثر، كما ينبغي عليها الرفع من القيود المفروضة عليه و تطوير العمل السياسي والارتقاء بمفهوم الديمقراطية، وإلا فما الفائدة من الحديث عن الحكم الراشد في ظل إعلام مقيد وموجه؟. أما فيما يتعلق بالسلطات العامة والعلاقة بينها، فهي حقيقة بعيدة كل البعد عما هو مفترض من الناحية السياسية، فبدل أن نجد سلطات تتخذ من مبدأ الفصل بين وظائفها أساسا في نشاطاتها، مع الأخذ بعين الاعتبار آلية التنسيق الجدي والفعال بينها لتحقيق التكامل في أهدافها، أصبحت السلطة التنفيذية هي المهيمنة على السلطتين التشريعية والقضائية، ويتضح ذلك من خلال ما يلي:

- من حيث الأداء التشريعي للبرلمان، خلال العهدة التشريعية الرابعة، كان دون المستوى المطلوب، حيث صوت المجلس الشعبي الوطني على 76 نص قانوني موزع على 61 مشروع قانون مقدم من طرف الحكومة، و9 أوامر رئاسية و4 اقتراحات مقدمة من طرف النواب، إذ تمثل نسبة 81% من القوانين التي تمت إحالتها على اللجان الدائمة بادرت بها السلطة التنفيذية.

أما القوانين التي تم اقتراحها من المجلس الشعبي الوطني فتتمثل فيما يلي:

1- اقتراح قانون متعلق بنظام التعويضات الممنوحة لعضو البرلمان.

2 - لائحة تعدل المادة 29 من النظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني.

3- اقتراح قانون خاص بعضو البرلمان.

4- اقتراح قانون يقتضي رفع حالة الطوارئ.

أما عن آلية الرقابة فقد جاء دستور 1996 لتنظيم العلاقة أكثر بين السلطتين التشريعية والتنفيذية، وذلك من خلال ممارسة الرقابة البرلمانية والتي هي عبارة مجموعة الإجراءات المخولة دستوريا، إذ يفترض أن يمارس البرلمان الرقابة على عمل الحكومة والمؤسسات العامة، ويحدد القانون عادة إجراءاتها وشروط ممارستها. وتعتبر الرقابة وسيلة لحماية مصالح الشعب والتأكد من أن الحكومة تلتزم في مختلف المجالات بالسياسة التي يوافق عليها البرلمان. غير أن هذا يبقى مجرد افتراضات أقرها دستور 1996 على المستوى النظري فقط، فضلا عن أنها لا تعكس الواقع الحقيقي للعلاقة بين هاتين السلطتين. كما أن التاريخ مثلا لم يسجل ولا مرة سحب الثقة من طرف البرلمان بعد عرض بيان السياسة العامة ولا عدم الموافقة على برنامج الحكومة، خاصة إذا كان حزب الرئيس يتمتع بأغلبية داخل قبة البرلمان.

وعند الحديث عن مبدأ استقلالية القضاء، فهو يعبر عن عدم جواز تدخل الغير وتأثيرهم على ما يصدر من القضاء من إجراءات وأحكام وقرارات، ويرفض هذا التأثير سواء كان ماديا أو معنويا، كما يعترض تدخل السلطتين التشريعية والتنفيذية في شؤون القضاء. ولقد نص المشرع الجزائري، في هذا الشأن، في المادة 138 من دستور 1996 أن: "السلطة القضائية مستقلة وتمارس في إطار القانون" وكذلك المواد 147، 148، 149، 155 من دستور 1996 التي تنص على أن السلطة القضائية مستقلة قانونا، ولا يعزل القضاء إلا بموجب القانون، و أن المجلس الأعلى للقضاء هو الذي يسهر على تعيين القضاة وسير سلمهم الوظيفي.

غير أن الواقع الحقيقي في الجزائر لا يعكس حقيقة مستوى ما جاء به دستور 1996 في هذا المجال، فالسلطة القضائية لا تزال تعاني من الضغوطات من جانب السلطة التنفيذية، في ميدان الموارد المالية خصوصا، وكذلك الضغوط السياسية التي تؤثر على أداء القضاة لوظيفتهم بصفة حيادية.

- كما أن تمتع رئيس الجمهورية بصفة القاضي الأول في البلاد يؤثر نوعا ما على مبدأ استقلال القضاء.

- وهناك عامل آخر يؤثر على أداء السلطة القضائية وهو كثرة القضايا ونقص عدد القضاة المؤهلين تأهيلا عاليا ومتخصصا.

- الوضعية الاجتماعية المتدهورة للقضاة أدت إلى تورطهم في تعاطي الرشوة والحكم بناء على معايير المحسوبية والهدايا.

ولتجاوز هذه العراقيل باشرت السلطة الجزائرية برنامج إصلاح قطاع العدالة الذي انطلق سنة 1999، حيث يتضمن هذا الأخير ما يلي:

157: مراجعة المنظومة التشريعية وتنمية الموارد البشرية وعصرنة العدالة وإصلاح السجون.

غير أن برنامج الإصلاح الذي باشرته الدولة الجزائرية اقتصر على الجانب الشكلي والهياكل القاعدية فقط، فلا فعالية مسجلة على مستوى التشريع، ولا نجاعة محققة على مستوى عصرنة القطاع، ولا تحسن ملاحظ على مستوى السجون. لذلك فالإصلاح يحتاج إلى قدرات بشرية كفأة وإلى مختصين وخبراء يحددون مواطن الضعف ويعالجون الإشكال من أصله.

157 للإطلاع أكثر انظر موقع وزارة العدل في الجزائر <http://arabic.mjjustice.dz>

**2-3 مؤشر الاستقرار السياسي وانعدام العنف:** يقتضي عدة مبادئ منها: التداول السلمي على السلطة و نزاهة وشفافية الانتخابات والوسائل الشرعية والدستورية في تشكيل الحكومات واحترام السيادة الشعبية. ولقد عرفت الجزائر أزمة عميقة تسببت في انهيار استقرارها ودخولها مرحلة فراغ سياسي ودستوري رهيب، غير أن هذه المرحلة لم تستمر طويلا، إذ أخذت تسترجع استقرارها تدريجيا. وقد تناولت مؤشر الاستقرار السياسي في الجزائر من خلال اقترايين هما: الاقتراب الانقسامي و الاقتراب الاجماعي.<sup>158</sup>

- الاقتراب الانقسامي: يقوم هذا الاقتراب على تقسيم المجتمعات التعددية إلى مجتمعات ذات تعددية مرتبطة ومجتمعات ذات تعددية منقسمة التجمعات، ويعتبر هذا الأخير أكثر التجمعات عرضة لعامل عدم الاستقرار والفوضى حسب غوسفيلد. و نستنتج من الأزمة التي مرت بها الجزائر بعد إلغاء المسار الانتخابي، ما يلي:

- دخول الجزائر حسب ما يصطلح عليه علماء السياسة مرحلة النظام السياسي المغلق.

- سيطرة المؤسسة العسكرية على المدن والمنشآت الاقتصادية الحيوية.

- تعيين الرئيس السابق اليامين زروال الذي كان له الأثر الواضح في بداية الاسترجاع التدريجي لمفهوم الاستقرار وذلك من خلال ما قام به مبدئيا على هذا المستوى (ندوة الوفاق الوطني 1994، تنظيم أول انتخابات رئاسية تعددية 1995، إعداد مشروع تعديل الدستور وتنظيم استفتاء 28 نوفمبر 1996، تنظيم انتخابات تشريعية 05 جوان 1997).

وهذا ما سنتطرق إليه من خلال اقتراب الإجماع، حيث يهدف إلى استيعاب إمكانيات الشقاق والصراع وذلك بتوفر إرادة النخبة السياسية والسعي إلى المحافظة على الاستقرار وتجنب خطر انفجار الأزمات. وقد تميزت هذه المرحلة بما يلي:<sup>159</sup>

- التحول الذي حدث على مستوى الثقافة السياسية.

- الانتخابات الرئاسية المنظمة سنة 1999 والتي أخذت طابع الاستفتاء نظرا لما حدث على مستوى هذه الاستحقاقات.

- إعلان برنامج الانتعاش الاقتصادي 1999-2004.

**3-3 مؤشر فعالية الحكومة:** يهدف المؤشر إلى معرفة قدرة الجهاز التنفيذي على تقديم الخدمات للمواطن وقدرته على الارتقاء بالعنصر الإنساني واستخدامه لتكنولوجيا المعلومات والاتصال. ولمعرفة أداء الحكومة أكثر سنتطرق إلى ما يلي:

- التنمية البشرية: إن مؤشرات التنمية البشرية (مؤشر الأمل في الحياة، مؤشر القدرة الشرائية، مؤشر التعليم) أخذت تتطور بصفة تدريجية، حيث صنفت الجزائر في المرتبة 103 سنة 2003 بمعدل 0.722 ثم تقدمت إلى الصف 79 بمعدل 0.761 سنة 2004، وذلك حسب التقرير الصادر سنة 2005.<sup>160</sup>

كما عرفت الوضعية الديمغرافية في الجزائر تزايدا مستمرا، حيث ارتفعت من 33.5م/ن سنة 2006 إلى 33.8م/ن سنة 2007 لتصل إلى 34.4م/ن في جانفي 2008. وقد ساعد هذا التطور عامل الاسترجاع النسبي للاستقرار وكذلك زيادة عدد المتزوجين إذ بلغت 8.82% سنة 2008.<sup>161</sup>

وقد عرف مقياس الأمل في الحياة تطورا ايجابيا، حيث انتقل من 72.5% سنة 2000 إلى 75.7% سنة 2005. و يعود سبب تحسن مقياس الأمل في الحياة، حسب تقرير المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي، إلى عدة عوامل منها: انخفاض نسبة الوفيات

<sup>158</sup> رياض الصيداوي، "الانتخابات والديمقراطية والعنف في الجزائر"، المستقبل العربي 245 (جويلية 1999)، ص 26.

<sup>159</sup> رياض الصيداوي، الانتخابات والديمقراطية والعنف في الجزائر، مرجع سابق، ص 29.

<sup>160</sup> Source : CNES, rapport sur le développement humain en Algérie, 2006. réalise en coopération avec le PNUD algérie.p20.

<sup>161</sup> انظر موقع الديوان الوطني للإحصاء. <<http://www.ons.dz>>



وتراجع عدد الأطفال الذين يعانون من نقص الوزن وزيادة الاهتمام بصحة الأم، وكذا التقدم المسجل على مستوى مكافحة الأمراض المعدية.<sup>162</sup>

أما التعليم فلقد عرف هو الآخر تحسنا ملحوظا، وما يثبت هذا التحسن، حسب الإحصائيات المقدمة من طرف المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي، هو ارتفاع نسبة القادرين على القراءة والكتابة، فقد انتقلت من 65.5% سنة 1998 إلى 76.3% سنة 2005. كما سجل معدل القراءة ارتفاعا لدى الأوساط الريفية من 48.5% سنة 1998 إلى 72.6%. فضلا عن تحسن مستويات التمدرس وساء على مستوى التعليم القاعدي أو التعليم العالي أو التكوين المهني.<sup>163</sup>

غير أن ارتفاع النسب المقدمة من طرف المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي لا ينفي وجود العديد من النقائص، كضعف مستوى التأطير البيداغوجي، وضعف انتشار ثقافة التكوين المهني و التمهين وبالتالي التأثير سلبا على جدلية التكوين والشغل، وضعف تهيئة البيئة الملائمة لتطبيق برامج الإصلاحات.

– **الشغل ومكافحة الفقر:** عرف مستوى الشغل في الجزائر تطورا إيجابيا، حيث انتقلت نسبة الفئة الشغيلة من ستة ملايين سنة 1999 إلى 9.3 مليون سنة 2007، موزعة على قطاعات الفلاحة والخدمات والبناء والأشغال العمومية بالدرجة الأولى والصناعة.

ويعكس هذا التحسن انخفاض مستوى البطالة إلى 12% سنة 2006، حسب الأرقام المقدمة من قبل وزارة التشغيل، مرجعة أسباب هذا التحسن إلى:

– المخطط المعتمد لامتصاص البطالة من خلال استحداث أجهزة التشغيل عن طريق المؤسسات المصغرة والوكالة الوطنية لدعم وتشغيل الشباب والصندوق الوطني للتأمين عن البطالة.

– برنامج دعم الإنعاش الاقتصادي 2001-2004 الذي سمح بخلق عدد هام من مناصب الشغل.

– النمو الاقتصادي خارج قطاع المحروقات المعادل لـ 6% والمستخلص من قطاع البناء والأشغال العمومية والفلاحة.

أما فيما يتعلق بمكافحة الفقر وبمستوى الدخل الأسري، فتدل الأرقام المقدمة من الديوان الوطني للإحصاء على التحسن المسجل على هذا المستوى، حيث لجأت الدولة إلى الزيادة في نسبة الاقتطاع من الناتج الداخلي الخام وميزانية الدولة وخصصتها للتحويلات الاجتماعية، وقد انتقلت من 9.75% سنة 2002 إلى 12% سنة 2004، الأمر الذي انعكس نسبيا على انخفاض مستوى الفقر من 8.5% سنة 2002 إلى 6.8% سنة 2004.

ولقد عرف مستوى الدخل الأسري كذلك تحسنا تدريجيا، إذ تضاعف الأجر الوطني الأدنى المضمون عشر مرات من 100 دج إلى 10000 دج، كما عرف مستوى استهلاك الأسر تحسنا هو الآخر، وانتقل من 425.3 مليار دينار إلى 4249.1 مليار دينار. لكن الأرقام المقدمة لا تعكس حقيقة الواقع الاجتماعي سواء على مستوى الشغل أو على مستوى مكافحة الفقر نظرا لما يلي:

– عدم فعالية سياسة التشغيل المعتمدة من طرف الدولة، لأن النجاعة والفعالية تقتضيان حل المشكلة من أصلها وليس اعتماد أسلوب الإدارة بالأزمات. فعقود التشغيل المؤقتة لا يمكن أن تعالج فعلا المشاكل الاجتماعية التي يتخبط فيها المجتمع والشباب خصوصا.

– إن تضاعف الأجر الوطني الأدنى المضمون لم ينعكس بصفة إيجابية على تحسن المستوى الاجتماعي للمواطن، لأنه كلما يرتفع الأجر تزداد القدرة الشرائية تدهورا نتيجة ارتفاع أسعار الموارد الاستهلاكية.

– سوء التسيير الذي أثر بصفة سلبية على الاعتمادات المالية الضخمة المخصصة للتحويلات الاجتماعية.

<sup>162</sup> Source :CNES, rapport sur le développement humain; Algérie2006,op.cit.p21

<sup>163</sup> CNES,op.cit.p25

- وأما إدخال تكنولوجيا الإعلام والاتصال في الأجهزة الحكومية، فهو يعمل على تحسين الأداء الحكومي، مما ينعكس إيجابيا على علاقة المواطن بالحكومة، وفي هذا الصدد التزمت الدولة بتحسين هذه الوسيلة بـ:
- تطوير البنية الهيكلية لشبكة الاتصال وكذا شبكة الانترنت.
  - إصدار القانون رقم 05/03 الذي ينظم استخدام التكنولوجيا، والمتعلق بالملكية والحقوق المجاورة وبرامج الحاسوب وقواعد البيانات وفتح المجال للاستثمار الخاص.
  - تطوير الطاقات البشرية والمؤسسية على مستوى العديد من القطاعات، كالإدارة الحكومية وقطاع التربية والتعليم العالي وكذا قطاع التكوين المهني والتمهين.
  - أتمتة قطاع العدالة منذ 1999 مثل: بطاقة السوابق العدلية وشهادة الجنسية ومتابعة القضايا الجزائية.
  - إدخال طرق اتصال جديدة في قطاع الصحة، وإنشاء شبكة الجزائر للصحة من اجل تحسين نوعية التكفل الصحي.
  - تحديث قطاع المالية والبنوك، وإنشاء شبكة متخصصة في البنوك.

- 3-4 مؤشر نوعية الأطر التنظيمية:** إن الجزائر كغيرها من الدول النامية تبنت إصلاحات وتغييرات على مستوى السياسة الاقتصادية، وذلك بهدف تحقيق النمو ودعم الاستقرار الاقتصادي. ومن بين السياسات المنتهجة ما يلي:<sup>164</sup>
- سياسة الضبط الاقتصادي الهادفة إلى المحافظة على التوازن العام واستقرار الوضع الاقتصادي وتجنب الانفجار الاجتماعي.
  - سياسة التعديل الهيكلي التي تهدف إلى تكييف النسيج الصناعي مع الاتجاه العام للطلب العالمي مثلا: لجوء الحكومة إلى الصناعات التصديرية وإعطاء الأولوية لتحفيز النشاط الاقتصادي والحد من البطالة.
  - سياسة الإنعاش الاقتصادي والهادفة إلى تحريك النشاط الاقتصادي بعد حالة الركود التي ميزت الحالة الاقتصادية للجزائر، حيث استخدمت لذلك آليات عدة منها التمويل بالعجز وتشجيع الاستثمار الداخلي والخارجي.
  - سياسة دعم النمو من اجل رفع كفاءة المؤسسات الإنتاجية والخدماتية.
  - إعطاء الأولوية للاستثمار وتشجيع دور القطاع الخاص، نظرا لأهميتهما بالنسبة للعملية التنموية. والنصوص التشريعية التالية توضح ذلك:<sup>165</sup>

- قانون رقم 06/355 المؤرخ في 05/10/1993 المتعلق بالتثبيت الاقتصادي.
- الامر رقم 03/01 المؤرخ في 20/08/2001 المتعلق بتطوير الاستثمار الخاص الوطني والأجنبي.
- المرسوم التنفيذي 06/355 المؤرخ في 09/10/2006 المتعلق بصلاحيات المجلس الوطني للاستثمار.
- المرسوم التنفيذي 06/356 المؤرخ في 09/10/2006 المتعلق بالوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار.
- تحسن الوضع الأمني وعودة الاستقرار تدريجيا للجزائر ساعدا عموما على تحسن وتطور المستوى العام للاستثمار بصفة إيجابية.

- 3-5 مؤشر سيادة القانون:** إن سيادة القانون في الجزائر تستدعي دراسة مساعي الحكومة الجزائرية، في هذا الصدد، من شقين: الشق القانوني والتشريعي، والشق الميدان

<sup>164</sup> عبد الرحمن تومي، "العولمة الاقتصادية وأثرها على الوطن العربي"، دراسات اقتصادية 06 (جويلية 2005)، ص 31.

<sup>165</sup> للإطلاع أكثر انظر موقع الوكالة الوطنية للاستثمار <http://www.andi.dz>

- الشق القانوني والتشريعي: قد باشرت الجزائر على هذا المستوى إبرام على العديد من المعاهدات والمواثيق الدولية والمصادقة عليها، وتتعلق أساسا بصيانة حقوق الإنسان وكرامته، حيث اتخذت هذه الاتفاقيات الطابع الدولي منها(الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية سنة 1989، القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري 1972، القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة 1996، مناهضة التعذيب 1989، انضمام الجزائر إلى إعلان القاهرة لحقوق الإنسان في الاسلام 1990، الميثاق العربي لحقوق الإنسان المعدل سنة 2004)، ويتضح تطور هذا المؤشر أيضا على المستوى الوطني مثلا(تأسيس اللجنة الوطنية الاستشارية لحقوق الإنسان 205، الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان 1982، الرابطة الجزائرية لحقوق الإنسان 1987، فرع منظمة العفو الدولي 1989، جمعية نور لحماية وترقية حقوق الإنسان 2000).<sup>166</sup>

- الشق الميداني: في هذا الشق يمكن أن نعدد ما يلي:

- إصدار ميثاق السلم والمصالحة الوطنية من اجل تجاوز الوضعية المؤزمة للجزائر.  
- التحسن التدريجي لمستوى المشاركة السياسية للمرأة.<sup>167</sup>

- إلغاء عقوبة الإعدام من خلال التعديلات التي أجريت على قانون العقوبات لسنوات 2001، 2004، 2005 .

- التعويض التدريجي لضحايا المأساة الوطنية والتكفل النفسي والاجتماعي بهم.

- تسجيل اللجنة الوطنية للشعائر الدينية من اجل ضمان حرية ممارسة الأفراد لمعتقداتهم بكل حرية.

**3-6 مؤشر مكافحة الفساد:** إن مؤشر مكافحة الفساد يعد أحد أهم المؤشرات التي تُعتمد في مجال قياس رشادة نظام الحكم. وقد أخذت ظاهرة الفساد تستشري وتتفاقم على مستوى مفاصل أجهزة ومؤسسات الدولة، متخذة في ذلك أشكال عدة منها: الرشوة ونهب المال العام والمحاباة والمحسوبية... الخ.

ولمواجهة خطر الفساد والحد من شأفته، أصدرت الحكومة الجزائرية قانونا يحدد جرائم الفساد، وينظم طرق مكافحته. حيث جاء محتوى القانون في خمسة أبواب كما يلي:<sup>168</sup>

أولا: أهداف القانون وضبط المصطلحات.

ثانيا: التدابير الوقائية في القطاع العام والخاص.

ثالثا: إنشاء هيئة وطنية للوقاية من الفساد ومكافحته.

رابعا: تحديد هوية مرتكبي الجرائم.

خامسا: التعاون الدولي لمكافحة ظاهرة الفساد.

**خاتمة:**

وفي خاتمة هذه الورقة البحثية، نستشف الجهود التي بذلتها السلطة في الجزائر من أجل ترشيد منظومة حكمها، غير أن الواقع يعكس وجود العديد من المشاكل والعراقيل منها:

<sup>166</sup> انظر الموقع الخاص <<http://www.pogar.com>>

<sup>167</sup> ردود الحكومة الجزائرية على قائمة المسائل التي ينبغي تناولها عند النظر في التقرير المقدم من الجزائر إلى الأمم المتحدة شهر أكتوبر 2007، ص 03.  
<sup>168</sup> الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، قانون رقم 01/06 المؤرخ في 20 فيفري 2006 المتعلق بالوقاية من الفساد ومكافحته، مارس 2006، العدد 14.

- التصديق الممارس من طرف السلطة في مجال الحريات العامة.
- هيمنة السلطة التنفيذية على السلطتين التشريعية والقضائية، وبقاء مبدأ الفصل بين السلطات حبرا على ورق.
- اقتصار إصلاح قطاع العدالة على الجانب الشكلي دون الجوهر، والمتمثل في إيجاد ميكانزمات تعزز استقلال القضاء وتسهر على سيادة القانون.
- عدم فعالية قانون الوقاية من الفساد ومكافحته يؤكد عجز السلطة وعدم توفرها على إرادة سياسية حقيقية لمواجهة هذه الآفة.
- ضعف مستوى التكوين العام للموارد البشرية في مجال استخدام تكنولوجيا المعلومات والاتصال.
- وهذه كلها تتطلب حلولاً ومقترحات، ارتأيت أن تكون على النحو التالي:

### إعادة تفعيل دور القطاع العام من خلال:

- توفير الشفافية في الإجراءات والقوانين والتشريعات التي تنظم حياة المجتمع.
- تأسيس إدارة حكومية تستجيب لمتطلبات المواطنين.
- اعتماد مبدأ الفصل بين العمل السياسي والمركز الوظيفي.
- مكافحة ظاهرة الفساد من خلال إصلاح نظام الأجور وتحسين الوضعية الاجتماعية لموظفي القطاع العام والخاص.
- ضرورة تعميم استخدام تكنولوجيا المعلومات والاتصال على مستوى القطاع العام.

### تهيئة البيئة الملائمة للقطاع الخاص تفترض ما يلي:

- استرجاع ثقة المستثمرين بتوفير عوامل الاستقرار والأمن.
- اعتماد المرونة اللازمة من أجل فتح وتشجيع الاستثمار الوطني الخاص والأجنبي.
- تطوير عملية عصرنة المنظومة المصرفية من أجل تسهيل التعاملات المالية وتسريعها.
- توفير قاعدة معلومات جيدة حول مناخ الاستثمار وظروفه العامة.

### تأسيس مجتمع مدني فعال وإعلام حر، وبقضي ذلك:

- رفع حالة الطوارئ بغرض تحسين الحريات السياسية والمدنية.
- تحرير الإعلام من سيطرة الحكومة وتوجيهها.
- خلق شراكة بين الخبراء ومؤسسات المجتمع المدني بهدف تطوير الثقافة التنظيمية، ودعم أسس الحوار الإيجابي والبناء.

### تعزير دور البرلمان يتطلب:

- تمكين المواطنين من الحضور الفعلي لجلسات البرلمان.
- التفكير في آلية تسمح للمواطنين بالمشاركة المباشرة في عملية التشريع.
- التحسيس بأهمية دور البرلمان في تغيير حياة المواطن.
- احترام مبدأ التوازن والتعاون بين السلطتين التنفيذية والتشريعية.
- اختيار أفضل المرشحين، كفاءة وأخلاقاً، الذين يؤمنون بالمصلحة العليا للمجتمع والدولة معا.
- المتابعة الميدانية لإصلاح قطاع العدالة من خلال:

- دعم استقلال القضاء وتجنب الضغوط السياسية على القضاة.
- ضرورة استكمال عصنة العدالة بما يستجيب ومتطلبات المواطن.
- الرفع من الدعم المالي المخصص لجهاز القضاء من اجل تفادي جميع مظاهر الفساد.
- رسكلة قضاة من الطراز الجيد من خلال توقيع اتفاقيات شراكة مع أحسن معاهد تكوين القضاة في العالم.

## قائمة المراجع:

## الكتب:

- الشعراوي سولي جمعة ( وآخرون). إدارة شؤون الدولة والمجتمع. (القاهرة : مركز دراسات واستشارات الإدارة العامة ، 2001).
- الكايد زهير عبد الكريم. الحكمانية قضايا وتطبيقات. (القاهرة: المنظمة العربية للتنمية الإدارية، 2003).
- القصبي عبد الغفار رشاد. التطور السياسي والتحول الديمقراطي. الطبعة الثانية، (القاهرة : كلية العلوم الاقتصادية والسياسية، 2006).
- العمار منعم. الجزائر والتعددية المكلفة. في "الأزمة الجزائرية الخلفية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية"، (بيروت : مركز دراسات الوحدة العربية، أوت 1999).
- الغزالي أسامة حرب. الأحزاب السياسية في العالة الثالث. (الكويت : المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب، 1987).
- حجاج قاسم. العالمية والعولمة. الطبعة الأولى، (الجزائر: جمعية التراث، 2003).
- حسن كريم صالح. مفهوم الحكم الصالح ومعايير. في " الفساد والحكم الصالح في البلاد العربية"، (بيروت: مركز دراسات الوحدة العربية، مارس 2006).
- حسنين توفيق إبراهيم. النظم السياسية العربية : الاتجاهات الحديثة في دراستها. الطبعة الأولى، (بيروت: مركز دراسات الوحدة العربية، مارس 2005).
- سنو غسان وعلي الطراح. العولمة والدولة-الوطن – والمجتمع العالمي. الطبعة الأولى، (بيروت: دار النهضة العربية، 2002).
- منيسي احمد. التحول الديمقراطي في المغرب العربي. (القاهرة: مركز الدراسات السياسية والإستراتيجية، 2004).
- Lahouari Addi. **L'impasse du populisme: L'Algérie, collectivité politique et état en construction.**
- (Alger:entreprise nationale du livre, 1990).

## التقارير:

- برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2002. <<http://www.undp.org/rabas/aby chapter. htm>>
- برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. تقرير التنمية البشرية للعام 2004: الحرية الثقافية في عالمنا المتنوع. (لبنان: مطبعة كوركي، 2004).
- Conseil National Economique et Social. **Rapport sur le développement humain en Algérie 2006.** (Algérie : Réalisé en coopération avec le PNUD).
- UNDP, **Human development report 1997**, (Oxford :Oxford university press, 1997)

## المقالات والمحاضرات:

- الشعراوي سولي جمعة. "مفهوم إدارة شؤون الدولة و المجتمع إشكالية نظرية". **المستقبل العربي 249** (نوفمبر 1999).
- بومدين بوزيد، "الجزائر: التجربة الديمقراطية وعوائق الانتقال"، **المستقبل العربي 289** (مارس 2003).
- دور البرلمان في الوقاية من الفساد "مجلة الفكر البرلماني 11" (الجزائر: مجلس الأمة، جانفي 2006).
- الصيداوي رياض. "الانتخابات والديمقراطية والعنف في الجزائر". **المستقبل العربي 245** (جويلية 1999).
- عبد الرحمن تومي، "العولمة الاقتصادية وأثرها على الوطن العربي"، **دراسات اقتصادية 06** (جويلية 2005).
- غضبان ميروك. "الحق في الأمن والحق في التنمية"، محاضرات مقدمة لطلبة الكفاءة المهنية، كلية الحقوق، جامعة باتنة، 2007/2008.
- نسيم عكا، "دور الحكم الرشيد في التنمية-النيباد نموذجاً"، (ورقة مقدمة إلى المؤتمر الدولي حول: الحكم الرشيد والتنمية في الدول النامية: جامعة سطيف 4/5/4، 2007).
- أوهايبية فتيحة، "المواطنة في ظل الحكم الراشد". (ورقة بحث مقدمة في الملتقى الدولي حول: الحكم الرشيد واستراتيجيات التغيير في العالم النامي، جامعة سطيف)، 8-9 أفريل 2007.
- Daniel Kaufman et Edouard adahdah. "la gouvernance dans le monde: constat et implications". Présentation au colloque du conseil national économique et social. Alger, 03/02/2007.
- الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية ، **دستور نوفمبر 1996**، العدد 08، 1996/12/76.
- الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية، قانون رقم 01/06 المؤرخ في 20 فيفري 2006 المتعلق بالوقاية من الفساد ومكافحته، مارس 2006، العدد 03.
- جريدة اليوم، (14 جوان 2008، العدد 2478، السنة التاسعة).
- مقالات الجيوبو جغرافيا:
- عبد الرزاق جاسم خير. التحول الديمقراطي في الجزائر. <<http://www.elmouchahid.net/modules.php?name=News&file=article&sid=229>>
- عباس عبد الحق. تأملات في واقع المرأة الجزائرية والتحديات. <<http://www.chihab.net/modules.php?name=news&new-topic=5>>
- كامل الشيرازي. زلزال البنوك الخاصة في الجزائر <<http://www.elaph.com/27/12/2007>>
- Mohammed Salih, gouvernance, information et domaine publique, Addis Abeba: commission économique pour l'Afrique, 13 mai 2003. <<http://www.unesco.org/comnat/france/colloque-droits- dauteurs/IDlambertrie-pdf>>
- Jaques-Ould Aoudia, "gouvernance et pauvreté dans les payes MENA : analyse à partir d'une approche multidimensionnelle", (Paris :Banque mondiale ,21 Novembre), pp.2-3. <<http://www.worldbank.org/wbi/gouvernance/pdf/mena-1103fr-ouldaoudia.pdf>>
- Daniel Kaufman, "Repenser la bonne gouvernance: dialogue sur la gouvernance et développement au Moyen-orient et en Afrique du nord" (Paris, Beyrouth, Rabat et Washington : AC.21 Novembre 2003). p3. Voir le site : <<http://www.worldbank .org/wbi/gouvernance>>
- UNDP, "governance for sustainable human development", (policy paper: 1997). <<http://www.undp.org>>

ˆ Institut sur la gouvernance, "Comprendre la gouvernance"(Ottawa : institut en gouvernance, atelier sur la gouvernance pour le projet métropolies, les 10-11 decembre 2001).

<<http://www.iog.ca/publications/goodgov-f.pdf>

ˆ Banque mondiale, "rapport sur le développement au Moyen-orient et en Afrique du nord : vers une meilleure gouvernance au MENA, améliorer l'inclusivité et la responsabilisation"(Washington : d.c.Libani: Aleph.2003).

-<http://www.worldbank.org/etools/MDK21385805page PK64257043pipk>.

-<http://www.aprm.za.org/docs>

<<http://arabic.mjustice.dz> :arabic موقـع وزارة العدل في الجزائر

<<http://www.ons.dz> موقـع الديوان الوطني للإحصاء

<<http://www.andi.dz> موقـع الوكالة الوطنية للاستثمار

<<http://www.pogar.com> الموقـع الخاص

## خصائص تصور الذات عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي

(مذكرة لنيل شهادة الماجستير في علم النفس الصدمة)

رماس نسيمه اخصائية نفسانية عيادية



## ملخص

يندرج هذا المقال في إطار بحث أكاديمي لتحضير رسالة ماجستير في علم النفس الصدمة في جامعة الجزائر والموسوم بـ "خصائص تصور الذات عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي" و الذي حاولنا من خلاله دراسة نوعية صورة الذات عند اطفال تعرضوا لاعتداء جنسي.

لقد قمنا بإجراء البحث بمصالح الطب الشرعي في بعض المستشفيات: مصطفى باشا، باب الوادي، فرائز فانون (البليدة) زرالدة، مستشفى أحمد مدغري (سعيدة) وكذا المركز متعدد الخدمات في القبة.

تهدف هذه الدراسة إلى المشاركة في إثراء البحث حول موضوع الصدمة عموما، و الصدمة الجنسية على وجه التحديد، كما نأمل أن يساعد هذا البحث العاملين على هذا الموضوع، من أطباء و أخصائيين نفسانيين و اجتماعيين، في فهم المعاش النفسي لهؤلاء الاطفال، وأن يساهم في تحفيزهم لإثراء كل من الملاحظة والبحث في مجال علم النفس الصدمة في مجتمعنا.

## مقدمة

يعتبر المختص النفسي من العاملين الفاعلين في مجال الصحة العمومية كملحظ للأحداث التي من شأنها أن تؤثر في الأفراد من جهة، وكمحافظ على الصحة النفسية بالدعم الذي يمكن أن يقدمه لمن يعيشون معاناة نفسية. و تعتبر الممارسة العيادية مجالاً يسمح للمختص النفسي بالتساؤل عن خبايا ما يمكن أن يلاحظه من اضطرابات على مفحوصيه وإقامة فرضيات تفسيرية لها.

ولأن توافد الأشخاص ضحايا الاعتداء الجنسي على الاستشارة النفسية في تزايد، فذلك يجعل المختص العيادي يستوقف هذا الموضوع ويهتم به؛ إما كباحث أو كعلاج نفسي لما يمكن أن يحدث هذا الاعتداء من أضرار وتأثيرات في حياة الأفراد.

ولعل البحث العلمي يعتبر وسيلة ذات أهمية قصوى لتسليط الضوء على ما قد يبدو غامضاً في الممارسة لما يستوفيه من شروط علمية تجعله مصدراً موثقاً للمعرفة.

إن دراستنا لموضوع الاعتداء الجنسي نابعة من تجربتنا العيادية، لاسيما مقابلتنا لراشدين وأطفال تعرضوا لاعتداء جنسي، إذ لاحظنا عليهم اضطرابات مست علاقتهم مع الآخرين لاسيما الصعوبة التي وجدناها في التعامل معهم ولطالما تساءلنا عن الأسباب الكامنة وراء الحديث المتكرر عن الاعتداء الذي أخذ كل المجال النفسي لديهم إلى درجة عدم القدرة على استثمار مجالات أخرى من الحياة العادية. كما أن الاهتمام الذي منح لهذا الموضوع في السنوات الأخيرة من دراسات و بحوث زاد من رغبتنا في التعمق في هذا الموضوع والقيام بهذا البحث.

## 1- إشكالية البحث و الفرضيات:

لقد انصبّت العديد من الدراسات في الآونة الأخيرة على البحث في موضوع الصدمة بشتى أنواعها، و مدى تأثيرها على حياة الأفراد و صحتهم النفسية و الجسمية و الاجتماعية، سواء تعلق الأمر بالكوارث الإنسانية أم الطبيعية. و لقد اهتمت الأبحاث البيسيكياترية بوصف الأعراض التي تخص الصدمات النفسية و تصنيفها و ذلك حسب شدتها و وقت ظهورها ومدتها.

تتم الدراسات ذات المنظور التحليلي، و التي كانت مرجعنا في هذا البحث، بفهم السير النفسي عند التعرض للصدمة ومقارنته بالسير النفسي " العادي " الذي يمكننا أن نعرفه بمجمل الوظائف و العمليات الشعورية و اللاشعورية التي يقوم بها الجهاز النفسي اعتياديا.

يعرف S.Freud (1920) الأحداث الصادمة بمجمل الاستثارة الخارجية شديدة القوة إلى درجة حرق وقاء التنبهات "pare- excitation" الذي كان اعتياديا يقوم بإبعاد الشحنة الزائدة ، و يضيف أن حدثا صادما خارجيا يحدث حتما اضطرابا شاملا في سير طاقات الجهاز النفسي و يحرك بذلك كل الوسائل الدفاعية، ليس فقط من أجل حمايته من شدة الاستثارة، بل من أجل التحكم في التنبه و الربط النفسي لهذه الاستثارة التي حرقت الجهاز النفسي و بالتالي تصفيتها و تصريفها.

هنا تكمن نقطة الاختلاف بين عمل الجهاز النفسي اعتياديا وعمله في حالة تعرض الفرد لحدث صادم.

إن اهتمامنا قد انصب على موضوع الصدمة عموما وصدمة الاعتداء الجنسي خصوصا، باعتبارها شكلا من أشكال الصدمة التي يمكن أن يعيشها الطفل؛ لاسيما و أن الاهتمامات الحالية تتجه نحو هذا الموضوع من دراسات و مقالات وإحصائيات عديدة. فمعالجتنا لموضوع الصدمة الجنسية كانت من منظور البحث بمعزل عن ارتفاع الإحصائيات، إذ أنا لوجود الوحيد لهذه الظاهرة بمس الصحة العمومية و يبعث بنا إلى الاهتمام بها لدراسة عواقبها على السير النفسي للطفل.

المنظور الفرو يدي للجهاز و السير النفسيين يرتكز على الميتاسيكولوجيا حسب المنظور الموقعي والديناميكي و الاقتصادي، إضافة إلى أن السير النفسي

يمر بمراحل و كل تكوين نفسي حسبه يبني على أساس تكوين آخر سبقه في الزمن (Cité par R.Perron, 1995).

إن فهم السير النفسي لطفل تعرض لحدث صادم يبعث بنا إلى التساؤل عما قد ينجر عن هذا الحدث في تكوينه النفسي، لاسيما و أن S.Freud يقول أن أي مرحلة من هذه السيرة يمكن أن تشكل نقطة تثبيت و أن العوامل المفاجئة المعيشة في الطفولة يمكنها أن تساهم، كغيرها من الأحداث الصادمة، في النكوص و الرجوع إلى مرحلة سابقة في النمو.

يبعث بنا (S.Freud, 1905) إلى البحث في مراحل تطوير بناء شخصية الفرد منذ الولادة حتى المراهقة و بالتالي التطرق حتما إلى الإشكاليتين

الأساسيتين اللتين يعتبر إدراكهما من طرف كل فرد أساسي في بنائه :

1. الاعتراف بالعالم الداخلي، والذي يتركز على الإحساس بالوجود و استمرارية الذات .

2. التعرف على العالم الموضوعي، والذي يندرج ضمن استثمار المجال العلائقي عبر مختلف الاختيارات الموضوعية و الذي يكتمل بعد إدراك الفرق بين الأجناس و الفرق بين الأجيال .

يكون الاكتمال النهائي للنمو في فترة البلوغ بعد فترة من الكمون و التي تمنا في هذه الدراسة و التي يعرفها S.Freud بالمرحلة التي تتأسس فيها القوى النفسية التي تعمل كعائق للنزوة الجنسية، إذ تتكون في هاته الفترة دفاعات متعلقة بالاستثمارات العكسية للمواضيع الليبيدية الوالدية (قرف و حياء و طموحات أخلاقية فنية و مثالية) (S.Freud, 1905).

تحدث M.Rouyer (1992) عن المضاعفات النفسية على المدى القصير و البعيد و التي لوحظت انطلاقا من المئات من وضعيات الاعتداءات الجنسية التي يتابعها أطباء محللون نفسانيون و عاملون في مجال التكفل و التوجيه. إلا أن الدراسات اقتصرت على شهادات راشدين كانوا ضحية اعتداءات جنسية في الصغر أو ملاحظات الوالدين لأبنائهم لعدم وجود دراسات تتبعه عن مصير الضحية من الطفولة إلى سن الرشد. تجمع هذه الدراسات على أن الطفل ضحية الاعتداء الجنسي يظهر اضطرابات سلوكية من حركية زائدة أو كف و اضطرابات علائقية لاسيما مع أفراد العائلة و الراشدين أو الأقران وكذا انعكاسات على استثمار المدرسة وضعف النتائج الدراسية و اضطرابات النوم مع الرعب الليلي و التبول اللاإرادي .

و تضيف M.Rouyer أن هذه الأعراض تعبر عن اختراق الجسم و فقد وحدته. أما على المستوى العلائقي فإن التقمصات التي بناها الطفل تتأثر بهذه الصدمة. و تقول أيضا أن هذه الاستجابات يمكنها أن تكون غامضة تظهر بصفة بعدية على شكل اضطرابات في الوظيفة الجنسية و الوظيفة الأبوية، لاسيما فيما يتعلق بزني المحارم.

أما فيما يخص مرحلة الكمون، فإن التعرض لاعتداء جنسي في هذه المرحلة يمكن أن يكون له دور حاسم و دائم في إعادة ظهور النشاط الجنسي في هذه المرحلة و إحداث وقف سابق لفترة الكمون أو حذفها. كل هذا يشكل إصابة للسير الاعتيادي للجهاز النفسي (S.Freud (1905). و ترى C.Bonnet (1995) " أن الاعتداء الجنسي يشكل خرقا شديدا في نفسية الفرد و الذي يشبه فجوة في السير النفسي شق يحاول الأفراد مواجهته بوضع آليات دفاعية تمكنهم من الاستمرار في التفكير دون التفكير فيما لا يمكن تصوره و ربطه بتصورات أخرى (الحدث).

خصصنا دراستنا للسير النفسي للطفل ضحية الاعتداء الجنسي على تصور الذات و الذي هو مفهوم لا شعوري يتضمن صورة الجسم و العلاقات التي تتعلق بهذه الصورة . إن تصور الذات هو الحاوي الهوامي الأساسي للفرد يشمل صورة الجسم ، الهوية و التقمصات الجنسية ، يتوسط التجارب الجسمية و العلائقية ، يمكن أن يجسد الجهاز النفسي و يثرى أثناء النمو النفسي العاطفي . إنه يعكس وحدة الشخصية و انسجامها ويعرفنا بمستوى تطور الفرد و استثماراته النرجسية والمواضيعية . وتظهر هنا أهمية التجارب الداخلية و الخارجية في تكوين تصور الذات و كذا التواصل و التغيير الذي يخص هذا التصور(1990)

.N.R.De Traubenberg A.Sanglade-

انطلاقا من كل ما سبق و بأخذ مفهوم النمو بعين الاعتبار، سواء تعلق الأمر بالنمو النفسي العاطفي أو تطور تصور الذات، و استشهادا بنظرة (1920) S.Freud للحدث الخارجي المفاجئ الذي يمكن أن يشكل خرقا في الجهاز النفسي و يخلق اضطرابا في النمو النفسي العادي، طرحنا التساؤل الآتي :

ما هي خصائص تصور الذات عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي ؟

و للإجابة على هذا التساؤل اقترحنا الفرضية الأساسية التالية و التي ضمت ثلاث فرضيات فرعية كما يلي:

الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي لديهم تصورات هشة لذاتهم و تتجسد في :

1. اضطراب الصورة الجسمية لديهم و / أو

2. اضطراب العلاقات المواضيعية لديهم و / أو

3. اضطراب التقمصات الجنسية لديهم

## 2- منهجية البحث

تعلق تساؤلنا حول: "خصائص تصور الذات عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي" حيث هدف البحث إلى دراسة طبيعة تصورات الذات عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي أي الصورة التي يملكونها عن جسمهم وكذا النمط العلائقي لديهم.

و كي تتمكن من التقرب من التوظيف النفسي الحالي لدى مجموعة بحثنا، ارتأينا استخدام المنهج العيادي، بهدف دراسة الأفراد في فردانيتهم، و الإلمام بمختلف الاستجابات إزاء الاعتداء الجنسي. و قد عزز اختيارنا محاولتنا فهم المعاش الضمنفسي للأطفال ضحايا الاعتداءات الجنسية، فنحن نضعهم في وضعية "عيادية" بهدف التعرف على بعض مظاهر توظيفهم الحالي، بالاعتماد على أداتين معترف بهما كأداتين عياديتين و هما: المقابلة و الرائز النفسي : "الرورشاخ".

قمنا بالمقابلة العيادية نصف الموجهة، مع الأولياء و الطفل معا، بغرض التعرف على استجابات هذا الأخير فيما يخص الاعتداء الجنسي. كما اعتمدنا على رائز الرورشاخ و هو رائز إسقاطي يدرس الهوية و يطلعنا على جوانب متعلقة بالتصور الجسدي، و كذا تصور العلاقات . واخترنا رائز الرورشاخ لدراسة قدرة مفحوصينا على التمييز بين الواقع و الخيال الذي يتطلب استدخالا اجتماعيا للواقع الخارجي من جهة، و يستدعي الميكانيزمات الإسقاطية من جهة أخرى، مما يفتح المجال للتعبير الذاتي، باستعمال عناصر هوائية أو عاطفية.

اخترنا شبكة تصور الذات (A.Sanglade, 1990) N.R.De Traubenberg و M.F.Boizou (1978) لإثراء بحثنا فيما يخص النتائج المتحصل عليها في الرورشاخ، وفيما يخص صورة الجسم و العلاقات المواضيعية و التقمصات.

## مجموعة البحث

اخترنا العمل مع أطفال من الجنسين في مرحلة كمون (6 إلى 12 سنة)، تعرضوا لاعتداء جنسي فريد أو متعدد من داخل أو خارج العائلة.

1- فضلنا هذا السن لكون الأطفال قادرين على التعبير بسهولة أكثر و تنوع في اللغة، كما أنهم اجتماعيون أكثر، مما قد يسهل التواصل و المقابلة.

2- السبب الثاني مرتبط بخصوصية هذه الفترة، و المتعلقة بالحياة الغريزية للأطفال، أي إخلاء الاستثمارات اللببيدية من طابعها الجنسي. و أن يطرأ

حادث من قبيل الاعتداء الجنسي في هذا الوقت من الحياة من شأنه التأثير على التطور المكتسب لحد الآن.

3- ثالث سبب مرتبط بالجانب العملي للبحث، من حيث إمكانية استخدام الرورشاخ.

## 3- تحليل النتائج :

## 3-1- تحليل المقابلات :

قمنا بتحليل المعطيات التي ظهرت لنا من خلال المقابلات المقامة مع مفحوصينا ، و هذا استنادا لمخاور المقابلة المحددة سابقا. قارنا الأعراض الملحوظة من

طرف الآباء على أطفالهم (و/ أو المعبر عنها من طرف الأطفال أنفسهم) مباشرة بعد الاعتداء، حدثها و مدة ظهورها عند المفحوصين ، 'ز' ، 'ك' ، 'س' ، 'ب'

، 'م' ، 'ج' .

الاستجابات الملحوظة في سلوك الطفل:

- فيما يخص الرعب الشديد الملاحظ مباشرة بعد الاعتداء و المرافق بالأعراض السيكوسوماتية ( إصفرار الوجه . تسارع ضربات القلب) فقد وجدناها بنفس الحدة عند كل مفحوصينا خصوصا في الأيام الأولى بعد الاعتداء ووقت الاعتداء. هذا الرعب الشديد و الأعراض السيكوسوماتية المرافقة له، يعبر عن القلق الشديد المنتشر الذي عاشه مفحوصونا إثر الاعتداء الجنسي (S.Ferenczi 1932) . هذه التجارب غير المنتظرة التي عاشها مفحوصونا سببت لهم إحساسا بالرعب و التهديد الرئيسي، الذي يسبب بدوره جروحا تصيب الأنا و القواعد النرجسية على حد سواء ( F.Brette 1987) .

- عن إضطرابات السلوك ( حركية زائدة ، صراخ ، بكاء) و الملاحظة بعد الاعتداء مباشرة فإنها تعبر عن الاضطراب الكبير في السير النفسي العادي إثر الاعتداء الجنسي الذي يسبب إغيارا أوليا تتمخض عنه مجموعة من الإضطرابات حسب (C.Garland 2001) .

- تكرار تخيل الحدث (نهارا ، ليلا) يشكل مركز الأعراض إذ يأخذ كل المجال النفسي ويجذب إليه أكبر رصيد من الاستثمار لدى كل المفحوصين. اضطراب التكرار هذا يمثل وسيلة دفاعية يلجأ إليها كل مفحوصينا للتحكم في الحدث الذي أصبح بمثابة كتلة منعزلة في النظام النفسي ومحاوله إدماجه إلى مجمل التصورات (S.Ferenczi 1932).

- التجنب يشكل عرضا أساسيا في العرضية الصدمية سواء تعلق الأمر بتجنب الحديث عن الاعتداء أو مقابلة المعتدي لاسيما بعد الاعتداء مباشرة. عملية التجنب هاته لجأ إليها كل مفحوصينا من أجل التوصل إلى أمان الآنا و تجنب اللالذة (A.Freud 1920)، إذ يمثل التحدث عن الاعتداء أو مقابلة المعتدي معايشة ثانية للإعتداء الأصلي، لما تسببه هذه الوضعية من إحياء للإستثارات التي إختزقت الحاجر الواقعي للآنا أول مرة.

لاحظنا ظهور بعض المخاوف مباشرة بعد الاعتداء على اختلافها من حالة لأخرى ( الخوف من الظلام ، من الرجال ، من الإختطاف، من البقاء لوحدهم، من البرق والرياح ) هذه المخاوف تعبر عن اضطراب السير النفسي حسب (R.Pelsser 1989)، و تمثل حسب (D. Lambert 2005) تعبيراً عن الكسر الداخلي الذي يشعر به الطفل بعد الاعتداء الجنسي. كانت هذه الأعراض حادة مباشرة بعد الاعتداء بساعات أو بأيام و بدأت تتناقض حدتها شيئا فشيئا.

#### سلوك الطفل مع أفراد عائلته و أقرانه

لاحظنا إضطرابا في سلوك كل مفحوصينا اتجاه الآخرين مباشرة بعد الاعتداء من إنعزال وإنطواء أو عدوانية اتجاه بقية أفراد العائلة أو الأقران. استنادا لما تطرقنا له في الجانب النظري ، فإننا يمكن أن نقول أن الاعتداء الجنسي على مفحوصينا سبب إضطرابا في علاقتهم مع العالم الإجتماعي و الأفراد الحقيقيين من مجتمعهم. فاضطراب العلاقة هذا مرتبط باضطراب صورة الذات لدى المفحوصين و التي أظهرها الاعتداء الجنسي استنادا إلى F.Dolto التي ترى علاقة بين التجارب الانفعالية و تأسيس صورة الجسد لدى الطفل، التي تعتبر ذاكرة للمعاش العلائقي الماضي والحاضر، إذ أن كل اتصال مع الآخر تكمن وراءه ، حسب الباحثة، صورة الجسد التي تعتبر دعامة وسندا للنرجسية (F.Dolto, 1984).

#### الجانب الدراسي

يشكل المردود الدراسي هو الآخر عنصرا يشترك فيه كل المفحوصين، إذ يشهد هذا الأخير تناقضا مباشرة بعد الاعتداء الجنسي و الذي يعبر عن اضطراب العمليات النفسية و الكف بتحديد وظائف الأنا، إما من أجل الاحتياط أو الافتقار إلى الطاقة. ولقد تحدث لنا كل مفحوص عن ضعف النتائج الدراسية

وصعوبة التركيز مباشرة بعد الاعتداء و اللذين ترجعهما (1997) M.Emannuelli إلى إصابة القدرة على استثمار التفكير، و يقول عنهما (2006) A.Loupe أنهما آلية تستعمل في حالة الصدمة النفسية من أجل عزل التصور غير المحتمل.

نشير إلى ضعف النتائج الدراسية و التراجع في الإدراك و نسيان المكتسبات السابقة ، الشيء الذي نفسه بإعاقة قدرات الفهم و الترميز و التفكير الناتجة عن قطع سلسلة التصورات بسبب ائتيار حدود الحاوي الداخلي و عدم قدرة الأنا على تسيير المعطيات التي تغزو الفضاء النفسي (1997) B.Chauvier (2001), A.Loupe C.Garland (2006).

#### مراكز الاهتمام الحالية للطفل

إن الاهتمامات الترفيهية هي الأخرى تأثرت، حيث لم يعد المفحوصون يميلون إلى اهتماماتهم الترفيهية السابقة و المختلفة من طفل لأخر بحكم أن اللعب متعلق بالترميز و بدنياميكية الحياة النفسية لدى الطفل، فاضطراب هذه العملية مرتبط بالانقطاع الذي يصيب الربط بين التصورات و تجنب استحضار الصراعات الداخلية التي تنشأ في اللعب والذي لاحظنا اضطرابه عند كل المفحوصين. اضطراب الاهتمامات الترفيهية هذا تناقصت حدته مع الزمن إذ عاود المفحوصون استثمار البعض منها بعد بضعة أسابيع أو أيام من الاعتداء حسب كل حالة.

إن كل مرحلة من مراحل التطور الليبيدي يمكن أن تصبح نقطة تثبيت و ركوص بسبب الحوادث الصادمة المعاشة، و تلعب التأثيرات الخارجية دورا مهما في الانقطاع المبكر في مرحلة الكمون وبالتالي إعادة ظهور النشاط الجنسي في مرحلة الكمون (1905) (S.Freud).

بعد هذا العرض لمختلف المعطيات المحصاة عبر محاور المقابلة، لخصنا هذه الأعراض حسب الوصف السيكدوناميكي للسيرورة النفسية للطفل ضحية الاعتداء الجنسي كما يلي :

النتائج	القلق	اضطراب العلاقات	الآليات الدفاعية	الحالات
		المواضيعية	اضطراب التكرار	انقطاع سلسلة التصورات
الحالة 'ز'	+	+	+	+
الحالة 'ك'	+	+	+	+
الحالة 'س'	+	+	+	+
الحالة 'م'	+	+	+	+
الحالة 'ج'	+	+	+	+
الحالة 'ب'	+	+	+	+

الجدول I مقارنة نتائج تحليل المقابلات عند المفحوصين

استنادا لوصف السيكونديناميكي للسير النفسي لضحايا الاعتداء الجنسي، لاحظنا تواجد كل المعطيات التي تعكس اضطراب السير النفسي العادي من قلق و اضطراب في العلاقات المواضيعية و آليات دفاعية خاصة . هذا فيما يخص الأعراض الملاحظة عند كل مفحوصينا مباشرة بعد الاعتداء، أما فيما يخص حدة هذه الأعراض فهي مختلفة من مفحوص لأخر، حسب تعبير المفحوصين ذاتهم و حكمهم على شدتها.

سمحت لنا المقابلات بالتعرف على معاش الأطفال أثناء الاعتداء و بعده، و بالتالي التعرف على السياقات النفسية المرضية المرتبطة بالاعتداء الجنسي و التي تواجدت لدى كل المفحوصين من قلق و اضطراب في العلاقات المواضيعية و كذا الآليات الدفاعية من اضطراب للتكرار و انقطاع في سلسلة التصورات. واستخلصنا أن العرضية المقدمة لنا من طرف المفحوصين عبّرت عن تجاوز لقدرات صد الإثارات عندهم و صعوبة ربطهم النفسي لصدمة الاعتداء الجنسي ببقية المعطيات النفسية الأخرى.

### 3-2- تحليل الورشاش:

حاولنا إقامة مقارنة بين المفحوصين لبعض المؤشرات للتعرف على أوجه التشابه في طبيعة القلق لديهم كما يلي: اضطراب الصورة الجسمية، و اضطراب العلاقات المواضيعية و اضطراب التقمصات الجنسية عند كل مفحوص.

#### طبيعة القلق

نشير إلى القلق المعاش من طرف المفحوصين و الملاحظ عبر أشكال مختلفة، إلا أنه كان واضحا عند بعض الحالات عبر السلوك والحركية الزائدة إلى درجة اضطراب الفحص، الشيء الذي يعبر عن الإجهاد والعناء اللذان سببهما الورشاش ولوحاته بمحتوياتها الكامنة . عنصر آخر اشترك فيه المفحوصون هو العطل الفكري الملاحظ أثناء السرد عبر السلوك، الفواق، الانشغال بالدوران المتعدد للوحات، المواظبة و وقت الكمون المطول في بعض اللوحات. هذا العطل يمكن أن نفسره بالصدمة التي شكلتها بعض اللوحات على المفحوصين بمحتوياتها الكامنة و القلق المعاش أثناء الاختبار و الذي لم يكن في قدرة مفحوصينا التحكم فيه.

يمكننا أن نقول أن الورشاش أظهر لنا اضطراب العمليات النفسية لدى المفحوصين بسبب الاستشارة التي سببتها اللوحات والتي اظهر الأنا صعوبة في مواجهتها .

#### اضطراب الصورة الجسمية: (الصورة الجسمية غير الكاملة)

تعتبر صورة الجسم مكونا أساسيا لصورة الذات و التي ينبغي أن تكون ثابتة من أجل ضمان الشعور بالديمومة الشخصية، وفي نفس الوقت، متحركة لتتوافق نمو الفرد الذي يجب أن تدمج خلاله (A.Sanglade 1983)، كما أن تصور الذات يمثل انعكاس الأنا للأحاسيس الخالصة و الأفكار و الرغبات و المواقف الشعورية و ما قبل الشعورية للسلوك و الوظائف الجسدية و النفسية (Jacobson 1975).

كما رأينا سابقا فإن الاعتداء الجنسي يمكن أن يخلق جروحا رمزية تظهر على مستوى التصورات المشوهة للصورة الجسمية للطفل و لعلاقاته مع المحيط (D.Lambert 2005). و بما أن الاعتداء الجنسي على الأطفال يمثل تجربة غير منتظرة، فيمكن أن تسبب فيضا نزويا يفوق قدرة الطفل على مواجهته بالوسائل الدفاعية المعتادة لعدم التهيئة بالقلق و يشكل خرقا في جهازه النفسي و بالتالي اضطراب العمليات النفسية بصفة عامة الشعورية منها و ما قبل الشعورية.

الحالات المدروسة في هذا البحث سمحت لنا بملاحظة اضطراب الصورة الجسمية عند بعض مفحوصينا لاسيما عبر الورشاش.

ظهرت الصورة الجسمية المشوهة و غير الكاملة واضحة في بروتوكول 'ز' عبر المكونات الإنسانية التي كانت مشوهة تارة و مفرقة تارة أخرى دون التعبير عن الوحدة عبر اللوحات I, II, III, IV, VI، كما لاحظنا استعمال المكون العمودي المتوسط من اللوحة VI إلى X كمحاولة من طرف المفحوص على إيجاد بنية للصورة الجسمية التي طالما كانت مضطربة في اللوحات السابقة.

بالنسبة لبروتوكول 'ب'، لاحظنا غياب الصورة الإنسانية الكاملة حيث أقتصرت على تسمية الألوان والذي نفسره استنادا إلى NRD.Trautenberg, M.F Boizou "بالدفاع ضد التصور والتخيل و صعوبة استحضار صورة جسمية كاملة" (1977, P.53).

بالنسبة لبروتوكول "س"، ظهر اضطراب الصورة الجسمية عبر الإجابات التشريحية (Anat) الدموية (Sg) و الجنسية (Sex) و التي تعبر عن إشكالية في تلاحم الصورة الجسمية. لاحظنا كذلك استعمال المحور العمودي كسند للصورة الجسمية الهشة لدى 'س'!

#### اضطراب العلاقات المواضيعية (العلاقات العدوانية أو غياب العلاقة)

تعتبر العلاقة المواضيعية مرتبطة بصورة الجسم و مخطط الجسد معا، و ديمومتها تحدد ديمومة تصور الذات ؛ و رأينا أن مخطط الجسد و صورة الجسم و تصور الذات توضح مختلف المراحل التي يمر بها النمو من اجل الوصول إلى التجانس و الإدماج التام للذات. كما رأينا أن تجانس الشخص هو عبارة عن قدرته على التمييز بين العالم الداخلي و الخارجي، و لكن أيضا عن استثمار العلاقة مع الآخر. وهذا التجانس متعلق بدرجة كبيرة بالغلاف النفسي، بالحدود الثابتة لديه و بمتانة الصورة الجسدية التي يمتلكها، الشيء الذي يجعله قادرا على الدخول في علاقة مع الآخرين.

و بما أن العرض في المنظور التحليلي يأخذ معنى مؤشر لمعاش داخلي غير مصرح عنه، فقراءة المقابلات قراءة بسيكوديناميكية سمحت لنا من استنتاج الأنماط العلائقية التي ظهرت على مفحوصينا بعد الاعتداء الجنسي الذي تعرضوا له.

ولقد سمح لنا تحليل ورشاش للمفحوصين باستنتاج اضطراب العلاقات المواضيعية سواء بالعدوانية الصريحة المعبر عنها في البروتوكولات أو في الإشكالية في تصور الذات في علاقة مع الآخر. بالنسبة للعدوانية الصريحة و غير المعالجة التي ظهرت في بروتوكول 'س' و 'ك' عبر عنها بنمط سلبي. أما 'ز' فعبر عن عدوانية صريحة مهددة للسلامة الجسمية على نمط نشاط من جهة أو تجميد العلاقة من جهة أخرى. غياب العلاقات لاحظناه أيضا في بروتوكول 'م' و 'ب' الشيء الذي عبر على عدم القدرة على تصور الذات في علاقة و بالتالي اضطراب تصور الذات.



ولقد لاحظنا بالنسبة لـ 'ج' انزلاقا على مستوى النمط العلائقي المعبر عنه، إذ لاحظنا وجود علاقة نكوصية اندماجية و التي تبعث على إشكالية في بناء علاقات مواضيعية مستقلة و بالتالي هشاشة صورة الذات لديها.

رأينا سابقا أن الأطفال ضحايا اعتداءات جنسية يمكن أن يظهروا اضطرابات في العلاقة مع الآخرين لصعوبة إيجاد البعد العلائقي المناسب بعد التعرض لهاته الوضعية (D.Lambert, 2005). و سمحت لنا وسائل البحث من ملاحظة اضطراب العلاقة المواضيعية عند المفحوصين. انطلاقا من النتائج المتحصل عليها، يمكننا أن نقول أن الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي يمكن أن يظهروا اضطرابات في العلاقات المواضيعية لاختيار التصورات المكونة عن المواضيع، إما عن طريق الانعزال، وإما عن طريق العدوانية الصريحة الملاحظة سواء على نمط نشط (actif) أو سلبى (passif) حسب إشكالية كل طفل. نستنتج من هنا هشاشة صورة الذات لدى مفحوصينا لعدم اكتمال الخصائص التي تعبر على المستوى الجيد لصورة الذات من وضوح المدرك و التفاعل بين الأشخاص.

#### اضطراب التقمصات الجنسية (غياب أو تناقض التقمصات الجنسية)

رأينا سابقا أن الغلاف النفسي يمكن الفرد من الاعتراف بتواجد فضاء حيوي داخلي لديه (يتضمن واقعه النفسي) و فضاء خارجي يتضمن التعرف على الهوية الجنسية و ثباتها و التمييز بين العالم الإنساني و العالم الطبيعي

(J.Doran, in Le moi peau, 2005)، كما رأينا أن التقمصات الأولية و الثانوية تسمح ببناء تصورات عن الموضوع و إحتياف هذا الأخير كجزء من الذات (R.Perron, 1964) و تسمح كذلك بتأسيس أركان صورة الجسد و تصور الذات في تفاعلات مع العالم و مع الآخرين (A.Sanglade 1983).

حسب كل من M.F.Boizou; NRD Traubenberg, A.Sanglade، نوعية الإجابة في الرورشاخ تتبع التطور الليبيدي فالمرحلة الأكثر تطورا تعكس اقتصادا متجانسا في الحياة الغريزية و العاطفية، كالمسافة الملائمة مع المثيرو، و التقمصات المرنة و الثابتة و الإجابات الإنسانية الكاملة الحية و ذات جنس معين. في مستوى أقل تطورا، يمكننا أن نلمس في إجابات الفرد صعوبات في التقمصات، هشاشة نرجسية و حتى اضطرابات في صورة الذات يجب أن يستوفي. المحتوى، إنسانيا كان أو حيوانيا، شروط الافتراق الإدراكي و التحديد و التعبير اللفظي الواضح و الدقيق، الذي يكون ممكنا عند الأطفال بعد تحطبي الصراع الاوديبى في حدود 8 سنوات، إذ يعطي تصورات ذات اختلاف واضح و أجناس محددة (1978; 1990).

سمح لنا تحليل البروتوكولات من ملاحظة عدم تحديد الهوية الجنسية عند 'ز'، و ظهور إشكالية في بناء التقمصات عند كل من 'م' و 'ب'. ولقد مكنت شبكة تصور الذات من إظهار إشكالية على مستوى التقمصات لدى كل من 'م'، 'ب' و 'ز' بصفة أدق، ولم تظهر إشكالية في بناء التقمصات عند كل من 'ك' و 'س' و 'ج'.

بما أن صورة الذات تنشأ أيضا من عملية التقمصات الأولية و الثانوية التي تسمح ببناء تصورات عن المواضيع، وبما أن تصور الذات في علاقة ينشأ إنطلاقا من هذا البناء، و إذا كان الإضطراب النفسي الناتج عن الاعتداء الجنسي يضر بالمواضيع الداخلية لاسيما التصورات التي كونها الطفل عن نفسه و عن عالمه الاجتماعى؛ فإن النتيجة المنتظرة لهذا الضرر هي تأثر التقمصات التي بنيت سابقا.

هذا يجعلنا نستنتج أن الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي يمكن أن يظهروا اضطرابا على مستوى التقمصات أو عدم ثباتها لاختيار التصورات الداخلية المكونة عن المواضيع و عن أنفسهم .

إن اختيار الرورشاخ مكننا من دراسة طبيعة تصور الذات، حيث أن الوضعية الإسقاطية استهدفت ما قبل الشعور وسمحت بنكوص موضعي و شكلي مع تدفق المحتوى اللاشعوري في نظام الإدراك-شعور من إنتاجات الفرد و تداعياته موقفه الإدراكي وواقعيته، و ارتباطه العلائقي و نمطه سواء كان انصهاريا أو مبتعدا، لبيديا أو عدوانيا، غيري أو نرجسي، و كذا من المحتويات جزئية كانت أو موحدة، حيوانية أو إنسانية. كذلك التأثيرات المعبر عنها، تعطي صبغة لتصور الذات كما هو مُعاش إما إيجابيا أو سلبيا.

ختاما لهذا العرض، يمكننا أن نقول أن الاعتداء الجنسي الذي تعرض له مفحوصونا سبب لهم اضطرابا عاما لسيرهم النفسي، مس بمجمل الوظائف النفسية، الفكرية منها و الانفعالية لاسيما المكونات اللاشعورية منها : هشاشة صور الذات لديهم.

### 3-3- تحليل شبكة صورة الذات:

حتى يتسنى لنا التحدث عن صورة ذات جيدة عبر الرورشاخ، ننتظر أن يكون المحتوى محددا، و يجب أن يكون التعبير اللفظي واضحا و دقيقا، وأن يصل إلى خيار محدد.

بالنسبة ل "س" لاحظنا صورا جسمية غير سليمة (تشرّجية، جنسية)، و التفاعلات كانت تعبر عن العدوانية، الاعتداء و التهديد. وكانت الهويات الجنسية واضحة و محددة طيلة البروتوكول. يمكننا أن نستنتج هشاشة صورة الذات لدى "س" الظاهرة عبر اضطراب كل من الصورة الجسمية و العلاقات المواضيعية. صورة الذات ل "ب" لم تكن تعبر عن مكونات كاملة بمحددات جنسية واضحة، و لم تكن تعبر عن علاقات بين أشخاص، وبالتالي يمكننا أن نستخلص أن صورة الذات عند "ب" جاءت هشة مع وجود إشكالية في بناء التقمصات. بالنسبة ل "ز"، لاحظنا بروتوكولا يحمل صورا جسمية غير سليمة، فالهويات الجنسية غامضة و غير محددة و التفاعلات المذكورة تعبر عن الجمود أو العدوانية الصريحة دون إمكانية إيجاد وضعية وسطى، هذه العناصر تعبر عن هشاشة صورة الذات .

وبالنسبة لكل المفحوصين لاحظنا إشكالية على مستوى العلاقة المواضيعية إذ تأرجحت بين العلاقة العدوانية غير المعالجة وغياب العلاقة و التهديد و الاعتداء دون إمكانية وجود وضعية وسطى. نستنتج هنا هشاشة صورة الذات لدى كل مفحوصينا ، إلا أن هذه الهشاشة تختلف في مكوناتها من حالة لأخرى (انظر الجدول II).

ولقد سمحت لنا شبكة تحليل صورة الذات من مقارنة النتائج المتحصل عليها في الرورشاخ فيما يخص صورة الجسم و العلاقات المواضيعية و التقمصات. و نستنتج أن الاعتداء الجنسي كتجربة سبب أضرارا بالمواضيع الداخلية لمفحوصينا لاسيما التصورات التي كونوها عن عالمهم الاجتماعي و عن أنفسهم، و بالتالي اضطرابا في السلامة و الصورة الجسمية (F.Brette, 1987).

و نلخص النتائج في الجدول التالي :

اضطراب التقمصات الجنسية	اضطراب العلاقات المواضيعية	اضطراب الصورة الجسمية	النتائج الحالات
+	+	+	الحالة 'ز'
-	+	-	الحالة 'ك'
-	+	+	الحالة 'س'
+	+	-	الحالة 'م'
-	+	-	الحالة 'ج'
+	+	+	الحالة 'ب'

**الجدول II** اختبار الفرضيات بالنسبة للمفحوصين

نلاحظ، انطلاقاً من الجدول الذي يلخص النتائج، وجود اختلاف في المعايير المكونة لصورة الذات لدى مفحوصينا و يمكننا تقسيم عينة بحثنا إلى ثلاثة مجموعات:

**المجموعة الأولى :** لاحظنا تشابهاً بين كل من "ز" و "ب" من اضطراب للصورة الجسمية و العلاقات المواضيعية و التقمصات غير المحددة.

**المجموعة الثانية :** تشمل الحالتين "م" و "س" فقد لاحظنا اضطراب العلاقات المواضيعية و التقمصات بالنسبة ل"م" و اضطراب العلاقات المواضيعية و الصورة الجسمية بالنسبة ل"س".

**المجموعة الثالثة :** تشمل الحالتين "ك" و "ج" حيث لاحظنا اضطراب العلاقات المواضيعية .

نلاحظ تواجد اضطراب العلاقات المواضيعية عند كل المفحوصين، أما اضطراب الصورة الجسمية فقد تواجد فقط عند "ز" و "س" و "ب"، بينما اضطراب التقمصات تواجد عند كل من "ز" و "ب". ونستخلص من هذا أن اضطراب العلاقات المواضيعية هو العنصر الأكثر ظهوراً عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي، فاضطراب الصورة الجسمية و التقمصات يشكلان العنصر الثاني الذي يمكن ملاحظته عند هذه الشريحة .

إلا أننا رأينا سابقاً انه عندما تكون لدى الشخص حدود ثابتة و صورة جسمية متينة، يصبح قادراً على الدخول في علاقة مع الآخرين انطلاقاً من موقف محدد . كما رأينا أن التقمصات تسمح بتأسيس إرسان صورة الجسد و تصور الذات. هذا يجعلنا نستنتج انه بالنسبة للمجموعتين الثانية و الثالثة رغم عدم ظهور اضطراب الصورة الجسمية بطريقة مباشرة إلا أننا يمكن أن نستنتجها لأنها ضمنية. و لأن هذه المكونات مترابطة في تشكيل صورة الذات، فإن اضطرابها كلها أو اضطراب البعض منها يعكس اضطراباً في صورة الذات التي ظهرت هشّة عند كل مفحوصينا.

**الخلاصة**

يمكننا أن نقول أن بحثنا شكل محاولة لدراسة ما هو داخلي و لاشعوري عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي . ولقد سمح لنا تحليل المقابلات بالحصول على إجابات حول التوظيف النفسي لمفحوصينا وصراعاتهم النفسية واستثماراتهم الليبيدية وعلاقتهم بالمواضيع وآلياتهم الدفاعية . واستخلصنا، انطلاقا منها، و في بعد اقتصادي و ديناميكي، أن العرضية المقدمة لنا من طرف مفحوصينا عبّرت عن احتياح لقدرات صدّ الأثرات لديهم و صعوبة ربطهم النفسي لصدمة الاعتداء الجنسي ببقية المعطيات النفسية الأخرى.

لقد سمح لنا الورشاح بتسهيل التعبير عن ما هو لاشعوري عند مفحوصينا باستخراج الصراعات الداخلية ونقاط ضعف التوظيف النفسي لديهم، لاسيما فيما يخص نقاط أساسية أردنا البحث عنها وذكرناها في منهجية البحث و هي:

- طبيعة الصورة الجسمية
- طبيعة العلاقات المواضيعية
- طبيعة التقمصات الجنسية.

واستنتجنا أن الاعتداء الجنسي الذي تعرض له مفحوصونا سبب اضطرابا عاما في سيرهم النفسي مس مجمل الوظائف النفسية، الفكرية منها و الانفعالية، لاسيما صورة الذات لديهم و التي ظهرت هشّة.

كما سمحت لنا شبكة تحليل صورة الذات من فحص النتائج المتحصل عليها في الورشاح و استنتجنا أن الاعتداء الجنسي كتجربة سبب ضرا بالتصورات التي كونها مفحوصونا عن مواضيعهم الداخلية، و بالتالي هشاشة صورة الذات لديهم . بل و اتضحت لنا الرؤية و استطعنا الإجابة على تساؤلاتنا التي لطالما طرحناها أثناء مقابلاتنا مع الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي لما لاحظناه عليهم من اضطرابات مست علاقتهم مع الآخرين من جهة و الصعوبة التي وجدناها في التعامل معهم من جهة أخرى.

إن هذه الدراسة ليست كاملة و إتمامها بعث بنا إلى طرح تساؤلاتٍ حول بعض العناصر التي ظهرت لنا أهميتها لفهم العوامل المتداخلة والمؤثرة في السير النفسي للأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي . ولقد ظهر لنا الدور الاحتوائي للعائلة، بصفة عامة، و الأم، بصفة خاصة، مهما في مساعدة الطفل على تخطي الاعتداء، كما أننا لاحظنا أن رد فعل هؤلاء يؤثر على طريقة استجابة الطفل للصدمة الجنسية. فالدراسة المعمقة لدور الام ستسمح بالتعرف على دور هذه الاخيرة كعامل حماية لدى الأطفال ضحية الاعتداء الجنسي.

إن الدراسة المقارنة، بين ورشاح الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي و الأطفال الذين لم يتعرضوا لأي حدث صادم خارجي، ستسمح بالتعرف على المعايير الرقمية العادية، و بالتالي، دراسة خصوصيات الورشاح عند الأطفال ضحايا الاعتداء الجنسي.

املنا ان يكون هذا البحث و ما يقدمه من إضافات إلى الدراسات الخاصة بالأطفال و بنموهم النفسي بعد التعرض لصدمة الاعتداء الجنسي سيسهل للمختص العيادي فهم السير النفسي لهاته الشريحة، و بالتالي، القراءة المعمقة للأعراض الملاحظة من جهة، و فهم الوظائف النفسية الداخلية الكامنة وراءها من جهة أخرى.

## المراجع

- Anzieu, D. (1974). « Le Moi Peau » -le dedans et le dehors. Nouvelle revue psychanalytique n° 9, p 195-208.
- Anzieu, D. (1985). Le Moi Peau DUNOD.
- Anzieu, D. (2000). Les enveloppes psychiques, DUNOD Paris.
- Blomart, J. (1998). Le Rorschach chez l'enfant et l'adolescent étude génétique et liste de cotation des formes. Collection Enfance Plurielle, EAP.
- Bonnet, C. (1995). « Le viol : un crime, vivre après » ; In : Psychanalyse sans divan, la prise en charge psychanalytique du viol.
- Brette, F. (2000). « Le traumatisme et ses effets ». Actualités psychosomatiques- traumatismes, n° 3 ; P. 139-161.
- Brolles, L. (1997). « Cherche objet désespérément ou l'expression d'une enveloppe discontinue à travers le Rorschach », in : Projection et symbolisation chez l'enfant, sous la direction de Roman, P. Lyon : PUL. P. 106.
- Chabert, C. (1987). La psychopathologie à l'épreuve du Rorschach. Paris, DUNOD.
- Cyssau, C. (1998). L'entretien en clinique ; collection PSYCHO ; PRESS éditions.
- Daligand, L., Daniel Gonin. (1993). Violences et Victimes.
- Damiani, C. (1999). Enfants victimes de violences sexuelles quel devenir ? Ed hommes et perspectives
- Doran, J. (2003), « Du moi-peau à l'enveloppe psychique », in :les enveloppes psychiques,Dunod, 2003.
- Dufлот, C. (1990). « Rorschach et évaluation des états Post- Traumatiques chez les enfants victimes d'agressions sexuelles » ; In : Rorschachiana XVII ; juillet 1990.
- Ferenczi, S (1932). « Confusion de langues » in : Œuvres complètes de psychanalyse vol IV, 1927-1933, PAYOT.
- Ferenczi, S (1932). Le traumatisme, Petite Bibliothèque Payot.
- FISHER, S. et CLEVELAND, S.E. (1958). Body Image and personality, D. Van Nostrand, Reinhold, New York, 1958, 420p.
- Freud. A 1936 Le Moi et les Mécanismes de défense.
- Freud, S. (1905). Trois Essais sur la théorie de la Sexualité. Gallimard
- Freud, S. (1914). « Pour introduire le narcissisme » in : la vie sexuelle. PUF
- Freud, S. (1915). « Pulsions et destins des pulsions », in : Métapsychologie Gallimard.
- Freud, S. (1915). « Le Vécu du préjudice » in : Essais de Psychanalyse Appliquée.
- Freud, S. (1916). Introduction à la psychanalyse. PAYOT.
- Freud, S. (1919) . « L'inquiétante étrangeté » in : Essais de Psychanalyse Appliquée. Gallimard.
- Freud, S. (1920). « Au delà du Principe du Plaisir » in : Essais de Psychanalyse.
- Freud, S. (1929). Malaise dans la Civilisation. P.U.F.
- Freud, S. (1933). Abrégé de Psychanalyse.
- Fua, D. (1997). « Agressions sexuelles : connaître la victime et ses attentes » ; In : le journal des psychologues, Février 1997, n°144 ;
- Gabel, M. (1992). Les enfants victimes d'abus sexuels, PUF, Paris
- Gabel, M., Lebovici, S., et Mazet, P. (1995). Le traumatisme de l'inceste. Paris. PUF.
- Grappe, M. (1997). « Violences sexuelles sur enfants le suivi en psychothérapie », in : Perspectives Psychologiques vol 36, n° 3, mai-juillet 1997, p.194-202.
- Haesevoests, Y- H. (1997). L'enfant victime d'inceste - de la séduction traumatique à la violence sexuelle. Paris. Hachette.
- Heritier, F. (2001). Inceste et Substance, Œdipe, Allen, les autres et nous, Entretien avec J.André. In J.André, Incestes. Paris.
- Hirsch, M. (1998). « Deux modes de l'identification à l'agresseur d'après Ferenczi et Freud. A ». L e coq Héron, Février ; P. 13-21.
- Jacobson, E. (1975). Le soi et Le monde Objectal. In (le fil rouge). PUF.
- Janin, C. (1995). « La réalité entre traumatisme et histoire ». Revue Française de Psychanalyse. Puf. France.
- Janin, C. (1996). Figures et destins du traumatisme. PUF. France.
- Laplanche, J et Pontalis, J-B. (1967). Vocabulaire de la Psychanalyse, Bibliothèque de Psychanalyse ; PUF ; Paris.
- Lebovici, S. (1994), « Les interactions fantasmatiques », in : Revue de médecine psychosomatique, vol. 35, n° 37-38
- Lebovici, S. (1985). « L'Inceste ». In Traité de Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent.
- Lebovici, S. (1983). « les interactions précoces » in : Le nourrisson, la mère et le psychanalyste -. Collection Paidos. Bayard Editions.

- Lopez, G. (1997). Les violences sexuelles sur enfants. Que Sais-Je ? , Paris : Puf.
- Lopez, G. (1995) , Gina Filizzola. Le viol. Que Sais-Je? , Paris : Puf.
- Nicolaidis, N. (1993). La force perceptive de la représentation de la pulsion ; Le fait Psychanalytique ; PUF.
- Nicolaidis, N. (1984). La représentation, Essai psychanalytique- de l'objet référent à la représentation symbolique ; Paris, Ed DUNOD.
- Perron, R. (1964). La genèse des représentations de soi, in : Enfance.
- Rausch De Traubenberg, N., Chabert, C. Boizou, M.F. (1978). « Représentation de soi, identité et identification au Rorschach chez l'enfant et l'adulte ». In : Bulletin de psychologie, 339, XXVII.
- Rausch De Traubenberg, N. (1983). « Mécanismes de régulation narcissique au Rorschach ». In : Psychologie Française, 28-2, P. 124-128.
- Rausch De Traubenberg, N., Boizou, M.F. (1984). Le Rorschach en clinique infantile- L'imaginaire et le réel chez l'enfant, DUNOD, Paris.
- Rausch De Traubenberg, N. (1984). « Représentation de soi et Relation d'objet au Rorschach », In : Revue de Psychologie Appliquée, n°34- 1, P. 41-57.
- Rausch de Traubenberg ; Chabert.C- (1982).S ; « Tests de projection de la personnalité chez l'enfant »- Encycl.Med .Chir- Paris. Psychiatrie, 37190 B10, 2-1982).
- Rausch De Traubenberg, N., Boizou, M-F. (1988). « Apport du Rorschach, spécificité culturelle, vécu traumatique modalités d'adaptation » ; In : Enfance, Tome41, n°1/1988, P.95-104.
- Rausch De Traubenberg, N. (1990). « Elaboration de la grille de représentation de Soi au Rorschach », in : Bulletin de la société Française du Rorschach et des méthodes projectives, n° : 34, P.17-26.
- Rausch De Traubenberg, N. (1990). « Modalités d'analyse de la vie affective, grille d'analyse de la dynamique affective », in : Revue de Psychologie Appliquée, n° : 40, 2, P. 245-258.
- Rausch De Traubenberg, N. (1995). « De quelques modalités d'interprétation du Rorschach », in : Bulletin de psychologie, Tome XLIX, 423, P. 219-224.
- Rebourg, CH. (1990). « Un des phénomènes particuliers de Bohm, la réponse masque au Rorschach » ; in : Bulletin de la société Française du Rorschach et des méthodes projectives, 34, P.225-234.
- Rosolato, G. (1976) ; « Le narcissisme », in nouvelle revue de psychologie.
- Sanglade, A. (1990). « La représentation de soi- un concept fécond pour la psychologie clinique et projective » in : Bulletin de la société Française du Rorschach et des méthodes projectives, n° : 34,)
- Sanglade, A. (1983). « Image du corps et image de soi au Rorschach », in : Bulletin de la société Française du Rorschach, 28.2, P.104-111.
- Sanglade, A. (1982). L'angoisse et le corps chez l'enfant diabétique dans le test de Rorschach. Thèse de Doctorat de 3 ème cycle, Université Paris V.
- Schilder, P. (1968). L'image du corps, Paris : Dunod ;
- Teboul, R. (1998). « Abus sexuel : « vous avez dit victime ? » » ; L'évolution psychiatrique, vol 63, n°1-2, P. 133-147.
- Winnicott, D. (1971). « L'utilisation de l'objet et le mode de relation à l'objet à travers des identifications », in : Jeu et Réalité.

## صلات القرابة بين العربية والعبرية

الباحثة سعاد بلعباس

التخصص : اللسانيات العربية

## تمهيد:

تنتمي كل من العربية والعبرية إلى ما يسمى بمجموعة اللغات السامية. ومن أهم الفصائل اللغوية التي ذكرها العلماء إثر تقسيمهم للغات الإنسانية : فصيلة اللغات الهندية الأوروبية و فصيلة اللغات السامية الحامية و الفصيلة الطورانية<sup>1</sup>. و من كل فصيلة تنحدر مجموعة أو أكثر، والذي يهمنا من هذا التقسيم مجموعة اللغات السامية\*.

يرى أغلب الباحثين في مجال اللسانيات المقارنة أن أفضل أساس في تقسيم اللغات الإنسانية إلى مجموعات أو أسر، ذلك الذي يعول على صلات القرابة اللغوية " فتنشأ من كل مجموعة متماثلة أو متشابهة في الكلمات و قواعد البنية والتراكيب، فصيلة من الفصائل تؤلف بينها غالبا روابط جغرافية و تاريخية واجتماعية " <sup>2</sup>

و معنى هذا أن التشابه الذي بين هذه الأسر ليس من محظ الصدفة، فمن غير الممكن أن يكون هناك تشابه أو توافق عفوي بين هذه المجموعة أو تلك يتعدى مستوى الصوت إلى قواعد البنية و تركيب الجمل، من دون ان يكون هناك سبب.

إن هذا التشابه أو التوافق يدل على وجود أصل لغوي عريق في نظر المستشرقين، قد بقيت بعض آثاره مشتركة إلى حد ما في فروعها أو بعض منها. و يطلق المستشرقون على هذا الأصل اسم اللغة الأم.

**1- نبذة وجيزة حول مجموعة اللغات السامية :**

يطلق لفظ اللغات السامية على " جملة من اللغات التي كانت شائعة منذ أزمان بعيدة في بلاد آسيا و أفريقية سواء منها ما عفت آثارها، و ما لا يزال باقيا إلى الآن " <sup>3</sup>

و تتألف هذه الطائفة من اللغات من ثلاث شعب <sup>4</sup>:

**1-1 - اللغات السامية الشرقية:**

و هي لغات ما بين النهرين كالأكدية و تنقسم إلى لهجتين :  
البابلية و هي لهجة الجنوب، و الآشورية و هي لهجة الشمال.

**1-2 - اللغات السامية الغربية :**

و هي لغات منطقة الشام و تضم لغتين : الكنعانية و الآرامية.

أما الأولى أي الكنعانية : فقد استوطن أهلها في بلاد سورية و فلسطين، و يبدو أنهم نزحوا من شبه الجزيرة قبل 2500 قبل الميلاد، و تنقسم إلى قسمين : الكنعانية الشمالية و تمثلها الأوجاريتية أو الاجريتية، و الكنعانية الجنوبية التي تشمل :

## ● العبرية\* :

و أهم نص كتب بها كتاب " العهد القديم " الذي يتكون من " التوراة " أي أسفار موسى الخمسة - التكوين و الخروج و اللاويين و العدد و التثنية - و كتب الأنبياء و المكتوبات كمزامير داود، و أمثال سليمان و غيرها.

● خطابات تل العمارنة : و يدل اسمها على المنطقة التي وجدت فيها.

## ● اللغة المؤابية :

و يمثلها النقش المرعوف الذي وجد في نصب ملك مؤاب " ميشع "

## ● اللغة الفينيقية :

التي وصلت إلى شمال افريقية عن طريق مستعمراتهم بشواطئ البحر المتوسط، في نواحي قرطاجنة و تسمى هناك باسم " اللغة

البونية "



و أما الثانية أي اللغة الآرامية فأهم لهجاتها هي :

➤ آرامية النقوش.

➤ آرامية الدولة التي كتب بها أجزاء من كتاب العهد القديم، سفر دانيال و سفر عزرا و سفر إرميا.

و قد كتبت بهذه اللغة أيضا ما يسمى " بالترجوم " و هو ترجمة للعهد القديم من العبرية إلى الآرامية في زمن اندثرت فيه اللغة العبرية و لم يعد أهلها يفهمها.

➤ اللغة المنداعية : و هي لهجة آرامية خالصة.

➤ اللغة السريانية : و هي أهم اللهجات الآرامية و تنقسم إلى قسمين تبعا لانقسام الكنيسة المسيحية إلى سريانية شرقية، و

يسمون بالنسطوريين لاتباعهم تعاليم " نسطوريوس " وسريانية غربية، و هي سريانية المسيحيين الذين يسمون باليعاقبة

لاتباعهم تعاليم " يعقوب البردعي "

### 3-1 - اللغات السامية الجنوبية :

و تمتلها لغتان هما : العربية و الحبشية.

أما الحبشية فأهم لهجاتها : الجعزية نسبة إلى الشعب القديم، و الأمهرية و التيجيرية.

و أما العربية فتنقسم بدورها إلى قسمين هما : العربية الجنوبية و العربية الشمالية.

أما الأولى فتعرف باسم " اليمينية القديمة " أو القحطانية أو الحميرية، و موطنها اليمن و جنوبي الجزيرة العربية و أهم لهجاتها :

السبئية، و المعينية، و القتبانية، و الحضرمية.

و أما الأخرى أي العربية الشمالية، فهي لغة وسط الجزيرة العربية و شماليها و هي قسمان :

➤ العربية البائدة : و أهم لهجاتها الثمودية و الصفوية و اللحيانبة.

➤ العربية الباقية : و هي التي ما تزال نستعملها في التأليف و الأدب. و تسمى باللغة العربية الفصحى، و قد وصلتنا عن طريق

الشعر الجاهلي، و القرآن الكريم، و السنة النبوية الشريفة.

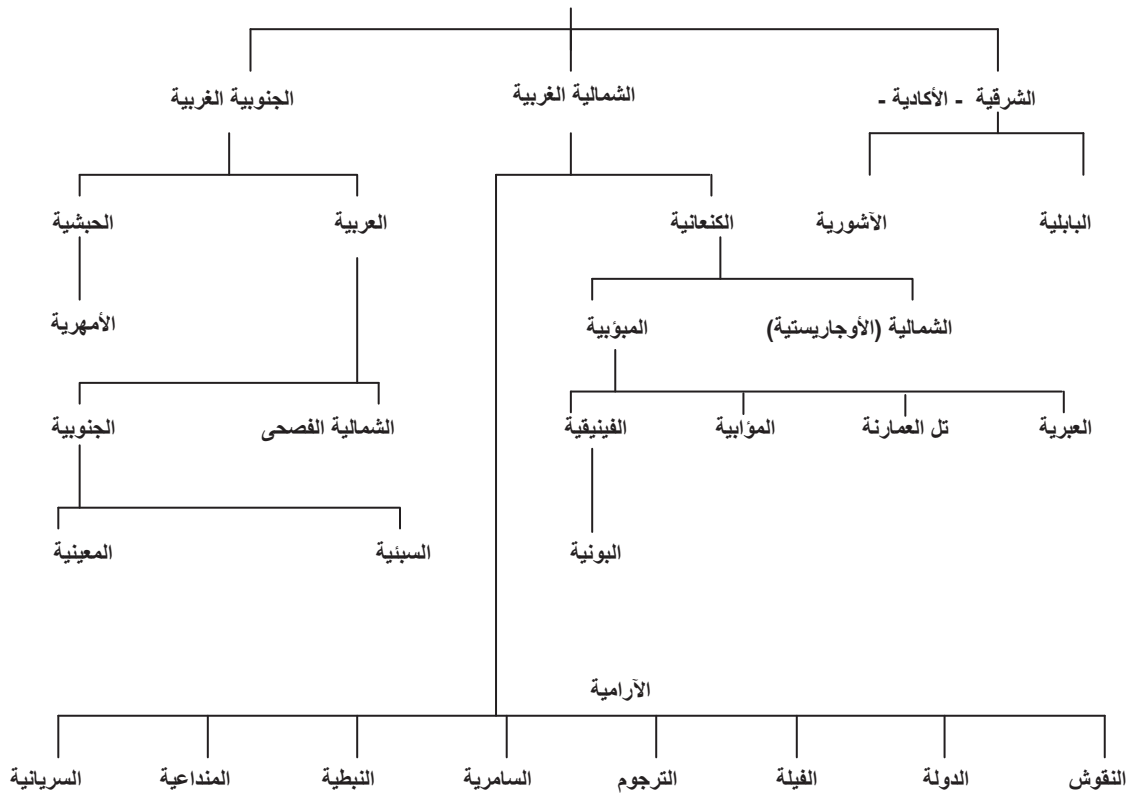
" و قد كتب هذه اللغة الخلود بسبب نزول القرآن الكريم بها، فانتشرت لذلك انتشارا واسعا، كما لم تنتشر أي لغة أخرى من

لغات العالم، فهي لكل المسلمين اللغة الوحيدة، الجائزة في العبادة، و لهذا السبب تفوقت العربية الشمالية، تفوقا كبيرا، على كثير من

اللغات، التي كان يتكلمها المسلمون " <sup>5</sup>

و المخطط أدناه يلخص تقسيم اللغات السامية و علاقاتها بعضها ببعض <sup>6</sup>.

## اللغات السامية



## 2- وضع المصطلح :

و مصطلح اللغات السامية وضع لأول مرة في عام 1781م من طرف المستشرق النمساوي أوغست لودويك شلوتزر - August Ludwig Schloetzer - الدلالة على الشعوب التي تنحدر من صلب سام بن نوح عليه السلام اقتباسا من جدول الأنساب الوارد في الإصحاح العشر من سفر التكوين من الكتاب المقدس لليهود، وقد كانت التوراة آنذاك مرجعا تقليديا،<sup>7</sup> على اعتبار أن سلالة نوح عليه السلام قد توزعت و انتشرت في بقاع الأرض بعد الطوفان و هو نص التوراة<sup>8</sup>. و الأمر طبيعي أن تتعدد لغاتهم و تتباين بتباين الزمان و المكان.

و رغم ما قيل عن هذا المصطلح أنه توراتي المنشأ و غامض لا يستوعب الحقيقة التاريخية للأقوام التي أطلقت عليها هذه التسمية. و أنه غير علمي من جهة الوضع، فإنه صار مستعملا كمصطلح علمي، شائعا في الدراسات اللغوية المعاصرة، التي يعود أغلبها إلى الأوروبيين الذين وضعوا المصطلح أصلا، و هو عند من يستعمله لا يعني أقواما من أصل صاف بالمعنى الانتروبولوجي و لا يذهب به مذهبا عرقيا مبنيًا على الجنس، بل عائلة لغوية بعينها<sup>9</sup>. فالسامية إذن بهذا المعنى هي مجرد اصطلاح، قصد به التعبير عن تلك الروابط أو الظواهر التي نراها بين الشعوب المذكورة و أصبح علما عليها<sup>10</sup>.

## 3- الموطن الأصلي للغات السامية :

لقد اجتهد كثير من الدارسين و الباحثين في الساميات في تحديد الموطن الأول للشعوب السامية، فاختلَفوا اختلافا كبيرا، و تعددت آراؤهم و ذهبوا في ذلك مذاهب شتى، لكن بعضهم أكد أنه من العسير الجزم برأي قاطع في تعيين المهدي الأول لهذه الشعوب، لأن البحث العلمي لم يصل بعد إلى رأي يقيني للقطع في هذه المسألة.

غير أنه من أرجح الأقوال والآراء التي قيلت في هذا الموضوع أن القسم الجنوبي الغربي لشبه الجزيرة العربية أي - الحجاز و نجد و اليمن ... - هو الموطن الأصلي للأمم السامية.<sup>i</sup>

و قد اطمأن لهذا الرأي علماء كثيرون من أهمهم - Ernst Renan - الفرنسي و العالم الألماني - Brocalman - و يُرجَّح الأخذ به لأدلة كثيرة.<sup>ii</sup>

فمن ذلك أن الحقائق التاريخية التي رصدت آثار هذه الأمم تذكر أن " الهجرة في هذه البلاد كانت تتجه دائما في العصور التاريخية السابقة للتاريخ، و في العصور التاريخية من القسم الجنوبي الغربي - بلاد نجد و الحجاز و اليمن و ما إليها - إلى الشمال و الشرق - سوريا و العراق و ما إليها -<sup>iii</sup>

و مما يزيد هذا الرأي تأييدا أن العقلية السامية القديمة تعتمد أساسا على المحس المشاهد، لا المعنوي المتخيل.<sup>iv</sup>

#### 4 - أقدم لغة سامية :

إن الحديث عن الموطن الأول للأمم السامية يقتضي أن تكون هناك لغة واحدة كان يتكلم بها أبناؤها في بيئة واحدة قبل أن ينتشروا في مناطق متفرقة لتنشأ بعد ذلك لهجات كأنها لغات مستقلة، من أصل تلك اللغة الام، لكن بأي لغة كان يتكلم هذا الشعب السامي العريق أيان كان أبناؤه في موطن واحد ؟

ليس من السهل معرفة حقيقة هذه المسألة " بل من العبث إطالة البحث في أمر يكتنفه الغموض، نشأ و نما في عصور موعلة في القدم "<sup>v</sup>. و الأمر الذي يمكن الخوض فيه ههنا هو : معرفة أقرب لغة إلى السامية الأم تلك اللغة التي افترض العلماء وجودها في عصور موعلة في القدم لتفسير تطور اللغات السامية المذكورة أعلاه عن السامية الأم " <sup>vi</sup> التي لا نعرف عنها شيئا. لا شك أن هذه المشكلة " اختلفت فيها أقوال الباحثين أيضا، و اضطرت آراؤهم. فقد كان أحبار اليهود يعتقدون أن اللغة العبرية هي أقدم لغة في العالم. ثم جاء المستشرقون بعد ذلك فذهبوا مذاهب شتى "<sup>vii</sup> لكنهم لم يقدموا دليلا منطقيًا يعند به، فجميع هذه الأقوال و الآراء قائمة على أساس فاسد، و غير مؤيد بأدلة منطقية معقولة، فأغلبها يقوم على أساس العاطفة و التطرف، ذلك أن اللغات السامية اجتازت مراحل كثيرة في التطور قبل أن تصل إلى الحالة التي أتيج للعلماء معرفتها فبعدت بذلك كل لغة عن النقطة الأولى التي ابتدأ منها تطورها.<sup>viii</sup>

كما أنه لا يعقل أن يظل الشعب السامي الأول محتفظا بوحدته الاجتماعية أو حبيسا في منطقة واسعة من الأرض أمدًا طويلا.<sup>ix</sup>

غير أنه من المسلم به الآن لدى معظم علماء اللغة من العرب و المستشرقين أن اللغة العربية بقيت محتفظة بكثير من الأصول السامية القديمة في مفرداتها و قواعدها الصوتية و الصرفية والنحوية، و أنه لا تكاد تعدلها في ذلك، أي لغة سامية أخرى، و السبب في هذا يرجع إلى نشأتها في أقدم موطن للساميين، و بقائها في منطقة مستقلة و منعزلة، فقلت لذلك فرص احتكاكها باللغات الأخرى، و لم تدلل لها سبيل الامتزاج بغيرها إلا قليلا<sup>x</sup>. و بالجملة " لم يدع أحد من العلماء أنه توصل إلى تشخيص لغة - سام - و تمكن من معرفة اللغة التي تحدث بها مع أبيه - نوح - أو مع ابنائه الذين نسلوا هذه السلالة السامية "<sup>xi</sup>

#### 5- القرابة اللغوية :

كثيرا ما يتردد لفظ القرابة في مؤلفات المستشرقين و الدارسين في مجال اللغات السامية، فما معنى القرابة اللغوية، و كيف يتم الحكم على هذه اللغة أنها قريبة من تلك اللغة مثلا، و على أي أساس يمكن قول ذلك ؟

## 5-1- مفهوم القرابة اللغوية :

القرابة في اللغة اسم مشتق من قَرَب الشيء، بضم، يقرب قَرَبًا و قُرْبَانًا أي الدنو من دنا، فهو قريب ، و القرب نقيض البعد ... و منه القرابة و الثُرْبى : أي الدُّنُو في التَّسَبُّب، و الثُرْبى في الرَّحْم، و هي في الأصل مصدر، و ما بينهما مَقْرَبَةٌ و مقْرَبَةٌ و مقْرَبَةٌ أي قَرَابَةٌ. <sup>xii</sup>

أما اصطلاحا، فالقرابة اللغوية مصطلح مجازي لا يتضمن " توألدا " أو " أُبُوَّةٌ " أو " أمومة " أو غير ذلك بالمعنى الفسيولوجي لهذه المصطلحات و إنما ذلك الاستمرار التاريخي لمجموعة معينة من اللغات المنحدرة من أصل واحد. <sup>xiii</sup>

و صلة القرابة التي تقرها الدراسة اللغوية المقارنة ليست إلا صلةً نسبيةً. <sup>xiv</sup>

و بناء على ما سبق يمكننا القول إن القرابة اللغوية هي تلك العلاقة التي تربط لغة بأخرى أو بمجموعة من اللغات، شرط أن تكون عائلة لغوية واحدة، يجمعها أصل واحد، انبثقت كلها منه، بمقتضى التشابه العام، الذي يتجلى في مختلف مستويات اللغة، في الأصوات و الصرف و التركيب النحوي للجمل، و المفردات و الدلالة.

" و العلاقات القائمة في داخل « عائلة » لغوية ما، هي في الأغلب علاقات مضطربة من النواحي الصوتية و الفونولوجية و النحوية و الدلالية " <sup>xv</sup>

و قد تأكد لدى أغلب الباحثين عربًا و مستشرقين أن القرابة اللغوية بين الساميات مطردة إطرادا ثابتا تحكمه قوانين صوتية و لغوية عامة.

## 5-2- صلات القرابة بين اللغات السامية في نظر اللغويين العرب :

إن فكرة القرابة بين اللغات لم تكن من الأفكار المبتكرة أو المحدثه في الفكر اللغوي الإنساني، أو غير المتداوله التي لم تُعرف إلا في القرن التاسع عشر الميلادي في أوربا، أو عندما اكتشفت أوجه الشبه بين السنسكريتية و اللغتين اللاتينية و اليونانية كما هو شائع " و إنما كانت هذه الفكرة تتردد بصورة أو بأخرى في الفكر اللغوي الإنساني. <sup>xvi</sup>

و لعل الأسطورة التي ذكرتها التوراة في الإصحاح الحادي عشر من سفر التكوين عن تبلبل الألسنة لا تُصوّر رغبة الإنسان في تفسير و معرفة أصل اللغة فحسب، و إنما تصور أيضا طبيعة العلاقة بين اللغات و صلة القرى بينها من حيث انحداها من أصل واحد تفرعت عنه، و هي الفكرة الأساسية في القول بالعائلة اللغوية الواحدة لعدد من اللغات بناء على أوجه الشبه بينها. <sup>xvii</sup>

و إذا لم يكن للعرب اهتمام بالساميين أو بأنسابهم، و لا بتصنيف الشعوب القديمة في مؤلفاتهم، فإن هذا لا يعني عدم معرفتهم بهم أو بلغاتهم، و ذلك لامتراجمهم بهم، و اختلاطهم الكبير بتلك الأقوام، خاصة بعد انتشار الإسلام، و امتداد رقعته في مشارق الأرض و مغاربها، ودخول أقوام غير عربية الأصل إلى هذا الدّين الجديد.

و إذا تفحصنا مُصنّفات العرب القدامى اللغوية فلا شك أننا سنجد إشارات تدل على أنهم " لم يكونوا — أو بعضهم على الأقل — يجهلون القرابة اللغوية بين لغات المجموعة السامية <sup>xviii</sup> " فقد كان " بعضهم يعرف العلاقة بين العربية و بعض هذه اللغات — أي اللغات السامية — و إن لم تُثير هذه المعرفة عندهم في الدّرس اللغوي <sup>xix</sup> " "

فهذا الخليل بن أحمد الفراهيدي — ت : 175 هـ — يُشير في " كتاب العين " أن الكنعانية أخت العربية أي هي من العائلة نفسها التي تنتمي إليها العربية، و ذلك في قوله " وكنعان بن سام بن نوح إليه يُنسب الكنعانيون، و كانوا يتكلمون بلغة تُقارب العربية " <sup>xx</sup>

فكلمة تُقارب تدلّ على الثُرْب و القَرابة، و من معاني صيغة " تُقَارِب " : المشاركة ، أي في الإلتناء إلى وحدة الأصل و هو لغة سام، و قد بينا معنى القرابة فيما سبق.

و يبدو أن الخليل مُدرك بحسّه الدقيق ما بين العربية و الكنعانية من تشابه صوتي و صرفي و نحوي و دلالي، و إن لم يُذكر ذلك صراحةً، لأنه في معرض التأصيل لمعاني الكلمات، و ليس لدراستها تاريخيًا، ثم إن الدراسات اللغوية المقارنة لم يُتَّخ لها النموّ لأنها لم تجد التربة الملائمة لها<sup>xxi</sup>. فالحركة اللغوية كانت لا تزال في بدايتها و إن كان هناك إشارة لوجود بذور لها. و الحكم بالمشابهة يقتضي المعرفة بالمشبّه و المشبّه به، فاهتدي الخليل إلى الحكم بأن اللغتين متقاربتان مشتركتان في انتمائهما إلى أصل واحد يجمعهما. و يبدو أنّ حُكْم الخليل بشأن قرابة الكنعانية للعربية قد وُضِع في محلّه و بالمفهوم الذي وُضِع له.

و لعل ما جاء به ابن حزم الأندلسي - ت 456 هـ - يبدو أكثر صراحة من غيره، لأنه على وعي كبير بقرابة اللغات، إذ كان يعرف العربية و السريانية، و اللاتينية إلى جانب لغته العربية، معرفة ناضجة نضج الحركة اللغوية والعلمية آنذاك. فقد كان مؤلّعًا بتفحصه الفروق اللغوية و اللهجية التي كان يسمعها حيثما حلّ و ارتحل، و هداه تدقيقه إلى أن السريانية و العبرانية و العربية كانت لغة واحدة،<sup>xxii</sup> إذ يقول: " إن الذي وقفنا عليه، و علّمناه يقينًا، أن السريانية والعبرانية و العربية التي هي لغة مضر و ربيعة لا لغة حمير، واحدة. تبدلت بتبدل مساكن أهلها، فحدث فيها جرش، كالذي يحدث من الأندلسي، إذا رام نعمة أهل القيروان، و من القيرواني إذا رام لغة الأندلسي، و من الخرساني إذا رام نغمتهما " و يتابع بقوله: " فمن تدبّر العربية و العبرانية و السريانية، أيقن أن اختلافهما إنما هو من نحو ما ذكرنا، من تبديل ألفاظ الناس على طول الأزمان، و اختلاف البلدان، و مجاورة الأمم، و أنّها لغة واحدة في الأصل.<sup>xxiii</sup>

فابن حزم يفرّق ههنا بين العربية الجنوبية التي يطلق عليها لغة حمير، و بين العربية الشمالية التي نسميها لغة مضر و ربيعة، و يؤكد أن العربية و العبرية و السريانية من أرومة واحدة، و أن الهجرات قد أحدثت التغيير اللغوي بين اللغات، و هذا ما يوافق تمام الموافقة ما يقول به الباحثون المعاصرون في اللغات السامية.<sup>xxiv</sup> و بالرغم من توفر المادة اللغوية و تنوعها لدى اللغويين العرب القدامي إلا أنهم " لم يستخدموا هذه المعرفة استخدامًا مثمرًا في دراساتهم اللغوية المختلفة<sup>xxv</sup> " و مثل تلك الإشارات و غيرها لم تدفع إلى البحث اللغوي المقارن، فالواقع " أن مجرد المعرفة باللغات السامية لا يعني قيام بحث مقارن<sup>xxvi</sup> "

## 6 - خصائص اللغات السامية و صفاتها المشتركة :

تختص اللغات السامية عن غيرها من اللغات الأخرى في بعض أحوالها بجملة من الميزات و الخصائص نجمل أهمها فيما يأتي

xxvii.

1- إنّ الأصل السامي في اللغات السامية يتألف غالبًا من ثلاثة صوامت مختلفة، أي ما يُعرَف بالأصول في الدراسة الصرفية نحو: أكل- أكل وكتب- كتب وفتح- فتح، .... الخ. و يشدّد عن هذا وجود كلمات من أصل ثنائي مثل هذه الحروف: من- م، و مع- لا، و الضمائر هو- ه، هم- ه، و بعض أسماء الذوات: يد- ي، ودم- دم ... إلى غير ذلك.

2- لا تكاد توجد كلمات تشتمل على أكثر من أصل واحد، في حين أن هذا النوع يكثر في اللغات الأخرى.

3- إن اللغات السامية تولي للصوامت أهمية كبيرة بخلاف الصوائت، و يتجلى ذلك في الدلالة و النطق و الرسم. إن أهمية الصوائت تتركز على بناء اللغة و تركيب موادها اللغوية الثلاثية الأصول، "خاصة إذا علمنا أن اللغات السامية من أكثر

اللغات اعتمادا على الاشتقاق، فلم يكن يهمها أن تدون الصوائت أولا تدونها مادام المعنى العام للكلمة يربطها بالأصوات الصامتة<sup>xxviii</sup> فالصوائت مهمتها توجيه المعنى الأساس أو العام إلى الخاص ضمن دلالة الأصل الثلاثي، بحسب الصيغة التي توضع فيها<sup>xxix</sup>.

- 4- ليس للفعل في معظم اللغات السامية إلا زمانان، فعل انتهى زمنه و هو الماضي و فعل لم ينته زمنه - المضارع أو الاستقبال و الأمر - و لا يوجد في العبرية فعل مساعد " Auxilaire "
- 5- إن علامات الإعراب كانت موجودة قديما في اللغات السامية و هي من أهم مميزاتها.
- 6- إن أغلب الكلمات في اشتقاقها ترجع إلى أصلٍ فعلي حتى في الأسماء الجامدة و الألفاظ الدخيلة التي تسربت في اللغات الأجنبية، فقد أخذت هذه الكلمات هي الأخرى مظهرا فعليا.
- 7- تتميز هذه اللغات باحتوائها على الأصوات الحلقية خاصة العين-لا و الحاء- ڤ و أصوات الإطباق.
- 8- تأنيث الإسم و الصفة في اللغات السامية غالبا ما يحدث بإضافة تاء أو هاء إلى المذكر مثل: امرأة طويلة -

### אישה גדולה.

- 9- تشابه هذه اللغات في كثير من المفردات الدالة على أعضاء الجسم نحو: رأس. ראש ... رؤش  
رِجْل ... رגל ... رجل ، عَيْن ... לַיִן ... عَيْن ، بَطْن ... בֶּטֶן .. بَطْن ، قَلْب لب لب  
و الضمائر مثل: אני את אתמ אתן ، و صلة القرابة مثل: أبي ... אבא ... أبا

إِبْن ... בן ... بن  
أَخ ... אח ... أخ  
أخت .. אחות .. أخت  
و العدد، وبعض الأفعال، و مرافق الحياة

الشائعة في الأمم السامية مثل: رَحْمَة ... רחמנות ... رَحْمَنُوت

رُوح ... רוח ... رُوح  
ريح ... ריח ... رِيح  
ريح ... רוח ... رُوح  
زَيْتُون ... זית ... زيت  
سَاعَة ... שעה ... ساعة  
سَفِينَة ... ספינה ... سفينه  
سِكِّين ... סכין ... سكين  
سَلَام ... שלום ... شلوم  
سَمَاء ... שמים ... شمائم  
سِن ... שן ... شين  
سَنَة ... שנה ... سنه  
سُوق ... שוק ... شوق  
شَعْر ... שער ... سيعر  
شِمال ... שמאל ... شمال  
شَمْس ... שמש ... شميش  
طَبِيعَة ... טבע ... طبع  
ظَل ... צל ... تصل

إن الخصائص المشتركة في كل هذه اللغات " هي الخصائص التي يفترض الباحثون أنها موروثه عن اللغة السامية الأولى التي خرجت منها كل اللغات السامية " <sup>xxx</sup>

## 7 - وجوه الخلاف بين اللغات السامية :

لما تفرعت اللغات السامية عن أصلها بانتشار شعوبها و تفرقهم في مناطق شتى، استقلت كل منها بخصائص مختلفة، هذه الخصائص منحت لكل واحدة من هذه اللغات طابعها المميز. حسب بعد أو قرب كل لغة من أصلها، و من وجوه الخلاف التي ذكرها الدارسون نذكر ما يلي: <sup>xxxi</sup>

### ➤ الأصوات :

فالصوامت العربية أكثر من صوامت العبرية، في حين أن صوائت العبرية أكثر منها في العبرية. فأصوات الذال و الغين، و الضاد، و الظاء لا وجود لها في العبرية كفونيمات مميزة كما في العربية. و ما يرد بالناء في العربية ينطق شيئا في العبرية، و أغلب ما يأتي بالسين في العبرية يأتي شيئا في العربية و الحبشية و العكس بالعكس. على حين أن البابلية لا وجود للعين و لا للقف و لا للسين من بين أصواتها.

### ➤ أداة التعريف :

هي في العربية - أل - أول الكلمة، و في العبرية و بعض اللهجات العربية البائدة حرف - الهاء - ַ - في أول الكلمة أيضا، أما في السبئية و السريانية فهي حرف - ن - و حرف - آ - على الترتيب في نهاية الكلمة. و أما في البابلية الآشورية و الحبشية فلا وجود لأداة التعريف فيها مطلقا.

### ➤ علامة الجمع :

فهي في العربية الواو و النون للرفع، و الياء و النون للنصب و الجر في آخر الكلمة للدلالة على جمع المذكر العاقل، والألف والناء تضاف آخر الكلمة أيضا للدلالة على جمع المؤنث العاقل، ثم هناك جمع التكسير لغير ذلك. أما العبرية فتستخدم الياء و الميم لجمع المذكر، و الواو و الياء للمؤنث، في حين أن الآرامية تستعمل حرفي الياء و النون.

### ➤ المفردات :

و يتجلى وجه الاختلاف في بعض الأسماء التي كانت تدل على معان شائعة عند جميع الشعوب السامية، و يتضح ذلك الاختلاف إذا قورنت كل لغة من هذه اللغات بغيرها من الفصيلة ذاتها.

## 8 - مميزات الخط السامي: ( أي قبل أن يتطور كما هو الآن)

تعتمد الأبجدية السامية على إثنين و عشرين حرفا ، يمثل كل شكل كتابي منها فونيميا واحدا، أي أصغر وحدة صوتية غير قابلة للتجزئة، و غير دالة في ذاتها. و من مميزات الكتابة السامية ما يلي: <sup>xxxii</sup>

\* إنها كتابة منفصل بعضها عن بعض.

\* تُكتب من اليمين إلى اليسار.

\* مرتبة ترتيبا أبجديا، و سميت بالأبجدية لأنها تبتدئ بحروف : أ-ب-ج-د، و المنظمة وفق الترتيب الآتي:

أ ب ج د-ه و ز-ح ط ي-ك ل م ن-س ع ف ص-ق ر ش ت.- أ ب ج د ه و ز ح ط ي ك ل م ن س ع ف ص ق ر ش ت.

\* إنها كتابة تفتقر إلى رموز للصوائت.

### الخاتمة :

إن فكرة القراية اللغوية ليست مجهولة في الفكر اللغوي العربي القديم، فصلاات القراية بين العربية والعبرية التي كشفها البحث التاريخي اللغوي المقارن، و الذي تأصل في العصر الحديث، تبدو جذورها آخذة في الامتداد إلى البدايات التي نخص بها أوائل اللغويين العرب.

## الإحالات :

- 1 - ينظر: العربية عبر القرون، محمود فهمي حجازي، دار الثقافة للطباعة و النشر، القاهرة، الطبعة -2، 1978 م : 15، و فقه اللغة و خصائص العربية، محمد المبارك، دار الفكر، بيروت، ط 5، 1972 م : 41.
- \* - هناك عدد كبير من المجاميع اللغوية يتفرع منها عدد كبير من اللغات و اللهجات أحصاها العلماء إضافة إلى ما ذكرنا، لكن عدلنا عن ذلك لعدم حاجة البحث إليها.
- 2 - فقه اللغة و خصائص العربية، محمد المبارك : 41.
- 3 - تاريخ اللغات السامية، اسرائيل و لفسون، دار القلم، بيروت، لبنان، الطبعة -1- 1980 م : 02، و ينظر : من الساميين إلى العرب، نسيب و هيبية الخازن، منشورات دار مكتبة الحياة للطباعة و النشر، بيروت، د ط، دت : 09.
- 4 - ينظر : تاريخ اللغات السامية : 2 ، و من الساميين إلى العرب : 21، و فقه اللغة و خصائص العربية : 49-54، و فصول في فقه الله، رمضان عبد التواب، مكتبة الخانجي للطباعة و النشر، القاهرة، ط2، 1408 هـ - 1984 م : الأداب السامية، محمد عطية الأبراشي، دار الحداثة لبنان، بيروت، 1978 م : 18، و دروس اللغة العبرية، رمحي كمال، دار النهضة العربية، بيروت، 1978 م : 07، و فقه اللغة، علي عبد الواحد وافي، لجنة البيان العربي، مطبعة الرسالة، مصر، ط 6، 1388 هـ - 1968 م : 2 - 3 ، و علم اللغة بين التراث و المناهج الحديثة، محمود فهمي حجازي، دار غريب للطباعة و النشر، القاهرة، ط 2، 1995 : 70-75.
- و يقصد بالعبرية ههنا عبرية العهد القديم التي تختلف احتلافا كبيرا عن العبرية الحديثة ينظر : فقه اللغة و خصائص العربية : 51.\*
- 5 - فصول في فقه اللغة : 35.
- 6 - فصول في فقه اللغة، رمضان عبد التواب : 36.
- 7 - ينظر : تاريخ اللغات السامية : 2، و من الساميين إلى العرب : 9، و فقه اللغة، وافي : 2 - 3 ، و المفصل في تاريخ العرب قبل الاسلام، جواد علي، نشر جامعة بغداد، ط 1، 1413 هـ - 1993 م : 1 / 223
- 8 - ينظر : قصص الأنبياء، 100 و 108
- 9 - ينظر : من الساميين إلى العرب : 9، و في الأصوات اللغوية، دراسة في أصوات المد العربية، غالب فاضل المطلبي، دار الحرية للطباعة، بغداد، د ط، 1984 م، : 116 و دراسات في فقه اللغة و الفونولوجيا العربية، عباينة يحي : 211.
- 10 - ينظر : المفصل في تاريخ العرب قبل الإسلام : 226/1.
- i ينظر : المرجع نفسه : 254/1-
- ii - ينظر : تاريخ اللغات السامية : 04 - 05 و فقه اللغة : 06 - 07
- iii - فقه اللغة : 07
- iv - ينظر : فقه اللغة : 09 - 10
- v - دروس اللغة العبرية : 13، و المفصل في تاريخ العرب قبل الإسلام : 254-255
- vi - ينظر : علم اللغة العربية : مدخل تاريخي مقارن في ضوء التراث و اللغات السامية : 120.
- vii - تاريخ اللغات السامية : 06 - 07
- viii - اللغة العبرية و آدابها، محمد التونجي، دار الجيل للطباعة و النشر، دمشق، ط2. 1983 م : 16، و ينظر : فقه اللغة : 12
- ix - ينظر : فقه اللغة : 11.
- x - ينظر : فقه اللغة : 12



<sup>xi</sup> - المفصل في تاريخ العرب قبل الإسلام : 255/1

<sup>xii</sup> - لسان العرب، ابن منظور، دار صادر، د ط، د ت، مادة (قرب)، (قراية) : 662/1 و 665

<sup>xiii</sup> - ينظر : علم اللغة : مقدمة القارئ العربي، محمود السعرا، دار الفكر العربي، القاهرة، ط2، 1999 م : 205

<sup>xiv</sup> - ينظر : علم اللغة : مقدمة للقارئ العربي : 206

<sup>xv</sup> - علم اللغة : 206، و ينظر: مدخل إلى اللغة، محمد حس عبد العزيز، دار الفكر العربي، ط2، دت : 255

<sup>xvi</sup> - ينظر : مقدمة لدراسة فقه اللغة، حلمي خليل، دار المعرفة الجامعية، الاسكندرية دط، 2003 : 115

<sup>xvii</sup> - ( نفسه : 115).

<sup>28</sup> - الدراسات اللغوية عند العرب إلى نهاية القرن الثالث، محمد آل ياسين، منشورات دار مكتبة الحياة، بيروت، لبنان، ط 1، 1400 هـ - 1980 م :

464.

<sup>xix</sup> - فصول في فقه اللغة : 42 - 43

<sup>xx</sup> - كتاب العين، الخليل بن أحمد الفراهيدي.

<sup>31</sup> - اللغة الكنعانية، دراسة صوتية صرفية دلالية مقارنة في ضوء اللغات السامية، يحي عابنة، مكتبة مجدلاوي للنشر و التوزيع، عمان الأردن، ط1

2003، ص20.

<sup>xxii</sup> - ينظر : نظرات في اللغة عند ابن حزم الأندلسي، سعيد الافغاني، دار الفكر، بيروت، ط 2، 1969 م : 25، و دراسة لسانية في الساميات

اللهجات العربية القديمة، عد الجليل مرتاض، دار هومة للطباعة و النشر، الجزائر، ط 1، 2003 : 29.

<sup>xxiii</sup> - الاحكام في أصول الأحكام، ابن حزم الأندلسي، تحقيق أحمد محمد شاكر، منشورات دار الأفاق الجديدة، بيروت، ط 1، 1400 هـ - 1980 م : 1/

31- 32

<sup>xxiv</sup> - ينظر : اللغة العربية عبر العصور : 17، و دراسة لسانية في الساميات و اللهجات العربية القديمة : 30.

<sup>xxv</sup> - الدراسات اللغوية عند العرب إلى نهاية القرن الثالث : 464.

<sup>xxvi</sup> - اللغة العربية عبر العصور : 16 - 17

<sup>xxvii</sup> - ينظر : تاريخ اللغات السامية : 14 - 17، و فقه اللغة : 12 - 17 و دروس اللغة العبرية : 19 - 20 و فصول في فقه اللغة : 45 - 46

<sup>xxviii</sup> - الأبجدية : 80.

<sup>xxix</sup> - ينظر نفسه.

- علم اللغة العربية : مدخل تاريخي مقارن : 194. <sup>xxx</sup>

- ينظر : تاريخ اللغات السامية : 19 - 20 فقه اللغة : 12 - 17 و الآداب السامية : 7 - 8 <sup>xxxi</sup>

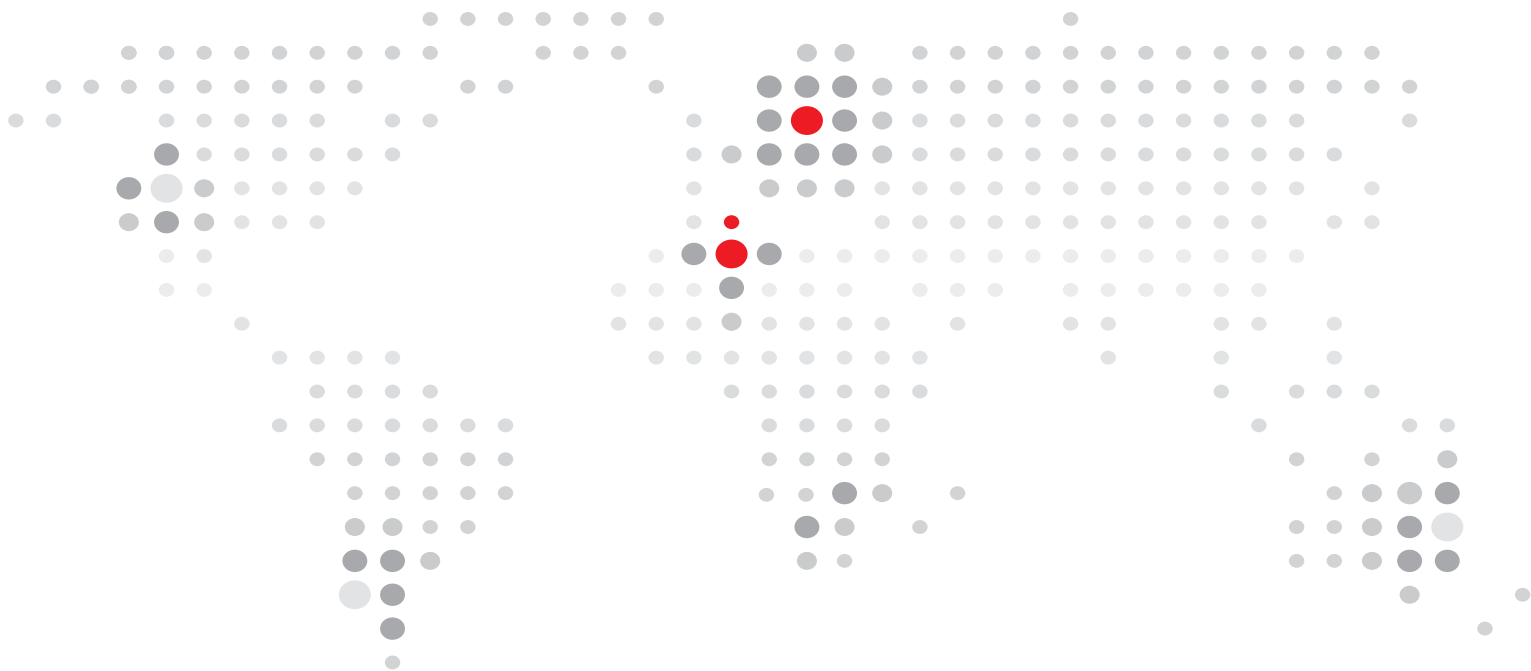
<sup>42</sup> - ينظر: تاريخ علم اللغة منذ نشأتها حتى القرن العشرين: 73-74، و فقه اللغة : 31 و الأبجدية: 74-46، و علم اللغة العربية: 159-160. -

#### المصادر و المراجع :

1. أبحاث في أصوات العربية، حسام سعيد النعيمي، دار الشؤون الثقافية العامة، بغداد، ط1، 1998.
2. الأبجدية: نشأة الكتابة وأشكالها عند الشعوب، أحمد هبو، دار الحوار للنشر و التوزيع، سورية ط1، 1984 م
3. الإحكام في أصول الأحكام، ابن حزم الأندلسي، الجزء الأول، تحقيق أحمد محمد شاكر، منشورات دار الأفاق الجديدة، بيروت، ط1، 1400 هـ - 1980.
4. الآداب السامية، محمد عطية الأبراشي، دار الحداثة لبنان، بيروت، 1978 م.
5. تاريخ علم اللغة منذ نشأتها حتى القرن العشرين، جورج موانان، مطبعة جامعة دمشق سوريا، دط، 1392 هـ-1972.
6. تاريخ اللغات السامية، إسرائيل ولفنسون، دار القلم، بيروت، لبنان، ط 1، 1980.
7. الحدث التوراتي والشرق الأدنى القديم، فراس السواح، دار علاء الدين للنشر، دمشق، ط 4، 1999.
8. الخط العربي وتاريخه، محمد مرتاض، ديوان المطبوعات الجامعية الجزائر، دط، 1994.
9. دراسات في فقه اللغة و الفونولوجيا العربية، عابنة يحي، دار الشروق، بيروت، ط1، 2002.
10. دراسة لسانية في الساميات واللهجات العربية القديمة، عبد الجليل مرتاض، دار هومة للطباعة و النشر، الجزائر، ط 1، 2003.

11. الدراسات اللغوية عند العرب إلى نهاية القرن الثالث، محمد ياسين آل ياسين، منشورات دار مكتبة الحياة، بيروت، لبنان، ط 1، 1400 هـ-1980.
12. دروس في علم أصوات العربية، جان كاتينو، نقله إلى العربية وذيله بمعجم صوتي فرنسي - عربي، صالح القرمادي، نشرات مركز الدراسات والبحوث الاقتصادية والاجتماعية، د.ط، 1969.
13. دروس اللغة العربية، ربحي كمال، دار النهضة العربية، بيروت، د.ط، 1978 م.
14. الساميون ولغاتهم: تعريف بالقرابات اللغوية والحضارية عند العرب، حسن ظاظا، دار القلم، دمشق، ط 2، 1990.
15. علم اللغة بين التراث والمناهج الحديثة، محمود فهمي حجازي، دار غريب للطباعة والنشر، القاهرة، ط 2، 1995.
16. علم اللغة العربية: مدخل تاريخي مقارن في ضوء التراث واللغات السامية، محمود فهمي حجازي، دار غريب للطباعة والنشر، القاهرة، ط 2، د.ت.
17. علم اللغة: مقدمة للقارئ العربي، محمود السعران، دار الفكر العربي، القاهرة، ط 2، 1999.
18. فصول في فقه اللغة، رمضان عبد التواب، مكتبة الخانجي للطباعة والنشر، القاهرة، ط 2، 1408 هـ - 1984.
19. فقه اللغة، علي عبد الواحد وافي، لجنة البيان العربي، مطبعة الرسالة، مصر، ط 6، 1388 هـ - 1968.
20. فقه اللغات السامية، كارل بروكلمان، ترجمه عن الألمانية الدكتور رمضان عبد التواب، مطبوعات جامعة الرياض، المملكة العربية السعودية، د.ط، 1977.
21. فقه اللغة وخصائص العربية، محمد المبارك، دار الفكر، بيروت، ط 5، 1972.
22. قصص الأنبياء، عماد الدين أبي الفداء إسماعيل بن كثير القرشي الدمشقي، تحقيق أحمد بن بدر الدين بن عبد العزيز، المكتبة الإسلامية، القاهرة، ط 1، 1423 هـ - 2002 م.
23. كتاب العين، الخليل بن أحمد الفراهيدي، تحقيق: مهدي المخزومي وإبراهيم السامرائي، دار الرشيد للنشر، العراق، 1980.
24. الكنز في قواعد اللغة العبرية: محمد بدر المطبعة التجارية الكبرى، مصر، 1926.
25. لسان العرب، ابن منظور، دار صادر، بيروت، د ط، د ت.
26. اللغة العربية وآدابها، محمد التونجي، دار الجيل للطباعة والنشر، دمشق، ط 2، 1983.
27. اللغة العربية عبر القرون، محمود فهمي حجازي، دار الثقافة للطباعة والنشر، القاهرة، ط 2، 1978.
28. اللغة الكنعانية: دراسة صوتية صرفية دلالية مقارنة في ضوء اللغات السامية، يحي عيابنة، مكتبة مجدلاوي للنشر والتوزيع، عمان الأردن، ط 1، 2003.
29. مدخل إلى اللغة، محمد حس عبد العزيز، دار الفكر العربي، ط 2، دت.
30. المعجم الحديث، عبري- عربي، ربحي كمال، دار العلم للملايين، ط 1، 1985.
31. المفصل في تاريخ العرب قبل الإسلام، جواد علي، الجزء الأول، نشر جامعة بغداد، ط 1، 1413 هـ - 1993.
32. مقدمة في فقه اللغة، لويس عوض، سينا للنشر، مصر، ط 2، 1993.
33. مقدمة لدراسة فقه اللغة، حلمي خليل، دار المعرفة الجامعية، الإسكندرية، د.ط، 2003.
34. من الساميين إلى العرب، نسيب وهيبه الخازن، منشورات دار مكتبة الحياة للطباعة والنشر، بيروت، د ط، د ت.
35. نشأة الكتابة الفنية في الأدب العربي، حسين نصار، مكتبة الثقافة الدينية، القاهرة، ط 1، 2002.
36. نظرات في اللغة عند ابن حزم الأندلسي، سعيد الأفغاني، دار الفكر، بيروت، ط 2، 1969.





Fondation Friedrich Ebert  
49, rue Bachir Ibrahimi (ex chemin Poirson)  
16030 El Biar / Alger.  
Tél:+213 21 92 68 95. Fax: +213 21 92 12 49  
info@fes-alger.org

**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

